DE I

ÉT

CHEVALIE

ET P

I

OUVRA

J. G.

HISTOIRE

DE LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE

DES

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

PAR Mr CHARLES BOTTA,

CHEVALIER DE L'ORDRE IMPÉRIAL DE LA RÉUNION, MEMBRE DU CORPS LÉGISLATIF, L'UN DES QUARANTE DE L'ACADÉMIE IMPÉRIALE DE TURIN;

TRADUITE DE L'ITALIEN,

ET PRÉCÉDÉE D'UNE INTRODUCTION,

PAR Mr L. DE SEVELINGES.

OUVRAGE ORNÉ DE PLANS ET CARTES GÉOGRAPHIQUES.

TOME QUATRIÈME.

PARIS,

J. G. DENTU, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

Rue du Pont de Lodi, n° 3, près le Pont-Neuf.

1813.

GU

Je m'a
qui, r
et une
voir, p
bien es
bien so
tune,
peut s'a
suite d
victoire
défaite,
souvent
et les va
actions
efforts h
de comb
plus imp
ces bata

IV

HISTOIRE

DE LA

GUERRE D'AMÉRIQUE.

LIVRE DOUZIÈME.

Je m'apprête à décrire une guerre opiniâtre qui, remarquable par de fréquens combats et une multitude d'évènemens divers, a fait voir, peut-être plus qu'aucune autre, combien est incertain le sort des armes, combien sont inconstantes les faveurs de la fortune, et de quelle tenacité, au contraire, peut s'armer l'esprit humain dans la poursuite de ce qui fait l'objet de ses vœux. La victoire produisit souvent les résultats de la défaite, et la défaite ceux de la victoire; souvent les vainqueurs devinrent les vaincus, et les vaincus les vainqueurs. Dans de petites actions se déploya un grand courage; et les efforts heureux ou malheureux d'une poignée de combattans, eurent quelquefois des suites plus importantes que n'en ont en Europe ces batailles terribles que se livrent de va-

1780.

Campagne des Carolines.

1780. leureuses et puissantes nations. Les deux Carolines ne virent cesser cette lutte sanglante, que lorsque des revers multipliés commençaient à faire regarder comme désesperée la cause de la Grande-Bretagne, sur le continent américain.

Le général Clinton, ainsi que nous l'avons rapporté dans le livre précédent, s'était mis en marche de l'état de New-York, pour entreprendre dans les Carolines l'expédition dont le but principal était la conquête de Charles-Town, conquête qui ne pouvait manquer, à ce qu'il espérait, d'entraîner la soumission de toute la province. Il était suivi de sept à huit mille soldats anglais, hessois et loyalistes. On distinguait parmi eux un corps d'excellente cavalerie, arme très-nécessaire au succès des opérations dans des pays ouverts et plats. Clinton avait eu soin également de faire charger sur ses bâtimens une immense quantité de munitions de guerre et de bouche. Les Anglais s'avançaient pleins d'ardeur et de confiance dans la victoire. Les vents et la mer leur furent d'abord extrêmement favorables; mais il s'éleva ensuite d'horribles tempêtes qui dispersèrent la flotte entière, et endommagèrent grièvement la plupart des vaisseaux. Quelques-uns parvinrent,

sur la fin de janvier, à Tibee, dans la Géorgie; d'autres furent interceptés par les Américains. Un bâtiment de transport se perdit avec tout son chargement; les chevaux d'artillerie et de troupe qu'il portait, périrent presque tous. Ces pertes, affligeantes en tout temps, étaient affreuses, et pour ainsi dire irréparables dans cette occurrence. Elles apportèrent un si long délai à l'entreprise de Charles-Town, que les Américains eurent le temps de mettre cette place en état de défense. 1780.

Tous les corps dispersés se réunirent enfin dans la Géorgie. Les troupes victorieuses de Savanah reçurent avec de grands témoignages d'allégresse celles de Clinton; les unes et les autres travaillant à l'envi à remédier aux désastres essuyés dans le trajet. Lorsque toutes leurs dispositions furent achevées, c'est-à-dire vers le 10 février, elles partirent sur les bâtimens de transport, escortés par les vaisseaux de guerre. Les vents favorables les portèrent promptement à l'embouchure du Nord-Edist, rivière qui se jette dans la mer à peu de distance de l'île de St.-John, sur les côtes de la Caroline.

Les Anglais débarquent dans la Caroline méridionale.

Après avoir reconnu les lieux et passé la barre, l'armée britannique débarqua en s'é-

1780. tendant depuis l'île ci-dessus nommée, jusqu'à celle de St.-James, plus voisine encore de Charles-Town. Déjà les corps avancés touchaient les rives de l'Ashley, qui baigne les murs de cette ville. Ils occupaient pareillement le Wappoo-Creek, par lequel devaient passer les chaloupes et les bateaux pour transporter les troupes de la rive droite de l'Ashley sur la gauche, où est située Charles-Town. Mais les retards causés par les évènemens maritimes ayant donné le temps aux Américains d'élever de nouvelles fortifications et de renforcer la garnison, le général Clinton se détermina de son côté à n'entreprendre le siége qu'après avoir donné ordre au général Prévost, stationné à Savanah, de lui envoyer douze cents hommes de son corps d'armée, en comprenant dans ce nombre le plus de cavalerie qu'il lui serait possible. Il avait également écrit à Kniphausen, qui, depuis son départ, commandait dans l'état de New-York, de lui faire passer en hâte des renforts et des munitions. Peu de jours après, le général Patterson arriva au camp avec les troupes que lui avait confiées Prévost; mais ce ne fut qu'après avoir enduré d'horribles fatigues et surmonté les nombreux obstacles que lui avaient opposés

non-seulement les fleuves débordés et les 1780
chemins rompus, mais encore l'ennemi, qui, par de légers détachemens, n'avait cessé de harceler son flanc gauche depuis Savanah jusque dans l'intérieur de la Caroline. Cependant Clinton se retranchait sur les bords de l'Ashley et des bras de mer adjacens, afin d'assurer ses communications avec la flotte. Pendant ce temps, le colonel Tarleton, dont il sera souvent fait mention dans le cours de cette histoire, officier de cavalerie non moins expérimenté qu'entreprenant, s'était rendu dans l'île de Port-Royal, île riche et fertile, située sur la côte de la Caroline, vers la Géorgie. Là, employant l'argent auprès des habitans bien disposés, la force envers ceux qui se montraient ennemis, le colonel ne négligea aucun moyen de se procurer des chevaux pour remplacer ceux que l'on avait perdus dans la traversée. S'il ne put en rassembler autant que les besoins du service l'exigeaient, le succès néanmoins passa ses espérances. Ainsi, vers la fin de mars, tout se trouva prêt pour commencer le siége de Charles-Town : l'armée britannique n'était séparée de la place que par le cours de l'Ashley.

Préparatifs des républicains contre les royalistes.

Les Américains, de leur côté, n'avaient omis aucun des apprêts, soit civils, soit

1780. militaires, qu'ils avaient cru les plus propres à une vigoureuse défense; quoiqu'à la vérité il ne leur eût pas été possible de faire tout ce qu'aurait exigé le danger de leur situation. Les billets de crédit étaient tellement déchus dans l'opinion des habitans de la Caroline du sud, qu'il était excessivement difficile de subvenir avec ce papier aux premiers frais de la guerre. Le manque de soldats ne se faisait pas sentir moins vivement. Les milices harassées des pénibles opérations de la Géorgie, pendant l'hiver précédent, soupiraient après le repos; elles s'étaient débandées pour regagner leurs foyers. Un autre motif les empêchait encore de porter du secours à Charles-Town : c'était la crainte de la petite vérole, qui, à cette époque, faisait des ravages dans cette ville. D'ailleurs, les régimens de ligne appartenant à la province, qui étaient au nombre de six, se trouvaient tellement affaiblis par les désertions, les maladies, les combats et le terme des engagemens, que tous ensemble ne formaient pas un millier de soldats. Il faut ajouter que beaucoup d'individus s'étaient déterminés à profiter de l'amnistie offerte par le général Prévost, à Savanah, les uns par fidélité envers le roi, les autres pour préserver leurs biens du pil-

lage. En effet, les Anglais saccageaient sans nul ménagement les propriétés de tous ceux qui continuaient à servir sous les enseignes du congrès; et enfin la victoire de Savanah avait imprimé dans les esprits une grande terreur des armes britanniques. La plupart des insurgés répugnaient à s'enfermer dans les murs d'une ville qu'ils croyaient peu capable de résister à un ennemi si vaillant. 1780.

Telle était la pénurie de moyens à laquelle était réduite la Caroline méridionale : le congrès ne déploya pas beaucoup plus de vigueur. Il avait été averti à temps des desseins des Anglais, et il aurait voulu pouvoir détourner l'orage prêt à fondre sur la Caroline. Mais, d'une part, la faiblesse de l'armée de Washington, qu'un grand nombre de ses soldats avaient abandonné à l'expiration de leur engagement; de l'autre, la force des garnisons qu'avait laissées Clinton dans l'état de New-York, ne permettaient pas que de cette province l'on pût envoyer du secours à Charles-Town. Néanmoins, pour soutenir par des paroles ceux qu'ils ne pouvaient assister par des faits, ou, dans l'idée que les peuples, touchés du péril qui menaçait la Caroline, courraient volontairement aux armes, le congrès manda aux chefs de cette

1780. province de s'armer de constance, en leur promettant un renfort de neuf mille hommes. Mais on ne parvint à en rassembler que quinze cents des troupes réglées de la Caroline du nord et de la Virginie. Le congrès expédia en outre deux frégates, une corvette et quelques autres bâtimens inférieurs, pour entretenir, s'il était possible, communication par mer avec la ville assiégée. Les habitans de la Caroline furent aussi exhortés à armer leurs esclaves; projet qui ne fut cependant pas mis à exécution, soit par ce qu'il répugnait à tous les esprits, soit parceque l'on n'avait point d'armes en quantité suffisante. Malgré cette froideur des citoyens, les magistrats de Charles-Town, rassurés par la présence et les paroles du général Lincoln, qui dirigeait tout ce qui concernait la partie militaire, tinrent un conseil général dans lequel il fut résolu de défendre la ville jusqu'à la dernière extrémité. Bien plus, sachant combien dans les opérations de la guerre et dans toute circonstance grave, l'unité de mesures et de pouvoir est importante, ils déférèrent une sorte de dictature à Jean Rutledge, leur gouverneur, lui donnant la faculté de faire tout ce qu'il croirait nécessaire au salut de la république. Ils n'étendirent pas toutefois sa

puissance jusque sur la vie des citoyens, et 1780.
ils voulurent qu'il ne pût en punir aucun de mort sans un jugement légal.

Armé d'une telle autorité, Rutledge convoqua les milices, mais peu déployèrent leurs enseignes. Il fit répandre alors une proclamation dans les environs de la place, pour sommer tous les individus incrits sur les rôles militaires ou ayant des propriétés dans la ville, de venir se joindre à la garnison : leur refus devait entraîner la confiscation de leurs biens. Sur un ordre aussi rigoureux, quelques-uns se montrèrent : mais il s'en fallut encore beaucoup que le nombre de ceux qui prirent les armes répondît aux vœux du gouverneur. Les habitans des campagnes étaient plongés dans une sorte de stupeur ; ils voulaient voir, avant de prendre un parti, quel serait le sort des évènemens : en un mot, la garnison d'une ville aussi étendue ne comptait guère plus de cinq mille hommes, y compris les miliciens et les matelots. Les premiers, sur lesquels devait reposer principalement la défense de la place, étaient au nombre de deux mille.

Cependant, on travaillait aux fortifications avec un zèle infatigable. Elles consistaient, du côté de la terre, et dans cette par-

1780. tie qui s'étend depuis la rivière d'Ashley jusqu'à l'autre nommée Cooper, en une ligne de bastions, de retranchemens, et de batteries armées de quatre-vingt pièces de gros canons et de plusieurs mortiers. Les ouvrages extérieurs qui faisaient face à la campagne ouverte, étaient protégés sur leurs flancs par des marais que l'on avait réunis au moyen d'un canal de communication. Au milieu de l'espace compris dans ces ouvrages et les retranchemens intérieurs, les Américains avaient construit deux fortes palissades composées de gros arbres enterrés jusqu'au sommet, et présentant au dehors les pointes de leurs branches. Entre les deux palissades, ils avaient ouvert un fossé très-profond et plein d'eau; et ils avaient, en outre, creusé çà et là des puits et des sauts-de-loup, pour arrêter les assiégeans s'ils parvenaient à franchir les premiers obstacles. Les retranchemens et batteries, quoique élevés à la hâte, étaient faits néanmoins selon toutes les règles de l'art, et devaient fournir un feu rasant pour battre toute la campagne adjacente. La partie du milieu paraissant plus faible, on y avait ajouté un ravelin revêtu en pierre pour couvrir la porte principale. Telles étaient les fortifications qui, s'étendant à

travers le promontoire derrière la ville, et 1780.
d'une rivière à l'autre, la défendaient du côté de la terre. Mais sur les deux flancs qui sont également protégés par des courans d'eau, on s'était borné à ériger de nombreuses batteries construites, pour mieux résister au boulet, en terre mêlée avec du bois de palmier. Tous les endroits du rivage qui auraient pu servir au débarquement de l'ennemi étaient hérissés de fortes palissades. De plus, pour défendre aux vaisseaux anglais l'entrée du port, on y avait embossé huit frégates américaines et une frégate française, sans compter plusieurs bâtimens légers. Cette petite flotte, d'après un avis très-judicieux, avait été disposée dans la passe étroite qui se trouve entre l'île de Sullivan et le *Midle-Ground;* si elle avait conservé ce mouillage, elle aurait pu nuire considérablement à l'escadre britannique, lorsqu'elle s'approcha du fort Moultrie, construit dans cette île, et célèbre par la vigoureuse résistance qu'il opposa aux Anglais en 1776. Mais lorsque l'amiral Arbuthnot s'approcha de la barre, la flotille américaine quittant sa station et abandonnant le fort Moultrie à ses propres forces, remonta plus haut vers Charles-Town, et alla se porter en travers du canal

1780. formé par la rivière Cooper, coulant entre la partie gauche de la ville, et un banc de sable fort bas, appelé *Shutte's Folly*. C'est-là que furent amarées les frégates avec d'autres bâtimens marchands; et au moyen de câbles, de chaînes et de madriers, on forma une estacade qui s'étendait d'une rive à l'autre; pour la consolider, on lia fortement ensemble les mâts de tous ces vaisseaux. Ainsi, si l'on en excepte le fort Moultrie, aucun obstacle ne s'opposait plus à ce que les Anglais pénétrassent dans le port, et pussent coopérer avec l'armée de terre. C'est ainsi que les habitans se préparèrent à repousser vaillamment les attaques de l'ennemi; mais ils fondaient encore leur espoir sur les secours de leurs voisins de la Caroline septentrionale et de la Virginie.

Lincoln et Rutledge disputèrent de zèle et de génie, tant pour redoubler la confiance des assiégés que pour ajouter à la force de la place. Ils furent merveilleusement secondés par deux ingénieurs français, MM. de Laumoy et de Cambray. Les troupes de ligne furent chargées de la défense des retranchemens, comme du poste le plus périlleux, et les milices de la garde des bords de la rivière.

1780.

Les Anglais assiégent Charles-Town.

A peine le général Clinton avait-il terminé tous ses apprêts, que le 29 mars, ayant laissé un détachement à la garde de ses magasins de Wappoo-Creek, il remonta sans nulle opposition la rivière Ashley jusqu'à douze milles au-dessus de Charles-Town. Aussitôt après son débarquement, il envoya un corps d'infanterie et de cavalerie légère, occuper le grand chemin et battre le pays jusque sous le canon de la place. Toute l'armée suivit après et s'établit en travers de l'isthme derrière la ville, à la distance d'un mille et demi. De ce moment, la garnison perdit toute communication avec la terre; les Anglais étant maîtres des deux rives de l'Aslhey, bientôt il ne lui resta plus que la voie du Cooper pour recevoir des secours en hommes et en vivres. Les royalistes ne tardèrent pas à transporter dans leur camp la grosse artillerie, le bagage et toutes les munitions de guerre et de bouche. Le capitaine Elphinston rendit, à cette occasion, les plus grands services avec ses bâtimens légers et ses chaloupes. La tranchée fut ouverte dans la nuit du 1er avril, et, dans l'espace d'une semaine où les assiégés tirèrent avec assez peu de succès, les canons étaient déjà en batterie et prêts à battre la place.

1780. Dans le même temps, l'amiral Arbuthnot avait fait ses dispositions pour passer la barre, et forcer l'entrée du port de Charles-Town. Les frégates, comme plus légères, passèrent sans aucune difficulté; mais les vaisseaux de ligne ne purent remonter qu'après avoir été allégés de leur artillerie, de leurs munitions et même de leur eau: toute l'escadre avait achevé son passage le 20 mars. Arbuthnot jeta l'ancre à Five-Fathom-Hole; il avait encore néanmoins un obstacle à surmonter avant de pouvoir prendre une part active au siége de Charles-Town: il fallait s'emparer du fort Moultrie, que gardait le colonel Pinckney, avec des forces respectables. L'amiral anglais, saisissant l'avantage d'un vent de sud et de la marée montante, leva l'ancre le neuf avril, et alla mouiller à une portée de canon de la ville, près l'île James. Le colonel Pinckney avait fait feu de toute son artillerie sur les vaisseaux anglais au moment de leur passage; mais leur marche était si rapide qu'ils ne furent que faiblement endommagés. Les morts et les blessés ne s'élevèrent pas à trente; un seul transport fut abandonné et brûlé.

Dans cet état de choses, les batteries étant prêtes à battre la place déjà investie de

toutes parts, Clinton et Arbuthnot sommèrent Lincoln de se rendre. Ils lui représentèrent avec force toutes les calamités que son obstination ne pouvait manquer d'entraîner, les suites terribles d'une prise d'assaut, et l'importance dont il était pour lui de saisir la seule occasion qui s'offrît de sauver l'existence et les propriétés des habitans. L'Américain répondit fièrement qu'il était déterminé à se défendre. Les Anglais aussitôt ouvrirent leur feu; la place y riposta vivement. Mais les assiégeans avaient l'avantage d'une artillerie plus nombreuse, particulièrement en mortiers qui faisaient un épouvantable ravage. Les pionniers et sapeurs, commandés par ce même Montcrieffe qui s'était acquis tant de gloire dans la défense de Savanah, poussaient les tranchées avec une extrême rapidité. Déjà la seconde parallèle était terminée et garnie de ses batteries; tout promettait aux Anglais une victoire prochaine; mais les Américains avaient rassemblé un corps sur la partie supérieure de la rivière Cooper. Ils étaient sous la conduite du général Huger: de cette position ils pouvaient inquiéter les assiégeans sur leurs derrières, ravitailler Charles-Town, et, dant un cas extrême, faire jour à 1780.

1780. la garnison pour évacuer la ville et se retirer en sûreté dans la campagne. D'ailleurs, quelque faible que fût ce corps, il pouvait servir d'encouragement et de noyau à d'autres qui seraient venus s'y joindre. La Caroline septentrionale avait déjà fait passer dans ce camp une grande quantité d'armes et de munitions. Le général Clinton, réfléchissant sur cet objet, prit la résolution d'attaquer lui-même avant de laisser le temps à l'ennemi d'accroître ses forces. Il fit marcher le colonel Webster à la tête de quatorze cents hommes, avec ordre de disperser ce rassemblement de républicains, et de leur couper toute communication avec Charles-Town par le Cooper.

Déroute des républicains.

Le colonel était accompagné de Tarleton et de Fergusson, tous deux partisans pleins d'audace. Les Américains avaient établi leurs principaux cantonnemens sur la rive gauche du Cooper, et, étant maîtres du pont, ils avaient fait passer sur la rive droite toute leur cavalerie, arme dans laquelle ils avaient une grande supériorité. Cette position était très-forte, le pont n'étant accessible que par une digue qui traversait des marais impraticables : mais ils se gardaient mal ; ils avaient négligé de placer des vedettes et de faire re-

connaître les environs. D'ailleurs, leurs dispositions étaient vicieuses : ils avaient placé la cavalerie en avant, et l'infanterie derrière. Les Anglais arrivèrent à l'improviste ; leur attaque fut impétueuse ; elle rompit en peu d'instans les Américains : tout ce qui ne se sauva point par une fuite prompte, périt sur la place. Le général Huger, et les colonels Washington et Jamieson se jetèrent dans les marais, et furent assez heureux pour échapper à la faveur des ténèbres. Quatre cents chevaux, butin d'un haut prix dans les circonstances, tombèrent au pouvoir des vainqueurs, avec un grand nombre de charriots chargés d'armes, d'habillemens et de munitions. Les royalistes s'emparèrent du pont : bientôt après, ils s'assurèrent d'un autre passage plus bas, et inondèrent le pays situé sur la rive gauche de la rivière, particulièrement le district de St.-Thomas. C'est ainsi que fut enlevée aux assiégés la seule voie qui leur restait pour communiquer avec la campagne ; la ville se trouva alors étroitement investie de toutes parts. La garnison, encore peu aguerrie, ne fit aucun mouvement pour s'opposer à cette entreprise : elle tenta seulement de se retrancher sur une pointe de la rive gauche, appelée la pointe de Lamprey. 1780.

780. Mais les Anglais étant grossis par les renforts que Clinton avait fait passer sur ce même bord, et le comte de Cornwallis ayant pris le commandement général de l'armée, les Américains se virent contraints à abandonner ce dernier poste. Les troupes britanniques fourrageaient sans obstacles, empêchaient les rassemblemens de milices, et interceptaient toute espèce de secours. Peu de jours après, Tarleton s'étant porté avec une célérité incroyable sur les bords de la Santie, surprit et mit dans une déroute complète un autre corps de cavalerie républicaine, commandée par le colonel Buford : armes, chevaux, munitions, tout tomba au pouvoir du vainqueur. La fortune adverse continua de poursuivre les insurgés : l'amiral Arbuthnot débarqua dans l'île de Sullivan un corps de soldats de marine, hommes d'une valeur éprouvée. Il commenca à resserrer le fort Moultrie : il s'était procuré un état exact de la place et de la force de la garnison, et se disposait, en conséquence, à l'attaquer du côté de l'ouest et du nord-ouest, dont les défenses étaient plus faibles. Les assiégés ayant perdu tout espoir de secours, voyant les Anglais maîtres de la terre, et les moyens d'attaque incomparablement supérieurs à ceux de résis-

tance, se rendirent le 7 de mai. Ainsi, ce fort Moultrie qui, quatre ans auparavant, avait bravé toutes les forces de l'amiral Hyde-Parker, tomba, sans coup férir, au pouvoir des royalistes. 1780.

Cependant, la troisième parallèle devant Charles-Town, était poussée jusqu'au canal dont il a été fait mention plus haut, et le travail de la sappe fut continué avec tant d'ardeur, que, parvenus à la droite du marais qui lui fournissait l'eau, les Anglais la détournèrent et le mirent bientôt à sec. Ils se hâtèrent d'armer cette parallèle de ses batteries, d'achever les traverses et boyaux de communication. La place étant resserrée à ce point, et le bombardement sur le point de commencer, Clinton somma de nouveau Lincoln de la lui rendre. Une négociation fut entamée, mais le commandant Américain, prétendant que non-seulement les milices et les bourgeois fussent libres de leurs personnes, mais qu'ils eussent encore la faculté de vendre leurs propriétés et d'en emporter la valeur où il leur plairait, le général Anglais refusa d'acquiescer à ces conditions. Il exigeait que la garnison entière se rendît à discrétion; et, quant aux propriétés, il se bornait à promettre qu'elles ne seraient point

1780. livrées au pillage. Les conférences furent rompues, et les hostilités recommencèrent. Les fortifications étaient battues avec violence par la grosse artillerie, les bombes et les obus écrasaient la ville et y allumaient de fréquens incendies; les chasseurs hessois, très-exercés au tir de leurs carabines rayées, abattaient tout ce qui paraissait aux embrâsures ou sur le rempart. Les assiégés n'avaient plus d'abri ni de retraite; tout annonçait la nécessité d'une reddition prochaine. Déjà le feu de la place se ralentissait sensiblement; son artillerie était en partie démontée, et ses meilleurs canonniers tués ou hors de service: enfin, la sappe était avancée au point que les Anglais débouchaient dans le fossé même de la ville. Elle était donc menacée d'un assaut; la discorde commençait à y éclater; les citoyens timides ou attachés au parti royal murmuraient hautement; ils conjuraient Lincoln de ne pas exposer à une ruine inévitable, une cité si importante et si riche. Ils représentaient que les vivres allaient manquer, que les ingénieurs regardaient comme impossible de soutenir un assaut, en un mot, que d'aucune part il ne s'offrait la moindre voie de salut.

Dans une aussi terrible extrémité, Lincoln se dépouilla enfin de sa dureté naturelle ; et le 12 mai, la capitulation fut signée. Elle portait que la garnison sortirait avec une partie des honneurs de la guerre ; mais, qu'arrivée à l'espace compris entre les murs et le canal, elle mettrait bas les armes ; qu'elle marcherait sans tambours et sans drapeaux, que les soldats de ligne et les marins conserveraient leur bagage, et demeureraient prisonniers de guerre jusqu'à leur échange ; que les milices rejoindraient leurs foyers, après avoir juré de ne plus servir contre les troupes royales, celles-ci s'engageant à ne point les inquiéter, ni dans leurs personnes, ni dans leurs biens, tant qu'elles seraient fidèles à leur promesse ; que les bourgeois de toute classe seraient également réputés prisonniers de guerre sur leur parole, et leurs biens garantis aux mêmes conditions ; que les officiers garderaient leurs esclaves, leurs armes et leur bagage intacts. Quant au général Lincoln, on lui laissa la faculté d'expédier un bâtiment à Philadelphie, avec ses dépêches.

1780.

Charles-Town se rend aux Anglais.

Ce fut ainsi qu'après un siége de quarante jours, la capitale de la Caroline du sud se vit soumise par les armes des royalistes. Sept généraux, dix régimens de ligne, très-

affaiblis à la vérité, et trois bataillons d'artillerie prisonniers des Anglais, donnaient un grand éclat à leur triomphe : au total, le nombre des prisonniers de guerre fut estimé à plus de six mille. Quatre cents bouches à feu de divers calibres furent la proie du vainqueur, avec une quantité proportionnée de poudre, de boulets et de bombes; trois grosses frégates américaines et une frégate française, ainsi que plusieurs autres bâtimens de moindre force, augmentèrent l'importance de la conquête. La perte en morts et en blessés fut peu considérable de part et d'autre.

Tous les habitans de la Caroline se plaignaient amèrement de leurs voisins, et spécialement de ceux de la Virginie, qui n'avaient essayé en aucune manière de les secourir. La conduite du général Lincoln fut unanimement blâmée, quoique jugée de différentes manières. Les uns lui reprochaient de s'être laissé enfermer dans les murs d'une ville aussi vaste et aussi difficile à défendre, au lieu de continuer la guerre en rase campagne. Ils disaient que, s'il avait pris ce parti, il aurait pu conserver à la confédération un corps d'armée précieux et la partie la plus riche de la province; qu'il aurait mieux valu harceler et fatiguer l'ennemi par des mar-

ches, des retraites, et des attaques habilement combinées ; que Washington avait agi bien différemment, et plus utilement pour la patrie, lorsqu'à la perte de son armée il préféra celle de l'île de New-York et de la ville même de Philadelphie. Ce n'était point cependant Lincoln seul qu'il fallait rendre responsable des événemens, mais le congrès et les états provinciaux voisins, qui, à l'approche du péril, promirent des secours qu'ils ne fournirent pas. Les autres censeurs de la conduite du général le condamnèrent pour n'avoir point évacué la ville, quand toutes les routes lui étaient encore ouvertes sur la rive gauche du Cooper. Mais s'il suivit un conseil opposé, la cause en doit être attribuée, d'abord à cette même espérance des secours promis ; en second lieu, à la crainte qu'il conçut, après la déroute de Monk's Corner, de voir les Anglais, déjà maîtres du pays entre le Cooper et la Santie, déployer contre lui des forces infiniment supérieures, sur-tout en cavalerie, et le contraindre à laisser la ville à leur discrétion. 1780.

Dès que le général Clinton fut entré dans Charles-Town, il se hâta de prendre toutes les mesures, tant civiles que militaires, les

1780. plus propres à rétablir l'ordre ; puis il fit ses dispositions pour remettre entièrement sous le joug le reste de la province, où déjà tout s'empressait de recevoir la loi du vainqueur. Ne voulant ni laisser refroidir les siens, ni laisser respirer l'ennemi, il combina trois expéditions : l'une vers la rivière de Savanah, en Georgie ; l'autre sur Ninety-Six, au-delà de la Saluda, toutes deux ayant également pour objet de faire lever les royalistes, très-nombreux dans ces contrées ; la troisième avait ordre de battre le pays entre le Cooper et la Santie, pour disperser un corps de républicains qui, sous la conduite du colonel Buford, se retirait à grandes journées de la Caroline. Chacune de ces expéditions réussit complètement ; de toutes parts les habitans accouraient au-devant des troupes royales, déclarant vouloir retourner sous leur ancien maître, et offrant même de défendre sa cause à main armée. Un grand nombre des habitans de Charles-Town même, excités par des proclamations du général anglais, témoignèrent non moins de zèle pour combattre sous ses drapeaux.

Le comte de Cornwallis, après avoir balayé les deux rives du Cooper, et traversé la Santie, se rendit maître de George-Town.

'el était l'attachement, ou vrai, ou simulé, 1780.
ue les peuples faisaient éclater pour le roi; elle était leur épouvante, ou leur envie de e rendre agréables au vainqueur, que, non ontens de se présenter en foule, ils traînaient encore enchaînés à leur suite ces amis le la liberté auxquels naguère ils obéissaient vec tant d'empressement, et qu'ils n'appeaient plus actuellement que leurs oppreseurs. Cependant le colonel Buford continuait apidement sa retraite, et il paraissait déjà ors de toute atteinte. Tarleton offrit néannoins de le poursuivre, en promettant de le ejoindre. Cornwallis lui confia, pour cette xpédition, un fort détachement de dragons et une centaine de chasseurs montés en roupe. Sa marche fut si prompte, que, le 28 mai, il était parvenu à Cambden, où il pprit que Buford était parti la veille de Rugeley's-Mills, et qu'il se portait avec une xtrême célérité au-devant d'un autre corps le républicains, qui se rendait de Salisbury à Charlotte, dans la Caroline du nord. Tarleton sentit de quelle importance il était de prévenir la jonction de ces deux corps; en conséquence, malgré la fatigue des hommes et des chevaux, dont plusieurs étaient déjà ombés d'épuisement, malgré l'horrible

1780. chaleur de la saison, il redoubla de vitesse, et il atteignit enfin son ennemi dans un endroit nommé Wacsaws, après avoir parcouru un espace de 105 milles en 54 heures. Les Anglais sommèrent les Américains de mettre bas les armes; ceux-ci répondirent courageusement qu'ils étaient prêts à se défendre. Le colonel disposa ses troupes au combat; elles consistaient en quatre cents hommes de troupes réglées de la Virginie, soutenues par un escadron de dragons de Washington. Il ne forma qu'un seul rang, et donna l'ordre à son artillerie et à son bagage de filer derrière lui sans s'arrêter; ses soldats avaient défense de tirer avant que la cavalerie anglaise ne fût à trente pas. Tarleton ne perdit point de temps dans ses dispositions, et chargea sur l'heure. Les Américains plièrent après une faible résistance; les Anglais les poursuivirent avec vigueur, et en firent un affreux carnage. Leur victoire fut complète; tout ce qui ne resta pas sur le carreau fut blessé et pris. Telle était la rage des vainqueurs, qu'ils n'épargnèrent même pas ceux qui rendaient leurs armes. Les Américains en conservèrent un souvenir d'horreur. Depuis ce jour, il passa en proverbe parmi eux, pour exprimer les cruautés d'un

nemi barbare, de dire : *Faire quartier à la* 1780.
rleton. Armes, canons, munitions, ba-
ges, tout tomba au pouvoir des Anglais.
paraît que le colonel Buford commit deux
utes, dont la plus grave fut d'avoir attendu
rase campagne un ennemi plus fort en
valerie. Si, au lieu d'envoyer tous ses
harriots en arrière aussitôt qu'il aperçut les
oupes royales, il en eût formé une enceinte
i couvrît sa troupe, les Anglais n'auraient
s essayé de la forcer, ou ils se seraient
xposés à un échec sanglant. La seconde
ute fut d'avoir ordonné à l'infanterie amé-
icaine d'attendre, sans tirer, la cavalerie
nnemie à trente pas ; il en résulta qu'elle
hargea avec plus d'ordre et d'efficacité.
'arleton ramena aussitôt son corps, suivi
es trophées de sa victoire, à Cambden, où
opéra sa jonction avec lord Cornwallis. La
ivision américaine, qui s'était avancée jus-
u'à Charlotte, changea de dessein à la nou-
elle de la déroute de Wacsaws, et elle se
eplia précipitamment sur Salisbury.

Ce revers détruisit les dernières espé-
ances des Caroliniens ; il entraîna bientôt
eur entière soumission. Le général Clinton
écrivit à Londres, que la Caroline du sud
était redevenue anglaise, et qu'à peine y

1780. trouvait-on un homme qui ne fût ou prisonnier sur parole, ou enrôlé sous les drapeaux du roi. Il ne se dissimulait pas, au reste, que la conquête qu'il devait à ses armes ne pouvait se conserver que par le rétablissement complet de l'ordre civil. Pour y parvenir, il crut devoir, d'abord, tranquilliser les esprits par l'assurance du pardon, et disposer les habitans à concourir eux-mêmes à la défense du pays et à la restauration de l'autorité royale. En conséquence, et de concert avec l'amiral Arbuthnot, il publia une amnistie pleine et entière en faveur de ceux qui rentreraient immédiatement dans le devoir, s'engageant à ne faire aucune recherche des offenses et délits qui auraient eu lieu jusque-là par suite des troubles politiques. Il n'en excepta que les individus qui, se couvrant des formes dérisoires de la justice, avaient trempé leurs mains dans le sang de ceux de leurs concitoyens qui s'étaient montrés ennemis de la révolte et de l'usurpation. Il était, au reste, à considérer qu'un grand nombre de Caroliniens étaient prisonniers de guerre sur leur parole; et que, tant qu'ils seraient considérés comme tels, ils ne pouvaient légitimement être contraints à prendre les armes en faveur du roi. Mais

Proclamation du général Clinton.

Clinton, fier de sa victoire, crut pouvoir se faire un jeu de la foi publique; et, par une nouvelle proclamation expresse, il déclara que les prisonniers de guerre étaient libres et dégagés de leur parole, à l'exception des troupes réglées prises dans le fort Moultrie et dans Charles-Town; il ajouta qu'ils étaient rétablis dans tous les droits et tous les devoirs des citoyens anglais. Mais afin qu'il ne pût rester d'obscurité relativement à ses intentions, et pour prévenir toute conjecture, il fit savoir que tout individu devait travailler activement désormais à rétablir et consolider la puissance royale; enfin à délivrer la province de l'anarchie sous laquelle elle gémissait depuis long-temps. Pour parvenir à ce but, il ordonna que tous les habitans se tinssent prêts à marcher au premier signal; que les pères de famille se formassent en corps de milice pour le service de l'intérieur; mais que les sujets non mariés fussent incorporés dans les troupes anglaises, pour chasser du pays les rebelles oppresseurs (selon ses propres expressions), et mettre un terme aux calamités de la guerre. Leur engagement devait être, au reste, limité à six mois, et on leur promettait de ne pas être employés hors des deux Carolines et de la

1780.

3 juin.

1780. Géorgie. Ainsi l'on armait les citoyens contre les citoyens, les frères contre les frères, ainsi les mêmes individus qui avaient été reconnus comme soldats du congrès, puisqu'ils avaient été compris dans des capitulations en qualité de prisonniers de guerre, se voyaient forcés de prendre les armes pour le roi d'Angleterre : violence, sinon nouvelle, du moins odieuse, et qui rejaillit, au reste, comme on le verra par la suite, contre ceux mêmes qui s'en étaient rendus coupables. Le général Clinton, voyant le calme renaissant, et l'ardeur, en apparence universelle, des habitans à se réunir aux troupes royales, répartit son armée dans les garnisons les plus importantes ; puis, laissant sous le commandement de lord Cornwallis toutes les forces qui étaient stationnées dans la Caroline du sud et la Géorgie, il partit de Charles-Town pour retourner à New-York.

Péril imprévu auquel la ville de New-York se trouve exposée.

Cette ville se trouvait exposée à un danger aussi imprévu qu'alarmant. L'hiver était si rigoureux, que la rivière d'Hudson gela, ainsi que tous les bras de mer et canaux adjacens ; telles étaient l'épaisseur et la solidité de la glace, qu'elle portait les plus pesans fardeaux, et qu'elle offrait un chemin sûr à l'artillerie. Cette circonstance causa une vive

quiétude aux généraux des troupes royales; 1780.
craignaient d'autant plus pour New-York,
e la garnison en était alors très-faible, et
rmée de Washington peu éloignée. Aussi,
négligèrent-ils aucun des soins en usage
ns les cas semblables; tous les habitans,
rang et de conditions quelconques, furent
régimentés et armés : on forma même des
mpagnies de marins. Les officiers et les
uipages des frégates furent employés au
rvice de l'artillerie; ceux des transports
des bâtimens marchands reçurent des
iques pour veiller à la défense des vaisseaux
êmes, des côtes et des magasins. Mais
Vashington n'avait pas des forces suffisantes
our tenter un coup de cette importance;
s troupes, barraquées à Morristown, n'é-
alaient même pas les seuls corps anglais
éguliers qui se trouvaient à New-York. Il
rdonna, à la vérité, à lord Stirling de passer
ans Staten-Island pour sonder le terrain;
nais ce général, n'observant aucun mouve-
nent en sa faveur dans la ville, revint
rendre sa première position. Ainsi le fléau
es engagemens limités et la tiédeur qui
égnait alors parmi les Américains, leur
irent perdre la plus précieuse occasion à
aquelle ils pussent aspirer, de porter un

1780. coup sensible à la puissance britannique

Nouveaux ravages commis par les Anglais dans le New-Jersey

Si leur faiblesse les contraignit à rester dans l'inaction aux portes de New-York, les Anglais montrèrent plus d'activité. Dès que le retour du printemps les eut délivrés du péril où ils s'étaient vus pendant la saison des glaces, ils reprirent leurs excursions dans le New-Jersey. Leur projet, en se livrant à la dévastation et au pillage, était d'imiter l'exemple de ce qui se passait dans la Caroline, afin que l'ennemi, par-tout inquiété, ne pût porter de secours nulle part. Vers le commencement de juin, et quelques jours avant le retour du général en chef Clinton, les généraux Knyphausen, Robertson et Tryon, qui, pendant son absence, commandaient les troupes cantonnées à New-York, étaient entrés, avec un corps de cinq mille hommes, dans le New-Jersey, où ils avaient occupé Elisabethtown ; ils s'y comportèrent généreusement, et s'abstinrent de tout pillage. Se portant plus avant, ils s'emparèrent de Connecticut-Farms, village neuf et très-florissant. Irrités de la résistance qu'ils avaient éprouvée dans leur marche, harcelés sans cesse par les milices du pays, qui accouraient de toutes parts, ils mirent le feu à cet endroit : il n'y resta que deux

isons ; l'église même fut la proie des 1780.
mmes. Ce désastre fut signalé par un évé-
ment déplorable, qui contribua beaucoup
redoubler l'indignation des républicains
ntre les royalistes. Au nombre des habi-
s de Connecticut-Farms était une jeune
mme aussi renommée pour ses vertus que
ur sa rare beauté. Son mari, James
dwell, était un des chefs les plus ardens
l'insurrection dans cette province. Il la
essa, et la fit prier, par des amis, de se
ustraire au danger ; mais, se fiant sur son
nocence, elle attendit les Anglais. Elle
ait entourée de ses fils en bas âge, et près
elle une jeune fille tenait dans ses bras le
us petit de ses enfans. Un soldat furieux
raît à la fenêtre (on dit que ce fut un
essois), couche en joue cette malheureuse
ère, et perce son sein d'une balle : son
ng rejaillit sur tous ses enfans. D'autres
ldats se précipitent dans la maison, et y
ettent le feu, après s'être hâtés d'enterrer
ur victime. C'est ainsi, du moins, que les
surgés racontèrent cette horrible aventure.
es Anglais prétendirent que le coup avait
é tiré au hasard, et qu'il l'avait même été
r les Américains, puisqu'il partit du côté
ù ils se retiraient. Quoi qu'il en soit, la mort

1780. de cette infortunée excita une telle fureur dans l'ame des insurgés, qu'ils accoururent en foule pour tirer vengeance des auteurs de ce forfait. Les troupes royales s'étaient mises en marche pour s'emparer d'un lieu voisin nommé Springfield. Elles n'en étaient plus qu'à peu de distance, lorsqu'elles furent informées que le général Maxwell les y attendait avec un régiment réglé du New-Jersey et un gros de milice qui brûlaient de combattre. Elles firent halte, et passèrent la nuit dans cette position. Le lendemain matin, elles se replièrent assez précipitamment sur Elisabethtown, soit que leurs chefs ne jugeassent pas à propos d'attaquer un ennemi qui faisait une aussi bonne contenance, soit qu'ils eussent appris, comme ils le publièrent, que Washington avait fait partir de Morristown un fort détachement pour soutenir Maxwell. Les Americains poursuivirent les Anglais avec fureur, mais sans pouvoir les entamer : leur retraite se fit avec autant d'ordre que de bravoure.

C'est à cette époque que le général Clinton arriva à New-York. Il adopta aussitôt un plan dont il se promettait les succès les plus décisifs. Son intention était de déloger Washington des fortes positions qu'il occupait

dans le comté de Morris, pays montagneux 1780.
et difficile, qui, formant une barrière naturelle, avait offert un asile inexpugnable au généralissime américain contre les attaques des Anglais, au moment même où ses forces étaient le plus affaiblies. En conséquence, Clinton ayant embarqué un corps considérable à New-York, fit des démonstrations par lesquelles il semblait que son dessein était de remonter la rivière d'Hudson, pour aller s'emparer des passages des montagnes vers les lacs. Il s'était persuadé que Washington, dès qu'il aurait l'avis de ce mouvement, s'ébranlerait à l'instant même, et que, dans la crainte de perdre ces passages, il s'avancerait avec la totalité ou la plus grande partie de ses forces pour les défendre. Le général anglais comptait saisir cette occasion pour porter rapidement les troupes qu'il avait à Elisabethtown, sur le comté de Morris, et occuper ainsi les positions qui faisaient la sûreté de Washington. En supposant même que leur éloignement ne permît pas de s'y maintenir, la destruction des magasins que les insurgés y avaient formés, offrait un attrait puissant. Washington, en effet, qui surveillait tous les mouvemens de Clinton, pénétra ses desseins. Craignant pour

L'activité de Washington fait échouer les plans de Clinton.

1780. West-Point et pour les importans défilés de cette partie, il ne conserva auprès de lui que les forces indispensables pour garder les hauteurs de Morris, et il détacha le reste sur les bords de l'Hudson, sous le commandement du général Greene. Les royalistes se portèrent alors rapidement d'Elisabethtown sur Springfield. Cet endroit est situé au pied des montagues du pays de Morris, sur la rive droite d'une petite rivière qui descend des montagnes, et le couvre en avant. Le colonel Angel gardait le pont avec un détachement peu considérable, mais composé d'hommes d'élite. Derrière lui, le régiment du colonel Shrieve formait une seconde ligne, et, en remontant vers les hauteurs auprès de Short's-hill, se trouvaient les corps de Greene, Maxwell et Stark. On y voyait peu de troupes continentales, mais de nombreuses milices qui faisaient éclater une grande ardeur. Parvenus au pont, les Anglais attaquèrent le colonel Angel avec furie. Il se défendit vaillamment, tuant beaucoup de monde à l'ennemi, et en perdant très-peu. Cédant enfin au nombre, il se replia dans le meilleur ordre sur la seconde ligne. Les Anglais passèrent le pont, et se disposèrent à poursuivre leur avantage. Le colonel Shrieve

soutint quelque temps leurs efforts; mais trop inférieur en hommes, et sur-tout en artillerie, il alla prendre position derrière le corps de Greene. Les Anglais, examinant alors la situation des lieux et la force des retranchemens américains, renoncèrent au projet de les y attaquer. Peut-être l'approche de la nuit, les difficultés locales, la défense opiniâtre du pont, la vue des milices, qui de toutes parts couraient aux armes, et le danger de perdre toute communication avec Elisabethtown, contribuèrent-ils à changer ainsi les résolutions des généraux britanniques. Irrités de ces obstacles inattendus, ils livrèrent au pillage et aux flammes le riche bourg de Springfield; ils se retirèrent ensuite sur Elisabethtown. Furieux à l'aspect de l'incendie, les insurgés poursuivirent les troupes anglaises avec tant de violence, que leur discipline seule et l'habileté de leurs chefs purent les sauver d'une destruction totale. Elles profitèrent de la nuit pour quitter les côtes du New-Jersey, et passèrent dans Staten-Island. C'est ainsi que Clinton vit échouer son plan contre une résistance à laquelle il ne s'était point préparé. Les Anglais ne recueillirent de cette expédition que la honte de l'avoir manquée, et un redoublement de 1780.

1780. haine de la part de leurs ennemis. Washington, dans des rapports officiels, donna de grands éloges à la valeur de ses troupes.

Situation de la Caroline. Variations des billets de crédit.

Mais il est temps de reporter nos regards vers la Caroline. L'administration anglaise, qui y avait été établie depuis la conquête de cette province par les troupes royales, s'occupait des moyens de réparer les maux causés par la guerre et les dissensions civiles, afin de consolider de plus en plus le retour de l'autorité monarchique. Depuis que celle du congrès avait cessé d'exister dans le pays, les billets de crédit étaient tellement déchus, qu'ils n'étaient plus admis dans la circulation. Un grand nombre d'individus avaient été remboursés d'anciennes créances en billets perdans ; d'autres avaient encore à réclamer des restes de solde stipulés d'après la valeur nominale de ces billets. On voulut donc forcer les débiteurs des premiers à leur tenir compte, par un nouveau paiement en numéraire, de la différence existant entre la valeur réelle et la valeur nominale des billets; et on proposa une échelle de proportion, d'après laquelle les débiteurs d'arrérages satisferaient leurs créanciers en argent comptant. On nomma, à cet effet, treize commissaires. Ils furent chargés de prendre des

renseignemens exacts sur les divers degrés 1780.
de la dépréciation du papier, et de dresser ensuite une table de réduction qui servirait de réglement légal dans le paiement des dettes ci-dessus spécifiées. Les commissaires procédèrent à ce travail difficile avec autant de justice que de discernement. Ils comparèrent le prix des denrées du pays pendant le cours des billets, avec celui qu'elles avaient un an avant la guerre. Examinant ensuite les divers taux du change des billets contre les espèces, ils dressèrent, non-seulement année par année, mais encore mois par mois, un tableau dont la première colonne contenait les dates, la seconde le rapport de la valeur des billets à celle du numéraire, la troisième le rapport de la valeur des billets au prix des denrées, et la quatrième une moyenne proportionnelle de la dépréciation du papier. Cette extinction de la valeur des billets de crédit, occasionnée par la présence des Anglais dans la Géorgie et la Caroline, fit que les habitans qui s'en trouvaient encore entre les mains les portèrent ou les envoyèrent en d'autres provinces où ils avaient encore quelque cours. Mais cette affluence même, jointe à la perte de la Caroline et à l'aspect sinistre qu'offrait à cette époque la situation des affaires du

1780. congrès, accéléra, dans tous les états de la confédération, la baisse du papier-monnaie. Trop convaincu qu'il n'existait aucun remède contre les progrès de ce mal effrayant, le congrès se décida à céder à l'orage. Il décréta qu'à l'avenir ses billets n'auraient plus cours selon leur valeur nominale, mais seulement selon leur valeur de convention; enfin, il fit lui-même aussi dresser une table de proportion pour régler les paiemens. Ce décret, qui était assurément une violation de la foi publique, fut, à l'exception de quelques débiteurs infidèles, agréable et avantageux à toutes les classes. Peut-il en effet exister, pour une nation, une calamité plus pesante que d'avoir une monnaie représentative de l'argent, lorsque cette monnaie fictive est déterminée par la loi et variable dans l'opinion? Il est d'ailleurs à considérer que les billets de crédit se trouvaient alors, non dans la main des premiers possesseurs, mais dans celle des derniers qui les avaient eus à vil prix. Il eût été seulement à désirer que le congrès n'eût pas fait tant de protestations solennelles, de sa volonté de maintenir la valeur nominale de son papier. La teneur même des billets, les termes de la loi de leur création, tous les actes publics, en un

1780.

ot, qui leur étaient relatifs, étaient autant engagemens qu'un dollar en papier serait oujours donné et reçu pour un dollar en argent. Quelques mois à peine s'étaient écoulés epuis que le congrès, dans une lettre cirlaire, avait parlé, comme d'une mesure ès-injuste, de la résolution même qu'il preait en ce moment. On lisait, dans cette ttre, que la supposition seule d'une telle éloyauté devait exciter l'horreur universelle. Iais telle est la nature des gouvernemens ouveaux, sur-tout dans les temps de révotion, où les affaires d'état sont le plus souent le jouet du hasard, qu'ils promettent équemment ce qu'ils ne peuvent tenir : l'emire des circonstances leur semble une exuse légitime à la déloyauté. Leur position récaire devrait les rendre du moins moins rodigues de paroles et de sermens; mais nexpérimentés, présomptueux, croyant ollement avoir atteint le but quand ils ont rouvé le moyen de marcher pendant un jour, s semblent d'autant plus hardis à contracter es engagemens, qu'ils ont moins de facultés e les remplir.

Effets des proclamations de lord Cornwallis.

La proclamation par laquelle les généraux ritanniques avaient relevé les prisonniers e guerre de leur parole, et les rétablissaient

1780. dans la condition de sujets anglais pour les forcer de se joindre aux troupes royales, avait causé un vif mécontentement parmi les Caroliniens. La plupart désiraient, puisqu'ils avaient perdu la liberté, de jouir au moins de la paix dans leurs foyers en s'y accommodant au temps et à la nécessité. Si ce repos leur eût été accordé, ils ne se seraient plus agités pour obtenir un changement; ils auraient supporté moins impatiemment la situation malheureuse de la république; peu à peu ils se seraient accoutumés au nouvel ordre de choses, et ils auraient oublié le passé; mais cette proclamation ralluma leur fureur. D'une voix unanime ils s'écriaient: « Puisqu'il faut reprendre les armes, com« battons plutôt pour l'Amérique et pour « nos amis, que pour l'Angleterre et des « étrangers! » Beaucoup adoptèrent ce parti. Dégagés de leur foi, s'estimant libres de s'armer de nouveau, et déterminés à tout entreprendre pour servir leur cause, ils se rendaient, par des chemins détournés, dans la Caroline du nord, qui était restée au pouvoir des troupes du congrès. D'autres continuèrent à demeurer dans le pays, et dans l'état de prisonniers de guerre, attendant, pour se résoudre, que les officiers anglais les

pelassent sous les drapeaux. La plupart, se 1780.
umettant aux circonstances, ne pouvaient
déterminer à abandonner leurs propriétés,
our aller chercher un refuge dans des con-
ées lointaines comme l'avait fait une partie
leurs compatriotes. Redoutant les persé-
tions des Anglais, et celles de leurs conci-
yens mêmes, avides de rentrer en grâce
près de leurs nouveaux maîtres, ils eurent
ecours à la dissimulation. Ils préférèrent
hanger de sort, et, de prisonniers améri-
ains, devenir sujets britanniques. Cette réso-
ution leur sembla d'autant plus sage, qu'il
ourait alors le bruit, répandu peut-être à
essein, que le congrès s'était décidé à ne
plus disputer aux Anglais la possession des
provinces méridionales. Cette rumeur était
directement opposée à la vérité; car, dans
sa séance du 25 juin, le congrès avait déclaré
très-énergiquement, au contraire, qu'il allait
faire les plus grands efforts pour recouvrer
ces provinces. Mais les prisonniers de la Ca-
roline ignoraient ce qui se passait au-dehors,
et de jour en jour ils se confirmaient dans
l'idée que leur pays demeurerait sous la do-
mination britannique. Ainsi, moitié de gré,
moitié de force, la multitude reprenait les
liens de l'obéissance. Mais les Anglais auraient

1780. voulu que la population entière rentrât sous leur joug : ils voyaient avec peine que dans l'intérieur, ou hors de la province, il restât des individus attachés au parti du congrès. Leur ressentiment leur dicta les mesures les plus étranges contre les biens et les familles de ceux qui avaient émigré, et de ceux qui étaient restés prisonniers de guerre. Les propriétés des premiers étaient séquestrées ou ravagées; leurs parens étaient vus de mauvais œil, et sujets à mille vexations comme rebelles. Les seconds étaient souvent arrachés de leurs foyers, et confinés dans des lieux isolés et malsains. Ces rigueurs contraignirent les uns à rentrer et à courber la tête sous le nouvel esclavage, les autres à s'offrir eux-mêmes comme de bons et fidèles sujets du roi. Parmi eux se trouvaient des individus qui avaient montré le plus de chaleur pour la cause de la liberté, et qui avaient même rempli les premiers emplois sous le régime populaire. Ils coloraient généralement leur retour, en disant qu'ils n'avaient jamais aspiré à l'indépendance, et qu'ils abhorraient l'alliance de la France. Ainsi les hommes aiment mieux se souiller du mensonge et du parjure, que de vivre dans l'infortune et la pauvreté!

Telle était la conduite des habitans des 1780.
mpagnes; mais ceux de la ville, comme
nant de la capitulation le droit de rester
ns leurs domiciles, ne furent point com-
ris dans la proclamation du 3 juin. Il fallut
onc employer d'autres moyens pour les
ire rentrer dans l'obéissance. Les Anglais
les loyalistes les plus zélés agirent de telle
orte, que plus de deux cents citoyens de
harles-Town rédigèrent et présentèrent aux
énéraux britanniques une adresse, par la-
uelle ils les félicitaient de leurs victoires.
ette démarche était concertée. Il leur fut
épondu qu'ils jouiraient de la protection de
état et de tous les priviléges attachés au
roit de bourgeoisie anglaise, s'ils voulaient
igner une déclaration de fidélité et de dé-
vouement spécial à la cause du roi. Ils obéi-
rent; leur exemple eut beaucoup d'imitateurs.
l résulta de là une distinction entre les su-
ets et les prisonniers. Les premiers étaient
protégés, honorés, encouragés; les seconds,
en butte aux dédains, étaient poursuivis,
tourmentés dans leurs biens et leurs person-
nes. Leurs propriétés, situées dans la cam-
pagne, étaient écrasées de contributions, et
même dévastées. Dans l'intérieur de la ville,
on leur interdisait la voie des tribunaux s'ils

1780. tentaient d'actionner leurs débiteurs, tandis que d'un autre côté on les livrait à toutes les poursuites de leurs créanciers. Ainsi, forcés de payer, on les empêchait de recevoir. Ils ne pouvaient sortir de la ville sans une permission, qui souvent leur était refusée sans motif, et on les menaçait de la prison s'ils ne prêtaient pas leur serment de fidélité. Leurs biens étaient abandonnés au pillage de la soldatesque ; on leur enlevait leurs nègres ; ils n'avaient d'autres moyens pour obtenir justice, que de se soumettre à ce que l'on exigeait d'eux, pendant que les sujets voyaient leurs réclamations promptement écoutées. Il était permis aux artisans de travailler, mais on leur ôtait la faculté de se faire payer du prix de leur ouvrage, quand les acheteurs s'y refusaient. Les juifs avaient la liberté d'acheter beaucoup d'effets précieux des marchands anglais qui avaient suivi l'armée ; mais à moins qu'ils ne se légitimassent sujets, on ne leur permettait pas de les revendre. En un mot, menaces, violences, artifices, il n'était pas d'expédient que l'on n'imaginât pour contraindre les habitans à manquer à leur parole, et à reprendre leurs anciennes chaînes. La plupart recoururent à la dissimulation, et, devenus sujets, ils eurent part à

protection britannique ; d'autres, ou plus 1780.
piniâtres, ou plus vertueux, refusèrent de
lier. Mais bientôt ils virent une soldatesque
ffrénée se partager leurs dépouilles ; les uns
urent jetés dans des cachots pestilentiels ;
es autres, moins malheureux ou plus pru-
lens, se condamnèrent à un exil volontaire.

Magnanimité des femmes dans la Caroline.

Au milieu de la désolation générale, les femmes de la Caroline donnèrent l'exemple d'un courage plus que mâle. Elles firent éclater pour leur patrie un amour si vif, si rare, qu'à peine trouverait-on dans l'histoire ancienne et moderne un trait plus digne de surprise et d'admiration. Loin d'être offensées du nom de rebelles, elles s'en faisaient un titre d'orgueil et de gloire. Au lieu de se montrer dans les assemblées où régnaient les plaisirs et la joie, elles couraient à bord des vaisseaux, elles descendaient dans les prisons où étaient détenus leurs époux, leurs enfans, leurs amis : elles y portaient des consolations et des encouragemens. « Rassemblez vos « forces, leur disaient-elles ; ne cédez pas à « la fureur des tyrans ; sachez préférer la « prison à l'infamie, la mort à la servitude. « L'Amérique a les yeux fixés sur ses défen- « seurs chéris ; vous recueillerez, n'en doutez « pas, le fruit de vos maux : ils enfanteront

1780. « la liberté, objet de tous nos vœux; ils la « mettront à jamais à l'abri des attentats des « brigands d'Angleterre. Vous êtes des mar- « tyrs d'une cause agréable à Dieu et sacrée « pour les hommes. » C'est par de telles paroles que ces généreuses femmes adoucissaient les souffrances des malheureux prisonniers. Jamais elles ne voulurent paraître aux fêtes, aux bals que donnèrent les vainqueurs : celles qui consentirent à s'y montrer furent aussitôt méprisées et rejetées par toutes les autres. Dès qu'un officier américain arrivait à Charles-Town comme prisonnier de guerre, elles le recherchaient et le comblaient de prévenances. Souvent elles s'assemblaient dans les parties les plus secrètes de leurs maisons, pour y déplorer librement l'infortune de leur patrie. Plusieurs d'entr'elles inspirèrent leur courage à leurs maris incertains et chancelans : elles les déterminèrent à préférer un rigoureux exil à leur intérêt et aux douceurs de la vie. Irrités de leur constance, les Anglais prononcèrent contre les plus animées le bannissement et la confiscation. Arrachées des bras de leurs pères, de leurs enfans, de leurs frères, de leurs époux, ces héroïnes, loin de laisser éclater devant eux le moindre signe d'une fai-

lesse dont des hommes mêmes n'eussent pu 1780.
e défendre, les exhortaient à s'armer d'in-
répidité. Elles les conjuraient de ne point
e laisser abattre par la fortune; de ne point
ouffrir que l'amour qu'ils portaient à leurs
milles pût leur faire oublier tout ce qu'ils
evaient à la patrie. Bientôt après, comprises
ans l'arrêt général qui bannissait les partisans
e la liberté, elles abandonnèrent avec la
nême fermeté leur terre natale. Une allégresse
urnaturelle semblait les animer, lorsqu'elles
ccompagnèrent leurs maris dans des contrées
ointaines, lors même qu'elles s'ensevelirent
vec eux dans les vaisseaux fétides où ils
taient inhumainement entassés. Réduites à
a plus affreuse indigence, on les vit mendier
u pain pour elles et leurs familles. Parmi
elles qui étaient nées au sein de l'opulence,
lusieurs passèrent tout-à-coup de la vie la
lus délicate et la plus recherchée aux tra-
aux les plus grossiers, aux services les plus
as. Mais l'humiliation ne put dompter leur
ourage : il servit d'exemple et de soutien à
eurs compagnons d'infortune. C'est à l'hé-
oïsme des femmes de la Caroline, que l'amour
t le nom même de la liberté durent de n'être
as entièrement éteints dans les provinces
néridionales. Les Anglais sentirent que leur

1780. triomphe était loin encore d'être assuré. En effet, dans toute affaire d'intérêt public, l'opinion générale ne se manifeste jamais avec plus d'énergie, que lorsque les femmes y prennent part avec toute la vivacité de leur imagination. Moins forte, moins stable que celle des hommes dans les temps de calme, elle est beaucoup plus véhémente, plus opiniâtre quand elle est enflammée.

Suspension d'armes dans la Caroline.

Tel était donc le spectacle qu'offrait alors la Caroline du sud : d'un côté, une résistance ouverte aux volontés du vainqueur, ou une soumission feinte ; de l'autre, des mesures qui opéraient continuellement un effet contraire à celui qu'en attendaient leurs auteurs. Cependant, la chaleur de la saison, l'état même peu sûr de la province, et la nécessité d'attendre, pour entrer en campagne, que les moissons fussent faites, amenèrent une suspension d'armes presque générale. Il ne fut point possible aux Anglais de songer à la conquête de la Caroline du nord avant la fin d'août, ou le commencement de septembre. Lord Cornwallis se décida à cantonner ses troupes, de manière à ce qu'elles fussent prêtes à soutenir les loyalistes, à réprimer les mécontens, et à entreprendre l'invasion de cette province dès qu'il en serait temps.

Il mit un soin particulier à rassembler des 1780.
vivres et des munitions de guerre. Ses principaux magasins furent établis à Cambden, gros bourg situé près des bords de la rivière Waterie, et sur le chemin qui conduit dans la Caroline du nord. Il craignait que les loyalistes de cette contrée, écoutant un zèle indiscret, n'éclatassent avant le temps, ce qui pouvait entraîner leur perte. Ses émissaires les exhortaient continuellement à attendre tranquillement l'époque de la moisson, et à se contenter de préparer des subsistances pour les troupes royales qui iraient les secourir vers le mois de septembre. Ces sages conseils ne purent empêcher que les loyalistes du comté de Tryon ne s'insurgeassent, à l'instigation du colonel Moore. Ecrasés aussitôt par un corps de républicains aux ordres du général Rutherford, ils payèrent chèrement le mépris qu'ils avaient osé faire des avis dictés par la prévoyance. Huit cents loyalistes parvinrent néanmoins, sous la conduite du colonel Bryan, à se joindre aux troupes royales. Mais pendant que les généraux britanniques se disposaient à profiter de la saison favorable pour attaquer la Caroline du nord, ou s'ouvrir un chemin dans le cœur de la Virginie, le congrès faisait tous ses efforts

1780. pour se mettre en état de reconquérir la Caroline du sud, efforts qui, comme on le verra, ne furent point sans succès. Ainsi le feu de la guerre, presqu'éteint pour le moment, était sur le point de se rallumer avec une nouvelle fureur.

Opérations navales.

Avant de passer au récit des évènemens de la sanglante campagne qui ne tarda pas à s'ouvrir, il est nécessaire de retracer la lutte dont les Antilles furent le théâtre entre deux rivaux puissans et également animés. Déjà un engagement très-vif venait d'y avoir lieu entre le chevalier de la Motte-Piquet et le commodore Cornwallis, qui se rencontrèrent à la hauteur de la Grange, à l'est du Cap-Français. L'un avait quatre vaisseaux, dont deux de de 74, *l'Annibal* et *le Diadème;* l'autre n'en comptait que trois, dont le plus fort était le *Lion*, de 64 canons. (1) Mais cette action ne fut que le prélude des combats qui se livrèrent bientôt après. Vers la fin de mars, le comte de Guichen était arrivé aux Antilles avec des renforts si considérables, que la marine française y montait à vingt-cinq vaisseaux de ligne. On en comptait vingt-deux dans la flotte qui parut devant Sainte-Lucie. Résolus de profiter de leur supériorité tant sur mer que sur terre, les Français desti-

Combat du chevalier de la Motte-Piquet et du commodore Cornwallis.

naient un gros corps de troupes embarqué 1780.
sous les ordres du marquis de Bouillé, à reprendre cette île par un coup de main. Mais le général Vaughan, qui y commandait, n'avait négligé aucune mesure de défense; et l'amiral Hyde-Parker, qui s'y était porté des côtes d'Amérique, avait si avantageusement embossé seize vaisseaux de ligne au Gros-Islet, que les généraux français renoncèrent à leur projet d'attaque pour retourner à la Martinique. Peu de jours après, l'amiral Rodney arriva au mouillage de Sainte-Lucie avec les renforts d'Europe; et sa jonction avec l'escadre qu'il y trouva, mit sous ses ordres vingt-deux vaisseaux de haut-bord. Plein de confiance dans des forces aussi redoutables, l'amiral anglais porta sur le Fort-Royal de la Martinique, comme pour défier son ennemi au combat. Mais le comte de Guichen, qui ne voulait point engager d'action décisive que lorsqu'il le jugerait à propos, ne sortit point du port. Rodney se contenta de laisser quelques-uns de ses plus fins voiliers en croisière, pour observer les mouvemens des Français, et il regagna son mouillage de Sainte-Lucie. Le comte de Guichen ne resta point long-temps dans l'inaction. Il remit en mer avec vingt-deux vais- 13 avril.

1780. seaux de ligne et quatre mille hommes de troupes de débarquement, prêt à entreprendre toute opération qui offrirait quelque espoir de succès. Rodney en fut promptement averti, et marcha à sa rencontre : sa flotte était de vingt vaisseaux, sans y comprendre *le Centurion*, de 50 canons. Il commandait lui-même le corps de bataille, le vice-amiral Hyde-Parker l'avant-garde, et le contre-amiral Rowley l'arrière-garde. Les Français cherchaient à débouquer par le canal de la Dominique, pour remonter au vent de la Martinique. L'avant-garde était sous les ordres du chevalier de Sade, le corps de bataille sous ceux du comte de Guichen, et le comte de Grasse commandait l'arrière-garde. Les deux armées eurent bientôt connaissance l'une de l'autre. Les Français, dont les vaisseaux étaient encombrés de soldats, et qui se trouvaient sous le vent, voulaient éviter un engagement général. Mais les Anglais portèrent sur eux. Le comte de Guichen profita de la nuit pour manœuvrer de manière à ne pas être obligé d'accepter le combat; Rodney, au contraire, pour le rendre inévitable. Dans la matinée suivante, les deux flottes exécutèrent diverses évolutions avec une extrême habileté; et, vers le milieu du

16 avril au soir.

Combat entre le comte de Guichen et l'amiral Rodney.

our, le combat s'engagea à leur avant et leur 1780.
rrière-gardes réciproques. Car il faut remarquer qu'en revirant pour prendre l'ordre de bataille inverse, l'avant-garde française était devenue arrière-garde. Rodney arriva cependant avec sa division sur le centre français : *le Sandwich*, de 90 canons, qu'il montait, engagea franchement *la Couronne*, de 80, vaisseau du comte de Guichen, et ses deux vaisseaux de droite et de gauche. Mais en forçant de voiles avant l'action, la flotte française n'avait pu garder parfaitement ses distances. Son arrière-garde, devenue tête de la ligne, étant, en outre, composée de vaisseaux moins bons voiliers que ceux des deux autres divisions, il en était résulté une lacune considérable entre cette escadre et le corps de bataille. Cette lacune s'accrut encore par la dérive de *l'Actionnaire*, qui, au lieu de suivre, comme dernier vaisseau du centre, le premier de l'arrière-garde, s'était laissé tomber sous le vent de la ligne. Rodney voulut saisir ce moment pour tenter de couper cette arrière-garde. Mais *le Destin*, commandé par M. Dumaitz de Goimpy, qui faisait la tête de cette division, combattit intrépidement *le Sandwich* par son travers, et lui ferma le passage. Le bâtiment français

Premier combat.

1780. eût été écrasé par une force aussi supérieure, si le comte de Guichen, pénétrant le dessein de son ennemi, n'avait fait signal à son corps de bataille de virer vent arrière tout ensemble, afin de rejoindre et de dégager l'arrière-garde. Cette manœuvre, exécutée avec une même précision, fit complètement échouer le plan de l'amiral anglais, et sauva, conséquemment, la flotte française d'une défaite totale. Rodney se vit même exposé à craindre pour lui-même le coup qu'il avait voulu porter à son adversaire : il se hâta de faire rentrer son vaisseau dans la ligne. Bientôt après il fit voiles pour rengager l'action : mais, voyant *le Sandwich* endommagé dans sa mâture, menaçant de couler bas, et plusieurs autres de ses vaisseaux aussi maltraités, il cessa de combattre. Le comte de Guichen mit en panne pour se regréer; il alla ensuite relâcher à la Guadeloupe, pour y déposer ses blessés et ses malades.

Rodney continua à manœuvrer au large, jusqu'à ce qu'il reprit sa croisière en vue du Fort-Royal de la Martinique, dans l'espoir de couper la retraite à la flotte française, qu'il croyait en route pour ce mouillage. Mais ne la voyant point paraître, et pressé par le besoin de réparer ses vaisseaux et de

débarquer ses blessés et ses malades, il alla 1780.
jeter l'ancre à Choc-Bay, dans l'île de Sainte-Lucie. Les Anglais eurent, dans ce combat, 120 morts et 350 blessés. La perte des Français fut de 221 hommes tués, et leurs blessés s'élevèrent à 540. Rodney, dans le rapport qu'il envoya en Angleterre, rendit hommage à la valeur et aux talens de l'amiral français, et il ajouta qu'il avait été parfaitement secondé par ses officiers. C'était un reproche indirect que l'amiral anglais adressait aux siens, dont il croyait généralement avoir beaucoup à se plaindre. Les deux partis réclamèrent l'honneur de la victoire, comme il est d'usage dans tout combat dont l'issue n'est point décisive.

Après avoir radoubé ses vaisseaux, et pris à bord des troupes de débarquement sous les ordres du marquis de Bouillé, le comte de Guichen remit en mer. Son dessein était de remonter au vent des îles par le nord de la Guadeloupe, et de débarquer ensuite ses troupes au Gros-Islet, dans l'île de Sainte-Lucie. Averti de ce mouvement, Rodney remit aussi à la voile pour chercher l'escadre française. Il débouchait du canal de Sainte-Lucie, lorsqu'elle cinglait à l'extrémité de la Martinique, vers la pointe des Salines. A la

1780. vue des Anglais, le comte de Guichen sentit qu'il fallait renoncer à l'attaque de Sainte-Lucie. On ne peut que le louer de la prudence avec laquelle il s'abstint d'engager le combat, quoique sa position au vent de l'ennemi lui en donnât la faculté; mais il voulait d'abord s'assurer des avantages que lui offraient la nature de ces parages et la qualité du vent. Il manœuvra pour le conserver, et attirer les Anglais au vent de la Martinique. Dans le cas d'un échec, il avait dans cette île une retraite certaine; et vainqueur, il n'en laissait aucune à son ennemi. De son côté, l'amiral anglais manœuvrait pour gagner le vent, et il se rapprochait de plus en plus. Les deux flottes avaient reçu chacune un renfort d'un vaisseau de ligne : les Français, *le Dauphin-Royal;* les Anglais, *le Triumph.* Ces manœuvres, dans lesquelles il fut développé de part et d'autre une extrême habileté, se prolongèrent durant plusieurs jours, sans que Rodney pût atteindre le but qu'il se proposait. Les Français, dont les vaisseaux marchaient mieux, afin d'attirer les Anglais, comme il a été dit, plus au vent de la Martinique, se laissaient approcher de temps en temps, puis tout-à-coup ils prenaient chasse toutes voiles dehors. Cette feinte leur réussit

d'abord parfaitement ; mais peu s'en fallut, à la fin, qu'elle ne les mît dans la nécessité d'accepter la bataille dans une situation qui offrait plus d'une sorte de péril; car leur intention étant de l'éviter, ils ne se trouvaient pas dans l'ordre convenable pour combattre. Le vent était passé au sud par grains. Attentif à profiter de ce changement, l'amiral Rodney fit revirer par la contre-marche, pour gagner le vent sur les Français. Il y serait parvenu, si le vent n'avait pas ressauté tout-à-coup au sud-est. Le comte de Guichen alors put revirer de bord également, et il présenta aux Anglais un front qui ne leur permit plus de gagner le vent sur lui. Il continua ensuite à s'éloigner pour ne pas engager d'action. Mais par l'effet des dernières manœuvres, les deux armées se trouvant à la portée du canon, les Anglais portèrent avec célérité leur avant-garde sur l'arrière-garde française. Le jour était déjà sur son déclin; les premiers vaisseaux anglais, et particulièrement *l'Albion*, se trouvèrent exposés seuls au feu de toute la division ennemie, et furent extrêmement maltraités. Les autres les rejoignirent; mais les Français, meilleurs voiliers, s'éloignèrent. Telle fut la seconde action entre l'amiral Rodney et le comte de Guichen.

1780.

15 mai.

Deuxième combat.

1780. Les Français conservèrent l'avantage du vent. Les deux flottes restèrent pendant les trois jours suivans en vue l'une de l'autre, manœuvrant chacune de leur côté d'après le plan d'opérations que s'étaient tracé leurs amiraux. Enfin les Anglais s'étant élevés au vent de la Martinique d'environ quarante lieues, et n'étant plus qu'à quatre ou cinq au sud-ouest des Français, le comte de Guichen résolut d'attendre le combat, et en conséquence il mit en panne. Mais dès que l'avant-garde anglaise fut à portée, il fit signal à la sienne de se porter sur elle, et le combat s'engagea avec une égale vivacité. Les autres divisions se formèrent successivement en ligne, les Français conservant l'avantage du vent. L'action devint générale, les deux armées combattant à bord opposé. Mais les vaisseaux de l'avant-garde et du centre des Français ayant beaucoup largué pour engager l'ennemi de plus près, il était à craindre que les Anglais ne revirassent tout-à-coup pour charger l'arrière-garde, qui se trouvait alors à une assez grande distance. Pour prévenir les suites fatales que pouvait avoir ce mouvement de l'ennemi, le comte de Guichen revira lui-même de bord, et alla se remettre en ligne avec son arrière-garde. On ne pouvait

Dans la matinée du 19 mai.

Troisième combat.

rdonner une manœuvre plus convenable à 1780.
circonstance : si elle n'eût pas été exécutée
temps, l'amiral français se serait vu dans la
ituation la plus périlleuse. Peu d'instans
près, neuf vaisseaux anglais ayant reviré,
inrent toutes voiles dehors sur l'arrière-
arde française ; mais quand ils virent que le
orps de bataille et l'avant-garde s'y étaient
alliés, et que les trois divisions se présen-
aient dans le meilleur ordre, ils rentrèrent
ux-mêmes dans leurs rangs. L'amiral Rodney
it aussitôt signal de reprendre les distances
t de reformer la ligne. Les deux armées
estèrent ainsi en présence jusqu'à la nuit, et
même jusqu'au matin suivant, mais sans re-
ouveler l'engagement; elles trouvaient pro-
bablement qu'elles avaient été trop maltraitées
l'une et l'autre dans ce combat, et dans les
deux précédens. Rodney envoya les vais-
seaux *le Conqueror, le Cornwall* et *le Boyne*,
qui avaient le plus souffert, se réparer à
Sainte-Lucie, et, avec le reste de sa flotte, il
fit voile pour la baie de Carlisle, aux Ber-
mudes. *Le Cornwall* coula à fond en entrant
dans la baie du Carénage. Le comte de Gui-
chen alla mouiller au Fort-Royal de la
Martinique. Les Français perdirent environ
300 hommes dans ces trois combats; de ce

1780. nombre étaient plusieurs officiers de marque, et le fils même du comte de Guichen. Ils comptèrent en outre près de 800 blessés. La perte des Anglais fut, à proportion, presqu'aussi considérable; ils eurent également à regretter plusieurs officiers d'une grande distinction. Tel fut le résultat des trois batailles que se livrèrent les Français et les Anglais dans les Antilles; leurs forces étaient à-peu-près égales; leur valeur et leur habileté le furent entièrement. On peut observer ici de quelle importance sont le génie et l'expérience des généraux pour décider du sort des combats, et pour préserver les nations des plus terribles revers. En effet, il est évident que, si dans les trois journées que nous venons de décrire, et pendant toutes celles qu'il passèrent à s'observer mutuellement, les deux amiraux ennemis eussent commis une seule faute, la défaite et la ruine de leurs flottes en eussent été la conséquence inévitable.

De nouvelles forces espagnoles arrivent aux Antilles.

Si jusqu'alors les forces de la France et de l'Angleterre s'étaient balancées dans les Antilles, les premières ne tardèrent pas à acquérir une supériorité décidée, par la jonction d'une escadre espagnole qui arriva dans ces parages. L'Espagne était fortement occupée

le la conquête de la Jamaïque; et les Fran- 1780.
ais, de leur côté, souhaitaient vivement de
'emparer des autres îles qui étaient encore
u pouvoir de l'ennemi. Si ces projets eussent
eçu leur exécution, les Anglais auraient vu
'évanouir entièrement leur domination dans
es Indes occidentales. C'est dans ce dessein
que don Joseph Solano avait mis à la voile,
vers la mi-avril, avec douze vaisseaux de
haut-bord et quelques frégates. Cette esca-
dre escortait plus de quatre-vingts trans-
ports chargés de onze mille hommes d'in-
fanterie espagnole, avec une quantité consi-
dérable d'artillerie et de munitions de guerre:
armement aussi formidable qu'imposant, et
propre, sans contredit, à justifier les espé-
rances dont se flattaient les cours alliées, et
particulièrement celle de Madrid. Déjà don
Solano faisait route sans obstacle à travers
l'Océan, pour se rendre au Fort-Royal de la
Martinique. C'est là qu'il devait faire sa jonc-
tion avec toutes les forces françaises. Rodney
était toujours mouillé dans la baie de Carlisle,
occupé à rétablir ses équipages, à faire de
l'eau et des vivres, et à réparer ses vaisseaux.
Il n'avait aucun soupçon de l'orage prêt à
fondre sur lui. Mais le capitaine Mann, qui
croisait au large avec la frégate *le Cerbère*,

1780. rencontra le convoi espagnol. Sentant toute l'importance de cette découverte, et sûr de n'être point désapprouvé par son amiral, il prit sur lui de quitter sa croisière, et de retourner aux Antilles pour y donner l'alarme. Sur cet avis, Rodney mit en mer sans délai pour aller au-devant de la flotte espagnole. Il se croyait certain de la battre, s'il pouvait la joindre avant qu'elle se fût réunie à la flotte française. Conjecturant avec raison qu'elle se dirigerait sur la Martinique, il l'attendit sur la route que suivent ordinairement les vaisseaux destinés pour cette île. Ses dispositions étaient fort judicieuses; mais la prudence et les précautions de l'amiral espagnol les rendirent vaines. Sans nul avis du dessein des Anglais et du danger dont il était menacé, don Solano, comme dirigé par un pressentiment secret, au lieu de cingler directement sur le Fort-Royal de la Martinique, remonta au nord sur sa droite, et se porta sur les îles de la Dominique et de la Guadeloupe. Dès qu'il fut dans leurs eaux, il détacha une frégate fine voilière au comte de Guichen, pour le prier de venir le rejoindre. L'amiral français sortit avec dix-huit vaisseaux. Ayant appris que les Anglais s'élevaient au vent des Antilles, et voulant éviter leur rencontre, il

t route sous le vent de ces îles. Sa marche 1780.
ıt si bien conduite, que les deux armées se
oignirent entre la Dominique et la Guade-
oupe.

Jonction des Français et des Espagnols.

Assurément si toutes ces forces, qui sur-
assaient de beaucoup celles de Rodney,
ussent pu se conserver entières, ou si les
lliés eussent agi avec plus d'accord, ils au-
aient atteint le but qu'ils s'étaient proposé,
'est-à-dire, ils auraient totalement anéanti
a puissance britannique dans les Indes occi-
entales. Mais ces forces, si redoutables en
pparence, portaient en elles-mêmes le germe
e leur destruction. La longueur de la tra-
ersée, le manque de vivres frais, le chan-
ement de climat et la malpropreté avaient
ngendré parmi les soldats espagnols une
ièvre contagieuse, qui s'était propagée avec
ne effrayante rapidité, et faisait d'horribles
avages. Outre les morts que l'escadre avait
erdus dans le trajet, elle avait débarqué
louze cents malades à la Dominique, et un
ombre au moins égal à la Guadeloupe et à
a Martinique. La salubrité de l'air, et celle
u régime qu'on leur fit suivre dans ces îles,
'arrêtèrent point cependant la fureur de l'é-
idémie ; elle enlevait chaque jour les plus
aillans soldats : elle attaqua bientôt les Fran-

Cette jonction devient inutile ; et pourquoi.

1780. çais eux-mêmes, quoiqu'avec moins de violence que les Espagnols. Ce fléau imprévu rallentit non seulement l'ardeur dont étaient animés les alliés, il leur enleva même une grande partie des moyens qui pouvaient assurer le succès de leurs entreprises; elles étaient d'ailleurs contrariées par la diversité des opinions. Les Espagnols auraient voulu d'abord attaquer la Jamaïque, et les Français Sainte-Lucie et les îles voisines. Il en résulta que tous ces projets avortèrent également. Contraints de renoncer aux espérances dont ils s'étaient flattés, les alliés rembarquèrent leurs troupes non encore parfaitement rétablies, et firent voile de conserve vers les Iles-sous-le-Vent. Le comte de Guichen escorta les Espagnols jusque dans les eaux de Saint-Domingue, et les laissant poursuivre leur route, il vint mouiller au Cap-Français. Il y opéra sa jonction avec l'escadre du chevalier de la Motte-Piquet, qui avait été stationné dans ces parages pour la protection du commerce. Les Espagnols se rendirent à la Havanne. A la nouvelle de la réunion des flottes ennemies, l'amiral Rodney se porta dans la baie du Gros-Ilet, à Sainte-Lucie. Mais dès qu'il eut avis qu'elles avaient fait voile de la Martinique, il profita d'un renfort de vais-

eaux et de troupes qui lui était arrivé d'Angleterre, sous les ordres du commodore Walsingham, pour mettre la Jamaïque dans un état de défense respectable contre les attaques des alliés. Il garda le reste de ses forces à Sainte-Lucie, pour observer l'ennemi et couvrir les îles voisines. Ainsi se vit trompée l'attente générale qu'avaient fait naître tant en France qu'en Espagne, les formidables apprêts dirigés contre les Antilles anglaises. Il fallait en accuser bien moins la fortune que cette diversité d'intérêts, qui produit trop souvent la mésintelligence entre les alliés : ils ne veulent pas marcher ensemble vers le même but, et désunis ils ne peuvent y atteindre. 1780.

Aux évènemens que nous venons de rapporter succéda, dans les Antilles, une sorte de trève générale entre les deux parties. Mais si la fureur des hommes fut suspendue pendant quelques instans, celle des élémens éclata d'une manière bien plus terrible. L'on était alors au mois d'octobre, et les habitans des îles jouissaient de la tranquillité inattendue qu'ils devaient à la suspension d'armes, lorsque leurs rivages et les mers qui les baignent, furent assaillis par une tempête si effroyable, qu'on en trouverait à peine un Horrible ouragan dans les Antilles.

1780. second exemple dans les annales maritimes, où sont retracés d'ailleurs tant de désastres et de naufrages. Si ce fléau terrible fondit avec plus ou moins de violence sur toutes les Antilles, dans aucune il ne déploya plus de furie que dans l'île florissante des Barbades. C'est le 10 au matin qu'éclata l'ouragan, et quarante-huit heures après il commençait à peine à s'appaiser. Les vaisseaux qui mouillaient dans le port où ils se croyaient en sûreté, furent arrachés de leurs ancres, jetés au large, et livrés à la merci de la tempête. La condition des habitans de la terre-ferme n'était pas moins digne de pitié. Dans la nuit suivante, l'ouragan redoubla de véhémence: les maisons s'écroulaient, les arbres étaient déracinés, les hommes et les animaux erraient çà et là, ou étaient ensevelis sous les débris. La capitale de l'île fut presque rasée au niveau du sol. L'hôtel du gouverneur, dont les murs avaient trois pieds d'épaisseur, était ébranlé jusque dans les fondemens et menaçait de se renverser. De l'intérieur on s'empressa de barricader les portes et les fenêtres pour résister aux tourbillons : tous ces efforts furent superflus. Les portes étaient soulevées de dessus leurs gonds, les poutres arrachées, les murailles s'entrou-

vraient. Le gouverneur avec sa famille se réfugia dans les souterrains voûtés, mais bientôt ils furent chassés de cet asile par les torrens d'eau qui se précipitaient du ciel. Ils sortirent alors en rase campagne, et avec une peine extrême et des dangers continuels, ils se réfugièrent derrière un tertre sur lequel était hissé le pavillon; mais cette masse étant elle-même en butte aux coups de la tempête, la peur d'être écrasés par les pierres qui s'en détachaient, les força de s'écarter de nouveau de toute habitation. Ils durent regarder comme un bonheur particulier de ne point se séparer; car, sans le secours mutuel qu'ils se prêtèrent, tous eussent infailliblement péri. Après une marche longue et pénible au milieu des décombres, ils parvinrent à une batterie et se couchèrent la face contre terre derrière les affuts des plus gros canons, refuge encore peu sûr, puisque ces affuts mêmes étaient sans cesse mis en mouvement par l'impétuosité des vents contraires. 1780.

Les autres maisons de la ville, comme moins solides, ayant été abattues avant celle du gouverneur, les malheureux habitans errèrent à l'aventure sans asile et sans secours. Beaucoup périrent sous les débris de leurs demeures; d'autres se noyèrent dans les

1780. eaux débordées ; d'autres, enfin, furent suffoqués par des tourbillons de sable et de poussière. L'épaisseur des ténèbres, le feu des éclairs, le roulement continuel du tonnerre, l'horrible sifflement des vents et de la pluie, les cris affreux des mourans, les plaintes lamentables de ceux qui ne pouvaient les secourir, les gémissemens des femmes et des enfans, tout semblait annoncer la destruction du monde. Mais le jour en renaissant découvrit aux regards de ceux qui avaient survécu à tant de fléaux, un spectacle que l'imagination ose à peine se retracer. Cette île, naguère si riche, si florissante, ces paysages enchanteurs, parurent tout-à-coup transformés en une de ces régions polaires où règne un hiver éternel. Plus une maison de bout, de toutes parts des ruines et des décombres, les arbres déracinés, la terre jonchée des cadavres confondus des hommes et des animaux : la surface même du sol avait changé d'aspect. Ce n'étaient pas seulement les récoltes que l'on se promettait et celles qui étaient déjà recueillies, que l'ouragan avait dévorées ; les jardins, les champs, qui faisaient la richesse et les délices des colons, avaient cessé d'exister. A leur place on ne voyait plus que du sable ou de la vase ; les

limites des terres avaient disparu, les fossés 1780.
étaient comblés, les routes coupées par de profondes ravines. Le nombre des morts s'éleva à plusieurs milliers : on n'en fut que trop certain, quoiqu'il fût impossible d'en dresser une liste exacte. En effet, outre ceux auxquels les ruines de leurs habitations servirent de tombeaux, combien furent entraînés par les vagues et les torrens, qui se formèrent de toutes parts, jusque dans la mer même ? Le vent soufflait avec une telle violence, qu'un canon de 12, s'il faut en croire les relations les plus authentiques, fut transporté d'une batterie à une autre, distante de plus de trois cents pas.

Ce qui avait échappé à la fureur de la tempête devint la proie de la fureur des hommes. Dès que les portes des prisons furent enfoncées, les criminels qu'elles renfermaient en sortirent, et se joignant aux nègres, toujours prêts à faire le mal, ils semblaient braver la colère du ciel en se livrant aux plus affreux excès. Les blancs étaient menacés d'un massacre universel, l'île entière d'une destruction totale, si le général Vaughan, qui s'y trouvait alors, n'eût veillé au salut public à la tête d'un corps de troupes réglées. Ses soins parvinrent à sauver une quantité con-

1780. sidérable de munitions de bouche : sans cette ressource les habitans n'auraient échappé aux dévastations de l'ouragan, que pour être victimes du fléau non moins cruel de la famine. Un ami sincère de la vérité ne peut se permettre de passer sous silence que les prisonniers de guerre espagnols, assez nombreux à cette époque à la Barbade, firent, sous le commandement de Don Pedro San-Jago, capitaine au régiment d'Arragon, tout ce que l'on pouvait attendre de braves et généreux soldats. Loin de profiter de cette horrible circonstance pour abuser de leur liberté, ils affrontèrent eux-mêmes les périls de tout genre pour voler au secours des malheureux insulaires, qui reconnurent hautement leurs services.

Les autres îles, tant françaises qu'anglaises, furent presqu'aussi maltraitées que la Barbade. A la Jamaïque, un tremblement de terre se joignit à la fureur de l'ouragan : la mer s'éleva au-dessus de ses rivages, et déborda avec une telle violence, que l'inondation s'étendit jusqu'au loin dans l'intérieur de l'île. D'après la direction des vents, la tempête exerça ses plus terribles ravages sur les districts de Westmoreland et de Hanovre. Tandis que les habitans de Savanna-la-Mer,

bourg considérable du Westmoreland, obser- 1780.
vaient avec effroi le gonflement extraordinaire des eaux de l'Océan, les vagues amoncelées fondirent sur eux, et, en un instant, hommes, animaux, habitations, tout fut entraîné dans l'abîme. Il n'en resta point de vestige sur le terrain. Plus de trois cents personnes périrent dans cette catastrophe. Les champs, jadis fertiles, demeurèrent ensevelis sous un sable infécond. Les familles les plus opulentes se virent tout-à-coup réduites à la plus extrême misère. Si le sort des individus qui se trouvaient alors à terre fut aussi horrible, on peut se figurer ce qu'eurent à souffrir ceux qui étaient en pleine mer. Une partie des vaisseaux fut jetée sur les récifs et les bas-fonds, une autre périt au large, quelques-uns parvinrent à gagner les ports dans l'état le plus déplorable. La tempête ne fut pas seulement funeste aux bâtimens qui étaient en route, elle n'épargna point ceux qui étaient à l'ancre dans les rades les plus sûres. Les uns y furent fracassés, les autres entraînés au large par les vagues furieuses. De ce nombre fut le *Foudroyant*, de 74 canons, qui se perdit corps et biens. Quelques frégates reçurent de si graves avaries, qu'elles se trouvèrent hors d'état d'être réparées. Les Anglais eurent

1780. à regretter, au total, un vaisseau de 74, deux de 64, un de 50, et sept à huit frégates.

Au milieu de tant de désastres, ils trouvèrent, du moins, quelques secours dans l'humanité du marquis de Bouillé. Des matelots anglais, reste misérable des équipages du *Laurel* et de *l'Andromède*, qui s'étaient brisés sur les côtes de la Martinique, tombèrent entre les mains de ce général. Il les renvoya libres à Sainte-Lucie, disant qu'il ne voulait pas traiter en prisonniers des hommes qui avaient échappé à la rage des élémens. Il exprima le vœu que les Anglais usassent de la même générosité envers les Français, qu'un sort aussi triste aurait livrés en leur pouvoir. Il témoigna ses regrets de n'avoir pu sauver qu'un petit nombre de marins anglais, et de ce que parmi eux ne se trouvait pas un seul officier. Il terminait en disant que le fléau ayant été commun et général, l'humanité devait s'étendre également sur toutes ses victimes.

Les négocians de Kingston, capitale de la Jamaïque, animés du patriotisme le plus honorable, firent aussitôt une souscription de dix mille livres sterling en faveur des individus qui avaient le plus souffert. Le parlement, dès qu'il fut instruit de cette catas-

trophe, ordonna que malgré le poids des frais de la guerre, il serait accordé quatre-vingt mille livres sterling aux planteurs de la Barbade, et quarante mille à ceux de la Jamaïque. Ces infortunés n'eurent pas seulement à bénir la munificence publique nationale : un grand nombre de particuliers s'empressèrent de leur prodiguer des secours. 1780.

La flotte du comte de Guichen et celle de l'amiral Rodney ne furent pas exposées à ce terrible ouragan. Le premier était déjà parti pour l'Europe, au mois d'août, escortant avec quatorze vaisseaux de ligne un riche et nombreux convoi de vaisseaux marchands. Par suite de son départ, et dans l'ignorance de ses projets, Rodney, à qui d'ailleurs les troupes espagnoles débarquées à la Havanne donnaient quelque inquiétude, détacha une partie de ses forces pour couvrir la Jamaïque, et il fit voile avec le reste pour New-York. Mais avant qu'il atteignît le continent américain, avant même qu'il s'éloignât des Antilles, il s'était opéré dans les affaires publiques une révolution surprenante, dont nous rendrons compte en temps convenable.

Pendant que les hommes se livraient une guerre cruelle sur le continent, et dans les

1780. îles de l'Amérique; pendant qu'ils y avaient à combattre la fureur des élémens, les puissances belligérantes étaient loin de rester dans l'inaction en Europe. On remarquait plus d'unité dans les conseils de l'Angleterre; mais quelque excellente que fût sa marine, elle était inférieure en force à celle des cours alliées. Celles-ci avaient plus de vaisseaux et plus de soldats; mais dirigées souvent vers des buts très-différens par des intérêts contraires, elles n'obtenaient pas les succès auxquels elles auraient pu aspirer. C'est ainsi, par exemple, que les Espagnols, toujours occupés de préférence de la conquête de Gibraltar, rassemblaient leurs principales forces et prodiguaient leurs trésors au pied de cette forteresse. Par le même motif, ils retenaient leurs vaisseaux dans le port de Cadix, au lieu de les joindre à ceux des Français, et de tenter ensemble de porter un coup décisif à la puissance britannique. Il en résultait que la France était obligée d'envoyer ses escadres dans ce même port; et, pendant ce temps, les flottes anglaises bloquaient ses rades sur l'Océan, interceptaient son commerce, enlevaient ses convois et les frégates qui les escortaient.

L'amiral Geary, qui, après la mort de

l'amiral Hardy, avait été nommé au commandement de la flotte de la Manche, était sorti avec environ trente vaisseaux de ligne. Il rencontra, le 3 juillet, un convoi de bâtimens marchands français, chargés de cochenille, sucre, café et coton, sous l'escorte du vaisseau *le Fier*, de 50 canons. Les Anglais donnèrent chasse à ce convoi, en prirent douze voiles, et l'auraient peut-être enlevé en totalité, sans une brume épaisse et la grande proximité des côtes de France; le reste gagna heureusement les ports. Plusieurs autres bâtimens français, et même quelques frégates, tombèrent au pouvoir des Anglais, mais après la résistance la plus héroïque. Ne pouvant donner la relation de tous les engagemens qui eurent lieu, nous n'omettrons pas du moins le nom du chevalier de Kergariou, capitaine de *la Belle-Poule*, qui, avec cette frégate, de 32 canons seulement, se défendit long-temps contre le vaisseau de ligne *le Non-Such*, de 64. Ce ne fut qu'après que cet intrépide marin eut été tué, que son successeur, M. de la Motte-Tabouret, se vit contraint d'amener son pavillon : sa frégate était entièrement démâtée; la plus grande partie de l'équipage avait péri.

1780.

Combat entre la frégate française *la Belle Poule* et le vaisseau anglais *le Non-Such*.

Les alliés se vengèrent amplement de ces

1780. L'amiral Cordova prend un convoi anglais.

pertes le 9 août. Vers la fin de juillet, une flotte nombreuse de vaisseaux de guerre et de commerce avait mis à la voile des ports d'Angleterre pour les deux Indes. Cinq des premiers bâtimens, outre beaucoup d'armes, de munitions et d'artillerie, étaient chargés d'une quantité considérable d'agrès pour l'usage de l'escadre anglaise, stationnée dans ces mers lointaines. Dix-huit autres qui suivaient, indépendamment de munitions de bouche et de guerre, avaient à bord des recrues destinées à renforcer l'armée d'Amérique. Le reste était composé de bâtimens marchands, dont les cargaisons étaient d'une très-grande valeur. Ce convoi avait pour escorte le vaisseau de ligne *le Ramillies*, et trois frégates. Il cinglait au large, ayant en vue, à une grande distance, les côtes d'Espagne, lorsque dans la nuit du 8 août il tomba au milieu d'une division de l'armée combinée, qui croisait sur la route que suivent ordinairement les vaisseaux destinés pour l'Amérique ou pour l'Inde. L'escadre ennemie était commandée par l'amiral don Louis de Cordova. Les Anglais prirent les lanternes de ses huniers pour celles de leur commandant, et ils se dirigeaient en conséquence. Au point du jour, ils se virent entremêlés

avec la flotte espagnole. Don Cordova les en- 1780.
veloppa, et amarina une soixantaine de bâtimens; les vaisseaux de guerre prirent chasse. Sa rentrée à Cadix fut un véritable triomphe. Les peuples accouraient pour voir les prisonniers et cette riche proie, dont le spectacle flattait d'autant plus, qu'il était moins commun et moins espéré. On mit à terre près de trois mille prisonniers de toute condition et de tout âge. De ce nombre étaient seize cents matelots, perte sensible pour l'Angleterre, et une assez grande quantité de passagers. Les Anglais regrettèrent beaucoup moins encore les cargaisons d'objets de commerce, que les munitions de guerre dont leurs armées et leurs flottes éprouvaient le pressant besoin dans les deux Indes. Un succès aussi éclatant produisit une joie extrême parmi la nation espagnole. La nouvelle de cet évènement répandit, au contraire, une sorte de consternation dans la Grande-Bretagne. Les ministres se virent en butte aux reproches les plus envenimés; la voix publique les accusait d'impéritie. « Ils savaient, s'écriait-on, que les alliés avaient des forces redoutables à Cadix : pourquoi n'ont-ils pas prescrit au convoi d'éviter les côtes d'Espagne? »

1780. Siége de Gibraltar.

Les évènemens de la guerre maritime ne détournaient pas l'attention du siége de Gibraltar. La cour de Madrid, comme nous l'avons déjà fait observer, attachait une extrême importance à la conquête de cette place. Elle paraissait en faire l'objet capital de cette guerre, et le but de tous ses efforts. Il faut convenir, en effet, qu'indépendamment de tout motif d'intérêt politique, un roi aussi puissant ne devait pas voir, sans indignation, que des étrangers possédassent sur son propre territoire une forteresse, du haut de laquelle ils semblaient braver son pouvoir. Gibraltar faisait souvenir de Calais, qui avait aussi appartenu long-temps à l'Angleterre, mais que les Français étaient parvenus à lui reprendre : les Espagnols se flattaient d'être aussi heureux. En conséquence, lorsque la place eut été ravitaillée par Rodney, l'amiral don Barcelo mit tous ses soins à empêcher qu'il n'y pénétrât de nouveaux secours. De son côté, don Mendoza, commandant des troupes de terre, s'étudiait à resserrer la ville de plus en plus. Chaque jour il ajoutait de nouveaux ouvrages à son camp de Saint-Roch, cherchant continuellement à s'approcher par le moyen des tranchées et de la sape. Mais quelles que

ussent la vigilance et l'habileté des généraux 1780.
spagnols, ils étaient tellement contrariés
ar l'instabilité des vents et de la mer, et les
fficiers anglais déployèrent tant de talent et
'activité, que de temps en temps des trans-
ports de vivres s'introduisaient dans la place
ssiégée La garnison oubliait ses souffrances
t reprenait courage, tandis que les Espa-
gnols ne pouvaient voir, sans un violent dé-
pit, la résistance se prolonger au-delà du
erme dont ils s'étaient flattés.

Les efforts de la garnison étaient puissam-
ment secondés par la présence de quelques
aisseaux de guerre que l'amiral Rodney avait
aissés dans le port; de ce nombre était *la
Panthère*, de 74 pièces de canons. Pour faire
isparaître un obstacle aussi inquiétant, les
Espagnols conçurent le projet de brûler cette
escadre, ainsi que les bâtimens de transport
mouillés en seconde ligne. Ils espéraient
même envelopper dans cet incendie les im-
menses magasins de munitions qui avaient été
construits sur le rivage. Ils préparèrent, à
cet effet, sept brûlots qui devaient être sui-
vis d'un très-grand nombre de chaloupes ar-
mées. Don Barcelo fit avancer sa flotte, et
lui fit prendre une ligne de bataille à l'ouver-
ture de la baie, tant pour diriger et seconder

1780. l'attaque, que pour intercepter tout bâtimen qui tenterait de s'échapper. Du côté de terre, don Mendoza se tenait prêt à agir pour alar-mer la garnison sur tous les points ; il devai commencer le bombardement le plus vif aussitôt que le feu éclaterait à bord de l'es-cadre anglaise. La nuit du 6 juin fut choisi pour l'exécution. L'obscurité, le vent et l marée étaient également favorables. Les An-glais montraient une sécurité parfaite. Le brûlots s'avancèrent, et tout promettait l succès, lorsque les Espagnols, cédant à leu ardeur, trompés par les ténèbres sur la véri-table distance, ou ne voulant pas s'approche davantage, mirent le feu avec trop de préci-pitation. Cet aspect imprévu avertit les An-glais du péril qui les menaçait. Aussitôt, san terreur et sans confusion, officiers et soldat se jètent dans des barques, abordent intrépi-dement les brûlots, les accrochent et les re-morquent au large, de manière à en rendr l'effet totalement nul. Les Espagnols se reti-rèrent après cette tentative inutile.

Cependant, don Mendoza s'occupait ave un zèle soutenu des travaux de ses lignes. L général Elliot, chargé par le roi d'Angleterr de la défense de la place, laissait faire so ennemi; mais lorsqu'il vit ses ouvrages su

point d'être achevés, il ouvrit contre eux 1780.
une canonnade si violente, qu'en peu de
temps il les ruina presqu'entièrement. Il entreprenait de fréquentes sorties, où il comblait les tranchées, et enclouait l'artillerie des assiégeans. Les Anglais reprenaient courage, et les Espagnols, au contraire, semblaient moins animés et moins confians. Humiliés de ce qu'une poignée d'hommes (la garnison de Gibraltar ne comptait pas plus de six mille combattans) osât non-seulement leur résister, mais même les attaquer avec succès, ils eurent recours à une invention qui, à la longue, rendit la défense de la place excessivement difficile et périlleuse, et finit même par détruire entièrement la ville: ce fut de construire un nombre immense d'embarcations, que l'on appela *chaloupes canonnières*. Leur port était de trente à quarante tonneaux, et leur équipage de quarante à cinquante hommes; elles étaient armées à la proue d'une pièce de vingt-six; d'autres portaient des mortiers à bombes. Outre une large voile, elles avaient quinze rameurs sur chaque bord. Comme elles se manœuvraient facilement, on comptait les employer à écraser la ville et les forts de bombes et de boulets pendant les nuits, et même, dans l'occasion,

1780. à attaquer les frégates. On croyait deux de ces chaloupes canonnières en état de combattre une frégate avec avantage, à cause de leur peu d'élévation au-dessus de l'eau, et du peu de prise qu'elles offraient aux boulets de l'ennemi. Le gouverneur de Gibraltar n'ayant point une flotille semblable à sa disposition, il lui devenait presque impossible d'en éviter les effets. Les Espagnols le sentirent, et cette considération ranima leur ardeur et leurs espérances.

Opposition des partis en Hollande.

Tandis que les armes de l'Angleterre prévalaient sur le continent américain, que celles des deux anciennes rivales se balançaient dans les Antilles, et que la guerre se faisait en Europe avec une telle diversité de succès, qu'il était singulièrement difficile de présager quelle serait l'issue de cette grande lutte, la situation des affaires dans les Provinces-Unies, qui jusqu'alors n'avait offert que doute et qu'incertitude, commença à prendre un aspect moins équivoque. Il semblait arrêté, par le destin, que la querelle de l'Amérique ébranlerait le globe entier. La jonction des armes de la Hollande à celles des Bourbons et du congrès semblait compléter la ligue formidable qui devait porter le dernier coup à la puissance britannique. Dès

le commencement des troubles de l'Amérique, sa cause avait trouvé beaucoup plus de partisans en Hollande que celle de l'Angleterre. Plusieurs motifs concoururent à cette disposition des esprits : les opinions politiques qui dominaient en Europe ; la croyance où étaient généralement les Hollandais, que les intérêts du protestantisme étaient inséparables de cette discussion ; la crainte qu'avaient les dissidens des usurpations réelles ou supposées de l'église anglicane ; et enfin la ressemblance qu'offrait la situation présente des Américains avec celle où s'étaient trouvés les habitans des Provinces-Unies, dans le temps de leurs guerres contre l'Espagne. Il ne faut donc pas s'étonner si, chaque jour, le parti français l'emportait en Hollande sur le parti anglais. Il est même à observer que, parmi ceux qui étaient le plus attachés à ce dernier parti par le souvenir de l'ancienne amitié, par la communauté des intérêts de commerce, et par l'appréhension du mal que pouvait leur faire la France dans l'avenir, on entendait hautement improuver le système du ministère britannique envers ses colonies. Ils le blâmaient d'autant plus sincèrement, qu'ils prévoyaient qu'une de ses conséquences inévitables serait de rompre la 1780.

1780. bonne intelligence qu'ils auraient voulu conserver, et de rapprocher d'autant plus la Hollande de la France. A ces considérations, on doit ajouter la jalousie inquiète qu'excitait le pouvoir du stathouder, allié par le sang avec le roi Georges III. On craignait que ce monarque ne lui prêtât son appui pour le mettre en état d'accomplir les usurpations dont on lui soupçonnait le projet. Les républicains n'étaient donc pas sans de vives alarmes relativement aux intentions du gouvernement anglais. Ils redoutaient son arrière-pensée ; ils frémissaient en songeant qu'un jour, peut-être, il ferait du stathouder un instrument pour leur faire subir le sort dont il menaçait l'Amérique. Chaque jour ces sinistres images étaient présentées à tous les yeux; elles influaient fortement sur l'opinion publique.

Des sept Provinces-Unies, celle qui penchait le plus fortement pour la France était la plus riche et la plus puissante, la Hollande. La première des villes de la république, Amsterdam, faisait éclater les mêmes sentimens. Pour entretenir ces dispositions, et pour y amener d'autres provinces et d'autres villes, le gouvernement français résolut de mettre en œuvre cet amour du gain, dont

l'empire est particulièrement si puissant chez les hommes qui se livrent au négoce. Il déclara, en conséquence, qu'il ferait saisir sur la mer tout bâtiment hollandais employé à un commerce quelconque avec la Grande-Bretagne, à l'exception de ceux qui appartenaient aux villes d'Amsterdam et de Harlem. L'effet de cette mesure fut que plusieurs autres cités importantes, entr'autres Rotterdam et Dordrecht, avaient manifesté leur attachement pour la France, afin de participer aux privilèges qu'elle accordait. Il y avait déjà deux ans que, de cette complication d'intérêts divers, était résultée une négociation suivie, à Aix-la-Chapelle, entre Jean Neuville, agissant au nom du pensionnaire Van-Berkel, partisan déclaré de la France, et William Lee, commissaire du congrès. Van-Berkel, comme chef de la régence d'Amsterdam, parvint, après d'assez longues discussions, à faire conclure un traité d'amitié et de commerce entre cette ville et les Etats-Unis d'Amérique. Ce traité, était-il dit, était purement éventuel, puisqu'il ne devait avoir d'effet que lorsque l'indépendance des colonies aurait été reconnue par l'Angleterre. Mais n'était-ce pas déjà regarder cette indépendance comme avenue, que de négocier et de traiter avec les

1780.

Traité secret entre le congrès et la ville d'Amsterdam.

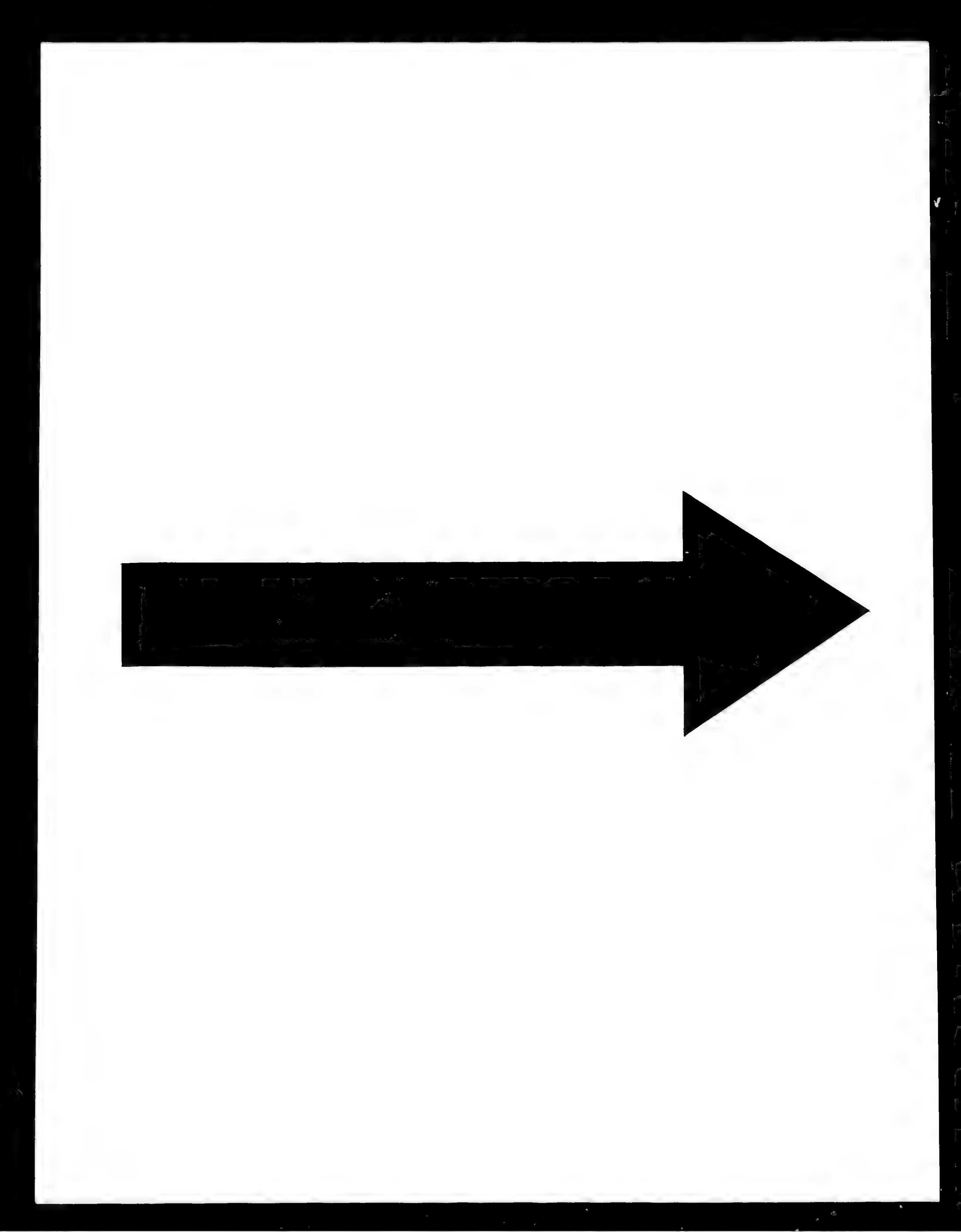
1780. Etats-Unis? Ce traité, il est vrai, n'avait été conclu qu'avec la seule ville d'Amsterdam; mais on espérait que la prépondérance dont elle jouissait dans la province de Hollande entraînerait aisément le reste de cette province, et que celle-ci servirait aussitôt d'exemple aux six autres.

Ces négociations furent conduites avec tant de mystère, qu'il n'en transpira rien en Angleterre. Cependant le congrès, qui désirait ardemment que le résultat de ces stipulations secrètes fût aussi public que possible, nomma à cette fin plénipotentiaire auprès des Etats-Généraux, son président Laurens. Cette résolution fut d'autant plus facilement adoptée, que l'on était persuadé en Amérique, comme l'évènement le démontra, que les Hollandais ne voyaient pas, sans un dépit extrême, les entraves outrageantes que les Anglais voulaient mettre à leur commerce avec la France. On ne doutait pas de l'impression violente qu'avait dû produire sur leur esprit l'enlèvement du convoi du comte de Byland (2). Loin de chercher à pallier ces insultes et à calmer les mécontentemens, M. Yorke, ambassadeur du roi d'Angleterre à la Haye, venait de remettre aux Etats-Généraux un mémoire conçu dans un style si ar-

rogant, qu'il fut universellement regardé 1780.
comme attentatoire à la dignité d'une nation libre et indépendante.

Mais la fortune, qui semble se faire un jeu des projets les mieux concertés, voulut que ceux des Hollandais fussent pénétrés par le gouvernement britannique, avant qu'ils eussent pu recevoir leur accomplissement avait peu de temps que le ministre Lau avait quitté Philadelphie, lorsqu'il fut r contré et pris à la hauteur de Terre-Neuve, par la frégate anglaise *la Vestale*. A la vue de l'ennemi, il avait jeté tous ses papiers à la mer; mais la célérité et l'adresse d'un matelot anglais parvinrent à les retirer de l'eau avant qu'ils eussent disparu. Laurens fut conduit à Londres, et enfermé à la Tour comme prisonnier d'état. Parmi ses papiers, les ministres anglais trouvèrent le traité dont nous avons parlé, et quelques lettres relatives aux négociations d'Aix-la-Chapelle. Aussitôt, M. Yorke éclata violemment à la Haye. Il requit les Etats-Généraux, au nom du roi son maître, non-seulement de désavouer la conduite du pensionnaire Van-Berkel, mais même de donner satisfaction à sa majesté britannique, en punissant exemplairement ce magistrat et ses complices comme pertur-

Ce traité vient à la connaissance des Anglais.



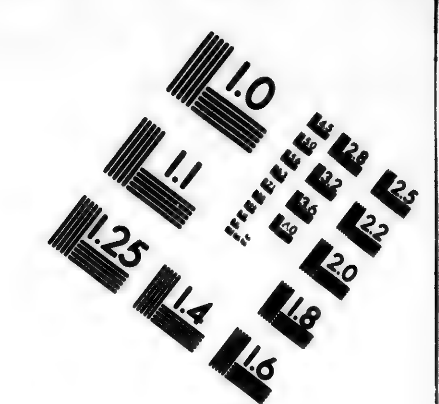
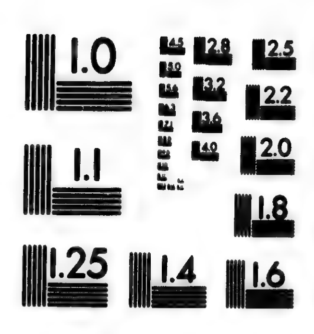


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"


2.8
2.5
2.2
2.0
1.8
1.0

1780. bateurs de la paix publique, et violateurs du droit des gens. Les Etats-Généraux faisant attendre leur réponse, l'envoyé anglais renouvela vivement ses instances; mais le gouvernement hollandais, soit par sa répugnance à se découvrir trop tôt, soit simplement par la lenteur accoutumée de ses délibérations, se borna à répondre qu'il prendrait l'affaire en considération sérieuse. Il voulait, auparavant, se ménager le temps de faire rentrer dans ses ports les cargaisons qu'il avait sur la mer, ou qui, pendant une longue paix, avaient été emmagasinées dans ses îles.

L'Angleterre et la Hollande se déclarent la guerre.

D'un autre côté, le ministère britannique vivement stimulé par le désir de mettre la main sur ces richesses, et ne voulant pas laisser aux Hollandais le loisir de faire les préparatifs de guerre nécessaires, affecta de n'être aucunement satisfait de la réponse des Etats-Généraux. Il rappela aussitôt l'ambassadeur de la Haye. Ce rappel fut promptement suivi des manifestes qui, selon l'usage, furent publiés de part et d'autre. Ainsi furent rompus tous les rapports de bonne intelligence qui, depuis si long-temps, existaient entre deux nations liées par des convenances mutuelles, et par de grands intérêts communs. Ce nouvel ennemi devait inquiéter

d'autant plus l'Angleterre, que sa proximité rendait plus redoutable son habileté dans la guerre maritime. Mais d'un côté l'orgueil, nécessaire peut-être à un état puissant, et la soif des conquêtes, toujours blâmable et jamais satisfaite; de l'autre, les discordes intestines et la faiblesse des troupes de terre, qui étaient cause qu'on craignait les voisins du continent plus qu'il n'eût été à souhaiter pour conserver l'indépendance, précipitèrent la Grande-Bretagne et la Hollande dans une guerre ouvertement condamnée par tous les hommes d'état. 1780.

Changement étonnant dans l'esprit des Américains : par quelle cause il fut opéré.

Il est temps de reporter nos regards sur le continent de l'Amérique. La prise de Charles-Town et l'invasion de la Caroline du sud furent l'époque d'un changement étonnant dans l'esprit des colons. Leur salut résulta des causes mêmes qui paraissaient devoir opérer leur ruine prochaine; tant il est vrai que l'aiguillon de l'adversité force les hommes à faire pour leurs propres intérêts des efforts auxquels les douceurs de la prospérité ne sauraient les déterminer! Jamais on ne l'observa mieux que dans cette circonstance: loin d'avoir abattu les Américains, les revers de la Caroline déployèrent en eux un courage plus actif, une constance plus opiniâtre. On

1780. n'eut plus à leur reprocher cette tiédeur qu'ils avaient laissé paraître dans les années précédentes, cette apathie, si affligeante pour leurs chefs, si funeste à la république. Une ardeur commune enflammait les cœurs pour voler au secours de la patrie ; on se disputait à l'envi la gloire de tout sacrifier pour elle ; on se serait cru revenu aux premiers jours de la révolution, à ces jours où un même esprit, un même zèle éclataient de toutes parts contre l'Angleterre. Par-tout le bien public triomphait des intérêts particuliers ; par-tout on s'écriait qu'il fallait chasser un ennemi cruel des provinces les plus fertiles de l'état, voler au secours de leurs habitans, écraser les satellites de l'Angleterre échappés au fer américain, et terminer d'un seul coup une guerre trop long-temps prolongée. C'est ainsi que la mauvaise fortune avait retrempé les ames de ces peuples, que l'on avait crus livrés au désespoir et à l'accablement. Leur fureur était encore excitée par les dévastations que les troupes royales venaient de commettre dans la Caroline et le New-Jersey. Leur espoir renaissait, en observant que les suites de l'occupation de Charles-Town avaient été de diviser les forces de l'ennemi, et de les morceler à de si grandes distances, que sur tous les

points elles pouvaient être attaquées avec succès. Combien ces espérances n'étaient-elles pas accrues, par l'avis certain de l'arrivée prochaine des secours français ! Déjà un grand nombre d'Américains voyaient dans la conquête de New-York une compensation de la perte de Charles-Town. 1780.

Le marquis de la Fayette venait effectivement de revenir de France, d'où il avait rapporté les plus heureuses nouvelles. Il annonçait que déjà les troupes étaient embarquées, et la flotte qui les portait prête à mettre à la voile. Ce rapport était conforme à la vérité. M. de la Fayette s'en était assuré lui-même par ses yeux, après avoir déployé tout son zèle pour hâter les préparatifs de l'expédition. Il en fut vivement remercié par Washington et le congrès. Sa présence était agréable au peuple américain; elle redoubla sur-tout l'ardeur des soldats, qui s'excitaient réciproquement à ne point se montrer indignes des nouveaux alliés qu'ils attendaient. Ils déclaraient hautement qu'une honte éternelle serait leur partage, si une lâche apathie leur faisait perdre l'occasion glorieuse que leur offrait la prochaine et puissante coopération de la France. Ils ne se dissimulaient pas que les yeux de toute l'Europe étaient

1780. ouverts sur eux, et que de la campagne de cette année devaient dépendre la liberté, la gloire, la destinée future de la république américaine. Le congrès, toutes les autorités établies, les individus mêmes qui jouissaient de quelque influence, surent mettre à profit ce nouvel enthousiasme; ils ne négligèrent aucun moyen de l'entretenir et de le propager. Le congrès adressa des lettres circulaires à tous les états; il les y exhortait vivement à compléter les régimens, et à diriger sur l'armée le contingent que chacun d'eux s'était obligé à fournir. Ces instances furent fortement appuyées par les généraux Washington, Reed et autres chefs distingués.

Leurs efforts eurent tout le succès désirable. Les milices avaient repris courage, et de toutes parts elles rejoignaient leurs drapeaux. L'autorité du congrès renaissait de tout côté, et prenait de nouvelles forces. Sensibles aux besoins de l'état, les propriétaires, les capitalistes s'empressaient de contribuer au soulagement du trésor public, dont l'épuisement était alors extrême. La ville de Philadelphie donna, la première, l'exemple de ces sacrifices; il ne fut pas infructueux. Bientôt il fut suivi par toute la Pensylvanie et par les autres provinces. Les dames de

Philadelphie, animées du plus ardent patriotisme, formèrent une association, et mirent à leur tête mistriss Washington, femme digne d'un tel époux. Après avoir offert à l'état tout ce dont elles pouvaient disposer, elles allaient de maison en maison réveiller la libéralité des citoyens en faveur de la république. Leur zèle ne fut pas stérile; elles recueillirent de fortes sommes, qu'elles versèrent dans le trésor public, pour en former de hautes-payes en faveur des soldats qui les auraient méritées, et pour augmenter la solde de toute l'armée. Elles furent imitées avec empressement par les dames des autres colonies. 1780.

Banque de Philadelphie

Mais parmi toutes les institutions qui signalèrent cette époque, aucune n'est plus digne d'attention que l'établissement d'une banque publique. Les fonds que les actionnaires et le congrès lui-même y déposèrent, étaient spécialement destinés au soulagement des troupes. Le congrès trouva non-seulement une grande facilité de la part des maisons les plus riches de la Pensylvanie, mais il en reçut même les offres les plus généreuses. Il fut arrêté que les actionnaires s'obligeraient à fournir un capital de trois cent mille livres, argent de Pensylvanie, à raison

1780. de sept schellings et six pences par piastre d'Espagne; qu'il serait nommé deux directeurs, ayant la faculté d'emprunter de l'argent sur le crédit de la banque pour six mois, ou pour un moindre temps, et de donner aux prêteurs des obligations portant un intérêt de six pour cent; que la banque recevrait du congrès les deniers publics, c'est-à-dire, le produit des impositions; mais que lorsque ces deniers et les fonds empruntés ne seraient pas suffisans, les actionnaires seraient tenus à fournir telle quotité qui serait jugée nécessaire, des sommes pour lesquelles ils auraient souscrit; que les fonds obtenus par les voies ci-dessus, ainsi que les obligations des directeurs, ne pourraient être employés à aucun autre usage que les approvisionnemens de l'armée; que les actionnaires nommeraient un agent dont les fonctions seraient de passer des traités avec les fournisseurs, et de faire livrer les objets fournis, comme viande, farines, rum, etc., au généralissime ou au ministre de la guerre; que ledit agent aurait la faculté, pour ses paiemens, de tirer sur les directeurs; qu'il serait tenu d'ouvrir un magasin convenablement approvisionné de rum, sucre, café, sel et autres articles de consommation usuelle, avec l'obligation de les vendre en

1780.

étail, au même prix qu'il les aurait achetés n gros à ceux avec lesquels il aurait traité our les fournitures de l'armée, et cela, fin d'être plus promptement et mieux servis ar ces fournisseurs.

Quoiqu'il se présentât peu de prêteurs ors de la banque, parce que la plupart, vant de se dessaisir de leurs fonds, auraient ésiré plus de stabilité dans l'état, il se trouva ependant bientôt des actionnaires pour un apital de 315,000 livres de Pensylvanie. Chacun d'eux s'obligea à fournir aux directeurs de la banque une somme déterminée ar le moyen de billets payables en pièces 'or ou d'argent. C'est ainsi que de simples itoyens, animés d'un zèle honorable pour eur patrie, se firent un devoir de soutenir e crédit public de leur crédit personnel: onduite d'autant plus digne de louange, que a situation des affaires n'offrait encore que rop de sujets de doute et d'inquiétude.

Fondation d'une Académie des Sciences dans le Massachusset.

Croirait-on cependant qu'au moment même ù un ennemi victorieux menaçait de renverer leur république naissante, les Américains e se bornèrent pas à offrir, pour sa défense, eur sang et leurs biens? Au milieu du fracas es armes, ils s'occupèrent de la conservation t des progrès de la philosophie, des sciences

1780. et des arts. Ils réfléchirent que, sans le secours de leurs lumières, la guerre mène tout droit à la barbarie, et la paix même est privée de ses douceurs les plus précieuses. En se livrant à ces nobles soins, ils n'envisagèrent pas seulement les avantages qui devaient en résulter pour la civilisation de leur pays, ils avaient en vue de prouver au-dedans et au-dehors, par cette sécurité profonde au sein de tant d'agitations, quel était leur mépris pour le danger et leur confiance dans le succès de leur entreprise. Tels sont les sentimens que voulut faire éclater l'état de Massachusset, en fondant à Boston une société ou académie des sciences et des arts. Ses statuts répondaient à l'importance de l'établissement. Ses travaux devaient tendre principalement à faciliter et encourager la connaissance des antiquités de l'Amérique et de l'histoire naturelle du pays, à déterminer les usages auxquels pourraient être employées les productions territoriales, à recueillir les découvertes médicales, les calculs mathématiques, les expériences de physique, les observations astronomiques, météorologiques et géographiques, les procédés nouveaux concernant l'agriculture, les arts, les manufactures et le commerce : l'académie

devait enfin cultiver toutes les sciences, tous les arts qui pouvaient avoir une heureuse influence (ainsi le portaient ses statuts) sur la gloire, la dignité et la prospérité d'un peuple libre, indépendant et vertueux. Le 4 juillet, après avoir célébré avec la plus grande solennité l'anniversaire de l'indépendance, le président du congrès, celui de l'état de Pensylvanie, et les autres autorités, tant de la ville que de la province, se rendirent à l'université, pour y assister à la collation des grades. Le chevalier de la Luzerne, ministre de France, fut invité à cette cérémonie. Le directeur des études prononça un discours analogue aux circonstances. L'esprit ardent des élèves s'enflamma d'une nouvelle ardeur pour la patrie : tous les assistans partagèrent leur enthousiasme, et en tirèrent les plus heureux augures. 1780.

Arrivée des secours français en Amérique.

Ce fut au milieu de ce déploiement général de zèle et d'efforts pour marcher avec honneur dans la carrière où l'on était entré, qu'arrivèrent dans le Rhode-Island les secours que la France envoyait à ses alliés. A cette vue, des transports d'allégresse éclatèrent sur tout le continent américain. Ils consistaient dans une escadre de sept vaisseaux de ligne, parmi lesquels était *le Duc de*

1780. *Bourgogne*, de 84 canons, cinq frégates et deux corvettes, sous le commandement de M. de Ternay. Ces forces convoyaient un grand nombre de transports, chargés de six mille hommes de débarquement, aux ordres du comte de Rochambeau, lieutenant-général des armées du roi. D'après un accord conclu entre la cour de Versailles et le congrès, Washington, en qualité de généralissime, devait commander en chef toutes les troupes, tant françaises qu'américaines. Le roi de France l'avait nommé, à cet effet, lieutenant-général de ses armées et vice-amiral de ses flottes. Les habitans de New-Port célébrèrent l'arrivée des Français par une illumination soudaine. Le général Heath leur fit l'accueil le plus honorable. Le bruit courant alors que le général Clinton méditait une attaque contre le Rhode-Island, les troupes françaises furent mises en possession de tous les forts. Elles s'y retranchèrent avec tant d'activité, qu'en peu de temps elles se virent en état d'y braver les efforts de tout ennemi quelconque.

L'assemblée générale de l'état de Rhode-Island envoya une députation complimenter le général de Sa Majesté très-chrétienne. Les Américains exprimèrent leur profonde reconnaissance envers ce monarque généreux.

Ils promirent, de leur part, des secours de 1780.
toute nature. Le comte de Rochambeau leur répondit que les corps qu'il avait amenés n'étaient que l'avant-garde de l'armée que le roi son maître envoyait pour les défendre; que Sa Majesté voulait sincèrement la liberté et le bonheur de l'Amérique, et que ses troupes y observeraient une discipline exemplaire. Il ajouta que lui-même, ses officiers et ses soldats regardaient les Américains comme des frères, et étaient prêts à sacrifier leur vie pour faire triompher la cause des colonies. La présence et les promesses du général français remplissaient tous les cœurs de courage et d'espoir; mais les partisans que l'Angleterre avait conservés dans le pays étaient obligés de dévorer leur rage. Washington, pour mieux cimenter l'union des deux nations, ordonna que sur les drapeaux de son armée, à la couleur noire, qui est celle de l'Amérique, on ajoutât le blanc, couleur distinctive de la France.

Tentative infructueuse des Anglais contre le Rhode-Island.

A cette époque, l'amiral Arbuthnot, qui occupait la station de New-York, n'y comptait que quatre vaisseaux de ligne. Loin donc de méditer une attaque, il craignait lui-même d'être attaqué; mais bientôt l'amiral Graves arriva d'Angleterre avec six autres vaisseaux

1780. de ligne. Cette supériorité de forces détermina les Anglais à diriger une expédition contre le Rhode-Island. L'amiral Graves s'y porta d'abord avec son escadre, pour voir s'il se présenterait quelque moyen de détruire celle de l'ennemi dans la rade même de New-Port; les Français avaient fait des préparatifs de défense si imposans, que l'on ne pouvait sans témérité rien tenter contre eux. L'escadre anglaise remit à la voile pour New-York. Cependant le général Clinton, fermement résolu à ne point souffrir que les Français s'établissent d'une manière stable dans cette partie, forma le dessein d'attaquer le Rhode-Island avec un corps d'élite de six mille hommes, qu'il débarquerait sur le point le plus favorable à l'entreprise. L'amiral y donna les mains, quoique selon son jugement particulier cette expédition offrît peu d'espérance de succès. L'escadre anglaise mit à la voile, et déjà elle était parvenue à la hauteur d'Hundington-Bay, dans Long-Island, lorsque Washington, qui surveillait tous les mouvemens de son adversaire, s'ébranla lui-même. Voyant le général Clinton s'avancer avec un corps considérable, et se trouvant lui-même, grâce à de nouveaux renforts, à la tête de douze mille hommes, il descendit

à marches forcées, en cotoyant la rivière 1780.
d'Hudson. Parvenu à Kingsbridge, il menaçait d'emporter la ville même de New-York, alors dégarnie et exposée presque sans défense à un coup de main. D'un autre côté, les milices de la Nouvelle-Angleterre avaient couru aux armes, brûlant de donner aux Français, dès les premiers jours, une haute idée de leurs forces et de leur zèle. Déjà dix mille hommes marchaient sur Providence, et un plus grand nombre s'apprêtait à les suivre. Les généraux britanniques ne tardèrent pas à être instruits de tous ces mouvemens, et se trouvèrent encore plus divisés d'opinions. Ces motifs réunis déterminèrent le général Clinton à renoncer à ses projets : il retourna sans délai à New-York avec toutes ses forces. La timidité que firent paraître les Anglais en cette occurrence redoubla l'ardeur des Américains. Ils regardaient déjà la garnison de New-York comme battue et ne pouvant leur échapper.

Ils avaient, en outre, un sujet particulier d'encouragement. Les Français débarqués dans le Rhode-Island avaient apporté une immense quantité de numéraire de leur pays. Selon le caractère et l'usage des militaires de leur nation, ils prodiguaient cet argent dans

1780. toutes les occasions qui s'offraient de le dépenser. Il en résulta qu'en peu de temps les monnaies de France devinrent assez communes aux Etats-Unis, pour redonner quelque vigueur au corps politique, menacé d'une dissolution prochaine par l'épuisement absolu des finances. Les billets de crédit, à la vérité, éprouvèrent une baisse d'autant plus rapide ; mais ce mal était peu inquiétant. Depuis long-temps, ce papier avait perdu toute confiance, et l'état ne tarda même pas à en être délivré, comme on le verra dans la suite de cette histoire.

Les hostilités recommencent dans la Caroline. Les Américains font de nouvelles levées.

Nous venons de retracer toutes les causes qui relevèrent généralement le courage des peuples dans les diverses provinces américaines ; mais il est à observer qu'elles influèrent plus sensiblement sur les colonies du sud. Leurs habitans étaient plus exposés au danger, et ils avaient d'ailleurs des motifs particuliers pour détester l'insolence des Anglais. Aussi, dès que l'occasion leur en fut offerte, ils se rassemblèrent sur différens points de la Caroline du nord, et sur l'extrême frontière de la Caroline du sud. Ces rassemblemens, commandés par des chefs audacieux, inquiétaient vivement les troupes royales. Ils insultaient leurs postes, et quel-

quefois même les enlevaient. Mais parmi tous 1780.
les officiers qui se distinguèrent à la tête de ces partis volans, aucun ne parut avec plus d'éclat que le colonel Sumpter. Né lui-même dans la Caroline, son importance personnelle, ses talens militaires, sa valeur l'y rendaient l'objet de la considération générale. La plupart des Caroliniens, que le dégoût de la domination anglaise avait fait fuir de leurs domiciles, avaient couru se ranger sous les drapeaux de leur intrépide compatriote. Déjà ils étaient assez nombreux pour tenir la campagne et menacer l'ennemi sur tous les points. Ils n'avaient point de solde, point d'uniformes, pas même de subsistances assurées; c'était au hasard ou à leur courage à y pourvoir. Ils éprouvaient même le manque d'armes et de munitions de guerre; mais ils convertissaient en armes grossières les instrumens aratoires : au lieu de balles de plomb, ils en coulaient d'étain avec la vaisselle que les patriotes leur donnaient pour cet usage. Ces secours étaient, au reste, bien loin de leur suffire. Plusieurs fois, on les a vus en venir aux mains avec l'ennemi, sans avoir plus de trois coups à tirer par homme. Le combat une fois engagé, quelques-uns de ceux qui manquaient d'armes et de munitions

1780. se tenaient à l'écart, pour attendre que la mort ou les blessures de leurs camarades leur permissent de prendre leur place. Le prix le plus cher à leurs yeux des avantages qu'ils obtenaient sur les Anglais, était de pouvoir acquérir des fusils et des cartouches aux dépens des vaincus. Enfin le colonel Sumpter se voyant à la tête d'un corps nombreux, attaqua une des plus importantes positions des Anglais à Rocky-Mount. Il fut repoussé, mais non découragé. Ne donnant jamais aucun repos ni à lui ni à ses ennemis, il tomba, peu de temps après, sur un autre poste anglais à Hanging-Rock, et passa au fil de l'épée tout ce qui le défendait, troupes de lignes et loyalistes. Il fit subir le même sort au colonel Bryand, qui était venu de la Caroline du nord avec un corps de loyalistes de cette province. Harcelant les ennemis sur tous les points à-la-fois, il bravait toutes leurs poursuites. Son courage indomptable et la connaissance parfaite du pays lui offraient continuellement des ressources nouvelles. Aussi rapide dans ses attaques qu'industrieux dans ses retraites, vainqueur ou vaincu, il échappait à tous les piéges de ses adversaires. Le colonel Williams servit non moins utilement la même cause, à la tête

d'un léger détachement de Caroliniens, du district de Ninety-Six. Dans une de ses fréquentes excursions, il surprit et tailla en pièces un corps de loyalistes sur les bords de la rivière Ennory. 1780.

Cette petite guerre avait le double avantage de rendre la confiance aux Américains, de miner continuellement les forces des Anglais dans ces provinces, et d'y soutenir le parti du congrès. Ces vives escarmouches n'étaient, au reste, que le prélude des sanglantes batailles qui ne tardèrent pas à se livrer entre les armées principales.

Dès que Washington avait reçu les premiers avis du siége de Charles-Town, il avait fait marcher sur la Caroline du sud un renfort de quatorze cents hommes de troupes continentales du Maryland et de la Délaware, sous la conduite du baron de Kalb. Cet officier déploya beaucoup d'activité dans l'exécution de ses ordres, et, s'il lui avait été possible de gagner le point qui lui était indiqué, il est probable que les choses eussent pris une autre direction. Mais la disette de vivres, la difficulté des lieux et l'excessive chaleur de la saison lui opposèrent de si terribles obstacles, qu'il ne pouvait avancer que pas à pas. On rapporte que ce détache-

1780. ment ne vécut pendant plusieurs semaines que des bestiaux qui se trouvaient égarés dans les bois. Quelquefois, manquant totalement de viande et de farine, les soldats étaient réduits à se nourrir de pêches ou de grains de blé qui n'étaient pas encore mûrs ils : supportèrent tant de maux avec une constance héroïque. En traversant la Virginie, ils furent renforcés par des milices de cette province; et, parvenus sur les bords de la rivière Deep, ils y firent leur jonction avec les troupes de la Caroline du nord, que commandait le général Caswel. Ces détachemens réunis formaient un corps de six mille hommes effectifs : force assez imposante dans la situation où se trouvaient alors les Etats-Unis, pour que le congrès se hâtât de l'employer à reconquérir les deux Carolines sur les Anglais. Voulant confier cette opération à un homme dont le nom exerçât une heureuse influence, il fit choix du général Gates. Le baron de Kalb fut rappelé : étranger, ne connaissant pas le pays, et ignorant la manière de gouverner des milices indisciplinées, il ne pouvait conserver le commandement.

Le général Gates prend le commandement de l'armée des Carolines.

Le général Gates arriva au camp, sur la Deep, le 25 juillet. Il passa aussitôt ses

troupes en revue pour en connaître le nombre et la qualité. Il se porta ensuite sur la rivière Pedie, qui, dans les parties inférieures, sépare la Caroline du nord de celle du sud. Le nom et la destinée du général Gates produisirent un effet si favorable et si rapide, que, non-seulement les milices accouraient sous ses drapeaux, mais qu'encore les munitions de toute espèce abondaient dans son camp. L'impulsion générale était donnée. Déjà les habitans de la région comprise entre les deux branches du Pedie, et la Black (ou la Rivière-Noire), s'étaient insurgés contre les troupes royales. Le colonel Sumpter, avec un corps d'infanterie et de dragons, harcelait sans cesse la gauche des Anglais, dans l'espoir de leur couper le chemin de Charles-Town; ses partis battaient tous les environs. 1780.

Aussitôt que le général Gates fut parvenu sur les confins de la Caroline du sud, il répandit une proclamation par laquelle il exhortait les habitans à se joindre à lui, pour défendre les droits de l'Amérique. Il promettait amnistie entière à ceux de qui les vainqueurs auraient extorqué des sermens; n'en exceptant que les individus qui auraient exercé des actes de barbarie ou de déprédation contre les personnes et les propriétés

1780. de leurs concitoyens. Cette proclamation ne fut pas infructueuse ; non-seulement les peuples coururent en foule se ranger sous les drapeaux du congrès, mais les compagnies mêmes levées dans la province pour le service du roi, se soulevèrent et désertèrent. Accru par ces renforts, le colonel Sumpter devenait chaque jour un ennemi plus redoutable pour les Anglais. Pendant que Cornwallis était occupé à Charles-Town de l'administration de la Caroline, lord Rawdon avait pris le commandement des troupes cantonnées à Cambden, et dans le pays adjacent. Il avait dirigé sur George-Town un convoi de soldats malades, sous l'escorte d'un détachement carolinien aux ordres du colonel Mills. Vers le milieu de la route, ces milices se révoltèrent : elles saisirent leurs officiers, et les conduisirent, ainsi que les malades anglais, au camp du général Gates. Le colonel Lisle, un de ceux qui avaient prêté serment au roi, embaucha un bataillon de milices qui avait été levé au nom de lord Cornwallis, et le mena au colonel Sumpter. Celui-ci, qui parcourait sans cesse la rive occidentale du Waterie, avait enlevé des transports considérables de munitions, de rum et autres denrées, que l'ennemi voulait

faire passer de Charles-Town à Cambden. Il 1780.
était aussi tombé en son pouvoir un grand nombre de malades et de soldats anglais, formant leur escorte. Déjà la route de Cambden à Ninety-Six était infestée par les insurgés, et ils commençaient à se montrer en force sur celle de Cambden à Charles-Town.

Les affaires du roi, dans les Carolines, prenaient ainsi l'aspect le plus défavorable. Lord Rawdon voyant se former autour de lui un orage aussi effrayant, et dénué des moyens suffisans pour en détourner les effets, concentra ce qu'il avait de troupes dans les environs de Cambden, et distribua ses cantonnemens sur la rive droite de la Linche. Il se hâta de donner avis de sa position critique à Cornwallis. Sur ces entrefaites, Gates parut avec toutes ses forces sur l'autre rive, et campa en face de l'ennemi. Il en résulta de vives et fréquentes escarmouches, dont le succès était balancé. Le général américain aurait désiré engager une action décisive, et profiter de sa supériorité pour attaquer lord Rawdon dans ses quartiers mêmes. Il les fit reconnaître, et trouvant la position trop forte, il renonça à son projet. Sa conduite parut dictée par la sagesse; mais bientôt il laissa échapper une occasion de remporter

1780. un avantage signalé. S'il avait remonté, à marches forcées, jusqu'à la source de la Linche, il tournait aisément l'aile gauche de lord Rawdon, et pouvait même enlever Cambden sur les derrières de l'armée anglaise; ce coup eût décidé du sort de la campagne : mais, ou Gates ne le vit pas, ou il n'osa pas l'entreprendre. Peu de temps après, le général anglais voyant son aile droite menacée par un mouvement des Américains, et craignant pour ses magasins et son hôpital, abandonna les bords de la Linche, et se replia sur Cambden avec toutes ses troupes. Sa retraite ne fut aucunement inquiétée par l'ennemi.

C'est alors que le comte de Cornwallis arriva au camp. Il prit connaissance de l'état des choses, et reconnut par ses yeux à quel point les forces, l'audace et le parti des insurgés s'étaient accrus. Il envoya de nombreux détachemens à la découverte, fit rentrer les convalescens dans les campagnes, ordonna des distributions d'armes, et la remonte de la légion de Tarleton qui manquait de chevaux. Malgré tous ses efforts, il n'avait cependant pu rassembler que deux mille hommes, parmi lesquels on en comptait quinze cents de vieilles troupes; le reste était composé de

oyalistes et d'émigrés. Attaquer avec de si 1780.
aibles moyens un ennemi aussi supérieur, semblait une témérité condamnable. Cornwallis avait d'ailleurs une retraite ouverte sur Charles-Town ; mais il considéra qu'en prenant ce parti, il fallait abandonner au pouvoir les insurgés environ huit cents malades, et une immense quantité de munitions de guerre et de bouche. Il réfléchit en outre qu'à l'exception des deux villes de Charles-Town et de Savanah, sa retraite entraînerait la perte des deux Carolines et de la Géorgie. D'un autre côté, il observait que la majeure partie de son armée était composée de soldats aussi parfaitement équipés qu'aguerris, et commandés par des officiers dont il connaissait la valeur et l'habileté. Enfin, la victoire devait lui soumettre infailliblement les deux Carolines, tandis qu'un revers ne pouvait avoir des suites plus funestes qu'une simple retraite.

D'après ces considérations, le comte de Cornwallis se détermina non-seulement à tenir tête à l'ennemi, mais même à hasarder une action générale. Cambden, centre de la ligne des Anglais, n'étant point un lieu fortifié, et les résolutions les plus hardies étant souvent aussi les plus heureuses, Cornwallis

Bataille de Cambden.

1780. ne voulut point attendre les Américains dans ses cantonnemens. Il forma le projet d'attaquer la position de Rugeley's-Mills, qu'occupait l'ennemi, afin de le forcer à un engagement. Le 15 août, toutes les troupes royales eurent ordre de se tenir prêtes à marcher. Vers dix heures du soir, les colonnes se dirigèrent sur Rugeley's-Mills. La première, commandée par le colonel Webster, consistait en chasseurs et dragons. La seconde, aux ordres de lord Rawdon, était composée des volontaires d'Irlande, et des loyalistes. Deux bataillons anglais formaient la réserve. A l'arrière-garde était le bagage et un détachement d'infanterie. La marche se fit dans le plus profond silence, et à la faveur de l'obscurité de la nuit. Les colonnes passèrent la petite rivière Saunder, et elles avaient déjà laissé Cambden à trois lieues derrière elles; mais pendant que les Anglais s'avançaient sur Rugeley's-Mills, les Américains quittaient eux-mêmes cet endroit pour se porter sur eux. Gates et Cornwallis avaient formé réciproquement le même projet l'un contre l'autre. L'avant-garde américaine était composée de la légion à cheval du colonel Armand (3), et des chasseurs du colonel Porterfield. Le major Armstrong flanquait leur gauche avec un

détachement d'infanterie légère. En seconde 1780.
ligne, marchaient les régimens soldés du Maryland, et les milices de la Caroline et de la Virginie. Le bagage suivait l'arrière-garde, formée d'un corps nombreux de volontaires et de dragons qui couvraient les deux flancs. Le général Gates avait recommandé à ses troupes de marcher serrées et en silence, et de ne point tirer sans ordre. Il avait renvoyé à Wacsaws, sur ses derrières, les malades, le bagage inutile, enfin tout ce qui pouvait entraver sa marche. Tant de précautions, de part et d'autre, indiquaient que les deux généraux s'étaient pénétrés mutuellement.

Il n'était encore que deux heures du matin, lorsque les éclaireurs de l'armée anglaise rencontrèrent la tête de la première colonne américaine. Ils furent vivement repoussés par le colonel Porterfield; mais cet officier reçut une blessure grave. Les Anglais, soutenus par deux régimens d'infanterie, chargèrent à leur tour les Américains. L'action s'engagea avec vivacité, et la perte fut considérable de part et d'autre; mais tout-à-coup, craignant également le hasard d'un combat nocturne, les deux généraux firent cesser le feu, et le plus profond silence régna de nouveau au milieu des té-

1780. nèbres : on attendait impatiemment le jour. Cependant Cornwallis fut informé par des gens du pays que le terrein lui était aussi propice, qu'il était défavorable à l'ennemi. Gates effectivement ne pouvait venir l'attaquer que par un chemin étroit, bordé des deux côtés par des marais. Cette circonstance enlevait aux Américains l'avantage de la supériorité du nombre, et rétablissait l'égalité des forces.

Le général anglais fit son plan de bataille en conséquence. Dès le point du jour, il forma le front de son armée de deux divisions : celle de droite, commandée par le colonel Webster, avait son flanc droit couvert par un marais, et la gauche appuyée sur le grand chemin ; l'autre division, aux ordres de lord Rawdon, avait également un marais à sa gauche, tandis que sa droite se rejoignait par le grand chemin au corps de Webster. L'artillerie fut placée entre les deux divisions. Un bataillon rangé derrière chacune d'elle leur servait de réserve. La légion de Tarleton fut postée sur la droite du chemin, prête à attaquer l'ennemi ou à le recevoir, selon l'occasion.

Les Américains, de leur côté, faisaient toutes les dispositions qui leur parurent les

plus convenables. Gates partagea son avant-garde en trois colonnes. Celle de droite, commandée par le général Gist, appuyée sur le marais par sa droite, se rejoignait, par sa gauche, sur le grand chemin avec la colonne du centre, formée des milices de la Caroline du nord, aux ordres du général Caswell. La colonne de gauche était composée des milices de Virginie, qui avaient à leur tête le général Stevens. Derrière les Virginiens était postée l'infanterie légère de Porterfield et d'Armstrong. Le colonel Armand avait placé ses dragons derrière la gauche, pour faire face à la légion de Tarleton. Les troupes continentales du Maryland et de la Délaware formaient le corps de réserve. Elles étaient exercées, aguerries, et c'était sur leur valeur que reposait l'espoir du succès. Elles étaient commandées par le général Smallwood. L'artillerie était placée en partie sur la droite des troupes continentales, et en partie sur le grand chemin. 1780.

Tel était l'ordre de bataille des deux armées, lorsqu'au moment d'en venir aux mains, Gates, mécontent de la position des divisions de Caswell et de Stevens, leur ordonna très-imprudemment d'en changer, pour en prendre une autre qui lui paraissait

1780. meilleure. Cornwallis, à la vue de ce mouvement, résolut d'en profiter sur l'heure. En conséquence, il donna ordre au colonel Webster de s'avancer, et de charger vivement le général Stevens, dont les troupes n'avaient pu encore reformer leurs rangs. Le colonel Webster obéit avec célérité. L'action commença ainsi entre la droite des Anglais et la gauche des Américains : bientôt elle s'engagea sur toute la ligne. Le ciel était chargé de vapeurs épaisses ; il en résulta que la fumée de la poudre, au lieu de se dissiper dans l'air, forma bientôt un nuage immense qui enveloppait les deux armées, et leur dérobait presqu'entièrement leurs manœuvres réciproques. Cependant les Anglais, après quelques décharges fort meurtrières, chargèrent l'ennemi à la baïonnette, et gagnèrent du terrein sur lui. Pressés par le colonel Webster, et mis en désordre par le mouvement irréfléchi que leur avait ordonné le général Gates, les Virginiens firent à peine quelque résistance, et lâchèrent pied honteusement. Les milices de la Caroline se voyant à découvert, ne tardèrent pas aussi à plier, et enfin à prendre la fuite avec une égale lâcheté. Leurs officiers tentèrent en vain de les ramener à l'ennemi : ils

furent eux-mêmes entraînés dans la déroute. 1780.

L'aile gauche des Américains était totalement enfoncée : Gates et Caswell tentèrent de la rallier ; mais Tarleton saisit habilement l'instant décisif, et une charge vigoureuse qu'il exécuta, mit le comble au désordre et à l'épouvante de cette aile. Toutes les troupes qui la composaient se jetèrent dans le bois voisin. Leur fuite découvrit le flanc gauche d'un régiment carolinien et des troupes soldées du Maryland et de la Délaware, qui étaient déjà attaquées de front. L'aile droite des Anglais, entièrement victorieuse, retomba sur le centre des insurgés. Ces corps se défendirent avec une extrême vaillance : s'il n'était pas en leur pouvoir de rétablir la fortune du combat, ils sauvèrent du moins l'honneur des drapeaux américains. Opposant aux Anglais un feu terrible ou la pointe de leurs baïonnettes, ils bravaient tous leurs efforts. Le baron de Kalb les mena même plusieurs fois à la charge, et il parvint à regagner du terrein perdu. Mais enfin, entourés de toutes parts, accablés par le nombre, et entamés par la cavalerie, ils furent contraints d'abandonner le champ de bataille, couvert de leurs morts et de ceux de leurs ennemis. Atteint de onze blessures, le baron de Kalb

1780. tomba mourant au pouvoir des vainqueurs. La déroute était générale ; chacun pourvut à sa propre sûreté. Le général Gist ne put rallier que cent fantassins et les dragons d'Armand. La cavalerie anglaise poursuivit les vaincus avec acharnement jusqu'à neuf lieues de distance, et ne s'arrêta que lorsque l'épuisement l'y contraignit.

La perte des Américains, dans cette journée, fut très-considérable. Le nombre des morts, des blessés et des prisonniers, s'élevait à plus de deux mille. Parmi les premiers était le général Gregory, et parmi les prisonniers le baron de Kalb et le général Rutherford, de la Caroline. Huit pièces de canon, deux mille fusils, plusieurs drapeaux, tout le bagage et les munitions tombèrent entre les mains du vainqueur. La perte des Anglais, en morts et blessés, ne monta qu'à trois cents vingt-quatre hommes, y compris les officiers. Trois jours après la bataille, le baron de Kalb, sentant approcher sa fin, pria le chevalier Dubuisson, son aide-de-camp, d'exprimer en son nom, aux généraux Gist et Smallwood, combien il avait été satisfait de la valeur qu'avait fait éclater, dans cette journée funeste, les troupes réglées du Maryland et de la Délaware. Il expira ensuite, en té-

moignant son contentement d'avoir sacrifié 1780.
sa vie à la défense d'une cause qui lui était si chère. Le congrès ordonna qu'il lui serait érigé un monument dans la ville d'Annapolis, capitale du Maryland.

On reprocha plusieurs fautes graves au général Gates. La moins excusable fut sans doute d'avoir voulu changer son ordre de bataille en présence de l'ennemi. Peut-être eut-il tort aussi de faire marcher, pendant la nuit, des milices non aguerries, qui ne savaient pas même garder leurs rangs. Il se retira jusqu'à Hillsborough, dans la Caroline du nord. Les généraux Gist et Smallwood se replièrent sur Charlottetown, et ensuite sur Salisbury, où ils s'efforcèrent de rallier les fuyards et de réorganiser leurs divisions; mais la cause de l'Angleterre triomphait dans toute la Caroline du sud : on n'y voyait plus flotter nulle part le drapeau de la république.

Le colonel Sumpter seul continuait à se montrer sur les rives du Waterie, avec un corps d'environ mille hommes et deux pièces de canon. Mais à la nouvelle de la défaite que Gates venait d'essuyer à Cambden, il se retira promptement vers le canton de Catawba, dans les parties supérieures de la Caroline du nord. Le comte de Cornwallis, naturellement

1780. très-actif, réfléchit que ses avantages n'étaient pas assurés tant qu'il n'aurait pas détruit ce dernier corps de républicains. En conséquence, il ordonna au colonel Tarleton de se mettre à sa poursuite. Celui-ci, marchant avec sa célérité ordinaire, fondit à l'improviste sur la position de Sumpter, qui avait cru pouvoir prendre quelque repos sur les bords du Fishing-Creek. Il le surprit si complètement, que les Anglais eurent le temps de se saisir des armes des Américains, avant que ceux-ci eussent celui de se mettre en défense. Ils n'avaient plus de ressource que dans une prompte fuite ; mais un grand nombre tombèrent entre les mains de l'ennemi, qui les massacra, quoiqu'ils se fussent rendus. Le colonel Tarleton allégua qu'il ne pouvait les laisser vivre, parce que toute sa troupe ne formait pas plus d'un tiers de celle de Sumpter. Enfin le carnage cessa, lorsque les Anglais et les loyalistes qui étaient retenus prisonniers à quelque distance de là, eurent été délivrés. Les canons, les munitions et le bagage furent la proie des vainqueurs. Le colonel Sumpter parvint à s'échapper avec quelques-uns des siens. Le désastre de son corps ne peut lui être imputé : il avait envoyé des éclaireurs sur le chemin

de l'ennemi, mais ce service était fait avec une négligence impardonnable. Le colonel Tarleton rentra le troisième jour à Cambden avec ses prisonniers, son butin et les royalistes qu'il avait délivrés. 1780.

Cornwallis ne peut profiter de la victoire de Cambden; et pourquoi.

Après la bataille de Cambden, Cornwallis, pour ne point perdre par sa lenteur le fruit de sa victoire, eût désiré se porter aussitôt sur la Caroline du nord, province presque sans défense et très-mal disposée pour le congrès. De là, il pouvait marcher à la conquête de la Virginie. Assurément, la présence de l'armée victorieuse dans ces régions aurait dispersé les débris du parti vaincu, empêché qu'ils ne se réunissent de nouveau, et encouragé les amis de la cause royale à se montrer, et même à agir. Mais le général anglais rencontra divers obstacles qui s'opposèrent à l'exécution de ce plan. La chaleur de la saison était excessive, le climat malsain, et les hôpitaux étaient encombrés de blessés et de malades. Les effets de campement manquaient presqu'entièrement : on n'avait pas un seul magasin sur les frontières des Carolines; et celle du nord ne pouvait fournir que très-peu de vivres. Cédant à ces différens motifs, Cornwallis renonça à toute expédition ultérieure. Il fit prendre des cantonnemens à

1780. ses troupes, et retourna lui-même à Charles-Town. Du moins, il se croyait sûr de la soumission entière de la Caroline du sud, et de la conquête prochaine de la Caroline du nord, dès que le temps et les moyens de subsistance permettraient de l'entreprendre. En attendant, il écrivait fréquemment aux royalistes de cette dernière province, pour les exhorter à prendre les armes, à se rassembler en force, et à se rendre maîtres des républicains les plus ardens, de leurs munitions et de leurs magasins. Il leur recommandait même d'arrêter les fuyards et les égarés de l'armée rebelle. Il leur promettait enfin qu'il ne tarderait pas à marcher à leur secours. Déjà même, pour leur inspirer de la confiance en ses paroles, avant qu'il pût s'ébranler avec toute son armée, il détacha sur les frontières occidentales de la Caroline du nord le major Fergusson, partisan très-actif et très-entendu. Il avait sous ses ordres un millier de loyalistes et un corps de dragons. Sa mission était de soutenir, par sa présence, le courage des ennemis de la révolution, et spécialement de chercher à nouer des intelligences avec les habitans du comté deTryon, qui, plus que les autres, se montraient attachés au nom de l'Angleterre.

Ne pouvant plus tenir la campagne, Cornwallis tourna ses soins vers l'administration intérieure, afin de consolider la conquête de la Caroline méridionale. Résolu de recourir aux remèdes extrêmes pour terminer la crise où se trouvait cette province, il se proposa de répandre la terreur parmi les Américains, en déployant contre eux l'appareil des supplices, et de leur ôter les moyens de nuire en leur ôtant les moyens de subsister. En conséquence, il expédia l'ordre à tous les chefs de l'armée britannique de faire pendre, sans délai, tous les individus qui, après avoir servi dans les milices levées pour le roi, avaient passé chez les insurgés. Il voulut que l'on punît de l'emprisonnement et de la confiscation, ceux qui, s'étant soumis d'abord, avaient pris part à la dernière rébellion, afin que leurs biens servissent d'indemnités aux sujets qu'ils auraient opprimés ou dépouillés. On ne peut disconvenir que, s'il était possible d'excuser une telle sévérité envers les individus qui avaient échangé la condition de prisonniers de guerre contre celle de sujets britanniques, elle était digne d'un blâme éternel, relativement à ceux qui avaient voulu persister dans la première de ces conditions. En effet, n'avaient-ils pas été dégagés

1780. Supplices dans la Caroline.

1780. de leur parole par la proclamation authentique de Cornwallis lui-même, en date du 3 juin? Mais trop souvent, par de vaines subtilités, ou même sans daigner y avoir recours, sur-tout dans les troubles politiques, les vainqueurs se font un jeu de violer leur foi, comme si c'était une nécessité pour eux d'ajouter aux maux inséparables de la guerre toutes les vexations de la perfidie! Quoiqu'il en soit, et quelque rigoureux que fussent les ordres de Cornwallis, par-tout ils étaient ponctuellement exécutés. La Caroline était devenue un théâtre de proscriptions. Plusieurs officiers anglais témoignèrent hautement leur horreur pour ce régime de sang; mais la plupart, et le colonel Tarleton plus que tout autre, le vantaient sans pudeur, comme utile et nécessaire au triomphe de la cause royale. Déjà Tarleton s'était plaint vivement de la clémence (c'était son expression) dont Cornwallis s'était fait honneur avant la bataille de Cambden : clémence, selon lui, qui non-seulement n'était utile à rien, mais qui devait même être regardée comme très-préjudiciable, puisqu'elle rendait les amis moins confians et les ennemis plus audacieux. Ce reproche assurément eût été fondé, s'il était vrai qu'à la guerre on ne dût

avoir des égards que pour ce qui est utile, et 1780.
compter pour rien l'humanité, la bonne-foi et la justice. Personne ne nie, par exemple, qu'empoisonner les sources, massacrer tous les prisonniers que l'on peut faire, emmener en esclavage tous les habitans d'un pays, sans distinction d'âge ni de sexe, et sans respect pour le droit des gens, ne puissent avoir quelquefois un but d'utilité. Nous voyons néanmoins que de tout temps les peuples civilisés et les conquérans qui n'étaient pas entièrement barbares, se sont abstenus de ces horribles extrémités. Mais, dans cette occurrence, les Anglais se montrèrent sans pitié pour les hommes les plus considérés des pays où ils dominaient. Les habitans de Cambden, de Ninety-Six, d'Augusta et d'autres lieux, virent inhumainement attacher au gibet des hommes, dont tout le crime était d'avoir professé un dévouement sincère à une cause qu'ils regardaient comme celle de leur patrie et de la justice. L'horreur s'empara de tous les esprits; une haine implacable contre des maîtres aussi féroces s'alluma dans tous les cœurs. Un cri de vengeance retentissait au milieu de ce peuple désespéré; il ne pouvait plus voir son roi dans le prince qui l'avait livré à l'oppression des barbares exécuteurs

1780. de ses volontés. Ses drapeaux devinrent un objet d'exécration. Les généraux anglais apprirent, par une cruelle expérience, que les supplices et le désespoir sont des garans peu sûrs de la soumission d'un peuple qui habite des régions lointaines, que fait mouvoir une même opinion, qu'enflamme l'ardeur d'une défense commune.

Ce ne fut point à ces seules rigueurs que se borna Cornwallis, dans le dessein de s'assurer la possession des provinces conquises par ses armes. Pour achever de réduire les mécontens, il employa les emprisonnemens et les séquestres. Il craignait que la présence dans Charles-Town des principaux personnages qui, s'appuyant invariablement sur leur qualité de prisonniers de guerre, n'avaient pas voulu accepter celle de sujets de la couronne, n'entretînt dans les habitans l'espoir de la résistance. Il apprit en outre (du moins les écrivains anglais l'affirment) que ces prisonniers s'étaient ménagé des intelligences, dont on avait trouvé les preuves dans le bagage enlevé aux généraux américains, à la bataille de Cambden. Ces motifs lui parurent suffisans pour faire arrêter et enfermer à Saint-Augustin, dans la Floride orientale, plus de trente des chefs les plus accré-

dités du parti anti-britannique. Ils étaient 1780.
ous du nombre de ceux qui avaient pris le plus de part à l'organisation du gouvernement républicain, et qui avaient le plus contribué à faire prendre les armes aux mécontens. Voulant enfin empêcher les individus qui étaient, ou qu'il croyait opposés à la Grande-Bretagne, d'assister le congrès de eurs moyens pécuniaires, ou dans l'espoir de les contraindre à se soumettre, il rendit ne proclamation portant le séquestre des iens de quiconque entretiendrait des inteligences avec le congrès, agirait en son nom, e joindrait aux ennemis de l'Angleterre, ou xciterait les peuples à la révolte par actions t par paroles. Il constitua, en même temps, n commissaire sur les biens séquestrés, avec obligation de compter aux familles des conamnés une partie de leur revenu net; un uart à celles qui consistaient dans la femme t les enfans, et un sixième aux femmes eules. Une clause exigeait, toutefois, que es familles résidassent dans la province. Ces iverses mesures, jointes à une surveillance igoureuse, parurent aux Anglais le gage certain du retour de la tranquillité et de l'obéissance dans la Caroline du sud. Celle du nord e pouvait plus espérer alors de leur résister

1780. plus long-temps. Nous verrons, dans la suite de cette histoire, jusqu'à quel point ces espérances leur étaient permises.

Conjuration et trahison.

Tandis que le climat avait mis fin aux hostilités dans les deux Carolines, et que, dans l'état de New-York, la supériorité des Américains sur terre, et celle des Anglais sur mer, avaient également amené une sorte de suspension d'armes, un évènement inattendu vint fixer l'attention générale. Depuis quelque temps couvait dans l'ombre du mystère un dessein dont l'exécution, si elle eût réussi au gré de ses auteurs, eût entraîné la ruine totale de l'armée de Washington, et peut-être l'entier assujétissement de l'Amérique. Il ne s'en fallut que d'un instant que l'ouvrage de tant d'années, cimenté au prix de tant d'or et de sang, ne fût détruit par une cause inopinée. Les Anglais se virent sur le point d'arriver, par le secours de la trahison, au but que cinq années d'efforts et de combats n'avaient pu leur faire atteindre; et c'était des mains mêmes de l'homme qu'ils soupçonnaient le moins, que les Américains devaient recevoir le coup le plus fatal. Ils eurent la preuve trop manifeste qu'on ne peut avoir aucune confiance dans le courage quand il n'est pas joint à la vertu. Ils ap-

rirent que les hommes qui montrent le plus 1780.
l'enthousiasme pour une cause, sont souvent
ussi ceux qui lui deviennent le plutôt infi-
dèles, et que l'insatiable soif de l'or, les folles
rodigalités conduisent sans peine celui qui
y livre à trafiquer bassement du salut de sa
atrie. Les vertus privées sont la base des
ertus publiques : il faut se convaincre que
homme sans morale, qui arrive aux pre-
ières charges des républiques, n'a d'autre
t que de satisfaire ses passions et sa cupi-
té aux dépens de ses concitoyens. S'il ren-
ontre des obstacles, il se rendra coupable
violences au-dedans et de trahisons au-
hors.

Le nom du général Arnold était à juste
re cher à tous les Américains ; ils le regar-
ient comme un de leurs plus intrépides
fenseurs. Des blessures nombreuses, et
rticulièrement celle qui l'avait presque pri-
de l'usage d'une jambe, l'avaient forcé de
itter l'armée pour prendre du repos dans
terres. Le congrès, et Washington lui-
ême, en récompense de ses services, le
mmèrent commandant de Philadelphie, au
oment où cette ville fut évacuée par les An-
is et rentra sous la domination améri-
ine. Arnold y fit des dépenses énormes, et

1780. se montra extrêmement avide pour y satisfaire. Il s'était établi dans la maison de l'ancien gouverneur Penn, et l'avait meublée de la manière la plus somptueuse. Son jeu, sa table, ses bals, ses concerts, ses fêtes, sa libéralité auraient épuisé la plus immense fortune. La sienne et les émolumens de sa place étant loin d'y suffire, il avait imaginé d'entreprendre le commerce et d'armer des corsaires. Ses spéculations se trouvèrent fausses; ses dettes s'accumulèrent, ses créanciers le tourmentaient. Son orgueil effréné se révoltait contre tant d'embarras; il ne voulait diminuer en rien de cet état de prince. Dans la crise où il se voyait, il conçut la honteuse idée de se récupérer sur le trésor public de tout ce qu'il avait dissipé de son propre bien. En conséquence, il présenta des comptes plus dignes d'un usurier que d'un général. Le gouvernement, surpris et indigné, nomma des commissaires pour les vérifier. Ils refusèrent non-seulement de les approuver, ils réduisirent les prétentions d'Arnold à moitié. Furieux de leur décision, ils les accabla de reproches et d'outrages, et en appela au congrès. Plusieurs de ses membres furent chargés d'examiner de nouveau ces comptes et d'en faire leur rapport. Ils y déclarèrent

ue les commissaires avaient encore plus 1780.
ccordé au général qu'il ne lui revenait. Ses
nportemens ne connurent plus de bornes;
congrès lui-même devint l'objet des décla-
ations les plus indécentes que pût se per-
ettre un homme en place. Cette conduite,
in de rétablir le calme, produisit un éclat
andaleux. L'esprit d'ordre, particulier aux
méricains, ne permettait pas qu'ils aban-
onnassent ainsi une affaire commencée.
rnold fut accusé de péculat par l'état de
ensylvanie, et traduit devant une cour mi-
aire pour y subir son procès.

Parmi les griefs allégués contre lui, on lui
prochait de s'être approprié les marchan-
ses anglaises qu'il avait trouvées et confis-
ées à Philadelphie, en 1778; comme aussi
voir employé les charrois de l'état au ser-
e de différens particuliers, et spéciale-
nt au sien propre et à celui de ses associés
ns le commerce du New-Jersey. La cour
ndit une sentence portant, que le pré-
nu serait blâmé par le généralissime. Ce
ement ne satisfit ni l'accusé ni les accu-
eurs. Ceux-ci s'écriaient que l'on avait eu
s d'égards aux services passés d'Arnold
à la justice; et lui, se répandait en plaintes
ères sur l'iniquité de ses juges et l'ingrati-

1780. tude de sa patrie. Son orgueil ne pouvait dévorer une flétrissure aussi publique; il s'était vu l'idole de ses concitoyens, et il n'était plus pour eux qu'un objet de mépris et de haine. Dans l'égarement de sa vengeance, et dans l'espoir que l'or des Anglais pourrait encore assouvir sa passion, à défaut de celui des Américains, il résolut d'ajouter la perfidie à l'avidité, et la trahison au pillage. Déterminé à faire rentrer sa patrie sous le joug de l'Angleterre, il découvrit ses projets dans une lettre qu'il adressa au colonel Robinson. Le général Clinton en fut aussitôt informé.

Aventure du major André.

Il chargea de cette négociation secrète le major André, son aide-de-camp, jeune homme aussi distingué par la douceur de ses mœurs et l'amabilité de son esprit, que remarquable pour la rare beauté de sa personne. Arnold et André correspondaient ensemble sous les noms supposés de Gustave et d'Anderson. On promettait au général américain un grade correspondant dans l'armée anglaise, et des sommes considérables. Il s'engageait, de son côté, à rendre au roi un service signalé. La suite de ces menées fut de demander que West-Point fût livré aux troupes royales. Ce fort, construit sur la rive occidentale de la rivière d'Hudson, et

d'une extrême importance, en ce qu'il dé- 1780.
fend le passage des montagnes dans la partie supérieure du fleuve. Aussi les Américains avaient-ils mis tant de soins à rendre ce fort inexpugnable, qu'on l'appelait avec raison le *Gibraltar de l'Amérique*. Arnold promit formellement d'y introduire les Anglais.

Feignant, en conséquence, d'avoir pris en aversion le séjour de Philadelphie, et de désirer reprendre un service actif à l'armée, il demanda et obtint le commandement de West-Point, et de toutes les troupes américaines cantonnées dans cette partie. Mais son plan ne se bornait pas à livrer le fort; il se proposait de disséminer tellement son corps d'armée dans les environs, que le général Clinton pût facilement le surprendre et l'enlever d'un même coup. Maîtres de West-Point, et n'ayant plus d'ennemis devant eux, les Anglais auraient alors marché rapidement sur Washington, qui avait réparti ses troupes sur les deux rives de l'Hudson; elles ne pouvaient échapper à une défaite totale. Ainsi donc, indépendamment de West-Point et de ces passages si souvent disputés, et pour lesquels le gouvernement anglais avait entrepris la fatale expédition de Burgoyne, les Américains auraient perdu toute leur armée, leur

1780. artillerie, leurs munitions et leurs meilleurs officiers. Ne pouvait-on pas même conjecturer que, si les Anglais savaient se prévaloir de la confusion et de l'accablement qui ne pouvaient manquer de résulter d'un désastre aussi subit, les Etats-Unis se verraient forcés d'accepter la loi du vainqueur ?

Vers le milieu de septembre, Washington avait été appelé à Hartford, dans le Connecticut, pour quelques affaires qui exigeaient sa présence. Les conjurés crurent le moment propice pour l'exécution de leurs desseins. Il fut arrêté que, pour convenir plus particulièrement des dernières mesures, le major André viendrait secrètement trouver le général Arnold. En effet, dans la nuit du 21 septembre, il débarqua du sloop *le Vulture*, que, depuis long-temps, Clinton faisait stationner dans la rivière d'Hudson, non loin de West-Point, pour faciliter la correspondance entre les deux partis. Arnold et André passèrent toute la nuit en conférence. Le jour étant venu avant que toutes leurs dispositions ne fussent terminées, l'officier anglais fut caché dans un lieu sûr. La nuit suivante, il voulut regagner *le Vulture;* mais les bateliers ne voulurent point l'y conduire, parce que l'excès de ses précau-

tions leur avait inspiré quelque méfiance. Il fut obligé de prendre le chemin de terre. Arnold lui donna un cheval, et un passe-port sous le nom d'*Anderson*. Jusqu'alors il avait porté l'uniforme anglais sous une redingotte; il l'ôta, et prit un habit bourgeois. Il ne consentit, dit-on, à ce déguisement que malgré lui, et à la sollicitation d'Arnold. 1780.

Il avait déjà traversé heureusement les positions et les avant-postes des Américains, et il devait espérer d'arriver sans obstacle à New-York; mais la destinée réservait une autre fin à l'infâme perfidie d'Arnold, et au généreux dévouement du major André envers sa patrie. Il traversait Tarrytown, village voisin des premiers postes anglais : trois soldats de milice, qui s'y trouvaient par hasard, se jettent sur son passage. Il leur montre son passe-port ; ils le laissent continuer sa route. Tout-à-coup l'un de ces trois hommes, plus méfiant que ses camarades, crut avoir observé quelque chose d'étrange dans la personne du voyageur : il le rappelle. André leur demande d'où ils sont. « De là-bas, » répondent-ils, voulant dire de New-York. Le jeune homme, trop franc pour soupçonner un piége, réplique aussitôt : « Et moi aussi, j'en suis. » On l'arrête sur-le-champ.

1780. Alors, il se déclara pour officier anglais. Il offre tout l'or qu'il avait sur lui, une montre de prix, des récompenses, des grades dans l'armée britannique, si on veut le relâcher. tous ses efforts furent vains. Jean Paulding, David Williams et Isaac Wanwert (tels étaient les noms de ces trois soldats) se montrèrent incorruptibles : désintéressement d'autant plus digne d'éloge, qu'ils étaient pauvres et obscurs. Ainsi, dans le moment même où l'un des chefs les plus distingués de l'armée américaine, un homme illustré par d'éclatantes actions, trahissait par une basse vengeance la patrie qu'il avait servie, et la vendait pour un peu d'or, trois simples soldats préféraient l'honnête à l'utile, et la fidélité à la fortune. Ils fouillèrent exactement leur prisonnier; ils trouvèrent dans ses bottes plusieurs papiers écrits de la main même d'Arnold, contenant les renseignemens les plus précis sur les positions des Américains, les munitions, la garnison de West-Point, et la manière la plus sûre de diriger une attaque contre cette forteresse.

Le major André fut conduit devant l'officier qui commandait les avants-postes. Craignant de nuire au général Arnold s'il avouait trop tôt ses rapports avec lui, et bravant le

danger d'être immédiatement mis à mort, 1780.
comme espion, si l'on découvrait qu'il avait caché son vrai nom, il persista à se donner pour Anderson, tel que l'indiquait son passe-port. L'officier américain ne savait que résoudre : il ne pouvait se persuader que son général, après avoir versé tant de fois son sang pour la patrie, voulût la trahir en cet instant. Ces hésitations, les dénégations d'André, l'éloignement auquel Washington et Arnold lui-même se trouvaient, donnèrent le temps à celui-ci de s'évader. Dès qu'il apprit l'arrestation d'André, il se jeta dans un bateau, et gagna le sloop *le Vulture.*

La nouvelle de cet évènement excita une surprise et une consternation générales. Les peuples ne pouvaient croire à la trahison d'un homme auquel ils avaient accordé toute leur confiance. Le péril qu'ils avaient couru les remplissait d'effroi ; l'heureux hasard qui les en avait préservés leur parut un prodige. « Dieu, disaient-ils, n'a pas permis que des hommes d'honneur fussent victimes de la perfidie ; c'est sa main puissante qui nous a sauvés ; il approuve et protège la cause de l'Amérique. » On prodiguait les malédictions à Arnold, les louanges à ceux qui avaient arrêté André.

1780. Sur ces entrefaites, Washington revint du Connecticut à son camp. Soupçonnant, avant tout, que le complot pouvait avoir des ramifications plus étendues, et ne sachant pas encore sur quels individus ses regards devaient se fixer, il s'occupa des moyens les plus prompts et les plus efficaces pour faire avorter leurs desseins pernicieux. Il craignait même que la contagion de l'exemple ne portât les hommes qui étaient restés étrangers à la conjuration, à faire des vœux téméraires pour un nouvel ordre de choses. Il savait que le chemin, une fois frayé par quelques individus audacieux, la multitude se précipite aveuglément sur leurs traces. Ces appréhensions se présentaient d'autant plus naturellement à son esprit, que la solde de ses troupes était considérablement arriérée, et qu'elles manquaient non-seulement des objets les plus indispensables pour faire la guerre, mais même de subsistances de première nécessité. Les précautions du généralissime se trouvèrent heureusement superflues. Personne ne remua : rien ne fit présumer qu'Arnold eût des complices.

Lorsque le major André eut calculé que le général Arnold devait être en sûreté, il révéla son nom et son grade. Il parut moins

occupé de son salut, que de prouver qu'il 1780.
n'était ni un espion ni un fourbe. Il s'appliqua à démentir toutes les apparences qui paraissaient déposer contre lui. Il affirma que son intention avait été seulement de venir s'aboucher, sur territoire neutre, avec la personne qui lui avait été indiquée par son général ; mais que de là il avait été entraîné, à son insu, jusque dans les lignes des Américains. De ce moment, ajoutait-il, on ne pouvait plus lui imputer à crime aucune de ses démarches, puisqu'il se trouvait en puissance d'autrui.

Washington créa une cour martiale : il voulut que le marquis de la Fayette et le baron de Steuben y prissent place parmi les officiers américains. Le major André parut devant ses juges : ils étaient spécialement chargés de rechercher et de définir la nature du délit, et la peine qu'il pouvait mériter selon les lois de la guerre. Le jeune Anglais se montra également éloigné de l'arrogance et de la bassesse. Son âge, la noblesse de ses traits, l'élégance et la douceur de ses manières, lui avaient concilié l'intérêt général.

Cependant Arnold, étant parvenu heureusement à bord du *Vulture*, écrivit aussitôt

1780. une lettre à Washington. Il y déclarait impudemment que c'était le patriotisme même, dont il n'avait cessé de donner des preuves depuis l'origine des troubles, qui venait de lui dicter sa démarche actuelle, quoi que pussent en penser les hommes, toujours si mauvais juges des actions de leurs semblables. Il ajoutait qu'il ne demandait rien pour lui-même, n'ayant déjà que trop éprouvé l'ingratitude de sa patrie, mais qu'il priait et conjurait le généralissime d'avoir la bonté de préserver sa femme des insultes d'un peuple irrité, en l'envoyant à Philadelphie au milieu de sa famille, ou en lui permettant de venir le rejoindre à New-York. Cette lettre fut suivie d'une dépêche du colonel Robinson, également datée à bord du *Vulture*. Il demandait instamment que le major André fût relâché, faisant valoir en sa défense les motifs suivans : Qu'il était descendu à terre pour affaires de son service, et accompagné d'un trompette, tant sur la demande d'Arnold que sur l'ordre de son propre général ; qu'il était porteur de passe-ports en bonne forme pour retourner à New-York ; que toutes ses démarches, pendant le temps qu'il avait passé au milieu des Américains, et spécialement son travestissement et son changement de

nom, n'avaient eu lieu que par la volonté expresse d'Arnold. Le colonel terminait en alléguant qu'on ne pouvait retenir plus longtemps le major, sans attenter à l'inviolabilité des parlementaires, et sans déroger à toutes les lois de la guerre, telles qu'elles sont reçues et pratiquées par toutes les nations. Le général Clinton écrivit à-peu-près dans le même style en faveur d'André. La lettre de ce général en contenait une seconde d'Arnold; elle était conçue en des termes on ne saurait moins réservés. Il y soutenait, qu'en sa qualité de général américain, il avait eu le droit d'accorder à un officier anglais la franchise dont jouissent tous les parlementaires, afin qu'il pût venir s'aboucher avec lui; et que, pour le renvoyer, il avait été pareillement le maître de choisir les voies qui lui avaient paru les plus convenables. 1780.

Mais le major André témoignait moins d'inquiétude sur son sort, que ses compatriotes et ses amis n'en faisaient paraître. Naturellement ennemi de tout mensonge, de tout subterfuge, voulant, s'il fallait renoncer à la vie, la conserver du moins pure et sans tache jusqu'à sa dernière heure, il avoua ingénuement qu'il ne s'était jamais considéré comme parlementaire, et que, s'il était venu

1780. accompagné d'un trompette, il serait certainement reparti sous la même escorte. Ses discours annonçaient une extrême attention à n'inculper personne; abjurant, au contraire, toute dissimulation pour ce qui le concernait personnellement, il dit souvent plus qu'on ne lui demandait. Tant de générosité et de constance étaient universellement admirées. Le sort de cet infortuné jeune homme arrachait des larmes à ses juges mêmes. Tous auraient voulu le sauver, mais le fait était trop notoire. La cour martiale se fondant sur ses propres aveux, prononça qu'il était et devait être considéré comme espion, et en cette qualité puni de mort. Dans sa réponse à Clinton, Washington lui notifia cette sentence. Il lui envoya les détails circonstanciés du délit, l'invitant à observer que, quoiqu'ils fussent de nature à légitimer envers le major André les procédés expéditifs usités envers les espions, on avait voulu agir à son égard avec plus de mesure et de précaution; que ce n'était donc qu'en parfaite connaissance de cause que la cour martiale avait rendu l'arrêt dont il lui faisait part.

Mais le général Clinton, désespéré du destin fatal du major André, qu'il aimait tendre-

ment, ne se borna pas aux efforts qu'il avait 1780.
déjà faits pour le sauver. Il écrivit de nouveau à Washington pour le prier de consentir à une conférence entre plusieurs délégués des deux partis, afin de jeter tout le jour possible sur une affaire aussi délicate. Washington acquiesça à cette proposition; il envoya à Dobb's-Ferry le général Greene, et les Anglais le général Robertson. Celui-ci fit tous les efforts possibles pour démontrer que le major ne pouvait être considéré comme espion. Il répéta les argumens déjà produits, tels que les droits des parlementaires, et l'obligation où André s'était vu de se conformer aux intentions du général Arnold, pendant qu'il était en son pouvoir. Mais s'apercevant que ses discours ne produisaient aucun effet, il essaya de faire parler l'humanité, et la nécessité d'adoucir, par de généreux procédés, les rigueurs de la guerre; il exalta la clémence du général Clinton, qui n'avait jamais fait mourir aucun des individus qui avaient violé les lois de la guerre; il rappela que le major André était particulièrement chéri du général en chef, et que si on permettait qu'il le ramenât à New-York, tout Américain, accusé d'un délit quelconque et présentement au pouvoir des Anglais, serait incontinent re-

1780. lâché. Il fit encore une autre proposition; c'était de suspendre l'exécution du jugement, et de s'en remettre à la décision de deux officiers également familiers avec les lois de la guerre et le droit des gens, tels, par exemple, que les généraux Knyphausen et Rochambeau. Enfin, le général Robertson présenta une lettre qu'Arnold adressait à Washington pour disculper le prisonnier anglais, et prendre sur lui tout le blâme de sa conduite. Il ne se retira qu'après avoir menacé des plus terribles représailles, si la sentence rendue par la cour martiale était exécutée; il déclara en particulier que les rebelles de la Caroline, auxquels le général Clinton avait généreusement fait grâce de la vie, seraient aussitôt conduits au supplice. L'intervention d'Arnold ne pouvait être que préjudiciable au major André. Si les Américains eussent incliné à la clémence, sa lettre eût suffi pour les en détourner. Les conférences n'eurent aucun résultat.

Cependant le jeune Anglais se préparait à la mort. Il ne fit pas éclater, à son approche, ce mépris qui n'est souvent que dissimulation ou abrutissement, ni cette faiblesse qui est le propre des hommes efféminés ou coupables, mais cette fermeté, noble apanage de

l'homme vertueux et fort. Il regrettait la vie, mais il gémissait bien plus de la manière dont il fallait la perdre. Il eût voulu mourir en militaire, c'est-à-dire être fusillé ; mais on lui destinait la peine des espions et des malfaiteurs, l'infâme supplice de la corde. Cette idée le pénétrait d'horreur ; il la peignit avec force à la cour martiale. Elle ne lui fit point de réponse, ne voulant point accéder à sa demande, et regardant comme une cruauté de lui signifier un refus formel. Deux autres causes de désespoir ajoutaient aux angoisses de l'infortuné jeune homme. L'une était la crainte que sa mort ne livrât à la misère une mère et trois sœurs qu'il aimait tendrement ; l'autre, que la voix publique n'accusât le général Clinton de l'avoir précipité, par ses ordres dans l'affreuse situation où il était réduit. Il ne pouvait songer, sans les regrets les plus amers, que l'on pourrait imputer sa mort à l'homme qu'il aimait et respectait le plus. Il obtint la permission de lui écrire ; il n'en fit usage que pour lui recommander sa malheureuse mère et ses sœurs, et pour attester que c'était non-seulement contre ses intentions, mais même contre ses ordres positifs, qu'il s'était introduit dans le camp des Américains et avait pris un déguisement.

1780.

Mort du major André, aide-de-camp du général Clinton.

1780. Le 2 d'octobre devait être le dernier de son existence. Conduit au pied du gibet, il dit : « *Est-ce donc ainsi que je dois mourir?* » On lui répondit que l'on n'avait pu faire autrement. Il ne dissimula point sa profonde douleur. Enfin, après avoir prié quelques instans, il prononça ces paroles qui furent les dernières : « *Soyez témoins que je meurs comme un homme de cœur doit mourir.* » Telle fut la fin, juste peut-être, mais trop affreuse, d'un jeune homme digne, à tant de titres, d'une meilleure destinée. Amis, ennemis, tous ressentirent une tristesse profonde.

Arnold frémissait de rage, si toutefois cette ame souillée était encore capable de remords. Les Anglais eux-mêmes le voyaient avec horreur, comme traître et comme cause première de la mort du malheureux André. En politique néanmoins, tout instrument étant bon pourvu qu'il serve au but proposé, Arnold fut nommé brigadier-général au service de S. M. britannique. Le général Clinton espérait que le nom et l'influence de ce transfuge induiraient un grand nombre d'Américains à accourir sous l'étendard royal. Arnold du moins sentit qu'après les avoir abandonnés, il ne pouvait montrer trop d'ardeur pour la cause de l'Angleterre. D'après cet ascen-

dant irrésistible de la vertu, qui force les 1780.
hommes les plus dépravés à en prendre le masque, il crut devoir publier un mémoire justificatif. Il y disait en substance que « dans l'origine des troubles il avait pris les armes, parce qu'il croyait avoir à venger les droits de sa patrie; qu'il s'était prêté à la déclaration de l'indépendance, bien qu'il la regardât comme intempestive; mais que lorsque la Grande-Bretagne, comme une tendre mère, leur avait ouvert les bras, en leur offrant les conditions les plus justes et les plus honorables, le refus des insurgés, et sur-tout leur alliance avec la France, avaient entièrement changé la nature de la querelle, et fait d'une cause glorieuse une révolte criminelle; que, depuis cette époque, il avait toujours désiré de rentrer dans les liens de l'antique fidélité due à l'Angleterre. Il déclamait avec violence contre le congrès; il peignait sous d'odieuses couleurs sa tyrannie et son avarice; il se déchaînait contre l'union avec la France, affectant une douleur profonde de ce que les plus chers intérêts de la patrie fussent sacrifiés à un ennemi orgueilleux, invétéré et perfide. Il représentait la France comme trop faible pour établir l'indépendance, comme ennemie de la foi pro-

1780. testante, comme se parant astucieusement d'un zèle sincère pour la liberté du genre humain, tandis qu'elle tenait ses propres enfans dans le plus rude esclavage. Arnold finissait par déclarer qu'il n'avait tant tardé à faire éclater ses sentimens, que parce qu'il avait cherché l'occasion d'opérer, par quelque service important, la délivrance de sa patrie, et sur-tout afin d'éviter, autant que possible, l'effusion de sang. »

Il adressa ce mémoire à tous les peuples de l'Amérique en général. Peu de jours après, il en fit paraître un autre portant en tête : *Aux officiers et soldats de l'armée américaine.* Il les exhortait à passer sous les drapeaux du roi, où ils trouveraient de l'avancement et augmentation de solde. Il se glorifiait de vouloir conduire l'élite de la nation américaine à la paix et à la liberté, de vouloir arracher la patrie des mains de la France, et de ceux qui l'avaient entraînée sur les bords de l'abîme. Il avançait que l'Amérique était devenue la proie de l'avarice, un objet de mépris pour ses ennemis, et de pitié pour ses amis ; qu'elle avait échangé sa liberté contre l'oppression. Il représentait les citoyens jetés dans les cachots, dépouillés de leurs biens ; la jeunesse traînée à la guerre, le sang cou-

lant par torrens. « Qu'est-ce que l'Amérique 1780.
aujourd'hui, s'écriait-il, sinon un pays de veuves, d'orphelins et de mendians ? Si l'Angleterre cessait d'employer ses efforts pour la délivrer, comment pourrait-elle espérer de jouir de l'exercice de cette religion, pour laquelle nos pères ont bravé l'Océan, le climat et les déserts ? N'a-t-on pas vu naguère le congrès pousser l'abjection et l'infamie jusqu'à assister à la messe, et participer aux rites d'une église anti-chrétienne, contre la corruption de laquelle nos pieux ancêtres ont rendu témoignage au prix de leur sang ? » Ces déclamations d'un traître firent d'autant moins d'effet, qu'elles étaient plus effrénées et plus outrageantes.

L'Amérique avait, d'ailleurs, des écrivains qui se firent un devoir de répondre au général Arnold, dans un style aussi animé que fort de raisonnement. Ils observaient, par exemple, que personne plus qu'Arnold, même après le rejet de l'arrangement avec l'Angleterre, ne s'était montré plus dévoué à la France, plus empressé à accueillir ses généraux et ses agens; que, dès l'arrivée du ministre Gérard à Philadelphie, il l'avait invité à venir habiter sa maison; qu'il avait prodigué, en son honneur, les festins les plus

1780. somptueux et les fêtes les plus brillantes; qu'il avait été le flatteur de Silas Deane, le plus zélé des partisans de la France; en un mot, qu'en toute occasion, il avait donné lieu aux Français de penser qu'ils n'avaient pas aux Etats-Unis d'ami plus sincère que lui-même. « Mais telle est, disait-on, la conduite ordinaire des ambitieux : tour-à-tour rampans et altiers, ils ne rougissent pas d'imputer aux autres leurs propres défauts. » C'est ainsi qu'Arnold vit retorquer contre lui-même les argumens qu'il avait cru pouvoir employer avec succès.

Quant au congrès, il regarda comme au-dessous de sa dignité de paraître accorder la moindre attention à la perfidie d'Arnold et à ses pamphets. Seulement, pour témoigner son extrême satisfaction de la noble conduite des trois soldats qui avaient arrêté le major André, il rendit un decret portant création, en faveur de chacun d'eux, d'une rente annuelle et viagère de deux cents dollars, libres de toute retenue. De plus, il leur fit remettre une médaille d'argent, qui fut frappée exprès, portant sur une face le mot *Fidélité*, et sur l'autre la devise : *Vincit amor patriæ*. Le conseil exécutif de Pensylvanie, par une citation édictale, somma bientôt

Arnold, en compagnie de quelques autres individus obscurs, de comparaître devant les tribunaux pour rendre compte de leur défection ; les déclarant, autrement, sujets à toutes les peines portées contre les criminels convaincus de haute-trahison. Ce fut le seul acte dans lequel les autorités publiques daignèrent faire mention d'Arnold. 1780.

Reprises des hostilités dans les Carolines.

Les détails de la conjuration de New-York ont dû détourner pendant quelque temps nos regards du théâtre de la guerre. Elle venait de se rallumer dans les Carolines. Le mois de septembre approchait de sa fin, lorsque les généraux britanniques qui avaient renforcé leurs troupes et renouvelé leurs munitions, résolurent de rentrer en campagne. Il leur paraissait urgent de reprendre les opérations qu'ils avaient commencées, et qui devaient être le fruit le plus important de la victoire de Cambden. Ils se flattaient que le bruit seul de leur marche sur la Caroline du nord, suffirait pour déterminer l'armée américaine à l'évacuer immédiatement. Ils envisageaient déjà, non-seulement la conquête de cette province, mais encore celle de la Virginie. Ils calculaient que, lorsqu'à la possession des deux Carolines, de la Géorgie et du New-York, ils auraient ajouté cette Virginie si

1780. riche et si puissante, les Américains, hors d'état de soutenir le fardeau de la guerre, se soumettraient nécessairement aux lois de la Grande-Bretagne. L'affaiblissement et l'humiliation de leurs ennemis leur semblaient infaillibles. Lord Cornwallis et le général Clinton devaient coopérer, en même temps, à ce grand résultat : le premier, en se dirigeant de la Caroline du sud vers celle du nord ; le second, en portant son corps d'armée de New-York dans les parties inférieures de la Virginie, où, après avoir passé le Roanoke, il opérait sa jonction avec lord Cornwallis sur les confins de la Caroline septentrionale. D'après ce plan, Clinton avait détaché vers la baie de Chesapeack un corps de trois mille hommes sous le commandement du général Leslie. Il débarqua ses troupes tant à Portsmouth, que sur les points adjacens de cette côte, ravageant et brûlant tous les magasins, et principalement ceux de tabac, qui étaient très-considérables. Plusieurs bâtimens marchands tombèrent au pouvoir des Anglais. C'était dans cette partie qu'ils devaient attendre la nouvelle de l'approche de Cornwallis, afin de se diriger aussitôt sur les bords du Roanoke, où devait se faire la jonction. Mais la distance étant

grande, et les accidens imprévus pouvant mettre obstacle à la réunion des deux corps, Clinton avait enjoint au général Leslie d'obéir aux ordres de lord Cornwallis. Son intention était, que si la jonction par terre se trouvait soumise à trop de difficultés, Cornwallis pût attirer à lui une partie de ce corps jusque dans les Carolines, en lui faisant prendre la route de mer. 1780.

Ce général, de son côté, s'était mis en marche de Cambden sur Charlottes-Town, petite ville de la Caroline du nord. Toutefois, pour tenir en bride la Caroline méridionale, et se ménager la possibilité d'y retourner, s'il était nécessaire, il ne se contenta point de laisser une grosse garnison dans Charles-Town. Plusieurs détachemens furent répartis sur les points frontières; le colonel Brown fut placé à Augusta, le colonel Cruger à Ninety-Six, et le colonel Turnbull à Cambden avec des forces supérieures. Lord Cornwallis se dirigea alors, avec le gros de l'armée et quelque cavalerie, par le chemin d'Hanging-Rock, sur la Catawba, tandis que Tarleton, avec le reste de la cavalerie, passait le Waterie, et débouchait sur la rive orientale. Les deux corps devaient se réunir à Charlottes-Town. Ils y étaient rendus, en effet,

1780. vers la fin de septembre. Mais les Anglais ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils avaient fait une entreprise beaucoup plus difficile qu'ils ne se l'étaient imaginé. Le pays aux environs de Charlottes-Town était stérile, et coupé de gorges et de défilés. Les habitans se montraient non-seulement mal disposés, mais encore d'une audace extrême à attaquer les partis détachés, à intercepter les courriers et les convois qui se rendaient de Cambden à Charlottes-Town. Il en résultait que les royalistes ne pouvaient s'écarter en rase campagne, pour fourrager ou pour éclairer leurs opérations, que par gros détachemens. De plus, le colonel Sumpter, toujours entreprenant et prêt à saisir toutes les occasions de harceler les Anglais, semblait se multiplier sur les frontières des deux Carolines. Un autre corps de partisans non moins audacieux venait de se former sous la conduite du colonel Marion. Enfin, des avis alarmans annonçaient que le colonel Clarke avait rassemblé une troupe nombreuse de montagnards des parties hautes des Carolines, espèce d'hommes très-aguerris et très-audacieux. Quoique la valeureuse défense du colonel Brown eût fait échouer un coup de main qu'ils avaient tenté sur Augusta, ce

pendant ils tenaient toujours la campagne. 1780.
Leur chef s'était rapproché de la partie montagneuse pour s'y réunir au colonel Sumpter, ou, du moins, si le corps de Fergusson l'en empêchait, pour y attendre de nouveaux renforts des habitans de ces contrées, dont il connaissait le dévouement. Les royalistes se trouvaient ainsi environnés de nuages d'insurgés. Placés au milieu d'un pays où tout se réunissait contre eux, ils ressemblaient plutôt à une armée bloquée, qu'à des troupes marchant à une expédition.

Un accident imprévu vint encore ajouter ux angoisses de leur position. Le colonel Fergusson, comme il a été dit plus haut, vait été détaché par lord Cornwallis sur les rontières de la Caroline du nord, pour y xciter les loyalistes à prendre les armes. Un ssez grand nombre étaient accourus sous es drapeaux, mais la plupart appartenaient l'espèce d'hommes la plus indisciplinée et a plus féroce. Se croyant tout permis sous autorisation de leur chef, ils mettaient tout feu et à sang sur leur passage. D'aussi horibles excès eussent enflammé les cœurs les lus froids du désir de la vengeance : ils ansportèrent les montagnards de fureur. s descendaient dans la plaine par torrens,

1780. se faisant des armes de tous les objets que leur offrait le hasard. Le nom de Fergusson allumait leur rage : ils conjuraient les chefs qu'ils se donnèrent de les conduire sur les traces de ce monstre, pour lui faire expier les ravages et le sang dont il s'était souillé. Chacun d'eux portait, outre ses armes, un havresac et une couverture. Ils couchaient sans cesse en plein air ; l'eau des rivières suffisait pour les désaltérer ; ils se nourrissaient du bétail qu'ils traînaient à leur suite, ou du gibier qu'ils tuaient dans les forêts. Ils étaient guidés par les colonels Campbell, Cleveland, Selby, Seveer, William, Brandy et Lacy. Par-tout ils demandaient Fergusson à grands cris. Leurs vœux furent enfin exaucés : ils le trouvèrent.

Mais Fergusson n'était pas un homme qu'un péril quelconque pût intimider. Il était posté sur un monticule couvert de bois, qui commande toute la plaine adjacente, et dont la base est circulaire. Il est connu sous le nom de *King's-mountain*. Une garde avancée en défendait l'approche par le chemin direct. Les montagnards la forcèrent bientôt de se replier, et, formant plusieurs colonnes, ils essayèrent d'arriver à la cime du plateau. L'attaque et la défense étaient

Défaite et mort du colonel Fergusson.

également opiniâtres : les uns couverts par les arbres, les autres par des quartiers de roches, entretenaient une fusillade extrêmement vive. Fergusson, voyant la colonne de Cleveland parvenue sur la hauteur, la fit charger à la baïonnette et la repoussa. Mais la colonne de Selby survint au même instant, et il fallut aussitôt lui disputer le terrain. Elle commençait à plier, lorsque le colonel Campbell prit part au combat. L'Anglais lui tint tête intrépidement; mais que pouvaient ses efforts contre des assauts sans cesse renouvelés avec plus de fureur ! Il était entouré; et il ne démentit pas un instant sa réputation d'habileté et de bravoure indomptable. Mais déjà les hauteurs et le plateau étaient inondés d'Américains. Ils sommèrent vainement Fergusson de se rendre : il périt les armes à la main. Son successeur demanda aussitôt à capituler. Le carnage avait été terrible : les troupes royales eurent à regretter plus de onze cents hommes en tués, blessés et prisonniers, perte extrêmement grave dans ces circonstances. Toutes les armes et les munitions tombèrent au pouvoir des vainqueurs. Ils observèrent les lois de la guerre envers les Anglais ; mais ils déployèrent une excessive rigueur contre les loyalistes. Ils en pen- 1780.

1780. dirent plusieurs sans écouter leurs réclama-tions. Ils alléguèrent que leur supplice n'é-tait qu'une légitime représaille de celle des Américains exécutés par les loyalistes à Camb-den, à Ninety-Six et à Augusta. Ils préten-dirent même que les individus qu'ils firent périr s'étaient rendus coupables de crimes dignes de mort, selon les lois du pays. Ainsi aux rigueurs inévitables de la guerre venait se joindre toute la férocité des dissensions intestines.

Les montagnards, après cette victoire, retournèrent dans leurs habitations. L'échec de King's-mountain porta un coup sensible aux intérêts du roi dans les Carolines. La position de lord Cornwallis devenait critique. Les loyalistes intimidés ne montraient plus le même zèle à venir le joindre; et il se trouvait resserré à l'étroit dans une contrée ennemie et stérile. Il ne pouvait se dissimuler qu'un mouvement en avant ne ferait qu'accroître les embarras de tout genre, dans lesquels il se trouvait déjà. Forcé, en conséquence, de renoncer à la conquête de la Caroline du nord, où l'esprit public et les localités étaient entièrement en faveur des insurgés, il résolut, du moins, de se maintenir dans la Caroline méridionale jusqu'à ce qu'il eut reçu des re-

forts. C'est pourquoi, abandonnant Charlottes-Town et repassant la Catawba, il alla prendre poste à Winsborough. De ce point, il était à portée de correspondre avec Cambden et Ninety-Six. La fertilité de cette partie lui assurait, d'ailleurs, des subsistances plus abondantes. Ce fut alors qu'il envoya ordre au général Leslie, qui était encore en Virginie, d'embarquer sur-le-champ ses troupes; et, après avoir relâché à Wilmington, de descendre rapidement sur Charles-Town. 1780.

La retraite des Anglais de Charlottes-Town à Winsborough, et leur défaite à King's-mountain exaltèrent singulièrement le courage des insurgés. Ils couraient en foule se ranger sous les drapeaux de leurs chefs les plus audacieux, parmi lesquels se faisaient toujours distinguer les colonels Sumpter et Marion. Celui-ci parcourait les régions inférieures; celui-là les parties hautes de la province. Tantôt Cambden, tantôt Ninety-Six était menacé. Les troupes royales pouvaient à peine s'éloigner de leur camp pour fourrager et faire des vivres ou du bois, sans courir les plus grands dangers d'être surprises. Pour se délivrer de ces alarmes continuelles, Tarleton fit un mouvement qui menaçait le colonel Marion; mais l'Améri-

1780. cain, qui ne voulait que harceler son ennemi, et non le combattre en rase campagne, se retira précipitamment. L'Anglais le poursuivit ; mais il reçut, au même instant, des ordres de lord Cornwallis qui lui enjoignaient de se porter contre le colonel Sumpter. Ce partisan menaçait Ninety-Six ; il avait déjà surpris le major Wemis sur la rivière Broad, et lui avait enlevé beaucoup d'hommes et de chevaux.

Combat de Blackstocks.

Tarleton, faisant une diligence à peine croyable, parut tout-à-coup en présence de Sumpter, campé sur la rive droite du Tigre, dans un endroit nommé *Blackstocks*. La position des Américains était réellement formidable : elle était couverte en front par la rivière, des maisons et des palissades ; et sur les deux flancs, par des montagnes inaccessibles, ou des passages impraticables. Tarleton, entraîné par son ardeur, et craignant que Sumpter ne passât le Tigre, pour lui échapper, laissa ses chasseurs, et même ceux de sa légion, en arrière, et se porta sur l'ennemi à la tête de l'infanterie de ligne. L'action s'engagea avec un mutuel acharnement. Un régiment anglais fut tellement maltraité qu'il fut contraint de se retirer dans le plus grand désordre. Tarleton conduisit lui-même

une charge impétueuse sur le centre des 1780.
Américains : ils la soutinrent sans plier. L'Anglais se vit alors forcé à la retraite, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et de blessés, parmi lesquels se trouvaient des officiers de marque. Mais la nuit étant venue, le colonel Sumpter, qui était grièvement blessé à l'épaule, ne jugea point prudent d'attendre les troupes anglaises que Tarleton avait laissées derrière lui, et il repassa la rivière. Sa blessure ne lui permettant pas de conserver le commandement, il se fit porter dans des lieux écartés par des soldats fidèles. Alors la plus grande partie de son corps se débanda. Tarleton, après avoir battu, pendant quelques jours, la rive gauche du Tigre, retourna à petites journées reprendre sa position sur les bords du Broad, dans la Caroline du sud. Cette petite guerre, ces combats fréquens aguerrissaient de plus en plus les troupes des deux partis.

Le général Gates rassemble des troupes.

Cependant, le général Gates était parvenu à rassembler quelques troupes, parmi lesquelles se trouvait un corps de cavalerie. Dans l'intention de soutenir les partisans du congrès et de leur laisser un point de réunion, il repassa la rivière Yadkin, et vint s'établir à Charlottes-Town, avec le projet

1780. d'y prendre ses quartiers d'hiver. Il pensait que les hostilités ne pourraient se prolonger pendant la mauvaise saison, dont l'on était déjà fort près. Tandis qu'il se livrait avec zèle à ces dispositions, et que la fortune semblait vouloir de nouveau lui sourire, le général Greene arriva au camp. Sa réputation militaire, et son dévouement éprouvé à la cause de la république, avaient déterminé le congrès et Washington à lui confier le commandement dans les provinces du sud, en remplacement de Gates. Celui-ci prouva, dans cette conjoncture, que la patrie lui était plus chère que la puissance et la gloire. Il supporta un désagrément aussi sensible avec une telle constance, qu'il ne laissa pas échapper une seule marque de mécontentement. Lorsqu'il passa par Richmond pour retourner dans sa province, l'assemblée de Virginie le fit complimenter par une députation. Elle lui donna l'assurance que le souvenir de ses belles actions ne pouvait être effacé par aucune disgrace, le priant d'être convaincu que les Virginiens, particulièrement, ne laisseraient échapper aucune occasion de faire éclater la reconnaissance qu'ils lui portaient, comme membres de l'union américaine.

Le général Greene n'amenait avec lui aucun renfort de l'armée du nord : il se flattait de trouver dans les parties méridionales des forces suffisantes. Il était seulement accompagné du colonel Morgan, et de quelques chasseurs armés de carabines, qui jouissaient d'une grande réputation. Son armée était donc extrêmement faible : mais les bois, les marais, les rivières dont le pays était coupé sans cesse, étaient des moyens de défense qui devaient le rassurer. Comme son intention était de se borner à inquiéter l'ennemi, en évitant les actions générales, il espérait parvenir à le harceler et à le réduire peu-à-peu. Ce fut environ vers ce même temps, que le général anglais Leslie arriva de Virginie à Charles-Town, avec un renfort de plus de deux mille hommes de troupes réglées. Il trouva dans cette ville de nouveaux ordres, d'après lesquels il se remit aussitôt en marche avec quinze cents hommes, et alla rejoindre lord Cornwallis à Winsborough. 1780.

1781.

Nouvelles incursions des Anglais en Virginie, sous le commandement d'Arnold.

Ce renfort renouvela chez le général anglais le désir de soumettre la Caroline du nord, et de se porter ensuite en Virginie. Mais pour mieux assurer le succès de cette entreprise, un conseil de guerre décida

1781. qu'elle ne devait pas être confiée au corps d'armée de Cornwallis seulement, et qu'il était à propos qu'elle fût appuyée par une autre expédition dirigée du côté de la Virginie même : non pas que les troupes que l'on pouvait employer dans cette partie fussent en état d'opérer la conquête de la province sans le secours de lord Cornwallis, mais on y trouvait, du moins, l'avantage d'empêcher les Virginiens de faire passer des renforts au général Greene. Daprès ce plan, Arnold avait eu l'ordre de se rendre dans la baie de Chesapeak, et d'y débarquer sur le point où il présumerait pouvoir faire le plus de mal. Les Anglais se flattaient encore que son nom et son exemple induiraient un grand nombre d'insurgés à déserter leurs drapeaux, pour courir se ranger sous ceux du roi.

Arnol reçut cette commission avec joie; il partit pour l'exécuter, avec cinquante bâtimens de transport et quinze cents hommes. Dès qu'il eut pris terre, il commença d'affreux ravages. Richmond et Smith Field éprouvèrent toute sa fureur. Mais le tocsin sonnait de toutes parts, les habitans couraient aux armes : il fut obligé de se replier sur Portsmouth, où il travailla à se retran-

cher. Il ne voulait pas abandonner cette côte, parce qu'il sentait combien sa présence inquiétait les Américains. D'un autre côté, cependant, il ne pouvait avec des forces aussi insuffisantes, tenir la campagne au milieu d'une province dont la population nombreuse était animée d'une haine violente contre l'Angleterre. Cette expédition de flibustiers ne produisit donc que très-imparfaitement l'effet que les généraux anglais s'en étaient promis. Elle retarda, il est vrai, les renforts que les Virginiens destinaient à l'armée des Colonies; mais pas un d'eux ne se joignit au général Arnold. Les dévastations, le pillage, les incendies étaient peu propres à lui concilier des partisans. 1781.

Manœuvres réciproques des généraux Cornwallis et Greene.

La campagne venait de se rouvrir dans la Caroline du sud. Les deux généraux ennemis manœuvrèrent, chacun d'après le plan qu'il s'était tracé. Lord Cornwallis s'était mis en mouvement de Winsborough, et il marchait entre les rivières de Broad et de Catawba pour se porter sur la Caroline du nord par les parties supérieures. Déjà il était arrivé sur le Turkey-Creek. Pour arrêter ses progrès, le général Greene résolut de faire une démonstration sur Ninety-Six, tandis que le colonel Morgan, avec cinq cents hommes de

1781. troupes continentales de Virginie, quelques compagnies de milice, et les chevau-légers du colonel Washington, était chargé de garder les passages de la rivière Pacolet. Quant à Greene lui-même, il alla se placer au confluent du Pedie et du Hick's-Creek, vis-à-vis Cheraw-Hill. Il fut blâmé par beaucoup de gens du métier d'avoir ainsi divisé ses forces. Effectivement, si les Anglais se fussent rapidement avancés, ils auraient pu se jeter entre le corps de Greene et celui de Morgan, les surprendre et les écraser tous les deux. Mais peut-être le général américain avait-il calculé que les royalistes étaient embarrassés par trop d'obstacles pour agir avec une telle célérité; peut-être aussi n'avait-il pas encore eu avis de la jonction de Leslie et de Cornwallis.

Ce lord dépêcha aussitôt le colonel Tarleton avec sa légion à cheval et un corps d'infanterie pour couvrir Ninety-Six. En arrivant dans cette contrée, Tarleton trouva la tranquillité parfaitement rétablie : les insurgés s'étaient retirés après quelques légères escarmourches. Il résolut alors de se porter contre Morgan, dans l'espoir de le surprendre et de lui faire essuyer une défaite totale, ou au moins de le rejeter jusqu'au-delà du Broad,

ce qui eût laissé les chemins libres à l'armée royale. Il prit, à ce sujet, les ordres de lord Cornwallis, qui, non-seulement approuva son dessein, mais voulut encore coopérer à l'exécution, en remontant la rive gauche du Broad, pour menacer les derrières de Morgan. Tout leur réussit d'abord. Tarleton, après avoir passé avec autant de promptitude que de bonheur l'Ennorie et le Tigre, se présenta sur les bords du Pacolet. Morgan s'en éloigna sur-le-champ, et Tarleton se mit à sa poursuite. Il le pressait vivement. Morgan sentit combien le passage du Broad devenait périlleux pour lui, au moment d'être atteint par un ennemi aussi entreprenant. Il crut donc qu'il valait mieux l'attendre de pied ferme. 1781.

Combat de Cowpens.

Ses dispositions étaient fort judicieuses. Il rangea ses troupes sur deux lignes; la première, aux ordres du colonel Pickens, était formée sur la lisière d'un bois, en vue de l'ennemi; la seconde, commandée pas le colonel Howard, était cachée dans le bois même. C'était sur cette dernière ligne qu'il se reposait principalement du succès : elle était composée de vieilles troupes continentales, tandis que l'on ne comptait presque, dans la première, que des milices de nouvelle levée.

1781. Le colonel Washington, avec sa cavalerie, formait le corps de réserve. Tarleton fut bientôt en présence, et il s'occupa de son plan d'attaque. Tout semblait lui promettre la victoire. Il était supérieur en cavalerie, et ses troupes, tant officiers que soldats, faisaient paraître une vive ardeur. Les Anglais attaquèrent la première ligne américaine ; après une seule décharge peu meurtrière, elle lâcha pied. Ils se portèrent alors contre la seconde ligne ; mais celle-ci leur opposa plus de résistance. Le combat s'engagea et se maintint avec égal avantage. Tarleton, pour le décider en sa faveur, fit avancer un bataillon de sa seconde ligne, et en même temps il fit charger, par quelques escadrons, le flanc droit des Américains. Il n'osa point attaquer leur gauche, soutenue par le colonel Washington, qui avait déjà repoussé vigoureusement une charge de la cavalerie anglaise. La manœuvre de Tarleton eut l'effet qu'il s'en était promis ; les troupes réglées des Américains plièrent, et le désordre se mit dans leurs rangs. Les Anglais se crurent alors maîtres de la journée. Déjà Tarleton se mettait à la poursuite des fuyards, quand le colonel Washington, avec sa cavalerie qui n'avait pas été entamée, fondit

sur l'ennemi avec tant d'impétuosité, qu'il 1781.
rétablit en peu d'instans la fortune du combat. Pendant ce temps, le colonel Howard avait rallié ses troupes de ligne, et il les reportait sur les Anglais. Le colonel Pickens avait fait lui-même des efforts prodigieux pour rassembler ses milices et les ramener au feu. Morgan se faisait voir par-tout; sa présence et ses paroles ranimaient le courage de ses soldats. Il profita de ce moment d'enthousiasme pour les précipiter de toutes parts sur l'ennemi. Cette charge générale fut si terrible, que les Anglais s'arrêtèrent sur la place, puis bientôt plièrent et tournèrent le dos. Les Américains les poursuivirent avec un acharnement inexprimable. Les officiers anglais employèrent en vain les exhortations, les prières et les menaces pour arrêter les fuyards; la déroute était universelle. Tarleton perdit, en morts, blessés et prisonniers, plus de huit cents hommes, deux pièces de canon, les drapeaux du septième régiment, tous ses caissons et ses bagages. Il regretta sur-tout les chevaux tués ou pris dans cette journée. La nature du terrain, qui, dans cette partie, est uni et découvert, y rendait la cavalerie d'une utilité extrême. Ce combat de Cowpens mérite d'être remarqué, en ce

1781. que ses résultats influèrent sur tout le cours ultérieur de la guerre des Carolines et de la Virginie ; il décida, en un mot, du sort de ces provinces. La destruction de la cavalerie anglaise, la défaite totale de ce Tarleton, qui avait été, jusqu'à cette époque, la terreur des habitans, les animèrent d'un nouvel esprit. Au désespoir, à l'abattement succédèrent la confiance et l'enthousiasme. Le congrès vota des remercîmens publics au colonel Morgan, et lui fit don d'une médaille d'or. Les colonels Washington et Howard reçurent des médailles d'argent, et le colonel Pickens une épée.

Résolutions de Cornwallis après la défaite de Cowpens.

La nouvelle du sanglant échec de Cowpens fut excessivement sensible à lord Cornwallis. Il y avait perdu la plus grande partie de ses troupes légères, et elles devaient être le principal instrument de ses opérations ultérieures. Mais loin de se laisser décourager par ce contretemps, il résolut de poursuivre ses projets avec le corps qui lui restait. Il se flatta d'en tirer le même service que des troupes légères, en se débarrassant du gros bagage, et de tous les charrois qui n'étaient pas d'une nécessité absolue. Deux jours entiers furent employés à réformer ou à détruire tous les chariots superflus ; on n'en conserva que le

nombre indispensable au transport des mu- 1781.
nitions, du sel, et des effets de l'hôpital, et quatre furent emmenés vides pour les blessés t les malades. Le soldat vit anéantir tout ce qu'il possédait de plus précieux; le vin et les iqueurs, qui sont d'un si grand secours, et particulièrement dans les campagnes d'hiver, urent répandus à terre. Les troupes n'emportèrent d'autres vivres qu'une très-petite quantité de fleur de farine. L'armée royale upporta tant de privations avec une incroyable constance; elle montra le plus vif empressement à remplir les volontés de son énéral.

Deux projets occupaient alors sa pensée. 'un était de fondre aussitôt sur le colonel Iorgan, de le culbuter, de lui reprendre s prisonniers, et sur-tout de prévenir sa nction avec le général Greene, qui se trouait toujours sur l'Hick's-Creek. La seconde, la plus importante de ces opérations, constait à se porter à marches forcées sur Sabury et vers les sources du Yadkin, avant e Greene n'eût passé cette rivière. Il deit en résulter nécessairement que le général éricain voyant intercepter tous les secours 'il attendait, se serait trouvé réduit à une traite précipitée avec perte de ses bagages

1781. et d'une partie de ses canons, ou forcé d'accepter une bataille avec tous les désavantages contre lui. Lord Cornwallis se mit en mouvement pour l'exécution du premier de ces projets. Il se dirigea avec célérité sur la Catawba, dans l'espérance de surprendre et d'écraser le colonel Morgan, avant qu'il lui eût été possible de passer cette rivière. Mais les Américains étaient sur leurs gardes. Après sa victoire de Cowpens, Morgan, qui savait très-bien que Cornwallis n'était pas loin, avait envoyé ses prisonniers sur ses derrières sous la garde d'un officier expérimenté. Peu après il s'était mis lui-même en marche avec tout son corps vers la Catawba.

Poursuite des Anglais et retraite des Américains: l'une et l'autre remarquables par leur célérité.

Il fit une telle diligence, que, le 29 janvier, il avait passé la rivière avec toute son artillerie, ses munitions et ses prisonniers. Les Américains n'étaient pas plutôt sur la rive gauche, que les Anglais parurent sur la rive droite. Cornwallis en ressentit un dépit violent. Morgan, faisant toujours filer ses prisonniers sur la Virginie, prit toutes les mesures capables, sinon d'arrêter, du moins de retarder la marche des troupes royales. Mais elles eurent bientôt les élémens même à combattre. Il était tombé, la nuit précédente, une pluie si abondante dans les mon-

agnes du voisinage, que la Catawba s'enfla 1781.
out-à-coup, et devint presque impossible à
raverser. Si cette crue d'eau avait eu lieu
uelques heures plutôt, Morgan se serait vu
ans la position la plus critique.

Sur ces entrefaites, le général Greene arriva au camp de Morgan, et prit le commandement de tout ce corps. Pénétrant les desseins de Cornwallis, il avait laissé l'ordre aux troupes stationnées sur l'Hick's-Creek, de se mettre en marche sans bagages d'aucune espèce, et de se diriger rapidement vers la partie montagneuse, afin de se rapprocher des sources des rivières, et de les trouver plus guéables. Leur point de réunion était indiqué à Guilford-Court-House, dans la Caroline du nord. Pendant que Greene arrivait au corps de Morgan, sur la rive gauche de la Catawba, le général Huger exécutait ses ordres avec autant d'intelligence que de zèle. Les pluies ne discontinuaient pas; les ponts étaient rompus, les torrens débordés, les chemins défoncés, semés de roches ou d'énormes glaçons. Les soldats manquaient de souliers, d'habits, et souvent de pain. Ils semblaient vouloir rivaliser de fermeté avec les Anglais, et supportaient tant de souffrances sans murmure. Pas un seul ne dé-

1781. serta, et, à cet égard, ils avaient plus de mérite que leurs adversaires. Les Américains, en désertant, retrouvaient leurs foyers et le repos; les Anglais devaient craindre, au contraire, de s'aventurer dans un pays où tout leur était contraire.

Pendant la marche de ce corps d'armée sur Guilford, les eaux de la Catawba diminuèrent, et les troupes royales s'occupèrent de la passer. Mais les insurgés semblaient résolus à s'y opposer. Indépendamment de l'intrépide division de Morgan, toutes les milices des comtés de Rohan et de Mecklenbourg, où le nom anglais était abhorré, s'étaient réunies sur ce point. Malgré ces obstacles, Cornwallis prit la détermination de forcer le passage. Il y était excité par l'espoir de porter un coup décisif à l'ennemi, soit en atteignant le corps du général Huger avant son arrivée à Guilford, soit en se jetant entre lui et la Virginie. En conséquence, il montait et redescendait la rive droite de la Catawba, faisant mine de chercher à la passer tantôt plus haut, tantôt plus bas, pour donner plus d'inquiétude aux Américains. Mais son véritable dessein était de tenter le passage à Gowan, où la rivière était guéable. Effectivement, le 1er février au matin, les Anglais

entrèrent dans l'eau : elle était large, assez 1781.
profonde, et remplie de grosses pierres. Les insurgés étaient en bataille sur la rive droite, et commandés par le général Davidson. Mais ce corps n'était composé que de milices; Morgan, avec tout son corps, gardait un autre passage. Les Anglais eurent cependant à essuyer un feu bien nourri et bien dirigé; mais ils le soutinrent avec intrépidité, traversèrent heureusement le lit de la rivière, et balayèrent le bord opposé. Les Américains s'étaient formés pour les recevoir, et l'action s'engagea. Le général Davidson fut tué dès la prmière décharge; ses milices lâchèrent pied, et les détachemens placés sur d'autres points prirent également la fuite. Toute l'armée royale passa sans obstacles sur l'autre rive. Un seul corps de milices, au milieu de la déroute générale, voulut tenir au poste de Tarrant : le colonel Tarleton le chargea vivement et le culbuta.

Mais le colonel Morgan se retira, sans être entamé, sur Salisbury. Il espérait y arriver assez promptement pour y passer le Yadkin, et mettre ainsi une grande rivière entre lui et l'armée royale. Les Anglais le poursuivirent avec ardeur, dans l'espoir de tirer vengeance de leur défaite de Cowpens. Mais

1781. l'Américain déploya tant de célérité, il sut tellement entraver la marche de ses ennemis, qu'il passa sans perte le Yadkin dans les premiers jours de février, partie à gué, et partie en bateaux. Il retira sur la rive gauche tous ceux qu'il avait pu trouver. Les Anglais arrivèrent enfin sous la conduite du général O'Hara. Ils aperçurent les insurgés en bataille, et prêts à leur disputer le passage. Ils l'auraient tenté néanmoins, sans la crue subite que l'abondance des pluies fit éprouver au Yadkin. Les habitans, naturellement dévots, regardèrent ce débordement soudain des rivières comme un témoignage manifeste de la protection que le ciel accordait à la justice de leur cause. Ils observaient que si les eaux de la Catawba, et, en second lieu, celles du Yadkin se fussent enflées quelques heures plutôt, leur armée, arrêtée sur la rive, n'aurait pu échapper à la fureur de l'ennemi qui la poursuivait. Si, au contraire, ces rivières n'eussent pas augmenté subitement quelques heures plus tard, les Anglais auraient passé aussi facilement que les Américains, et les auraient atteints dans leur retraite. Ces deux évènemens consécutifs, l'heure à laquelle ils arrivèrent, furent considérés comme autant de prodiges.

Voyant l'impossibilité d'effectuer le passage de l'Yadkin à Salisbury, où il est le plus commode et le plus fréquenté, Cornwallis résolut de remonter cette rivière, dans l'espérance de la trouver guéable à l'endroit où elle se partage en deux branches; mais le retard qui résulta de ce mouvement, donna le temps aux Américains de gagner Guilford sans être inquiétés. Ce fut là que, le 7 février, se réunirent les deux divisions de l'armée américaine; celle du général Huger, qui, malgré toute sa diligence, était restée en arrière, et celle du colonel Morgan. Greene ressentit autant de joie de cette jonction qu'elle fit d'honneur à son habileté. C'est ainsi que la prudence des généraux américains, la patience et la célérité qui distinguèrent leurs soldats, le concours même des causes accidentelles, firent échouer le double plan de lord Cornwallis. Il ne put ni battre le colonel Morgan, ni même l'empêcher de rejoindre le général Huger. 1781.

Il ne lui restait plus qu'une opération dont le succès pût l'indemniser de tant de pertes; c'était de couper Greene de la Virginie. L'une et l'autre armée se trouvaient déjà sur les frontières de cette province. Elle est séparée de la Caroline du nord par le Roanoke, qui,

1781. dans sa partie supérieure, porte le nom de *Dan*. Le général britannique ne croyant pas cette rivière guéable dans les parties basses, s'imagina que, s'il pouvait gagner le pays haut, il serait libre de se porter où il le jugerait convenable. Supposant que Greene ne pourrait passer le Dan, il le voyait déjà cerné de toutes parts : au nord, par lui-même, à l'ouest, par de grandes rivières, au midi, par lord Rawdon, qui était resté à Cambden avec un corps respectable, et à l'est par la mer. D'ailleurs, malgré la jonction des troupes américaines, elles étaient encore tellement inférieures à celles des Anglais, que ceux-ci ne doutaient pas d'un triomphe complet. Les uns et les autres étaient convaincus, au reste, que le succès dépendait de la célerité des marches; ils combattaient de vîtesse pour arriver aux parties guéables du Dan. Les Anglais, voulant réparer le temps perdu dans leurs passages précédens, firent des efforts inouis, et occupèrent les gués les premiers. La position du genéral Greene était réellement critique. Il se dirigea tout-à-coup vers un point nommé *Boyd*, incertain du salut ou de la perte de son armée, puisqu'il ignorait si le passage y était praticable. Les troupes royales le poursuivaient

avec vigueur; elles regardaient leur prochaine victoire comme assurée. Dans un péril aussi imminent, Greene recueillit toutes les facultés de son ame, et il fit tout ce qu'on aurait pu attendre d'un général consommé. 1781.

Il forma un gros corps de troupes légères d'élite, telles que les régimens de cavalerie de Lee, de Bland et de Washington, les compagnies de chasseurs tirées des régimens de ligne, et quelques pelotons armés de carabines. Il chargea le commandant de ce corps de soutenir l'effort de l'ennemi, en lui représentant que le salut de l'armée était dans ses mains. Quant à lui, avec le reste de ses troupes et le gros bagage, il se dirigea promptement vers le passage de Boyd. Aussitot les Anglais se portèrent avec ardeur de Salem aux sources du Haw, de ce point à Reedy-Fork, de là sur le Troublesome-Creek, puis ensuite vers le Dan. Mais le corps détaché dont il vient d'être fait mention, par des escarmouches continuelles, des abattis et la rupture des ponts, rallentissait toujours leur marche. Déjà Greene avait atteint les bords de la rivière; il la trouva guéable; quelques bateaux accélérèrent le passage sur le territoire de la Virginie : tout le bagage y fut transporté aussi heureusement. Le corps

1781. même de l'arrière-garde, qui venait de sauver l'armée, arriva peu de temps après, et effectua son passage avec le même succès.

Les Anglais ne tardèrent pas à paraître sur la rive droite du Dan; ils aperçurent sur le bord opposé l'armée américaine rangée en bataille, et prête à les recevoir. Toutes leurs espérances étaient évanouies; le fruit de tant d'efforts, de tant de souffrances était perdu sans retour. La retraite du général Greene et la poursuite de lord Cornwallis doivent être mises au nombre des évènemens les plus remarquables de la guerre d'Amérique: ils auraient fait honneur aux militaires les plus estimés de cette époque, et des temps antérieurs.

Résolutions de Cornwallis après la retraite de Greene en Virginie.

Obligé tout-à-coup de renoncer au but qu'il s'était flatté d'atteindre, lord Cornwallis médita sur le parti qu'il avait à prendre. L'attaque de la Virginie, avec des forces aussi affaiblies que l'étaient les siennes, lui parut d'autant plus périlleuse, que l'armée américaine conservait l'attitude la plus imposante. D'après cette considération, il se détermina à redescendre dans la Caroline du nord, dont il était maître, pour essayer d'y faire des levées au nom du roi. Dans ce dessein, il abandonna les bords du Dan, et vint à pe-

tites journées prendre poste à Hillsborough. 1781.
Il y arbora l'étendart royal, et invita les habitans, par une proclamation énergique, à se former en compagnies régulières. Mais ces efforts n'eurent pas le succès qu'il s'en était promis ; un grand nombre de gens du pays vinrent à son quartier-général, mais la plupart pour satifaire leur curiosité, pour prendre des renseignemens et [illegible]ire leur profit. Tous montraient une [illegible] répugnance à s'armer contre le c[illegible]. Lord Cornwallis se plaignit publiquement de leur froideur. Il vit qu'il ne pouvait faire aucun fond sur l'assistance des peuples de cette province, jadis si renommée pour son attachement au nom du roi ; mais la longue domination des insurgés, et les horribles excès commis par les troupes royales en diverses parties du continent américain, avaient bien changé les esprits. Détachés insensiblement de la cause du roi, les Caroliniens ne pouvaient d'ailleurs perdre de vue l'armée républicaine, toujours prête à pénétrer de nouveau dans leur province.

Sur ces entrefaites, une escadre anglaise et un corps de troupes venu de Charles-Town s'emparèrent de Wilmington, ville de la Caroline du nord, située à peu de distance de

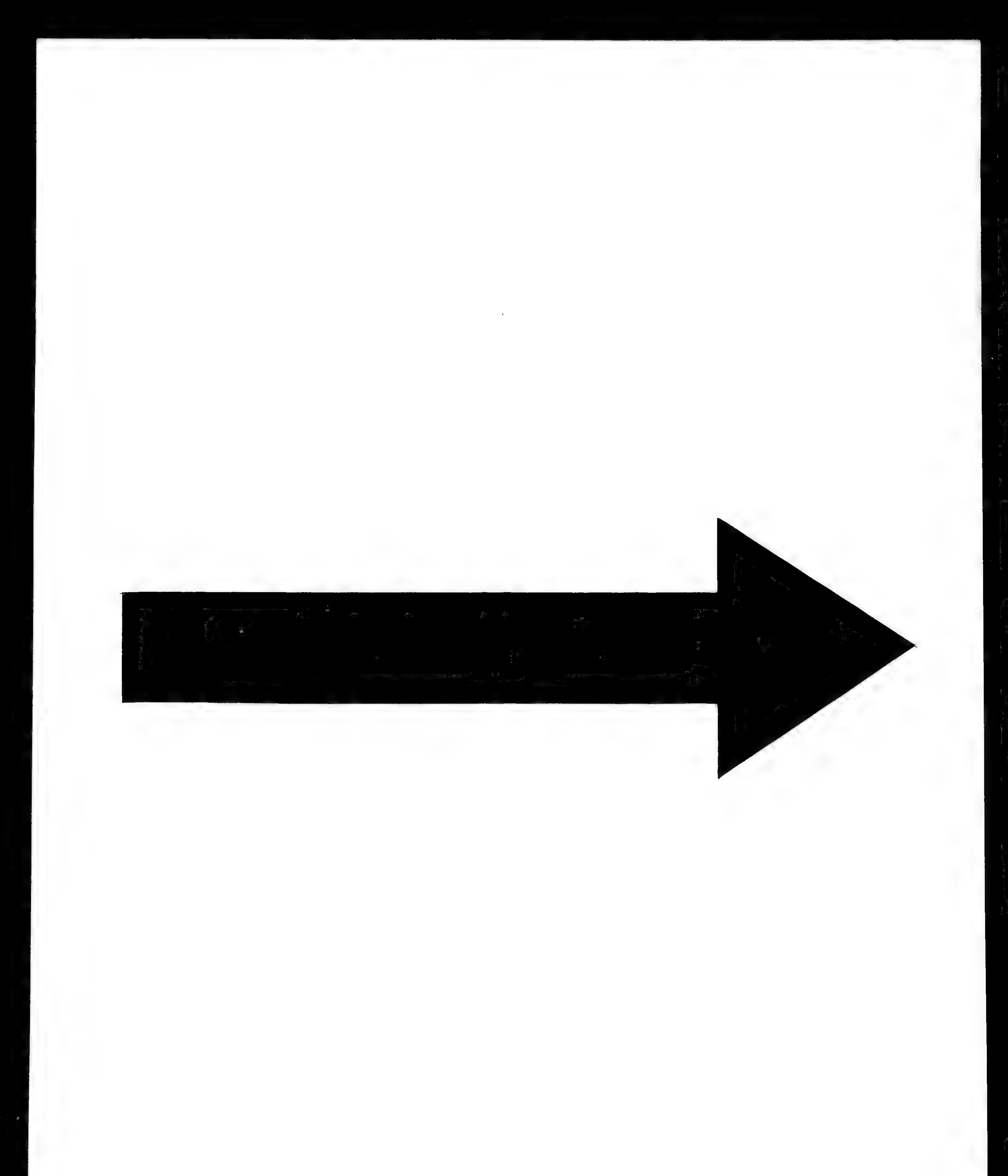
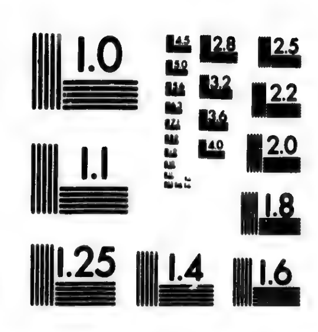


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"

1781. l'embouchure de la rivière Cap-Fear. Ils s'y fortifièrent, enlevèrent des munitions, et même quelques vaisseaux, tant américains que français. Cette expédition avait été ordonnée par Cornwallis, avant qu'il ne partît de Winsborough pour se mettre à la poursuite de Morgan. Elle avait principalement pour but d'ouvrir une communication entre la contrée d'Hillsborough et la mer, par le moyen de la rivière Cap-Fear; objet d'une haute importance, en ce qu'il offrait une voie sûre d'approvisionner l'armée.

La retraite de Greene en Virginie, quoiqu'elle n'eût point produit sur l'esprit des habitans de la Caroline, restés fidèles au roi, tout l'effet dont Cornwallis s'était flatté, avait cependant ranimé en eux le désir et l'espoir d'un nouvel ordre de choses. Le général anglais redoublait d'efforts et d'instances pour leur mettre les armes à la main. Le district compris entre le Haw et le Deep passait particulièrement pour être peuplé de loyalistes; Cornwallis leur envoya Tarleton pour les animer et les enrégimenter. Ses exhortations ne furent point vaines. La famille de Pill, une des plus considérables du pays, était aussi la plus ardente à donner l'exemple. Déjà un colonel de cette famille avait ras-

semblé un corps assez nombreux de ses par- 1781.
tisans les plus audacieux, et il s'apprêtait à se réunir à Tarleton. Mais le général Greene ne se dissimulait pas combien il serait préjudiciable aux armes du congrès de lui laisser perdre toute influence dans la Caroline septentrionale. Craignant que les loyalistes n'opérassent une révolution dans cette province, il avait fait passer de nouveau le corps de cavalerie du colonel Lee sur la rive droite du Dan. Sa présence devait intimider les partisans de l'Angleterre, rassurer ceux du congrès, et il devait inquiéter les mouvemens de l'ennemi dans l'intérieur du pays. Lui-même avait l'intention, dès que ses renforts, qui étaient déjà en route, l'auraient rejoint, de repasser la rivière et de se remontrer sur le territoire des Carolines. Reconquérir ces deux provinces était le but où tendaient toutes ses pensées.

Destruction d'un corps de loyalistes.

Cependant le colonel Lee ne tarda pas à agir d'après les instructions de son général. La troupe rassemblée par le colonel Pill fut la première qui s'offrit à lui. Ces loyalistes, totalement étrangers au métier des armes, savaient si peu éclairer leur marche, que, croyant aller au-devant de Tarleton, ils se jetèrent au milieu du corps de Lee. L'Améri-

1781. cain l'enveloppa, et fondit sur eux avec une extrême impétuosité. Les loyalistes, s'imaginant toujours avoir affaire aux Anglais, s'empressèrent de se faire reconnaître par des cris répétés de *vive le roi!* La fureur des assaillans sembla redoubler, et, en peu d'instans, tout ce qui n'était pas tué fut obligé de se rendre. C'est ainsi que cette troupe inexperte fut conduite à la boucherie par un chef téméraire, qui avait imaginé que l'esprit de parti peut tenir lieu de savoir et de talens.

A la nouvelle de cet évènement, qui fut plutôt un massacre qu'un combat, le colonel Tarleton se mit en mouvement pour attaquer le colonel Lee; mais un ordre de lord Cornwallis l'arrêta tout-à-coup, et le fit retourner à Hillsborough. La cause de cette résolution subite du général anglais, fut que Greene, quoiqu'il n'eût encore reçu qu'une faible partie de ses renforts, avait hardiment repassé le Dan, et menaçait de nouveau de s'établir dans la Caroline. Ce n'est pas toutefois que son projet réel fût de livrer bataille à son adversaire, avant d'avoir rassemblé la totalité de ses forces. Il désirait seulement faire voir à Cornwallis, et aux partisans du congrès dans cette province, qu'il ne cessait point d'y porter ses regards, et de travailler à en chasser

les Anglais. Il choisit une position sur la rive gauche du Dan, et en remontant près des sources du Haw, pour éviter la nécessité de combattre. 1781.

Lord Cornwallis, apprenant que les drapeaux américains avaient reparu dans la Caroline, quitta Hillsborough, et, passant le Haw plus bas, il alla se poster près de l'Alemance-Creek, faisant battre le pays jusqu'à la rivière Deep par les dragons de Tarleton. Ainsi les deux armées s'étaient approchées au point de n'être plus séparées que par le Haw. Il en résultait de fréquentes escarmouches. Dans l'une de ces rencontres, Tarleton maltraita beaucoup le corps du colonel Lee, auquel s'étaient joints des montagnards et des milices aux ordres du capitaine Preston. Les deux généraux manœuvrèrent long-temps avec une habileté peu commune; l'Américain pour éviter la bataille, l'Anglais pour l'y contraindre. Greene eut l'art ou le bonheur de ne faire que ce qui lui convenait.

Mais, vers le milieu de mars, il reçut des renforts qui consistaient principalement en troupes continentales. Il fut rejoint, à la même époque, par des milices de Virginie, commandées par le général Lawson, et quel-

1781. ques milices des Carolines que lui amenèrent les généraux Butler et Eaton. Acquérant plus de confiance dans ses forces, Greene prit la résolution de ne plus éviter une action déci-sive, mais, au contraire, de marcher droit à l'ennemi. En conséquence, il porta toutes ses troupes en avant, et vint établir son quar-tier-général à Guilford-Court-House. Il avait réfléchi qu'étant supérieur en nombre, et principalement en cavalerie, il ne pouvait essuyer une défaite totale et sans remède. Le résultat le plus funeste que pût avoir une ba-taille perdue, était de le mettre dans la né-cessité de repasser en Virginie, où il aurait trouvé toutes les facilités de refaire son ar-mée. Il dut encore considérer que les nom-breuses milices rassemblées dans son camp se débanderaient promptement s'il ne mettai aussitôt à profit leur première ardeur. D'u autre côté, si les Anglais étaient battus, loi de leurs vaisseaux, enfoncés dans un pays o ils étaient abhorrés, et sans moyens de r traite, leur armée pouvait-elle échapper une destruction totale? Ils avaient donc d chances beaucoup plus graves à courir q les Américains, en laissant aux armes à dé der de leur sort.

Lord Cornwallis ne pouvait se dissim

ler, de son côté, qu'il y aurait une impru- 1781.
dence inexcusable à demeurer plus long-temps au milieu d'une population dont tout lui apprenait à se méfier, tandis qu'un ennemi formidable le menaçait de front. Mais la retraite, de toutes manières si préjudiciable aux intérêts du roi, n'était-elle pas accompagnée de tant de dangers, qu'elle devenait, pour ainsi dire, impraticable? En fixant ses regards sur son camp, le général anglais voyait tous soldats nourris dans les travaux de la guerre, et formés à la victoire dans une foule de combats. Bannissant donc toute hésitation, il s'arrêta au parti, sinon le moins périlleux, du moins le plus honorable, et il donna l'ordre de s'avancer sur Guilford. Sa résolution était prise irrévocablement de mettre un terme à toutes les incertitudes, en frapppant un coup décisif.

Bataille de Guilford.

Pour alléger sa marche et faciliter sa retraite, en cas d'échec, lord Cornwallis envoya ses charrois et son bagage, sous forte escorte, à *Bell's-Mills*, lieu situé sur le Deep. Greene fit passer également ses charriots à *Iron-Works*, à quatre lieues derrière sa position. Les éclaireurs des deux armées allaient de tous côtés à la découverte. La légion de Lee et celle de Tarleton se rencon-

1781. trèrent dans une de ces reconnaissances, et se chargèrent avec fureur. Lee obtint d'abord de l'avantage ; mais il fut obligé de plier à son tour, lorsque Tarleton eut été renforcé. Ces escarmouches n'étaient que le prélude de la bataille à laquelle on se préparait de part et d'autre. Les Américains étaient au nombre de six mille, dont la plupart faisaient partie des milices de la Virginie et de la Caroline du nord; le reste consistait en troupes réglées de la Virginie, du Maryland et de la Délaware. Les Anglais, en y comprenant les Hessois, formaient un total de deux mille quatre cents hommes. Toute la contrée des environs était plantée de bois épais, coupés par intervalles de champs labourés. Une pente douce et couverte d'arbres régnait tout le long de ce terrain, et s'étendait au loin des deux côtés de la grande route, qui mène de Salisbury à Guilford. Cette route elle-même traversait la forêt. En front, et avant d'arriver au pied de la colline, se trouvait un champ large de six cents pas. Derrière la forêt, entre sa lisière inférieure et les maisons de Guilford, s'étendait un autre champ encore plus ouvert, et propre aux manœuvres.

Le général Greene avait jeté du monde dans le bois qui couvrait la colline, et il avait

également fait occuper la plaine adjacente. 1781.
C'est dans cette position qu'il attendait l'ennemi. Son ordre de bataille consistait en trois divisions : la première, composée des milices de la Caroline du nord, et commandée par les généraux Butler et Eaton, était appuyée au revers de la colline, sur la lisière antérieure de la forêt; son front était couvert par une haie épaisse; deux pièces de canon défendaient le grand chemin. La seconde division comprenait les milices de Virginie, aux ordres des généraux Stephens et Lawson : elle était rangée parallèlement à la première, dans le bois, à-peu-près à huit cents pas derrière elle. Les troupes de ligne, à la tête desquelles étaient le général Huger et le colonel William, remplissaient la plaine qui s'étend de la forêt à Guilford : ce terrein leur permettait de se déployer et de faire éclater leur valeur. Deux autres pièces de canon, placées sur une hauteur qui couvrait leur flanc, commandaient également la grande route. Le colonel Washington, avec ses dragons et les chasseurs de Linch, flanquait l'aile droite, et le colonel Lee la gauche, avec un détachement d'infanterie légère et les dragons de Campbell.

L'armée britannique se formait en bataille de

1781. son côté. Le général Leslie, avec un régiment anglais et le régiment hessois de Bose, occupait la droite de la première ligne ; et le colonel Webster la gauche, avec deux régimens anglais. Un bataillon des gardes formait en quelque sorte la réserve du premier, et un autre aux ordres du général O'Hara celle du second. L'artillerie et la cavalerie marchaient serrées sur le grand chemin. Tarleton s'y rangea aussi avec sa légion. Il avait l'ordre de ne point s'ébranler, à moins d'un cas très-urgent, jusqu'à ce que l'infanterie, après avoir emporté le bois, se fût avancée dans la plaine, où la cavalerie pourrait manœuvrer librement.

L'action s'engagea par une canonnade assez meurtrière. Les Anglais, laissant ensuite leur artillerie, s'avancèrent sous le feu de l'ennemi dans la plaine intermédiaire. Les milices de la Caroline les laissèrent approcher sans s'ébranler, puis commencèrent à tirer. Les Anglais ne firent qu'une seule décharge, et se portèrent aussitôt sur ces milices la baïonnette basse. Elles ne firent aucune contenance. Sans attendre le choc de l'ennemi, malgré la force de leur position, elles lâchèrent le pied, et prirent honteusement la fuite. Leurs officiers essayèrent vainement de dissiper leur effroi

et de les rallier. La première ligne de l'armée 1781.
américaine se trouva ainsi totalement culbutée. Le général Stephens, voyant la déroute des milices de la Caroline, se hâta, pour rassurer celles qu'il commandait, de leur crier que les autres avaient ordre de se replier, après les premières décharges. Il ouvrit ses rangs pour laisser passer les fuyards, et les referma aussitôt. Les Anglais s'avançant toujours, attaquèrent les milices de Virginie. Elles soutinrent courageusement leur choc, et disputèrent long-temps le terrein. Obligées enfin de céder, elles se replièrent, non sans quelque désordre, sur les troupes continentales. Cependant, tant par l'effet du combat que par celui de l'inégalité du terrein, entrecoupé d'arbres épais, la ligne des Anglais s'était aussi ouverte et rompue sur plusieurs points. Leurs généraux s'en aperçurent, et, pour remplir ces vides, ils firent avancer les deux réserves. Alors, toute cette division ayant franchi le bois, se forma dans la plaine qui était derrière, et fondit sur les troupes continentales ; mais toute l'impétuosité de cette attaque échoua contre l'intrépidité de ces corps. Leur résistance était tellement opiniâtre, que pendant quelque temps la victoire parut incertaine. Le général anglais

1781. Leslie, ne pouvant parvenir à entamer la gauche des Américains, et ayant beaucoup souffert lui-même, fut obligé de se retirer derrière un ravin, pour y attendre l'avis de ce qui se serait passé en d'autres parties.

Le combat se soutenait au centre avec un acharnement inexprimable. Le colonel Steewart, avec le second bataillon des gardes et une compagnie de grenadiers, était tombé si vivement sur les troupes de la Délaware, qu'il les avait enfoncées, et leur avait enlevé deux pièces de canon; mais les Marylandais vinrent promptement à leur secours. Ils rétablirent non-seulement le combat, mais ils mirent même les Anglais dans un grand désordre. Ce fut alors que le colonel Washington survint avec sa cavalerie; fondant brusquement sur les royalistes, il les rompit entièrement, en sabra un grand nombre, et leur reprit les deux pièces dont ils s'étaient emparés. Le colonel Steewart lui-même périt dans le carnage. Dans cet instant, le sort de la journée ne tenait plus qu'à un fil. Si les Américains avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir, toute l'armée anglaise était écrasée. Après la défaite des gardes anglaises et la mort du colonel Steewart, si les insurgés eussent occupé une hauteur qui s'élève

à côté du grand chemin sur la lisière postérieure du bois, et qu'ils l'eussent garnie d'artillerie, on ne peut douter que la victoire ne se fût déclarée pour eux. Alors, en effet, les Anglais n'auraient pas eu la possibilité de faire avancer de nouvelles troupes dans cette partie. Leur aile gauche aurait été coupée du centre et de la droite; les bataillons des gardes n'auraient pu revenir de la confusion où ils se trouvaient. 1781.

Mais les Américains, satisfaits de l'avantage qu'ils venaient d'obtenir, au lieu de s'emparer de la hauteur, allèrent reprendre les postes qu'ils occupaient avant l'engagement. A la vue de cette faute, le lieutenant-colonel Macleod sentit qu'il en pouvait profiter; il fit avancer l'artillerie, la plaça sur cette éminence, et ouvrit un feu très-vif contre le front des troupes continentales. Les grenadiers et un autre régiment anglais reparurent au même instant sur la droite de la plaine, et firent une charge vigoureuse sur le flanc de ces troupes. Un autre régiment anglais menaçait en même temps leur gauche, pendant que le colonel Tarleton arrivait avec sa légion. Le général O'Hara, quoique blessé grièvement, était parvenu à rallier les gardes anglaises. Tous ces secours arrivèrent si à-propos,

1781. que le désordre du centre et de la première ligne fut promptement réparé.

Les troupes réglées des Américains, qui avaient seules à soutenir tout le poids de l'action, assaillies de toutes parts, commencèrent à songer à leur retraite. Elles la firent au pas, sans rompre leurs rangs, et tout en conservant une attitude menaçante. Elles furent contraintes cependant d'abandonner sur le champ de bataille, non-seulement les deux canons qu'elles avaient repris, mais encore deux autres pièces. Le colonel Webster, rejoignant alors le centre avec son aile gauche, chargea vivement l'extrémité de la droite de Greene, et la força de plier. Lord Cornwallis ne fit point poursuivre les Américains par la cavalerie de Tarleton ; il en avait besoin dans une autre partie. Sa droite était encore engagée avec la gauche de Greene. Le régiment hessois de Bose, commandé par le colonel de Buy, qui, dans cette journée, déploya une brillante valeur, et les autres troupes anglaises, faisaient les derniers efforts pour enfoncer l'ennemi, qui se défendait vaillamment. Le terrain était inégal et semé de broussailles; les Américains en profitaient pour combattre en tirailleurs avec leur adresse accoutumée. Ils semblaient

se multiplier pour paraître sur tous les points à-la-fois. Au milieu de cette mêlée, ou plutôt de cette foule de combats partiels, Tarleton, qui avait défilé derrière l'aile droite, et qui était couvert par la fumée des feux de peloton qui furent faits à dessein, fondit brusquement sur l'ennemi, et balaya en un moment le terrain qu'il occupait. Les milices se jetèrent dans les bois, et les Hessois se virent entièrement dégagés, après plusieurs heures de l'engagement le plus opiniâtre. 1781.

C'est ainsi que se termina cette bataille de Guilford, où la victoire fut si long-temps et si vivement disputée. Les Américains y perdirent, en tués, blessés, prisonniers, égarés, plus de treize cents hommes. Il y eut très-peu de prisonniers. Presque tous les blessés appartenaient aux troupes continentales, et les fuyards, égarés ou rentrés dans leurs habitations, aux corps de milice. Les généraux Huger et Stephens étaient parmi les blessés. La perte des Anglais fut, en proportion de leur nombre, beaucoup plus considérable. Leurs morts et leurs blessés s'élevèrent à plus de six cents. Outre le colonel Steewart, ils eurent encore à regretter le colonel Webster. Les généraux Howard et O'Hara, les premiers de l'armée après lord Cornwallis, 15 mars.

1781. et le colonel Tarleton, reçurent des blessures assez graves.

Mouvemens de Greene et de Cornwallis après la bataille de Guilford.

Après la bataille, le général Greene fit retirer ses troupes derrière le Reedy-Fork, où il attendit quelque temps pour recueillir les fuyards et les égarés. Continuant ensuite sa retraite, il alla prendre poste à Iron-Works, sur la petite rivière Troublesome. Cornwallis resta maître du champ de bataille. Mais, non-seulement il ne put recueillir aucun des fruits ordinaires de la victoire, il se vit même forcé de recourir au parti qu'embrassent les vaincus. La fatigue de ses soldats, la multitude de ses blessés, la force de la nouvelle position qu'avait prise le général américain, enfin la supériorité de l'ennemi en troupes légères et spécialement en cavalerie, ne lui permirent pas de poursuivre ses avantages. D'ailleurs, le nombre et l'ardeur des partisans du congrès semblaient s'accroître en proportion du refroidissement des amis de la cause royale. Loin de lever la tête après la bataille de Guilford, ils se montraient sourds aux pressans appels de lord Cornwallis, qui les exhortait à prendre les armes et à se rassembler sous ses drapeaux. Pour surcroît d'embarras, la disette de vivres se faisait sentir de plus en plus. Ces motifs réunis

déterminèrent le général anglais à se retirer jusqu'à Bell's-Mills, sur la rivière Deep, en laissant à New-Garden ceux de ses blessés qui l'étaient le plus grièvement. Ils tombèrent au pouvoir des Américains. Après avoir donné quelques jours de repos à ses troupes à Bell's-Mills, et rassemblé quelques subsistances, il marcha sur le Cross-Creek, en suivant la route de Wilmington. Greene le suivait pas à pas, harcelant continuellement son arrière-garde par une nuée de chasseurs et de dragons. Il ne cessa de le poursuivre, que lorsqu'il eut atteint Ramsay's-Mills. Les Anglais y avaient rompu le pont sur le Deep, et le pays, totalement stérile, n'offrait aucun moyen de subsister. 1781.

Le général Greene marche sur la Caroline du sud.

Se livrant néanmoins à son caractère audacieux et entreprenant, Greene voulut tirer parti de la position où se trouvaient les royalistes. Il résolut de marcher hardiment sur la Caroline du sud, qui était alors presqu'entièrement dégarnie de troupes. Il se dirigea donc à marches forcées vers Cambden. Vaincu, en apparence, à Guilford, Greene se trouvait ainsi tenir la campagne avec des forces plus redoutables que jamais. C'était les vainqueurs qui fuyaient devant les vaincus : ceux-ci semblaient avoir

1781. puisé une nouvelle ardeur dans leurs revers.

Cornwallis arrive à Wilmington.

Après une marche pénible, Cornwallis atteignit Wilmington, le 7 avril. Il y tint conseil sur deux opérations d'une égale importance. L'une était de se porter au secours de la Caroline du sud; l'autre de gagner la Virginie, pour y faire sa jonction avec le corps d'Arnold, et avec celui que venait d'amener le général Philipps.

Divisions des généraux Anglais.

Les généraux anglais se montrèrent extrêmement divisés d'opinions relativement au parti qu'il convenait de prendre, dans une conjoncture qui pouvait décider du sort de toute cette campagne. Les uns étaient d'avis que l'armée marchât promptement en Virginie. Ils alléguaient que « toute la contrée entre la rivière Cap-Fear et Cambden, était pauvre, épuisée, et coupée de rivières et de torrens ; que le passage du Pedie, en présence d'un ennemi aussi redoutable, était une entreprise téméraire ; que le chemin par Georgetown présentait les mêmes difficultés ; que le transport des troupes à Charles-Town par mer était une entreprise qui exigerait trop de temps et de fatigues ; qu'il n'y avait rien à craindre pour cette dernière ville ; qu'en attaquant la Virginie avec des forces imposantes, on forcerait Greene d'a-

bandonner les Carolines; que l'on ne pourrait 1781.
arriver à temps pour secourir lord Rawdon, qui se trouvait alors à Cambden; et que, s'il était battu avant l'arrivée des renforts, ceux-ci seraient exposés au péril presque certain d'être taillés en pièces par un ennemi incomparablement plus fort. »

Les partisans de l'opinion contraire, soutenaient « que les chemins de la Virginie étaient non moins, et peut-être plus difficiles que ceux des Carolines; que les longueurs des embarquemens provenaient toujours de la cavalerie, et qu'elle pouvait aisément faire le trajet par terre; qu'on avait pour garans les offres mêmes des officiers de cette arme, et principalement de Tarleton; qu'en conséquence, il suffisait d'un bon vent pour arriver à temps au secours des Carolines; qu'il fallait, du moins, conserver ces provinces, puisque l'on n'avait pu conquérir la Virginie; que ce serait s'exposer à la certitude d'en perdre deux, dont l'on était maître, pour courir après la possession douteuse d'une seule; que ce serait même compromettre le sort des trois autres provinces rentrées sous la domination du roi; qu'on y voyait déjà les peuples, enhardis par l'approche de Greene, et par l'éloignement de

1781. l'armée royale, tendre ouvertement à un nouvel ordre de choses ; que les colonels Marion et Sumpter s'y montraient audacieusement en rase campagne ; que puisque l'on n'avait rien à craindre pour Charles-Town, il fallait aussi se rassurer relativement à Cambden, défendu par une garnison nombreuse, et un général aussi habile que vaillant ; que tant que les places de Charles-Town et de Cambden seraient au pouvoir de Sa Majesté, les Carolines ne pourraient se soustraire à son autorité, sans être aussitôt et facilement remises sous le joug ; qu'il était vivement à regretter que la marche sur Cambden n'eût pas été entreprise dès l'instant où l'armée étant encore sur le Cross-Creeck, on y fut informé que, depuis cette hauteur jusqu'à Wilmington, la rivière Cap-Fear n'offrait pas une voie ouverte et sûre à la navigation ; que quelqu'incertitude qu'eût jetée sur le succès de cette opération le retard qu'on lui avait fait éprouver, elle était cependant possible encore, et que par conséquent c'était un devoir de l'entreprendre.»

L'avis des premiers l'emporta. Après avoir fait quelque séjour à Wilmington, pour y laisser reposer ses troupes et pourvoir à leur subsistance, lord Cornwallis fit toutes

ses dispositions pour se porter en Virginie. 1781.
Cette résolution du commandant des forces britanniques eut les suites les plus remarquables : elle amena un évènement que l'on peut regarder comme la cause principale de la prompte fin de cette guerre, et de l'indépendance américaine.

FIN DU LIVRE DOUZIÈME.

NOTES DU LIVRE DOUZIÈME.

---

(1) M. DE LA MOTTE-PIQUET avait effectivement un vaisseau de plus que le commodore Cornwallis; mais il fut bien loin de pouvoir déployer cette supériorité de forces dans le combat de *la Grange*. En voici les détails tels qu'ils furent publiés officiellement. L'auteur de cette histoire, dont le but principal est la guerre qui s'est faite sur le continent de l'Amérique, n'a pu donner la relation circonstanciée de tous les combats partiels qui se sont livrés dans les différentes mers de l'Ancien et du Nouveau-Monde. J'ai cru pouvoir me permettre de rappeler, dans mes notes, quelques-unes des actions qui ont le plus honoré la marine française dans cette guerre.

Le chevalier de la Motte-Piquet avait ordre de se rendre, du Fort-Royal de la Martinique, à la station de Saint-Domingue, qu'il devait commander en qualité de chef d'escadre. Il trouve les Anglais en croisière à la hauteur de *la Grange* (à l'E. du Cap-Français). Aussitôt il se met à leur poursuite, et, profitant de la supériorité de marche de son vaisseau (*l'Annibal,* de 74), il engage avec eux un combat de chasse qui dura [illegible] heures, et qui ne fut interrompu que par le calme. Le lendemain (21 mars 1780), se trouvant plus près des vaisseaux qu'il avait chassés, sa bouillante intrépidité ne lui permit pas de différer l'attaque. Mais les courans

un calme plat, survenu tout-à-coup, s'opposèrent à l'approche du reste de son escadre, qui le vit environné et combattu par les trois vaisseaux anglais, sans pouvoir le secourir. Il en essuya, pendant plus de deux heures, un feu très-vif et bien dirigé, qui causa de grands dommages à la mâture et au corps de *l'Annibal*. Heureusement pour lui, la brise s'étant élevée, favorisa tout-à-la-fois la retraite des Anglais et son rapprochement de ses autres vaisseaux, qui jusqu'alors avaient fait des efforts inutiles pour venir le couvrir. Dès qu'il eut repassé des manœuvres et assuré sa mâture, il fit le signal de recommencer la chasse. Déjà il avait rapproché l'ennemi à la portée du canon, lorsqu'à la vue de trois autres vaisseaux anglais qui avaient toutes voiles dehors, il fit route vers le Cap-Français. Depuis trois mois, les Anglais bloquaient ce port : ils ne reparurent plus.

Peu de temps auparavant (le 18 décembre 1779), cet intrépide marin s'était immortalisé par une action héroïque, que le pinceau et le burin ont essayé de retracer. Les détails n'en peuvent être trop connus :

Après la malheureuse expédition du comte d'Estaing à Savannah, le chevalier de la Motte-Piquet était rentré au Fort-Royal de la Martinique. Les six vaisseaux de ligne qui l'y avaient suivi étaient dans un délabrement effrayant. Ils subissaient les réparations dont ils avaient besoin, au moment où les vigies de la côte signalèrent une flotte poursuivie dans le canal de Sainte-Lucie, par une escadre anglaise. L'ardeur avec laquelle l'amiral Hyde-Parker lui donna chasse dès qu'il l'aperçut, ne pouvait être égalée que par la célérité avec laquelle le chevalier de la Motte-Piquet appareilla pour la secourir.

Il n'y avait alors qu'un seul vaisseau, *l'Annibal*, prêt à mettre à la voile. L'état-major et les équipages des autres vaisseaux abattus en carène, demandèrent avec empressement et obtinrent en partie de servir à bord comme volontaires. On distinguait alors clairement un convoi français poursuivi par quatorze vaisseaux de ligne anglais. L'activité fut telle, que *le Réfléchi* et *le Vengeur*, qui n'avaient à bord ni leurs équipages ni leurs poudres, furent, en moins d'une heure, en état de se porter au secours de *l'Annibal*. M. de la Motte-Piquet, qui le commandait, avait eu l'audace, avec ce seul bâtiment, d'attaquer trois vaisseaux ennemis qui avaient coupé le convoi. Lorsqu'il fut rejoint par MM. de Cillart-de-Suville et de Fournoue, qui commandaient *le Réfléchi* et *le Vengeur*, il engagea sept vaisseaux anglais à l'entrée de la rade du Fort-Royal. Cette manœuvre, aussi hardie que bien exécutée, sauva la frégate *l'Aurore*, et une grande partie du convoi qu'elle amenait de Marseille. (Extrait de l'*Histoire de la dernière guerre entre la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France*, etc.; 1 vol. *in*-4°. Paris, chez Brocas, 1787.)

(*Note du Traducteur.*)

(2) Le comte de Byland escortait un convoi destiné pour les ports de France, d'Espagne et d'Italie, et dont le chargement ne consistait qu'en marchandises jusqu'alors réputées innocentes, suivant la teneur des traités conclus entre la Hollande et l'Angleterre. Une escadre anglaise attaqua ce convoi en pleine paix; et la cour de Londres déclara de bonne prise les bâtimens hollandais, qui furent amenés à Portsmouth. Les Etats-

Généraux demandèrent satisfaction de cet outrage inoui, en observant que c'était une violation du principe de navigation jusqu'alors respecté de l'Europe entière, que *le pavillon du souverain est garant de la nature du chargement des navires qu'il escorte.* Toutes leurs réclamations furent vaines. Sir James Marriot, chef-juge de l'amirauté anglaise, prononça la condamnation de plusieurs autres bâtimens hollandais, d'après cette étrange maxime : *Que les ports de France étant, par leur position, naturellement bloqués par ceux d'Angleterre, il n'était pas permis de naviguer vers des ports bloqués.* « On ne pouvait pousser plus loin la « dérision du droit des gens. » C'étoit en 1787 que l'auteur de l'ouvrage, cité à la fin de la note précédente, écrivait ces mots. Il ne prévoyait pas que l'Angleterre saurait *pousser plus loin* la dérision du droit des gens, et même du droit du plus fort.

(*Note du Traducteur.*)

(3) Le colonel Armand, dont le nom a figuré plusieurs fois avec honneur dans la guerre de l'indépendance américaine, n'était autre que le marquis de la Rouérie, qui joua depuis un rôle marquant dans les troubles de la Vendée.

(*Note du Traducteur.*)

LIVRE TREIZIÈME.

1781. Desseins hostiles de l'Angleterre contre la Hollande.

Après s'être long-temps poursuivis tour-à-tour, lord Cornwallis et le général Greene marchaient, chacun de leur côté, l'un contre la Virginie, l'autre contre la Caroline méridionale. Mais tandis qu'ils se disputaient des provinces américaines, l'Angleterre et la Hollande s'apprêtaient à se combattre. Déjà même avaient été commises des hostilités réciproques. La première de ces puissances, qui semblait prévoir cette guerre depuis quelque temps, et qui, déjà toute armée, pouvait saisir l'instant de la faire avec avantage, espérait, par une attaque brusque et impétueuse, porter un coup décisif au pouvoir et à la richesse de son ennemie. Tel était le motif qui lui avait fait hâter sa déclaration de guerre. L'on ne doutait pas, en Angleterre, que les succès que l'on remporterait sur la Hollande, n'offrissent une ample compensation aux pertes que l'on avait essuyées de la part des Français et des Américains. Le cabinet de

Saint-James se flattait enfin d'apporter dans les négociations qui auraient lieu pour la paix, une telle somme d'avantages qu'il lui serait facile d'y faire stipuler en sa faveur les conditions les plus avantageuses. 1781.

Les Hollandais, de leur côté, se plaisaient à voir dans le déploiement simultané des forces redoutables auxquelles ils allaient joindre les leurs, le moyen de relever leur ancienne gloire maritime. Ils étaient sur-tout animés par la perspective de rentrer dans les riches possessions qui leur avaient été arrachées dans les guerres précédentes, et de soustraire leur commerce aux vexations injurieuses de l'Angleterre. L'ardeur qui enflammait tous les esprits se manifesta dans les préparatifs qui se faisaient dans les ports de la république. Les états-généraux ordonnèrent l'armement de quatre-vingt-quatorze vaisseaux de tout rang, tels que onze vaisseaux de ligne, quinze de 50 canons, deux de 40, et le reste de moindre échantillon. Dix-huit mille matelots formaient les équipages de cette flotte. Des avisos furent expédiés dans les diverses possessions hollandaises, pour instruire les gouverneurs du commencement des hostilités, et leur recommander la plus grande vigilance. Le roi de

1781. France ordonna que dans tous les ports de ses Etats l'on dônnât avis aux bâtimens hollandais qui pouvaient s'y trouver, du nouveau danger qu'ils avaient à craindre, en mer, de la part d'un ennemi actif et entreprenant. En prenant ce soin des intérêts de sa nouvelle alliée, la France voulait témoigner sa reconnaissance de la chaleur avec laquelle la Hollande avait épousé sa cause.

Malheureusement, toutes ces précautions ne purent pas avoir les résultats avantageux que l'on s'en était promis. Les Anglais qui, long-temps avant la rupture, méditaient le dessein d'attaquer la Hollande, se servirent avec succès de tous les moyens qu'ils avaient de lui nuire, avant qu'elle eût le temps de s'en préserver. Quelques vaisseaux de guerre et plusieurs bâtimens richement chargés tombèrent en leur pouvoir. Au nombre des premiers était *le Rotterdam*, de 50 canons, qui fut pris par le vaisseau de ligne *le Warwick*. Mais ces pertes étaient légères, auprès de celles qu'éprouvèrent les Hollandais dans les Indes occidentales. Les amiraux et les généraux anglais avaient reçu de très-bonne heure dans ces parages, l'ordre de s'emparer des îles et possessions de Terre-Ferme appartenant à la république. L'habitude d'une longue paix

Pertes des Hollandais.

y avait fait perdre celle de toutes les précautions de sûreté. Les richesses qui y étaient amassées pouvaient devenir aisément la proie du premier ennemi qui se présenterait. 1781.

L'amiral Rodney, qui, depuis la fin de l'année précédente, était revenu de New-York à Sainte-Lucie, et le général Vaughan, concertèrent aussitôt leurs opérations. Elles avaient d'autant plus d'attraits pour eux, que le roi, par un nouvel édit, venait d'accorder à ses officiers de terre et de mer une part considérable du butin qui se ferait sur les Hollandais. Après avoir tenté vainement de reprendre l'île de Saint-Vincent, et avoir fait des démonstrations contre la Martinique, Rodney et Vaughan se présentèrent à l'improviste devant l'île de Saint-Eustache, appartenant à la république de Hollande. Leurs forces consistaient en dix-sept vaisseaux et quatre mille hommes de troupes de débarquement.

Le 3 février.

Prise de S.-Eustache. Excès honteux des généraux anglais.

Cette île présentait aussi peu de défense, qu'elle offrait d'immenses richesses. Quoiqu'elle soit âpre et montagneuse, et qu'il ne s'y trouve qu'un seul point de débarquement facile à garder, le gouverneur ne pouvait cependant, avec une poignée d'hommes pour toute garnison, se flatter de repousser une attaque. La population elle-

1781. même ne consistait que dans un très-petit nombre de Hollandais : le reste était composé d'hommes de pays et de sentimens divers, Français, Espagnols, Américains, Anglais, tous gens occupés de leur commerce, et nullement du service militaire. Le gouverneur lui-même, presque sans soldats et sans armes, était on ne saurait plus éloigné de se croire menacé d'une attaque prochaine.

L'île de Saint-Eustache est, par sa nature, aride et stérile. Elle ne produit point plus de six ou sept cents barils de sucre par an. Mais elle était devenue, à cette époque, l'échelle la plus fréquentée et la plus riche des Indes occidentales. Il s'y était formé une espèce de port franc, où se rendaient de concert les négocians de toutes les parties du monde, assurés d'y trouver protection, facilité pour les échanges, et de l'argent dans une extrême abondance. Sa neutralité, au milieu des puissances belligérantes, l'avait conduite à cet état florissant, et presque sans exemple. Les Français et les Espagnols s'y rendaient pour y vendre leurs denrées, et faire des achats de marchandises anglaises. Les Anglais, de leur côté, y venaient pour s'y défaire de ces marchandises, et pour y

acheter celles de la France et de l'Espagne. 1781.
Mais aucun peuple ne retira plus de profit que les Américains de l'heureuse neutralité de Saint-Eustache. Ils y portaient les productions de leur sol, et, au grand bénéfice de la cause qu'ils soutenaient, ils en rapportaient les armes et les munitions de guerre que les Français, les Espagnols, les Hollandais, et les Anglais eux-mêmes y apportaient. Aussi, un orateur de la chambre des pairs, entraîné par un ressentiment blâmable, osa dire hautement : « Que si l'île de Saint-Eustache eût « été précipitée au fond des abîmes, l'indé« pendance américaine aurait été écrasée en « un instant. » Les faits qui suivirent ne furent que trop d'accord avec ces discours inhumains. L'Europe entière retentit de plaintes contre l'avarice anglaise. Les hommes les plus sages et les plus modérés de la Grande-Bretagne même, déplorèrent publiquement l'opprobre que d'aussi barbares excès jetaient sur le nom britannique.

Rodney et Vaughan sommèrent le gouverneur de Saint-Eustache, de se rendre dans l'espace d'une heure, lui déclarant qu'autrement il serait responsable des suites. Le général Graaf, qui n'était pas encore instruit de la rupture, ne savait, d'abord, ce que si-

1781. gnifiait cette sommation. A peine put-il ajouter foi à l'officier qui la lui avait remise. Convaincu enfin qu'il ne pouvait résister, sans garnison et sans armes, il répondit qu'il rendrait l'île et ses dépendances, à Georges Rodney et à John Vaughan, recommandant seulement la ville et les habitans à la clémence et à la merci des généraux britanniques. Nous allons rapporter quels furent les effets de cette recommandation, quelle fut la clémence des vainqueurs.

L'île était remplie, ou plutôt encombrée des marchandises les plus précieuses qu'il y eût dans l'univers. Quelque nombreux, quelque vastes que fussent les magasins, ils ne pouvaient les contenir; le rivage même était couvert de barils de sucre et de tabac. Les conquérans eux-mêmes, quoique dévorés de la soif du butin, furent émerveillés des richesses qui s'offraient à leurs yeux. Une évaluation approximative des marchandises seules les porta à plus de trois millions sterling. Toutes, sans distinction, furent saisies, inventoriées et confisquées. La perte des Hollandais fut immense: elle tomba principalement sur leur compagnie des Indes et le commerce d'Amsterdam, qui y avaient des fonds considérables. Les Anglais en firent

l'observation avec une joie particulière : ils 1781.
étaient irrités contre cette ville plus que contre aucune autre partie de la Hollande, à cause de la chaleur qu'elle avait fait paraître en faveur de la France. Ce ne furent cependant point les étrangers, mais les négocians anglais qui eurent à supporter les pertes les plus considérables. Se fiant sur la neutralité de l'île, et sur divers actes spéciaux du parlement, ils y avaient fait d'immenses amas de denrées coloniales et de marchandises d'Europe. Mais ils n'eurent pas seulement la douleur de voir enlever leurs magasins : deux cent trente bâtimens richement chargés qui se trouvaient dans le port, tombèrent, en outre, au pouvoir des conquérans. Ils s'emparèrent de plus, dans ce même mouillage, d'une frégate hollandaise et de cinq autres vaisseaux de guerre de moindre rang. Le sort se montra plus funeste encore aux Hollandais. Depuis peu de temps, un convoi de trente bâtimens chargés de sucre et autres denrées coloniales, avait mis à la voile de Saint Eustache pour l'Europe, sous l'escorte d'un vaisseau de ligne. L'amiral Rodney, avec son activité ordinaire, fit aussitôt poursuivre ce convoi par deux vaisseaux de ligne et une frégate. Ils ne tardèrent pas à l'atteindre. Le

1781. contre-amiral Krull, malgré la grande infériorité de ses forces, résolut de braver tous les dangers du combat, plutôt que de se rendre lâchement. Avec son vaisseau *le Mars*, qui ne portait que 60 pièces de canons, il engagea *le Monarch*, qui en avait 74. Mais il fut tué dès le commencement de l'action, et son successeur amena bientôt après. Pendant cet engagement, tout le convoi avait été amariné par les autres vaisseaux anglais, qui le ramenèrent à Saint-Eustache.

Le pavillon hollandais, pendant quelque temps, continua de flotter sur les forts de l'île. Ce piège fut fatal à plusieurs bâtimens hollandais, français et américains, qui allèrent se livrer dans les mains de leurs ennemis. La violation des propriétés des particuliers, quoiqu'ennemis, violation inouie chez tous les peuples civilisés, excita de vives réclamations de la part des habitans des Antilles anglaises, et de celle des négocians de la Grande-Bretagne même qui y étaient intéressés. Ils alléguèrent qu'ils n'avaient déposé leurs marchandises à Saint-Eustache qu'en vertu d'actes du parlement; qu'en tout temps les conquérans qui n'ont pas voulu être assimilés aux barbares, ont respecté non-seulement les propriétés privées de leurs conci-

toyens, mais même celles de leurs ennemis; 1781.
et que cet exemple pouvait avoir les suites les plus funestes. « En effet, disaient-ils, si par suite des chances incalculables de la guerre, nos îles tombaient au pouvoir de l'ennemi, il serait donc autorisé par le droit de représailles à violer les propriétés des particuliers anglais, et à les ruiner totalement? Cette conduite barbare a-t-elle été celle des Français lorsqu'ils ont conquis la Grenade? Ont-ils étendu la main sur les propriétés d'un seul individu privé, bien qu'ils eussent pris l'île d'assaut et sans aucune capitulation? Si le comte d'Estaing s'était permis de séquestrer jusqu'à la paix les biens des absens, la cour de Versailles avait hautement désapprouvé son amiral, en donnant ordre de lever immédiatement les séquestres. Saint-Eustache était un port franc, reconnu pour tel par toutes les puissances maritimes de l'Europe et par l'Angleterre même. Nos règlemens avaient non-seulement permis, mais même encouragé le commerce avec cette île. Les préposés des douanes britanniques avaient délivré des permis de sortie pour ces marchandises mêmes expédiées à Saint-Eustache, et qui sont aujourd'hui frappées de confiscation. Ce commerce n'a-t-il point

1781. servi à l'approvisionnement des îles d'Antigoa et de Saint-Christophe, dont les habitans, sans ces secours, eussent été exposés à périr de la famine ou réduits à se jeter dans les bras de l'ennemi ? Les colons de Saint-Eustache sont débiteurs de grosses sommes à des négocians anglais : comment pourront-ils s'acquitter, si leurs biens restent confisqués ? Il est à croire, en un mot, que la conquête des îles hollandaises par les armes du roi a été entreprise dans des vues plus nobles que celle de les saccager et de ruiner leurs habitans. »

Toutes ces représentations furent vaines. Rodney n'avait agi que d'après les instructions de son gouvernement. Il répondit aux réclamans qu'il ne pouvait trop s'étonner que des négocians anglais, au lieu d'envoyer leurs marchandises dans les îles du Vent appartenant à l'Angleterre, les avaient expédiées dans une île sous le Vent, où elles ne pouvaient être transportées que dans l'intention de subvenir aux besoins des ennemis de leur roi et de leur patrie. Mais il est à observer que si ces négocians anglais avaient encouru ce reproche, les commandans des vaisseaux du roi étaient encore plus blâmables d'avoir conduit et fait vendre dans ce même port de

Saint-Eustache les bâtimens qu'ils avaient 1781.
pris en mer. Les uns étaient chargés de vivres, les autres d'armes et de munitions : la plupart, rachetés par les ennemis de la Grande-Bretagne, leur avaient fourni des ressources précieuses pour continuer la guerre.

Rodney ajoutait encore que l'île de Saint-Eustache était hollandaise, que tout ce qu'elle renfermait devait donc être réputé hollandais; en un mot, que tout ce qui se trouvait sous la protection du pavillon des Provinces-Unies, était, à juste titre, traité comme appartenant à cette république.

La rigueur inouie de ces principes fut appliquée aux îles voisines de Saint-Martin et de Saba, qui, à la même époque, tombèrent au pouvoir des Anglais. Non contens de piller les richesses, ils maltraitèrent les personnes. Toutes celles qui ne tenaient pas à la nation britannique furent non-seulement bannies de l'île de Saint-Eustache, mais en butte aux vexations les plus odieuses. Les Juifs, qui y étaient nombreux et riches, furent les premiers exposés à la brutalité du vainqueur. On les entassa dans l'Hôtel des Douanes; on les fouilla de la tête aux pieds, puis on leur coupa les pans de leurs habits.

1781. Leurs caisses, leurs malles, furent enfoncées et visitées. Ainsi dépouillés de leurs effets et de leur argent, on les jeta presque nus dans des vaisseaux, pour qu'ils allassent chercher leur subsistance dans l'île de Saint-Christophe. Un capitaine de la marine, nommé *Saxton*, était le surveillant et le premier exécuteur de la barbarie de ses chefs. Les Américains partagèrent bientôt le sort des Juifs. Après avoir subi une spoliation totale, ils furent transportés à Saint-Christophe, comme une race vouée à la misère et à la mort. Parmi eux, cependant, se trouvaient un grand nombre de ces loyalistes, qui, devenus odieux à leurs concitoyens par l'excès de leur attachement à la cause royale, avaient été contraints de chercher dans les pays étrangers un refuge contre leur fureur. Chassés de leur patrie, comme amis des Anglais, chassés par les Anglais comme amis des Américains, ces malheureux étaient aussi punis d'avoir gardé leur fidélité envers le roi, que s'ils l'eussent violée. L'assemblée de Saint-Christophe fit éclater la plus honorable compassion envers ces réfugiés; elle leur prodigua des secours immédiats, et pourvut à leur subsistance future. Les négocians français et hollandais furent bannis les derniers

de Saint-Eustache. Cette loi fut exécutée avec une rigueur particulière envers ceux d'Amsterdam. 1781.

Rodney fit publier ensuite une vente à l'enchère de toutes les marchandises confisquées, avec liberté entière à tout individu de se présenter pour acheter. Il vit accourir une multitude de négocians des nations amies ou neutres; ils achetèrent tant pour leur compte que pour celui des ennemis de l'Angleterre, particulièrement des Français et des Espagnols, à qui le voisinage et la guerre rendaient ces objets plus précieux. Il arriva donc qu'après avoir si cruellement traité les habitans de Saint-Eustache, sous prétexte qu'ils avaient fait des fournitures aux ennemis de l'Angleterre par la voie ordinaire du commerce, les généraux anglais eux-mêmes se chargèrent de ces fournitures en ouvrant un marché public, et en appelant les acheteurs. Jamais peut-être il ne se fit une vente plus considérable: les profits de Rodney et Vaughan furent immenses; mais ils ne devaient pas en jouir long-temps. Le sort, comme nous ne tarderons pas à le voir, réservait un châtiment exemplaire à leur avarice.

Les Hollandais perdent Surinam et leurs autres colonies de la Guyane.

La perte de Saint-Eustache ne fut pas le seul malheur qui frappa les Hollandais aux

1781. Indes occidentales. Il semblait que les Anglais, pour se livrer au plaisir de leur faire du mal, oubliassent les autres ennemis qu'ils avaient à combattre. La Hollande possédait sur la Terre-Ferme d'Amérique, dans la vaste région nommée la *Guyane*, l'importante colonie de Surinam. Le gouverneur n'avait fait aucun préparatif de défense ; il ignorait même la déclaration de guerre. Mais tout-à-coup il vit paraître des corsaires anglais, la plupart appartenant à des armateurs de Bristol. Bravant tout danger, ils osèrent pénétrer dans les rivières de Déméraray et d'Essequibo, et ils s'y rendirent maîtres de plusieurs vaisseaux très-richement chargés. Les colons de cette partie, saisis d'effroi à l'approche de ces audacieux corsaires, envoyèrent déclarer au gouverneur de la Barbade qu'ils se rendaient aux armes de S. M. britannique. Ils demandaient seulement qu'on leur accordât les mêmes conditions qu'aux habitans de Saint-Eustache ; et il est à remarquer qu'ils ignoraient totalement quelles étaient ces conditions. Le gouverneur acquiesça à leur demande. Lorsqu'ils en eurent connaissance, peu de temps après, ils s'attendaient à être pillés. Mais l'amiral Rodney se montra plus humain envers les colons de Déméraray, d'Es-

sequibo et de Berbice, qui s'étaient rendus à discrétion, qu'il ne l'avait été à l'égard de ceux de Saint-Eustache. Il garantit la sûreté des personnes et des propriétés; il laissa subsister les lois et les autorités qui avaient, jusqu'alors, régi ces colonies. C'est ainsi que la fortune se montra favorable aux Anglais sur tous les points, dans leurs premières tentatives contre les possessions hollandaises aux Indes occidentales. 1781.

Ils étaient moins heureux contre les Espagnols, qui venaient de pénétrer en forces sur les frontières de la Floride occidentale. Don Galvès, gouverneur de la Louisiane, et le chef d'escadre Don Solano, après avoir été ballotés par une horrible tempête, vinrent mettre le siége devant Pensacola, capitale de cette province. La place était forte; et le général Campbell, qui y commandait, se défendit long-temps avec vaillance. Mais une bombe étant tombée sur un magasin à poudre fit sauter le principal ouvrage avancé. Les Espagnols s'y logèrent aussitôt, et se disposaient à donner l'assaut au corps de la place. Le gouverneur se vit alors forcé de capituler; il obtint les conditions les plus honorables. C'est ainsi que toute la Floride occidentale, qui avait été pour les Anglais un des fruits

1781. les plus précieux de la guerre du Canada, en vertu du traité de 1763, retomba en peu d'années au pouvoir des Espagnols.

La marche de l'histoire demande présentement que, des champs de bataille, nous reportions nos regards sur les cabinets qui dirigeaient les opérations ; que nous cherchions à exposer quelle était, à cette époque, la politique des puissances belligérantes.

Vues particulières des puissances belligérantes

Les Américains croyaient avoir fortement à se plaindre des Français leurs alliés. Ils prétendaient que, sauf quelques vaines démonstrations extérieures, ils n'en avaient reçu aucune assistance effective, et que la cour de Versailles leur faisait supporter seuls tout le poids de la guerre contre un ennemi redoutable. Ils alléguaient « que les troupes françaises qui avaient été débarquées dans le Rhode-Island, n'avaient pu y rendre aucun service, faute d'une force navale suffisante ; qu'elles y seraient condamnées à la même inactivité, tant qu'elles ne seraient point soutenues par une escadre respectable ; qu'il n'y avait de succès à espérer, dans cette partie, que pour celui qui était le maître de la mer ; que les Anglais continuaient cependant à posséder la Géorgie, la plus grande

partie de la Caroline du sud, tout l'état de New-York, tandis qu'ils menaçaient la Virginie; qu'on n'avait pas vu un seul bataillon français marcher pour défendre ou pour reconquérir ces provinces ; qu'en attendant la coopération de leurs alliés, les Etats-Unis succombaient sous le fardeau d'une entreprise tellement au-dessus de leurs forces, que la guerre dévorait leur population, suspendait toute industrie, toute culture, et tarissait conséquemment les sources des revenus publics, et que, pour surcroît de douleurs, on ne voyait aucun terme à tant de calamités. » 1781.

Pendant que les Américains exhalaient ainsi leur mécontentement, l'on s'étonnait généralement, en Europe, qu'une ligue aussi formidable n'eût pas encore porté de coups plus sensibles à l'ennemi commun. Loin de plier, il semblait au contraire que les Anglais eussent acquis de nouvelles forces et pris une nouvelle audace. Ils pressaient vivement les Américains, tandis qu'ils dominaient dans la mer des Antilles, enlevaient les colonies hollandaises, faisaient des conquêtes dans les Indes orientales, et tenaient la fortune en équilibre en Europe. Cet état de choses paraissait compromettre la gloire des noms

1781. français et espagnol. La cour de Versailles, comme l'ame et la principale motrice de cette masse de forces, était elle-même l'objet des plaintes de la cour de Madrid, qui lui reprochait de ne s'être point prêtée à l'exécution de ses projets favoris, la conquête de la Jamaïque, et la réduction de Gibraltar dont elle avait commencé le siége.

De leur côté, les Hollandais, qui avaient déjà à déplorer des pertes considérables, s'écriaient qu'on les abandonnait, sans aucun témoignage d'intérêt, aux périls dans lesquels ils ne s'étaient engagés que d'après les conseils et les instigations de la France. Leurs plaintes étaient d'autant plus amères, qu'ils venaient d'être informés qu'il se préparait, dans les ports de la Grande-Bretagne, une expédition redoutable contre le cap de Bonne-Espérance, établissement inappréciable pour la conservation de leur commerce de l'Inde. Ils se voyaient menacés, dans l'hémisphère oriental, de coups aussi cruels que ceux qui venaient de les atteindre dans le Nouveau-Monde. Ils ne se dissimulaient pas qu'avant qu'ils eussent pu achever leurs préparatifs de défense, et envoyer des secours dans ces régions lointaines, les Anglais auraient la faculté d'accomplir

des desseins médités depuis long-temps. 1781.

Cédant à ces diverses considérations et à la voix de son propre intérêt, le roi de France se détermina à redoubler de vigueur et d'activité dans cette campagne, afin de réparer le temps perdu dans l'année précédente. En conséquence, les travaux de l'arsenal de Brest furent pressés avec une nouvelle ardeur, pendant que, sur divers points du royaume, les troupes de terre se tenaient prêtes à agir. Trois objets principaux fixaient l'attention du ministère.

Le premier était de faire passer aux Antilles une flotte qui, réunie à l'escadre mouillée dans les ports de la Martinique, assurât à la France la supériorité maritime dans ces parages. Cette flotte, dont le commandement fut confié au comte de Grasse, devait prendre à bord des troupes de débarquement. Par le moyen de ce renfort, le marquis de Bouillé se serait vu en état d'entreprendre quelque expédition importante contre les îles anglaises. Après ce premier succès, et avant que la saison des hostilités se fût écoulée, le comte de Grasse avait ordre de se porter sur les côtes d'Amérique, pour y coopérer avec le comte de Rochambeau et le général Washington. Le gouver-

1781. nement s'occupait, en second lieu, d'envoyer une escadre dans les mers d'Afrique, pour mettre le cap de Bonne-Espérance à couvert du danger dont il était menacé. Après avoir pourvu à la sûreté de cette colonie, cette escadre se serait portée dans les Indes orientales, où l'amiral Hughes avait donné une supériorité momentanée au pavillon anglais. L'on méditait enfin un coup d'éclat, dans les mers d'Europe, en faveur des cours alliées, et principalement de l'Espagne. Une expédition contre Minorque fut résolue d'une voix unanime.

Les Anglais avaient pénétré en grande partie les plans de leurs ennemis; ils s'apprêtaient à leur opposer tous les obstacles qu'ils jugeaient les plus propres à les faire échouer. Ils mettaient une activité extrême à l'équipement d'une flotte, qui devait porter à lord Cornwallis un renfort de plusieurs régimens anglais et de trois mille Hessois. On espérait que cette augmentation de forces donnerait à ce général les moyens de conserver non-seulement ses conquêtes, mais encore d'étendre plus loin le progrès de ses armes. Les victoires de Cambden et de Guilford avaient rempli la nation britannique d'une nouvelle espérance; par-tout on en-

tendait annoncer la fin prochaine de la guerre 1781.
et la prompte soumission de l'Amérique. La cour de Londres se flattait même que la flotte qu'elle envoyait aux Antilles, quoiqu'elle ne fût pas considérable, serait néanmoins suffisante, par sa jonction avec les forces déjà existantes dans ces mers, pour y maintenir la prépondérance de l'Angleterre.

L'attention publique se portait principalement sur un armement qui consistait en un vaisseau de 74 canons, un de 54, trois de 50, avec quelques frégates, sloops, brûlots, et autres bâtimens légers. Cette escadre devait servir d'escorte à un nombre considérable de transports chargés d'une immense quantité d'armes et de munitions. Le général Meadows s'y embarqua à la tête d'un corps de trois mille hommes d'élite. La flotte était sous les ordres du commodore Johnstone. Le public se livrait à une foule de conjectures sur l'objet de cette expédition, que le gouvernement s'appliquait à couvrir du plus profond secret. On présumait généralement qu'elle était destinée pour les Indes orientales, afin de s'y emparer de toutes les possessions françaises. Cette supposition, autant que les évènemens permirent d'en juger, n'était pas dépourvue de fondement. Mais

1781. il paraît que la guerre qui éclata contre la Hollande, força le ministère anglais à changer la destination de cet armement, ou du moins à le restreindre à l'attaque du cap de Bonne-Espérance et au renforcement des troupes qui gardaient les établissemens de l'Inde. On voulait au moins pourvoir à leur sûreté, si l'on ne pouvait songer à la conquête de ceux de l'ennemi.

Mais de tous les soins qui occupaient le cabinet de Saint-James, à cette époque, il n'en était pas qui lui tînt plus à cœur que le ravitaillement de Gibraltar. Indépendamment de l'importance de la place, l'honneur de la nation y était fortement intéressé. Les Espagnols et les Anglais semblaient s'être porté un défi au pied de ce rocher. Les premiers, se fiant sur la flotte qu'ils avaient à Cadix, se flattaient d'intercepter tous les secours qui se présenteraient. La disette de vivres commençait à se faire sentir fortement dans la ville. Les munitions que l'amiral Rodney y avait introduites l'année précédente, étaient presqu'entièrement consommées, et ce qui en restait se trouvait tellement gâté, qu'il pouvait à peine offrir quelque ressource. Déjà le général Elliot, gouverneur de la place, s'était vu contraint de réduire d'un quart

ration de ses soldats. Pour leur donner 1781.
l'exemple des privations, les officiers s'interdirent l'usage de la poudre dans leurs cheveux. Mais les habitans de la ville souffraient plus encore du manque absolu des choses les plus nécessaires à la vie. La vigilance des Espagnols était si active et si sévère, qu'il était à peine réussi à quelques barques venant de la côte d'Afrique ou de Minorque, de se glisser dans le port de Gibraltar. Mais que ces faibles secours étaient loin d'être en proportion des besoins! D'ailleurs, les prix que les patrons de ces bâtimens mettaient à leurs denrées étaient si exorbitans, qu'ils surpassaient les facultés de la plupart des habitans. Les misérables restes des vieilles provisions même se payaient pour ainsi dire au poids de l'or (1). La garnison supportait toutes ses souffrances avec une fermeté héroïque; mais, sans de prompts secours, il était impossible d'empêcher que cette place formidable, la clé de la Méditerranée, ne rentrât bientôt sous la domination de ses anciens maîtres. Tous les regards, en Angleterre, étaient tournés vers ce point important.

En Hollande, l'on travaillait sans relâche à l'armement d'une flotte capable de soutenir

1781. la dignité de la république, et de ressusciter son ancienne gloire. On y avait spécialement en vue de protéger le commerce de la Baltique contre la rapacité des Anglais. Ces louables intentions ne furent point suivies cependant de tout l'effet désirable. Le gouvernement comprimait les deux partis, mais il ne pouvait empêcher qu'ils ne fermentassent sourdement. De plus, une longue paix avait amolli les esprits, et fait négliger l'approvisionnement des arsenaux de la marine.

Les Anglais préparent des secours pour Gibraltar.

Tels étaient, vers ce temps, les projets et les dispositions des puissances engagées dans cette lutte mémorable. Les préparatifs de guerre étaient immenses; l'univers était dans l'attente des plus grands évènemens. Les Anglais furent les premiers à mettre en mer pour porter du secours à Gibraltar. Le 13 mars, une flotte de vingt-huit vaisseaux de ligne fit voile de Portsmouth. Elle fut obligée de croiser quelques jours sur les côtes d'Irlande, pour rallier les transports et les bâtimens marchands rassemblés en très-grand nombre dans la rade de Cork. Les convois destinés pour les deux Indes partirent sous la protection de la flotte. Arrivés à une certaine hauteur où ils n'auraient plus à craindre les croisières ennemies, ils

devaient continuer leur route. L'escadre du 1781.
commodore Johnstone marchait de conserve avec la grande flotte ; comme elle était destinée à l'attaque du cap de Bonne-Espérance, elle devait escorter jusque-là le convoi de l'Inde. L'armée navale était commandée par les amiraux Darby, Digby, et Lockart Ross, ayant chacun sous leurs ordres une des trois divisions dont elle était composée. La nécessité de ravitailler Gibraltar était d'une évidence notoire, et les apprêts que faisait la Grande-Bretagne pour y parvenir, ne pouvaient plus être cachés. Les Anglais eux-mêmes manifestaient hautement leurs projets à cet égard. Les Espagnols étaient donc trop bien avertis, pour n'avoir pas pris toutes les précautions propres à confondre les efforts de leurs ennemis.

Ils avaient armé, dans le port de Cadix, une flotte de trente vaisseaux de ligne. La cour en donna le commandement à Don Louis de Cordova, marin d'une haute distinction. Ces forces étaient sans doute imposantes, et les Espagnols les exagéraient encore, pour détourner les Anglais, s'il était possible, de l'exécution de l'entreprise qu'ils méditaient. Voulant accroître encore, par sa contenance, l'idée que l'ennemi pouvait avoir des obs-

1781. tacles qu'il leur opposerait, Don Louis sortait souvent de Cadix pour aller croiser sur les côtes de Portugal, et sur la route même que les Anglais devaient tenir en cinglant vers Gibraltar. Les Espagnols firent en outre courir le bruit qu'ils allaient être rejoints par de fortes divisions des escadres françaises qui mouillaient alors, tant dans le port de Toulon que dans ceux de l'Océan. Il y avait en effet, dans la seule rade de Brest, une flotte si formidable, qu'elle eût suffi seule pour tenir tête aux forces navales que l'Angleterre pouvait lui opposer, et même pour les combattre avec avantage. On y comptait vingt-six vaisseaux de ligne prêts à appareiller. Si cette flotte eût fait sa jonction avec celle d'Espagne, les alliés eussent acquis une telle prépondérance dans ces mers, que le ravitaillement de Gibraltar fût devenu pour les Anglais une entreprise de la plus haute difficulté. Les Espagnols comptaient sur la coopération des Français.

Mais ceux-ci avaient trop à cœur de poursuivre l'exécution de leurs desseins dans les Antilles et sur le continent américain. De plus, ils étaiant trop occupés de rétablir leurs affaires dans les Indes orientales, pour diriger uniquement tous leurs efforts vers un

objet qui n'avait d'utilité réelle et directe que 1781.
pour l'Espagne seule. En conséquence, le comte de Grasse mit à la voile, le 22 mars, du port de Brest, faisant route à l'ouest vers les Antilles. Le bailli de Suffren marchait de conserve avec lui, ayant sous ses ordres une escadre consistant en cinq vaisseaux de ligne, quelques frégates, et un gros corps de troupes de débarquement. Il devait, conformément à ses instructions, se séparer de la grande flotte à la hauteur de l'île de Madère, pour cingler au sud vers la pointe d'Afrique, et doubler le cap de Bonne-Espérance. Ainsi, toutes ces forces navales, chargées, par leurs gouvernemens respectifs, des opérations les plus importantes, mirent à la voile presqu'en même temps. Sans le délai qui retint les Anglais sur les côtes d'Irlande, il est à présumer que les Français les auraient rencontrés, et qu'ils eussent vidé, dans les mers d'Europe, la querelle pour laquelle ils allaient combattre dans les deux Indes.

L'amiral Darby, à l'aide d'un vent favorable, se dirigea sur le cap Saint-Vincent. Parvenu à cette hauteur, il marcha avec la plus grande circonspection, à cause de la proximité où il soupçonnait les Espagnols. Mais Don Louis de Cordova qui, depuis

1781. quelques jours, croisait dans la baie de Cadix, n'eut pas plutôt avis de l'approche des Anglais, qu'il perdit toute confiance dans ses propres forces. Oubliant l'importance du poste qu'il avait à défendre, il n'attendit pas l'ennemi, et rentra précipitamment à Cadix, en lui laissant les chemins libres jusqu'à Gibraltar. L'amiral Darby fit reconnaître le port de Cadix ; dès qu'il se fut assuré que les Espagnols ne se disposaient nullement à sortir, il fit prendre les devants à tout son convoi, composé de cent voiles environ, sous l'escorte d'un certain nombre de vaisseaux de guerre. Une partie de cette escadre devait mouiller dans la baie de Gibraltar même, pour couvrir les bâtimens de transport contre les entreprises des chaloupes-canonnières espagnoles : l'autre était destinée à croiser à l'entrée du détroit, vers la Méditerranée, pour s'opposer aux forces ennemies qui auraient pu se présenter de ce côté. L'amiral lui-même resta devant Cadix pour surveiller de plus près les mouvemens des Espagnols. L'évènement justifia ses dispositions. Les chaloupes-canonnières, il est vrai, livraient de fréquentes attaques aux bâtimens de transport, et avec d'autant plus d'audace, que leur peu de volume les mettait

pour ainsi dire à l'abri du canon des Anglais, que cette petite guerre tourmentait vivement. Elle n'eut néanmoins aucun résultat de quelque importance. Les Anglais parvinrent à débarquer toutes leurs munitions de guerre et de bouche; leur joie égala la consternation des Espagnols; toute l'Europe était dans l'étonnement. 1781.

Les Anglais ravitaillent Gibraltar.

Les Espagnols livrent une attaque générale à la place.

Le roi d'Espagne, dont la conquête de Gibraltar captivait toute l'attention, et qui avait déjà prodigué tant de trésors pour le succès de cette entreprise, se croyait au moment d'en recueillir le fruit. Lorsqu'il apprit l'évènement qui retardait encore le terme de ses espérances, il se flatta que ses troupes de terre seraient peut-être plus heureuses que ses forces navales. Son ardeur était encore redoublée par le vif désir d'effacer la tache qu'il craignait que cet échec n'eût imprimée à ses armes. Les travaux du camp de Saint-Roch furent repris avec une nouvelle activité; les tranchées et les ouvrages qui resserraient la place étaient garnis d'une immense quantité d'artillerie. On n'y comptait pas moins de cent soixante pièces de canon, et quatre-vingts mortiers du plus gros calibre. Le 12 avril, la flotte anglaise étant encore mouillée dans le port de Gibraltar,

1781. toutes ces bouches à feu commencèrent à faire pleuvoir sur la ville une grêle effroyable de bombes et de boulets. Le peu d'étendue qu'elle occupe ne laissait d'autre asile aux assiégés que les casemates et les lieux voûtés. Le général Elliot, gouverneur de la place, ne resta point spectateur paisible de cette tempête; il y répondit par le feu le plus violent. La montagne entière, couverte de flamme et de fumée depuis sa base jusqu'à son sommet, paraissait un volcan au milieu de la plus terrible éruption. Sur les deux rivages voisins d'Europe et d'Afrique, les peuples accouraient pour contempler cet effroyable spectacle. Les habitans de la malheureuse ville étaient pour ainsi dire plus exposés que les soldats mêmes. Leurs dangers surpassaient encore leur frayeur. Les membres des morts et des mourans étaient épars sur la terre; les femmes, chargées de leurs enfans, couraient au hasard, implorant un abri qu'on ne pouvait leur offrir. On en vit qui furent écrasées par les bombes en même temps que leurs précieux fardeaux. Les unes erraient parmi les débris fumans; les autres se précipitaient dans les casemates, où, respirant un air infect, et privées de repos par les cris lamentables des blessés qui

expiraient autour d'elles, elles s'estimaient 1781.
encore heureuses d'échapper à une mort inévitable. La ville, située sur le revers du rocher, et au bord de la mer du côté de l'ouest, fut détruite de fond en comble. Les chaloupes canonnières des Espagnols contribuèrent sur-tout à ce désastre. Elles profitaient de l'obscurité de la nuit pour se glisser entre les vaisseaux anglais, et, après avoir rempli leur destination, elles profitaient d'un vent qui s'élève communément le matin, pour rentrer dans le port d'Algésiras. Leur feu meurtrier atteignait souvent les infortunés qui avaient cherché, sur le flanc de la montagne, un refuge contre l'artillerie des tranchées espagnoles.

Elle continua, pendant plus de trois semaines, de foudroyer la place avec la même furie, et celle-ci ripostait avec non moins de vigueur. Le feu se ralentit alors de part et d'autre ; les assiégeans reconnurent que tous leurs efforts se réduisaient à un vain bruit, et les assiégés jugèrent imprudent de consommer leurs munitions sans nécessité. A peine quelques coups tirés par intervalles, de la forteresse, attestaient que la garnison était sur ses gardes ; la plupart du temps le gouverneur Elliot observait, dans une tran-

1781. quillité apparente, les inutiles travaux de son ennemi. On calcula que les Espagnols brûlèrent, dans ce petit nombre de jours, près de cinq mille quintaux de poudre : ils avaient tiré soixante-quinze mille coups de canon et vingt-cinq mille bombes. Malgré le terrain étroit où ils étaient resserrés, les Anglais n'avaient perdu que peu de monde par le feu de cette immense artillerie; leurs blessés ne s'élevaient pas au-dessus de deux cent cinquante. Quant aux habitans, voyant leurs demeures détruites, et livrés à la crainte de nouveaux désastres, ils demandèrent à se retirer. Le général Elliot acquiesça à leurs désirs, après leur avoir prodigué tous les secours qui étaient en son pouvoir. La plus grande partie de ces malheureux s'embarqua sur la flotte qui avait ravitaillé la place, et retourna en Angleterre.

Le chevalier de la Motte-Piquet enlève aux Anglais le butin qu'ils avaient fait à S.-Eustache.

Avant qu'elle y fût rendue, la fortune, propice aux Français, porta à leurs ennemis un coup funeste, qui fut regardé comme un juste châtiment des brigandages commis à Saint-Eustache. On avait reçu en France l'avis certain qu'un nombreux convoi de bâtimens, chargés des riches dépouilles de cette île, en avait fait voile vers la fin de mars, pour les ports de la Grande-Bretagne.

On était même informé que ce convoi devait 1781.
être suivi par un autre non moins précieux,
qui consistait en productions de la Jamaïque.
Le premier était escorté par quatre vaisseaux
de guerre, aux ordres du contre-amiral Ho-
tham. Le moment ne pouvait être plus favo-
rable aux Français, puisque la grande flotte
anglaise était employée au ravitaillement de
Gibraltar. La cour de Versailles sut profiter
habilement de l'occasion : elle avait fait ar-
mer avec célérité, dans le port de Brest, une
escadre destinée à intercepter les convois
attendus. Le chevalier de la Motte-Piquet
mit en mer le 15 avril, à la tête de huit vais-
seaux de haut-bord, tous excellens voiliers. Il
tomba au milieu du convoi de Saint-Eustache,
et le dispersa entièrement. Vingt-deux bâti-
mens tombèrent en son pouvoir, deux autres
furent pris par les corsaires : à peine une
faible partie de cette flotte put-elle gagner
les ports de l'ouest de l'Irlande, avec les
vaisseaux d'escorte. Les négocians anglais,
qui avaient assuré les bâtimens du convoi,
perdirent par cette catastrophe plus de sept
cents mille livres sterling. L'amiral Darby,
pendant sa traversée, reçut promptement
ces tristes nouvelles. Il fit aussitôt ses dispo-
sitions pour couper la retraite au chevalier

1781. de la Motte-Piquet. Mais l'amiral français, attentif à tous les mouvemens de l'ennemi, et satisfait des brillans avantages qu'il venait d'obtenir, laissa le convoi de la Jamaïque poursuivre tranquillement sa route, et rentra heureusement à Brest. Une aussi riche capture causa en France une vive allégresse. Ceux qui avaient conçu cette expédition et celui qui l'avait exécutée, furent comblés de louanges. La flotte de l'amiral Darby regagna les ports d'Angleterre.

Vers cette même époque, le bailli de Suffren et le commodore Johnstone faisaient voile, chacun de leur côté, pour le cap de Bonne-Espérance. Ces deux amiraux avaient les notions les plus précises sur leur départ, leur route et leurs projets respectifs. Ils s'efforçaient donc à l'envi de se rendre au lieu de leur destination. Mais l'anglais fut obligé de relâcher dans la baie de Praya, à Saint-Yago, la plus considérable des îles du Cap-Verd. Il était occupé à y faire de l'eau et des vivres pour la longue traversée qu'il allait entreprendre, et une grande partie de ses équipages se trouvait à terre. M. de Suffren en fut promptement informé, et il se porta aussitôt à toutes voiles vers la baie de Praya; il avait l'espoir d'y surprendre l'ennemi.

serra de si près, et sans être découvert, une 1781.
langue de terre qui ferme le port du côté de l'est, que déjà il était sur le point d'y pénétrer. Mais le vaisseau anglais *l'Isis*, qui mouillait à l'entrée de la baie, aperçut au-delà de la pointe de l'est l'extrémité de plusieurs mâts. Bientôt, à la manœuvre, il les reconnut pour français, et fit le signal de voiles ennemies. Le commodore rappela sur-le-champ ses équipages, et fit toutes ses dispositions pour le combat. Pendant ce temps, l'escadre française doublait la pointe de l'est, et tout-à-coup elle parut à l'entrée de la baie. L'attaque commença sans délai. Les Anglais avaient un vaisseau de 74 canons, quatre autres de force inférieure, trois frégates, et plusieurs bâtimens de la compagnie armés en guerre. Les Français comptaient deux vaisseaux de 74, et trois de 64. Après avoir canonné *l'Isis*, qui se présentait d'abord, ils forcèrent l'entrée du port, passant au milieu de la ligne anglaise, et faisant feu de tribord et de babord. M. de Trémigon, commandant de *l'Annibal*, qui était en tête, s'avança autant que possible avec une rare intrépidité, et jeta l'ancre au milieu des vaisseaux anglais, qui le canonnaient de droite et de gauche. Il fut suivi du *Héros*, monté par le bailli de Suffren

1781. lui-même ; et ensuite de *l'Artésien*, sous les ordres du chevalier de Cardaillac. Les deux autres vaisseaux (*le Vengeur* et *le Sphynx*) ne purent s'approcher que faiblement, et, étant tombés sous le vent, ils portèrent au large, après avoir tiré leurs premières bordées. Deux vaisseaux anglais, *l'Isis* et *le Romney*, ne pouvaient prendre qu'une faible part à l'action; le premier ayant été extrêmement maltraité par le feu des Français, lors de leur entrée dans la baie, le second s'y trouvant enfoncé trop avant.

Le combat se réduisit donc à celui de trois vaisseaux de ligne de part et d'autre; les Français faisaient feu des deux bords, puisqu'ils avaient jeté l'ancre au milieu des Anglais. Mais bientôt, les frégates anglaises et et les bâtimens armés de la compagnie des Indes s'étant ralliés, vinrent renforcer l'escadre du commodore. Après une heure et demie de l'engagement le plus vif, *l'Artésien* ayant perdu son capitaine, et ne pouvant plus soutenir un feu aussi violent, coupa ses câbles et prit le large. Le bailli de Suffren se voyant privé de son arrière-garde, et exposé à être canonné à-la-fois par le travers par l'arrière et par l'avant, prit également le parti de sortir de la baie. La retraite du *Héros*

et de *l'Artésien* laissèrent *l'Annibal* seul en butte 1781.
à tous les coups de l'ennemi. Ce vaisseau souffrit horriblement; il perdit d'abord son mât de misaine, puis son grand mât, et enfin son artimon. Il parvint cependant, avec une peine excessive, à l'entrée de la baie, où il fut pris à la remorque par *le Sphynx*. Il se regréa le mieux qu'il lui fut possible, et rejoignit le reste de l'escadre. Les Anglais auraient voulu suivre les Français et rengager l'action; mais le vent, les courans, l'approche de la nuit et le mauvais état où se trouvait *l'Isis*, ne le leur permirent point.

Tel fut le combat de la Praya, qui donna lieu à plusieurs observations sur la conduite des deux amiraux. On reprocha à l'Anglais d'avoir mouillé imprudemment dans une baie ouverte et sans défense, lorsqu'il n'ignorait pas que l'ennemi devait se trouver dans les mêmes parages. Vainement eût-il allégué qu'il se croyait protégé par la neutralité du lieu, l'île de Saint-Yago appartenant à la couronne de Portugal : il prétendit lui-même, au contraire, que les Français, quand ils croient saisir leur avantage, n'ont point coutume de respecter ces neutralités; accusation qui, fût-elle fondée, n'est pas moins étrange dans la bouche d'un Anglais. Le

1781. commodore Johnstone commit, de plus, des fautes graves, en débarquant une si grande partie de ses équipages, en plaçant ses vaisseaux les plus faibles à l'entrée de la baie, en laissant enfin échapper *l'Annibal*, malgré les avaries considérables qu'il avait reçues. Le bailli de Suffren, disait-on d'un autre côté, ne devait pas chercher à combattre à l'ancre. Toutes les probabilités lui assuraient une victoire complète, si, au lieu de perdre un temps précieux à jeter l'ancre, il se fût porté à l'abordage, ou qu'il eût du moins attaqué sous voiles un ennemi surpris et non préparé au combat.

Dès que l'escadre anglaise se fut regréée, elle mit en mer pour rejoindre les Français; mais les trouvant rangés en ordre de bataille, elle évita un second engagement : la nuit, qui survint, sépara les deux escadres. Le commodore Johnstone rentra dans la baie de Praya. Le bailli de Suffren fit voile au sud, emmenant *l'Annibal* à la remorque, et il alla relâcher à *False-bay,* au cap de Bonne-Espérance. Il y fut rejoint par son convoi, que, pendant son attaque de Praya, il avait laissé au large sous l'escorte de la corvette *la Fortune.* Cette marche fit échouer les projets que pouvaient avoir les Anglais sur le Cap.

Contraints de renoncer à tout espoir de conquête, ils dirigèrent leurs forces contre le commerce de leurs ennemis. Le commodore Johnstone fut averti par ses bâtimens légers que plusieurs vaisseaux de la compagnie hollandaise, très-richement chargés, mouillaient dans la baie de Saldana, non loin du Cap même. Arrivé sur les côtes d'Afrique, servant lui-même de pilote à son escadre au milieu des écueils et des rescifs, marchant rapidement la nuit, se cachant le jour, il manœuvra avec tant d'habileté, qu'il parut à l'improviste devant la baie. Il s'empara de cinq bâtimens des plus précieux; les autres furent la proie des flammes. Après avoir obtenu cet avantage, qui lui épargna du moins le reproche d'avoir entrepris une expédition sans utilité, il détacha une partie de ses forces aux Indes occidentales, sous le général Meadows. Quant à lui, il reprit la route d'Angleterre avec *le Romney*, ses frégates et ses riches captures. 1781.

M. de Suffren, de son côté, ayant jeté une forte garnison au cap de Bonne-Espérance, fit route pour les Indes. Ainsi la guerre, qui embrâsait déjà l'Europe, l'Amérique et l'Afrique, allait redoubler de vivacité sur les rives lointaines du Gange.

1781. Cependant Gibraltar tenait toujours : aux attaques terribles livrées à cette place, avait succédé un calme presque total. Les chaloupes canonnières, seules, profitaient de l'obscurité de la nuit pour inquiéter la garnison. Pour se délivrer de ces attaques sans cesse renaissantes, le gouverneur fit armer ses batteries avancées de pièces de canon et de mortiers d'une grande portée, qui lui avaient été envoyés d'Angleterre, dans l'intention de jeter des bombes et des boulets jusque dans le camp de Saint-Roch. Toutes les fois que les chaloupes canonnières paraissaient devant la ville, les lignes espagnoles étaient en butte au feu le plus violent. Don Mendoza s'étant aperçu que le général Elliot agissait ainsi par représailles du mal que lui faisaient les chaloupes armées, ordonna aux commandans de la flotille de s'abstenir de toute insulte contre la place, et de conserver tranquillement leur station d'Algésiras. Il leur enjoignit seulement de mettre la plus grande vigilance à ne point laisser entrer d'approvisionnemens dans la ville.

Les Espagnols travaillaient toujours avec une constance infatigable à perfectionner leurs tranchées. Ils les avaient conduites jus-

qu'au pied du rocher, de manière que la cir- 1781.
convallation s'étendait de droite à gauche sur toute la largeur de l'isthme, qui joint ce rocher même avec la terre ferme. Ils avaient creusé sur leur gauche le boyau de communication entre la circonvallation extérieure et les parallèles. Le général Elliot, plein de sécurité sur la cime du roc qu'il défendait, ne voulait pas prodiguer inutilement ses munitions, et il ne troublait point les travailleurs. Mais quand il vit que leurs ouvrages étaient terminés, il résolut de les détruire par le coup de main le plus imprévu et le plus vigoureux.

Le général Elliot détruit les ouvrages des Espagnols.

Le 27 novembre, vers le milieu de la nuit, il déboucha de la place à la tête de trois brigades d'infanterie, commandées par le général Ross. Ces troupes étaient suivies d'un grand nombre de pionniers, sapeurs et artificiers. La sortie eut lieu dans l'ordre et le silence convenables. Les Anglais parurent tout-à-coup devant les gardes avancées, qu'ils culbutèrent en peu d'instans. Ils se virent maîtres de la première parallèle, et ils commencèrent à tout détruire. Les artificiers, munis de matières combustibles, mirent le feu à tout ce qui était susceptible d'être brûlé. Les affûts des canons furent brisés, et les

1781. pièces ainsi que les mortiers encloués avec une étonnante promptitude. Les premiers arrachèrent les plate-formes et les traverses, et rasèrent les épaulemens jusqu'au niveau du sol. Tous les magasins devinrent l'un après l'autre la proie des flammes. Une seule demi-heure vit anéantir des ouvrages qui avaient coûté tant de peines et de dépenses. Les Espagnols, soit qu'ils fussent consternés par cette catastrophe soudaine, soit qu'ils crussent l'ennemi beaucoup plus fort qu'il n'était, n'osèrent sortir de leur camp pour les repousser. Ils se contentèrent de tirer continuellement, quoique sans aucun effet, à boulets et à mitraille. Les Anglais, après avoir totalement accompli leurs projets, rentrèrent sains et saufs dans la place.

Les Espagnols se plaignent des Français.

C'est à la même époque, au reste, que fut conçu un projet dont l'exécution devait porter un coup sensible à la puissance de la Grande-Bretagne, dans la Méditerranée. Les Espagnols se montraient peu contens de la France; ils se croyaient en droit de lui reprocher de n'avoir songé jusqu'alors qu'à ses intérêts particuliers, au préjudice de ses alliés. Ils se plaignaient sur-tout, avec aigreur, de ce qu'elle n'avait nullement coopéré aux expéditions de la Jamaïque et de Gibraltar,

comme si elle eût regardé d'un œil jaloux le 1781.
triomphe des armes de l'Espagne dans les mers d'Amérique et sur le continent européen. Le ravitaillement de Gibraltar, opéré par les Anglais de vive force, sans que les Français eussent fait aucun mouvement pour s'y opposer, et le désespoir qu'éprouvaient les Espagnols de s'être consumés en vains efforts pour réduire cette place, avaient prodigieusement accru leur mécontentement, et l'avaient fait dégénérer en querelle ouverte. Les peuples de l'Espagne murmuraient hautement; la cour était l'objet des censures les plus amères. On osait l'accuser de n'avoir entrepris cette guerre que pour servir les desseins ambitieux de la France, et nullement pour les intérêts de la nation espagnole : on la nommait une guerre de cour et de famille.

Stimulée par ces plaintes importunes, et considérant d'ailleurs qu'abaisser la puissance britannique de quelque manière que ce fût, c'était accroître la sienne, la France prit la résolution de donner les mains à quelque entreprise dont l'Espagne pût recueillir le fruit immédiatement. Une expédition contre la Jamaïque devant nécessairement entraîner de longs délais, et une nouvelle attaque de

1781. Gibraltar ne promettant que des succès incertains, l'attention se porta vers une autre opération, dont la réussite paraissait d'autant plus probable que les Anglais étaient loin de la prévoir : c'était la conquête de l'île de Minorque.

Attaque de l'île de Minorque.

Si la France avait des motifs pour la désirer vivement, elle devait avoir plus de prix encore pour les Espagnols. Minorque est située si favorablement pour la course maritime, qu'elle était devenue le repaire habituel d'une multitude de corsaires. Leur audace ne se bornait pas à infester les mers et à troubler la navigation et le commerce des Espagnols et des Français, ils enlevaient même les vaisseaux neutres qui trafiquaient avec ces deux nations : cette île servait en outre de place d'armes aux Anglais. Ils y déposaient les munitions de guerre et de bouche qu'ils tiraient des côtes voisines d'Afrique, soit pour l'approvisionnement de leurs vaisseaux, soit pour la consommation de Gibraltar.

Les facilités qu'offrait cette expédition, étaient un surcroît de motifs de l'entreprendre. En effet, quelqu'imposant que fût le fort Saint-Philippe par sa position et ses ouvrages, la garnison chargée de le défendre

était loin de répondre à son importance; elle 1781.
ne consistait qu'en quatre régimens, tant anglais que hanovriens, dont la totalité ne s'élevait pas à plus de deux mille hommes. Malgré la salubrité de l'air et l'abondance des vivres frais, ces troupes étaient infectées du scorbut. Elles étaient commandées par les généraux Murray et Draper.

En conséquence du plan concerté entre les cours de Versailles et de Madrid, le comte de Guichen sortit de Brest, vers la fin du mois de juin, avec dix-huit vaisseaux de ligne, et alla rejoindre dans le port de Cadix la flotte espagnole qui l'y attendait. Il avait sous lui deux officiers-généraux très-distingués, MM. de la Motte-Piquet et de Beausset. La flotte espagnole, commandée par don Louis de Cordova, et par les deux vice-amiraux, don Gaston et don Vincent Droz, était composée de trente vaisseaux de ligne. Un corps de dix mille hommes de troupes d'élite fut embarqué aussitôt à bord de cette flotte. Elle mit à la voile le 22 juillet, et, après avoir été contrariée par les vents, elle parut à la vue de Minorque le 20 août. Le débarquement s'opéra dans la baie de Mosquite. L'île entière fut occupée sans coup férir, y compris même la ville de Mahon, sa

1781. capitale. La garnison, trop faible pour défendre tous ces postes, les avait évacués pour se jeter dans le fort Saint-Philippe. Peu après, arrivèrent de Toulon quatre régimens français, sous la conduite du baron de Falkenhayn. Les deux cours alliées avaient confié le commandement général de toutes les forces employées à cette expédition, au duc de Crillon, distingué par ses connaissances militaires et son courage. Né Français, il était passé depuis au service d'Espagne, et, en cette qualité, il paraissait plus propre qu'aucun autre à réunir le choix des deux puissances.

Mais le siége du fort Saint-Philippe présentait des difficultés presqu'insurmontables.

Description du fort St.-Philippe.

Les ouvrages sont taillés dans le roc vif, et minés dans toutes leurs parties. Le glacis et le chemin couvert, également taillés dans le roc, sont minés, contre-minés, palissadés et garnis de batteries qui en défendent les approches. Autour du fossé, qui a vingt pieds de profondeur, règne une galerie couverte et à créneaux, qui offre un abri sûr à la garnison. Des communications souterraines sont pratiquées entre les ouvrages extérieurs et le corps de la place. Dans cette espèce de labyrinthe sont creusés des puits à bascule, et

des meurtrières y plongent de toutes parts. 1781.
Le château, entouré d'un chemin couvert contre-miné, est défendu non-seulement par des contre-gardes et des demi-lunes, mais encore par un mur haut de soixante pieds, et un fossé de trente-six pieds de profondeur. Enfin le Pâté, qui est une tour carrée flanquée de quatre oreillons, présente des murailles hautes de quatre-vingts pieds, et un fossé profond de quarante, et creusé dans le roc. On y a pratiqué pareillement une galerie et des logemens. Au milieu est une esplanade propre au rassemblement de la garnison. On a construit, à l'entour, des quartiers pour les soldats, et des magasins pour les munitions; les uns et les autres à l'épreuve de la bombe, et tous taillés dans le roc même. Pour ajouter à leur sûreté, les Anglais avaient rasé totalement la ville de Saint-Philippe.

Les alliés en font le siége.

Les alliés firent avec précaution les approches de la forteresse. Sa position élevée, dominant tout le pays adjacent, ce ne fut pas en creusant des tranchées, mais en apportant des terres, qu'ils formèrent leurs parallèles. Ils élevèrent un mur d'environ cent dix toises de longueur, haut de cinq pieds, et épais de six. Cette construction difficile fut

1781. achevée sans que les assiégés éprouvassent aucune perte. Le gouverneur Murray ne tenta point une seule sortie, soit à cause de la faiblesse de sa garnison, soit par excès de confiance dans la force de la place. Il se contenta d'entretenir un feu de canons et de mortiers qui ne produisit point d'effet. Les parallèles étant terminées, le duc de Crillon démasqua ses batteries. Il foudroya la forteresse avec cent onze pièces de vingt-quatre, et trente-trois mortiers de treize pouces de diamètre.

Les flottes combinées se montrent sur les côtes d'Angleterre

Pendant le siége du fort Saint-Philippe, les flottes combinées de France et d'Espagne, fortes de près de cinquante vaisseaux de ligne, aux ordres du comte de Guichen, se portaient sur les côtes d'Angleterre. L'intention de l'amiral français était de marcher à la rencontre de l'armée navale britannique, et de lui livrer combat. La grande infériorité des Anglais rendait leur défaite presque inévitable. Le comte de Guichen se proposait en outre, par ce mouvement, d'empêcher l'ennemi de faire passer des secours d'Angleterre à Minorque. Il se flattait même d'intercepter et d'enlever les convois des deux Indes, qui étaient en route pour se rendre dans les ports de la Grande-Bretagne. Il portait également ses vues sur un autre convoi

qui était rassemblé dans le port de Cork, en Irlande, où il attendait le moment de faire voile pour les Indes orientales et occidentales. Peut-être même l'amiral français calculait-il que l'apparition inattendue d'une flotte aussi formidable sur les côtes des îles britanniques, pouvait lui fournir l'occasion d'y frapper un coup de la plus haute importance. Il se hâta, en conséquence, d'occuper les bouches du détroit dans toute leur largeur, en étendant sa ligne depuis l'île d'Ouessant jusqu'au Cap-Scilly. L'amiral Darby était alors en mer avec vingt-un vaisseaux de haut-bord, faisant route au-devant de son convoi. Il eut le bonheur de rencontrer un bâtiment neutre, qui l'informa de l'approche des escadres combinées. Sans cet avis, il tombait inévitablement au milieu de forces tellement supérieures, qu'il pouvait à peine conserver quelque espoir de salut. Il cingla sur-le-champ, à toutes voiles, vers Torbay. 1781.

Il y fut bientôt rejoint par plusieurs vaisseaux du premier rang, et il en compta trente alors sous ses ordres. Il forma son ordre de bataille, en demi-cercle, dans la baie même, quoiqu'elle soit ouverte et peu susceptible de défense. Ces dispositions lui parurent

1781. néanmoins suffisantes pour repousser l'ennemi, s'il se présentait. Mais le péril était réellement extrême : il menaçait à-la-fois et la flotte et les villes maritimes. Aucune n'était plus exposée que Cork, place non fortifiée, et renfermant d'immenses magasins de toute espèce. L'Angleterre était en proie aux plus vives alarmes.

L'armée navale de France et d'Espagne parut enfin à la vue de Torbay. Le comte de Guichen assembla aussitôt le conseil de guerre, pour délibérer sur le parti qu'il convenait de prendre dans les circonstances. Son avis personnel était d'attaquer de vive force la flotte anglaise. Il exposa qu'elle se trouvait, pour ainsi dire, comme prise dans un filet, et qu'il ne se présenterait jamais une occasion plus propice d'arracher à la Grande-Bretagne l'empire des mers. Il représenta qu'on ne pouvait la laisser échapper sans se couvrir de honte, sans se préparer d'éternels regrets. Il fit voir que l'ennemi, hors d'état de manœuvrer, deviendrait infailliblement la proie des nombreux brûlots que la flotte combinée ferait agir contre lui. Il déclara enfin, que l'honneur des armes des deux rois alliés était attaché au sort de cette expédition. Don Vincent Droz se rangea non

seulement de l'avis de l'amiral, il s'offrit 1781.
même à diriger l'attaque à la tête de l'avant-garde. Mais un des chefs d'escadre de l'armée, M. de Bausset, marin d'une grande réputation, manifesta une opinion contraire. Il soutint qu'en attaquant l'ennemi dans la position qu'il occupait, le comte de Guichen se privait d'un avantage important, celui du nombre supérieur de ses vaisseaux; qu'il était impossible de se former en ordre de bataille; que l'on ne pouvait engager l'action qu'en colonne et vaisseau par vaisseau; que c'était conséquemment les exposer tous à être criblés par le feu rasant et croisé des Anglais avant qu'ils eussent pu prendre leur rang. Il termina son discours, en observant que puisqu'une attaque de vive force était impraticable, il fallait s'occuper uniquement d'une expédition qui, moins brillante, était néanmoins aussi d'une haute importance, la prise du convoi des Indes occidentales, qui ne devait plus être éloignée des parages d'Europe.

Don Louis de Cordova et tous les officiers de la marine espagnole, à l'exception de Don Vincent Droz, adoptèrent le sentiment de M. de Bausset. Le plan d'attaque fut donc rejeté à la majorité des voix. Mais si les alliés

1781. ne voulurent ou ne surent point profiter de l'occasion que leur offrait la fortune, elle sembla s'en venger en faisant avorter les projets auxquels ils avaient donné la préférence. Des maladies contagieuses se manifestèrent à bord de leur flotte, et particulièrement à bord des vaisseaux espagnols. Les coups de vent qui se succédèrent peu après obligèrent les deux amiraux de songer à leur salut. Le comte de Guichen rentra à Brest, et Don Louis de Cordova à Cadix. Les convois anglais gagnèrent leurs ports sans obstacles. Cette seconde apparition des alliés sur les côtes d'Angleterre n'eut donc point plus de résultat que la première. Son seul fruit fut d'intercepter les secours destinés pour Minorque.

Rentrée de la flotte combinée.

Combat sanglant entre les Anglais et les Hollandais.

Mais si cette campagne entre la France, l'Espagne et l'Angleterre se passa, dans les mers d'Europe, sans une grande effusion de sang, et presqu'entièrement en démonstrations à-peu-près inutiles, elle fut, du moins, remarquable par l'animosité réciproque que firent éclater les Anglais et les Hollandais. Elle rappela ces batailles acharnées et sanglantes, qui avaient porté si haut la gloire de ces deux nations dans le dix-septième siècle. Les Hollandais faisaient un commerce

très-avantageux de leurs denrées coloniales 1781.
dans la mer Baltique. Devenus, en quelque sorte, les facteurs généraux des peuples du nord et du midi de l'Europe, leurs bénéfices étaient immenses. Ils étaient attirés, d'ailleurs, dans les contrées septentrionales, par la nécessité de s'y approvisionner de tous les objets relatifs aux constructions navales. Ce soin les occupait plus fortement encore, depuis leur rupture avec la Grande-Bretagne. Ils sentaient l'importance d'équiper une marine qui fût en état de soutenir l'honneur du pavillon de la république, et de défendre ses possessions et son commerce. Leurs arsenaux étaient loin, cependant, d'être fournis de toutes les munitions exigées par les circonstances. Les Anglais reconnurent de quel intérêt il était pour eux de mettre obstacle aux approvisionnemens de leurs ennemis. C'est dans cette vue que, dès le mois de juin, ils mirent en mer quatre vaisseaux de ligne et un de 50 canons, sous le commandement de l'amiral Hyde-Parker, marin très-expérimenté, et père de celui qui servait alors sur les côtes d'Amérique. Ses instructions lui enjoignaient de courir les mers du nord, d'y faire tout le mal possible au commerce hollandais; et, à son retour, de prendre sous

1781. son escorte, un riche convoi qui était rassemblé dans le port d'Elseneur. L'amiral Hyde-Parker remplit parfaitement sa mission; et déjà il était repassé, avec le convoi, de la Baltique dans la mer du Nord. Depuis son départ de Portsmouth il avait été rejoint par d'autres bâtimens, tels que *le Berwick*, de 74 canons, *le Dauphin*, frégate de 44, et quelques voiles de rang inférieur; de sorte que son escadre était composée de six vaisseaux de ligne, abstraction faite du reste.

Les Hollandais, pendant ce temps, n'avaient point négligé leurs préparatifs. Ils étaient parvenus à équiper une escadre de six vaisseaux de haut-bord, avec quelques frégates ou corvettes. Ils en avaient donné le commandement au contre-amiral Zoutman. Il fit voile, vers la mi-juillet, avec un convoi de bâtimens marchands qu'il devait escorter jusque dans la Baltique. L'escadre hollandaise fut rejointe, à cette époque, par une forte frégate américaine, nommée *la Charles-Town*; et, le 5 août, elle rencontra l'amiral Hyde-Parker sur le Doggers-Bank. L'escadre anglaise était au vent: à la vue des forces imposantes de l'ennemi, elle se sépara de son convoi, qu'elle laissa filer sous

l'escorte des frégates, et elle se porta sur les Hollandais. Ceux-ci, dès qu'ils découvrirent les Anglais, renvoyèrent pareillement leur convoi sur leurs derrières, et se préparèrent au combat. Ils paraissaient le désirer avec non moins d'ardeur que leurs adversaires. L'ordre de bataille des Anglais était composé de sept vaisseaux, dont un de 80 canons, mais vieux et en mauvais état, deux de 74 excellens, un de 64, un de 60, un de 50, et enfin une frégate de 44. La ligne des Hollandais se formait également de sept vaisseaux, parmi lesquels on en comptait un de 76, deux de 68, trois de 54, et une frégate de 44. Les bâtimens légers se tenaient en deçà de la ligne, prêts à porter du secours par-tout où il en serait besoin. Les Anglais arrivèrent à pleines voiles et vent arrière sur les Hollandais, qui les attendirent sans faire de mouvement. Un profond silence, signe ordinaire de la résolution et de l'opiniâtreté, régnait à bord de l'une et l'autre flotte. On n'entendait d'autre bruit que le cri des poulies, le sifflement des vents et le brisement des vagues. Les soldats étaient rangés sur le pont, les canonniers près de leurs pièces, attendant le signal de commencer le feu. Il ne fut donné que lorsque les escadres furent 1781.

1781. à la demi-portée du mousquet. Les deux vaisseaux amiraux, c'est-à-dire, *la Fortitude*, que montait Hyde-Parker, et *l'Amiral Ruyter*, sur lequel était Zoutman, s'attaquèrent bord à bord avec une extrême impétuosité. Les autres bâtimens les imitèrent, et bientôt l'action devint générale.

Les Hollandais avaient l'avantage du calibre de l'artillerie, et de l'échantillon des frégates, principalement du *Charles-Town*. Elles se portaient rapidement sur toute la ligne, prenant en flanc les vaisseaux de l'ennemi. Les Anglais l'emportaient, au contraire, par l'agilité des manœuvres et un feu mieux nourri. Pendant près de quatre heures, le combat se maintint avec une ardeur égale et un succès balancé. Les Hollandais ne pliaient sur aucun point de leur ligne, et les Anglais redoublaient d'efforts pour arracher une victoire à laquelle ils ne croyaient pouvoir renoncer sans honte. Mais il fallut que la rage des hommes cédât à la force des élémens. De part et d'autre, les vaisseaux étaient si horriblement maltraités, qu'ils ne pouvaient plus gouverner. Ils flottaient sur l'eau, comme des carcasses, au gré du vent, et leur distance relative devint enfin si grande qu'il était impossible de rengager l'action. Les Anglais reçurent des ava

ries considérables dans leurs mâtures et leurs agrès. 1781.

Après être resté en panne quelques instans pour repasser des manœuvres, Hyde-Parker tâcha de reformer sa ligne pour engager de nouveau Zoutman, s'il ne s'y refusait point. Il tenta de le suivre, quand il le vit prendre la route du Texel. Mais tous ses efforts furent vains. Les vaisseaux hollandais n'étaient cependant point en meilleur état. Pendant le trajet qu'ils avaient encore à faire, leurs mâts tombaient successivement; les voies d'eau étaient si considérables, que le travail des pompes devenait superflu : tous les capitaines tour-à-tour faisaient à leur amiral des signaux de détresse. *La Hollande*, de 68 pièces de canon, coula bas à trente lieues du Texel : l'équipage n'eut que le temps de se sauver, et, dans sa précipitation, il abandonna les malheureux blessés à une mort certaine. Les frégates furent obligées de prendre les autres vaisseaux à la remorque pour les aider à gagner le port.

La perte des Anglais, en tués et blessés, s'éleva à quatre cent cinquante hommes, parmi lesquels on comptait plusieurs officiers distingués. Au nombre des premiers se trouvait le capitaine Macartney, qui com-

1781. mandait *la Princesse Amélie*, de 80 canons. La valeur qu'il déploya dans le combat honora ses derniers momens; mais elle était moins étonnante encore que l'intrépidité de son jeune fils. Cet enfant, âgé de sept ans, resta constamment à côté de son père au plus fort de l'action : infortuné, mais héroïque témoin du coup qui le ravit à sa tendresse. Lord Sandwich, premier lord de l'amirauté, sachant que le capitaine Macartney avait laissé une famille nombreuse et peu de fortune, adopta ce courageux enfant.

L'on prodigua des louanges unanimes, en Angleterre, à tous les marins qui avaient combattu à Doggers-Bank. Le roi Georges III, lui-même, dès qu'il sut que l'amiral Hyde-Parker était rentré à Nore, alla lui rendre visite à bord de son vaisseau, et lui témoigna, ainsi qu'à tous ses officiers, sa haute estime pour leur vaillante conduite dans cette sanglante journée. Mais le vieux marin, irrité contre l'amirauté qui, en lui donnant des forces si bornées, lui avait enlevé l'occasion de se signaler par une grande victoire, dit au roi, avec la brusque franchise de sa profession, qu'il lui souhaitait de plus jeunes officiers et de meilleurs vaisseaux; que quant à lui, il était trop âgé pour pouvoir servir

plus long-temps. Malgré les sollicitations du prince, des courtisans et des ministres, il persista dans sa résolution, et il donna sur-le-champ sa démission. 1781.

Le gouvernement et le public ne se montrèrent pas moins empressés, en Hollande, à reconnaître les services des officiers et soldats, qui, dans le combat du 5 août, avaient soutenu l'antique honneur du pavillon de la république. Le stathouder, au nom des Etats-généraux, adressa des remercîmens solennels au contre-amiral Zoutman, en lui annonçant sa promotion à un grade supérieur. Les capitaines Dedel, Van Braam et Kingsbergen, furent nommés contre-amiraux. Le même honneur et des regrets particuliers furent accordés au comte de Bentinck, que l'on débarqua blessé à mort. Il avait déployé autant d'habileté que de bravoure dans le commandement du *Batave*. La perte des Hollandais, en tués et blessés, fut plus grande que celle des Anglais. Ce combat naval de Doggers-Bank passe pour l'action de toute cette guerre, où l'on montra de part et d'autre le plus d'acharnement. Il serait impossible de décider à qui en demeura l'avantage; mais il est certain que les Hollandais, ayant été contraints de rentrer dans leurs ports pour se

1781. réparer, se virent dans la nécessité de renoncer au projet de se porter dans les mers du nord. Ce contre-temps n'empêcha point cependant la nation de se livrer à de nouvelles espérances : le glorieux souvenir des temps passés revivait dans tous les cœurs.

Projets des Français.

Dès que le comte de Guichen fut rentré à Brest, le gouvernement français s'occupa d'opérations ultérieures. Il ne se dissimulait pas que le comte de Grasse, qui commandait la flotte des Antilles, ne pouvait tarder à ressentir le besoin d'approvisionnemens et de renforts, tant en troupes qu'en vaisseaux. Les munitions navales sont extrêmement rares dans ces parages, et la nature du climat et des eaux y est singulièrement préjudiciable aux vaisseaux, qui s'y détruisent avec une rapidité effrayante. Les forces qui y avaient été envoyées, dans cette campagne et dans la précédente, devaient paraître suffisantes pour exécuter les projets formés contre le continent d'Amérique, et contre les îles anglaises les plus faibles. Mais pour tenter l'expédition de la Jamaïque, à laquelle l'Espagne ne cessait de stimuler son alliée, il fallait recourir à des armemens plus formidables, tant par terre que par mer. La cour de Versailles n'ignorait cependant point que

la situation des affaires dans les Indes orientales exigeait l'envoi de nouvelles forces, et que le manque d'armes et de munitions s'y faisait vivement sentir. Des ordres furent donnés, en conséquence, pour préparer à Brest, le plus promptement possible, un convoi chargé de tous les objets nécessaires. On y joignit des renforts de troupes, et l'armement se pressait avec une activité extraordinaire. Aussitôt qu'il fut terminé, le comte de Guichen mit en mer à la tête de la grande flotte, et le marquis de Vaudreuil avec une escadre particulière. Les convois destinés pour les deux Indes sortirent sous leur protection. 1781.

Après les avoir escortés au large, et les avoir mis dans leur route, hors de la portée des flottes en observation dans les ports d'Angleterre, le comte de Guichen devait se diriger au sud, pour aller se joindre à l'escadre espagnole dans le port de Cadix. Leur action combinée avait pour but d'intercepter les secours que les Anglais auraient pu envoyer à Minorque. Quant au marquis de Vaudreuil, sa destination était de conduire les renforts de troupes aux Antilles, et de s'y réunir au comte de Grasse, qui se disposait, de concert avec les Espagnols, à l'attaque de la

1781. Jamaïque. Depuis long-temps, les ports de France n'avaient vu sortir des convois aussi nombreux et aussi richement chargés d'approvisionnemens de tout genre. On eut bientôt avis en Angleterre de ces immenses apprêts; mais ce qu'on aura peine à comprendre, les ministres ne furent pas instruits de la force des escadres redoutables qui devaient escorter les transports. Ils se bornèrent, en conséquence, à donner l'ordre à l'amiral Kempenfeld de mettre en mer avec douze vaisseaux de ligne, un de 50 canons et quatre frégates, pour intercepter les convois français. Mais le comte de Guichen avait dix-neuf vaisseaux de haut-bord; et Kempenfeld, au lieu de prendre, courait risque d'être pris.

Les Anglais s'emparent d'un gros convoi français.

En dépit de toutes les probabilités, le hasard fit ce que la prudence humaine n'aurait pu faire. Le 12 décembre, le temps étant brumeux et la mer houleuse, l'amiral anglais rencontra un convoi français. Il avait le bonheur d'être au vent de la flotte d'escorte qui, par cette raison, ne pouvait agir. L'Anglais saisit habilement une occasion aussi favorable; il s'empara de vingt bâtimens, en coula quelques-uns à fond, et dispersa les autres. Il en aurait pris davantage si le temps eût été plus clair, la mer plus tranquille, et

s'il avait eu un plus grand nombre de frégates. 1781.
La nuit survint; les deux amiraux avaient rallié leurs vaisseaux. Kempenfeld marcha de conserve toute la nuit, dans la résolution de livrer le combat à l'ennemi au point du jour. Il ignorait toutefois quelle était sa force. Ce ne fut qu'au matin qu'il la découvrit sous le vent; mais le voyant si supérieur à lui, il changea de projet. Ne voulant point perdre par imprudence ce qu'il devait à son habileté ou à la fortune, il se dirigea vers les ports d'Angleterre, où il rentra avec toutes ses prises. Le nombre de ses prisonniers montait à onze cents hommes de troupes de terre, et à six ou sept cents matelots. Les transports se trouvèrent chargés d'une quantité considérable de canons, d'armes et de munitions de guerre. Les approvisionnemens en vivres, comme vin, huile, eau-de-vie, farine, biscuit, salaisons, n'étaient pas en moindre abondance.

Mais cette perte n'était encore que le commencement des désastres de la flotte française. Elle fut assaillie, dès le lendemain, par une horrible tempête, accompagnée d'un tonnerre continuel et d'un vent violent de sud-ouest. La plupart des vaisseaux furent obligés de rentrer à Brest dans l'état le plus

1781. déplorable. Il n'y eut que les deux vaisseaux de ligne, *le Triomphant* et *le Brave*, et cinq à six transports, qui purent continuer leur route. Cet évènement eut les suites les plus affligeantes pour la France : elle eut non-seulement à regretter des armemens et des munitions d'une valeur inestimable, mais encore le temps précieux que consuma la réparation des vaisseaux de guerre. Six semaines entières s'écoulèrent, avant qu'il leur fût possible de faire voile de nouveau pour les Antilles. Ce délai, comme nous le verrons, fut extrêmement préjudiciable aux armes françaises dans ces parages.

Le comte de Grasse arrive aux Antilles avec une puissante flotte.

Pendant que la guerre se poursuivait ainsi en Europe avec un succès varié, le comte de Grasse cinglait heureusement vers la Martinique. Pour y arriver plutôt, il faisait remorquer ses transports par ses vaisseaux de guerre. Sa diligence fut telle qu'il parut en vue de cette île avec cent cinquante voiles, trente jours seulement après son départ de Brest. L'amiral Rodney fut promptement informé de l'approche de l'amiral français. Il était loin de se dissimuler, combien il lui importait d'empêcher la jonction de cette nouvelle flotte avec les escadres qui se trouvaient déjà dans les ports de la Martinique et de

Saint-Domingue. Le comte de Grasse ame- 1781.
nait avec lui vingt vaisseaux de ligne, et un
de cinquante canons; et sept ou huit autres
l'attendaient dans les mouillages susdits. Rod-
ney n'avait que vingt vaisseaux de ligne. Il est
vrai que Hyde-Parker en avait quatre autres
à la Jamaïque. Mais, outre que ceux-ci étaient
estimés nécessaires à la défense de l'île, ils
se trouvaient sous le vent de la grande flotte,
et par conséquent presque dans l'impossibi-
lité de se rallier à elle. D'après ces considé-
rations, Rodney envoya les deux vice-ami-
raux Samuel Hood et Drake, croiser avec
dix-sept vaisseaux devant l'entrée du fort
royal de la Martinique, qu'il savait être le but
où tendait le comte de Grasse. Il est assez
difficile d'expliquer par quels motifs l'amiral
anglais prit la résolution d'établir cette croi-
sière sous le fort royal : sa flotte y était ex-
posée à tomber sous le vent, et à se voir
contrainte de laisser passer librement l'ar-
mée française entre la terre et elle-même,
pour entrer dans le port. Une station plus
au vent, près la pointe des salines, semblait
propre à parer à ces inconvéniens. On pré-
tendit dans le temps que Hood, qui était un
marin très-expérimenté, avait fait des re-
montrances sur ces dispositions; mais que

1781. Rodney, dont le caractère était opiniâtre lui avait intimé l'ordre d'obéir ponctuelle-ment.

L'évènement ne tarda pas à démontrer qu la station de la pointe des Salines eût été plu convenable que celle du fort-royal. Le 2 avril, au soir, le comte de Grasse parut à hauteur de cette pointe, avec le déploiemen de forces le plus imposant. L'amiral Hoo fut aussitôt averti par ses frégates de l'ap proche des Français. Il forma promptemen son ordre de bataille, et fit signal de port sur l'ennemi. Son intention était de s'élev au vent, afin de serrer de plus près ensui les côtes de la Martinique, et d'intercept aux Français le passage entre ses vaisseaux la terre. La nuit survint pendant cette m nœuvre. Au point du jour les Anglais déco vrirent la flotte du comte de Grasse, ra geant la côte dans le meilleur ordre. S convoi de transports filait derrière la li de vaisseaux de guerre qu'il présentait à l'e nemi. Toute son attention se dirigeait à do bler le Cap-Diamant, passé lequel rien pouvait plus s'opposer à son entrée dans port. Les Anglais étant sous le vent, ne rent empêcher que les quatre vaisseaux ligne et celui de 50 canons, mouillés au Fo

Royal, ne missent au large pour se rallier à la grande flotte. Cette jonction porta les forces du comte de Grasse à vingt-six vaisseaux de haut bord : elle lui donna une supériorité absolue sur l'amiral Hood, quoique celui-ci fût joint dans ce moment même par un vaisseau de 74, qui arrivait de Sainte-Lucie. Cependant, les Anglais se persuadant qu'une partie des bâtimens français n'était armée qu'en flûte, reprirent confiance et portèrent de nouveau sur leurs adversaires. Le comte de Grasse, attentif à sauver son convoi, et se reposant sur sa force, ne cherchait ni n'évitait un engagement. 1781.

Action entre le comte de Grasse et l'amiral Hood.

Dès que les Anglais furent à portée du canon des Français, le feu commença de part et d'autre. Il se soutint ainsi pendant trois heures, et à une grande distance. Les Anglais souffrirent néanmoins beaucoup de cette canonnade, et les Français fort peu (2). Pendant l'action, le convoi entra dans la baie de Port-Royal. Débarrassés de ce soin, les Français s'avancèrent pour serrer l'ennemi de plus près. Les Anglais, au contraire, commencèrent à s'éloigner, quoiqu'en bon ordre. Leurs vaisseaux doublés en cuivre avaient une telle supériorité de marche, qu'il devint impossible au comte de Grasse de les atteindre.

1781. D'ailleurs, l'arrière-garde française n'ayant point assez forcé de voiles, il se forma entre elle et le corps de bataille, un intervalle dont il s'en fallut peu que Hood ne profitât pour couper la ligne. Le comte de Grasse s'en aperçut à temps et remplit ce vide dangereux. Il donna chasse aux Anglais pendant deux jours, et revint mouiller ensuite au Fort-Royal. L'amiral Hood avait gagné Antigoa : ses vaisseaux *le Centaure*, *le Russel*, *le Torbay* et *l'Intrépide*, furent très-maltraités dans cet engagement.

L'amiral Rodney était encore à Saint-Eustache, très-occupé de la vente de l'immense butin qu'il avait fait, lorsqu'il apprit que le comte de Grasse, après avoir obtenu un avantage sur Samuel Hood, était entré heureusement au Fort-Royal. Il sentit qu'il était temps de songer à autre chose qu'à ses intérêts mercantiles, et que l'emploi de toutes ses forces lui devenait nécessaire s'il voulait se maintenir aux Antilles. Il ordonna, en conséquence, les dispositions les plus promptes, et se hâta d'aller rejoindre l'amiral Hood à Antigoa, avec trois vaisseaux et un corps de troupes de terre. Son projet était de remettre aussitôt en mer pour s'opposer au plan de l'ennemi, qui, non content de se

Rodney se dispose à contrarier les desseins des Français.

premiers succès, paraissait en méditer de plus considérables. Les Français, en effet, ne perdirent point de temps; il leur importait de tirer parti des avantages qu'ils venaient de s'assurer. Après avoir tenté, quoique sans résultat, un coup de main sur Sainte-Lucie, ils se portèrent rapidement à l'attaque de l'île de Tabago. 1781.

M. de Blanchelande y débarqu[illegible]nier à la tête de quinze cents hommes. Il s'empara de Scarborough et du fort qui le défendait. Le général Fergusson, gouverneur de l'île, n'avait guère plus de quatre cents hommes de troupes réglées; mais ils étaient soutenus par une excellente milice plus nombreuse et très-attachée à l'Angleterre. Ces sentimens étaient en général ceux de tous les colons. Le gouverneur se trouvant trop faible pour défendre les côtes, se retira dans l'intérieur de l'île, sur le morne Concord. De cette hauteur, il découvrait la mer à droite et à gauche, avantage important pour être promptement instruit de l'approche des secours. Le marquis de Bouillé ne tarda pas à débarquer avec un renfort de trois mille hommes. Il fit sa jonction avec M. de Blanchelande, au pied du morne, qui fut alors cerné sur tous les points.

Les Français attaquent l'île de Tabago.

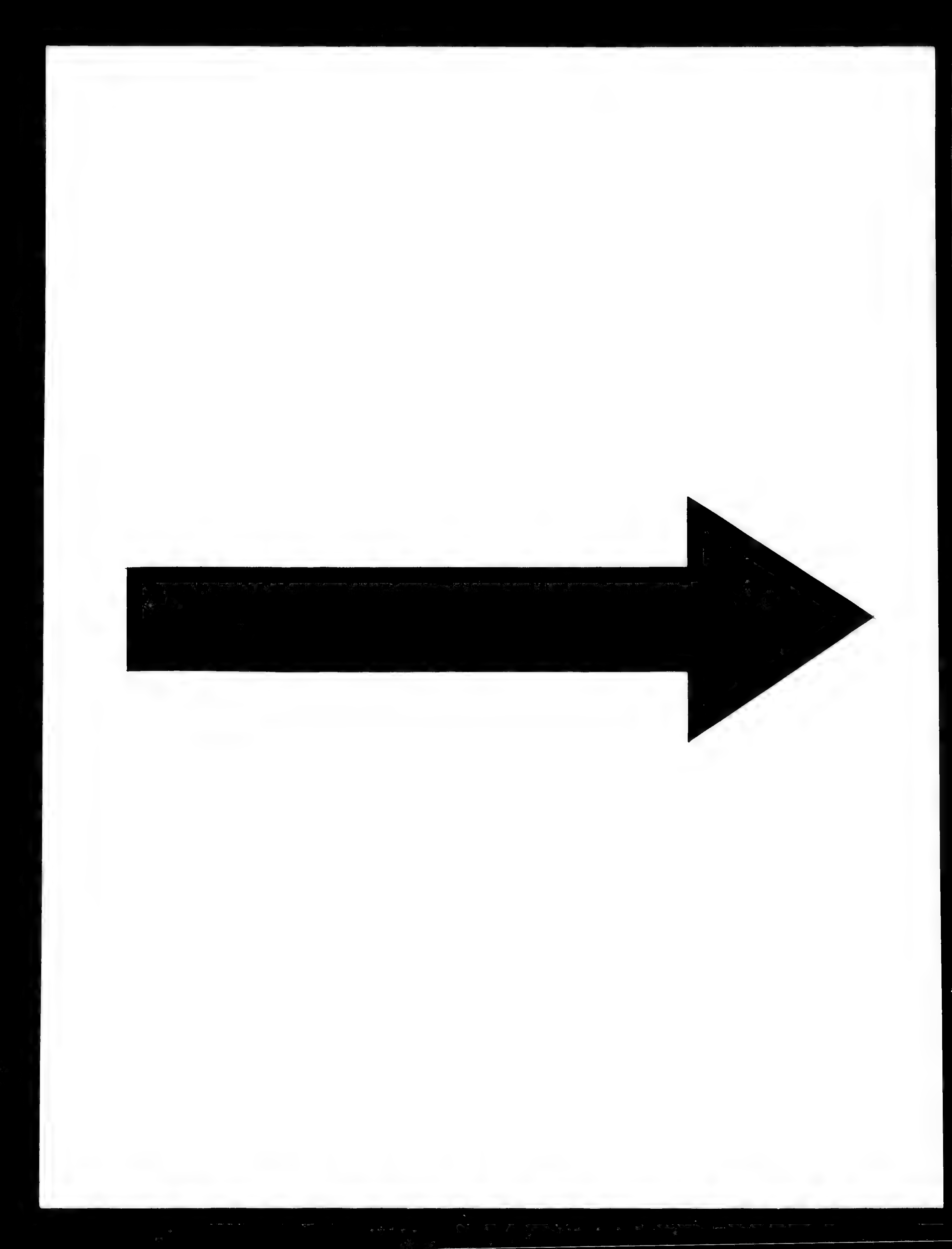
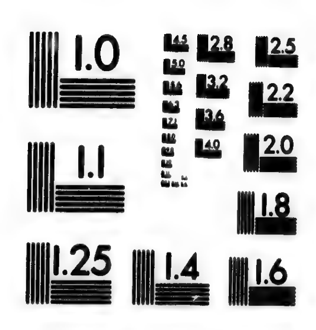


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



1781. Bientôt le comte de Grasse parut lui-même en vue de l'île, avec vingt-quatre vaisseaux de ligne, pour empêcher qu'elle ne fût secourue. Le général Fergusson, dès qu'il s'était vu attaquer, avait envoyé prévenir l'amiral Rodney de sa position, en lui demandant une prompte assistance. Rodney s'était déjà rendu d'Antigoa à la Barbade. Croyait-il les assaillans plus faibles, et les assiégés plus forts qu'ils ne l'étaient réellement, ou ignorait-il que l'amiral français eût fait voile sur Tabago avec toute sa flotte ? Quoi qu'il en soit, au lieu de marcher, avec toute la sienne, à la délivrance de l'île, il se contenta d'y envoyer le contre-amiral Drake à la tête de six vaisseaux de ligne, quelques frégates, et un corps de troupes d'environ six cents hommes. Drake s'approcha de Tabago; mais voyant l'ennemi tellement en forces, il s'abstint de toute tentative, et se reporta sur la Barbade. Le comte de Grasse, qui le poursuivit, ne put l'empêcher d'atteindre cette île sain et sauf, et de donner avis à l'amiral Rodney de la situation critique des affaires.

Cependant le gouverneur de Tabago était vivement pressé. Les Français s'étant rendus maîtres de diverses hauteurs qui commandaient le morne Concord, il prit le parti de se re

tirer sur la montagne la plus élevée du centre 1781.
de l'île. On y avait construit des magasins et des barraques. Les Anglais s'étaient déjà repliés sur Caledonia, et ils occupaient ainsi les chemins qui conduisent dans l'intérieur, chemins si âpres et si difficiles, qu'un faible détachement pourrait y arrêter une armée entière. Le marquis de Bouillé avait réfléchi que le temps et la nature de l'entreprise ne lui permettaient pas de s'exposer aux lenteurs d'un siége en règle. Il était évident néanmoins que, si le gouverneur britannique avait la faculté de se retrancher dans des positions inaccessibles, la réduction de l'île présenterait une suite d'opérations aussi longues que périlleuses. C'était de plus un obstacle à l'exécution des projets ultérieurs. Enfin, il fallait songer que l'amiral Rodney ne pouvait différer à paraître.

D'après ces considérations, le marquis de Bouillé crut devoir recourir à des moyens plus expéditifs que ceux qui s'emploient communément à la guerre. Faisant effort sur son humanité personnelle, et irrité peut-être de l'obstination des insulaires, ou des excès commis à Saint-Eustache, il envoya déclarer au gouverneur qu'il allait faire mettre le feu à deux habitations et à deux plantations de

1781. cannes à sucre. Ses menaces furent bientôt accomplies. Elles furent suivies de celle de brûler un nombre double d'habitations, de quatre en quatre heures, tant que la résistance se prolongerait. Les propriétaires, convaincus que leur opiniâtreté entraînerait leur ruine totale, étaient extrêmement peu disposés à attendre l'arrivée d'un secours, que la retraite précipitée de Drake, qui avait eu lieu sous leurs yeux, rendait de jour en jour plus incertain. Ils commencèrent à murmurer, et bientôt à entrer en pourparler avec le général français. Le gouverneur Fergusson ne tarda plus à voir qu'il lui était impossible de maîtriser les évènemens. Il reconnut un découragement marqué dans ses troupes régulières elles-mêmes, et il sentit que le moment de capituler était venu. Il obtint des conditions honorables, et telles que le marquis de Bouillé, naturellement généreux envers ses ennemis vaincus, en avait accordées aux habitans de la Dominique. L'on était alors dans les premiers jours du mois de juin.

L'amiral Rodney parut peu après en vue de l'île avec toute sa flotte. Mais, sur l'avis de sa reddition, et à l'aspect des forces imposantes du comte de Grasse, il évita un engagement, et reprit la route de la Barbade.

C'est ainsi que les Français profitant, avec autant de sagacité que de promptitude, de la supériorité de leur marine dans les Antilles, portèrent des coups sensibles à celle de leurs ennemis, et leur enlevèrent une île riche et bien fortifiée. 1781.

Suite des opérations du comte de Grasse.

Mais ces opérations n'étaient encore qu'une partie du plan arrêté par le gouvernement français, et dont il avait confié l'exécution au comte de Grasse. Les instructions de cet amiral lui prescrivaient, après avoir tenté toutes les entreprises que la saison lui permettrait dans les Antilles, de se porter, avec la totalité de ses forces, vers l'Amérique. Il devait y coopérer, avec les troupes françaises et celles du congrès, à l'entier anéantissement de la puissance britannique dans ces régions. Il était attendu par Washington et le comte de Rochambeau pour commencer à agir contre l'ennemi. Déjà, par le moyen de bâtimens légers, ils s'étaient concertés sur la conduite qu'ils auraient à tenir après leur jonction. On se flattait, sur le continent, qu'indépendamment de sa flotte, le comte de Grasse fournirait cinq à six mille hommes de débarquement, des munitions de guerre et de bouche, et sur-tout de l'argent, dont les Américains et les Français eux-mêmes éprou-

1781. vaient une grande pénurie. On le pressait enfin de se montrer promptement, tant pour rétablir les affaires, que pour prévenir l'arrivée des renforts anglais.

Le comte de Grasse était personnellement aiguillonné par ces importantes considérations. Il envisageait toute la gloire qui lui était réservée s'il exécutait ce que n'avait pu faire le comte d'Estaing, c'est-à-dire s'il terminait la guerre de l'Amérique par un coup décisif. Il appareilla, en conséquence, de la Martinique, pour gagner le Cap-Français, dans l'île de Saint-Domingue. Il fut contraint d'y séjourner quelque temps pour prendre à bord les troupes et les munitions destinées pour le continent. Mais il s'efforça vainement de rassembler les fonds nécessaires (3). Il fut rejoint, dans ce mouillage, par cinq bâtimens de haut bord. Tous ses apprêts terminés, il mit en mer, et commença par escorter son grand convoi jusqu'à une hauteur où il fût hors de danger. Après avoir relâché à la Havane pour y prendre l'argent que les Espagnols s'empressèrent de lui fournir, il cingla avec un vent favorable vers la baie de Chesapeak. Sa flotte, composée de vingt-huit vaisseaux de ligne, portait trois mille hommes de troupes réglées et des secours de tout

genre : la fortune de la guerre était véritablement dans ses mains (4). 1781.

Résolutions de l'amiral Rodney.

D'un autre côté, l'amiral Rodney, qui suivait d'un œil attentif tous les mouvemens du comte de Grasse, vit de quelle importance il était de prendre un parti décisif. Il détacha aussitôt Samuel Hood avec quatorze vaisseaux de ligne, pour rejoindre l'amiral Graves et s'opposer aux desseins de l'ennemi. Quant à lui, dont la santé était chancelante, il reprit la route d'Europe avec quelques bâtimens en mauvais état et un convoi nombreux. Cette détermination le rendit l'objet des censures les plus amères ; on voulut même le rendre responsable des évènemens sinistres qui ne tardèrent pas à avoir lieu. Ses adversaires soutenaient que s'il s'était mis, sans perdre de temps, avec toutes ses forces, à la recherche de l'amiral français, et qu'il eût relâché à la Jamaïque pour y faire sa jonction avec l'escadre de Hyde-Parker, et marcher ensuite sur l'Amérique septentrionale, le comte de Grasse se serait vu forcé de renoncer à l'exécution de ses projets, ou même exposé à une défaite.

Reproches qui lui furent faits.

« Au lieu d'adopter cette mesure, disaient-ils, la seule qui convenait aux circonstances, Rodney, en ramenant en Angleterre une partie des plus forts

1781. vaisseaux de sa flotte, l'a réduite à un état de faiblesse alarmant, et a laissé le champ libre à l'ennemi. C'est une faute capitale que d'avoir divisé l'armée navale en plusieurs petites escadres, en laissant quelques vaisseaux aux Isles-sous-le-Vent, où les Français n'en avaient pas laissé un seul, en en détachant trois autres à la Jamaïque, que personne ne songeait à attaquer, et en expédiant finalement Samuel Hood en Amérique avec des forces inégales et insuffisantes. Peut-on trop s'étonner de ce que notre amiral a choisi, pour isoler ses vaisseaux, le moment même où les Français rassemblaient tous les leurs sur le même point? L'univers peut voir quels sont les résultats de cette funeste résolution, et elle n'a déjà coûté que trop de larmes à l'Angleterre. »

Sa justification.

Rodney trouva néanmoins des défenseurs. « S'il est revenu en Europe, répondaient-ils, n'y a-t-il pas été contraint plutôt par sa santé que déterminé par son choix? Les vaisseaux qu'il a ramenés sont dans un tel état de délabrement, qu'ils n'auraient pu être réparés aux Antilles. L'amiral français ayant sous sa protection un riche et nombreux convoi, on devait supposer qu'il ne lui laisserait point prendre la route d'Europe sans une escorte

respectable. Or, s'il l'eût fait, comme tout le porte à le croire, le nombre de ses vaisseaux n'en eût-il pas éprouvé une diminution notable? Voulût-on même ne tenir aucun compte des motifs ci-dessus allégués, il faut convenir du moins que les forces envoyées en Amérique, sous les ordres de Samuel Hood, si elles se fussent combinées avec celles de l'amiral Graves, auraient été parfaitement en état de tenir tête à toute la flotte française. Mais qu'a fait Graves? Au lieu de recueillir son escadre en masse dans le port de New-York, il a été se fatiguer en croisières inutiles dans les eaux de Boston, jusqu'à ce que les coups de vent de l'arrière-saison aient désemparé la plupart de ses vaisseaux. Il en résulta nécessairement qu'après l'arrivée même de l'amiral Hood à New-York, nos forces se trouvèrent encore inférieures à celles des Français. Si l'amiral Graves n'a pas été prévenu à temps de l'apparition du comte de Grasse dans ces parages, non plus que de celle de Samuel Hood, il ne faut en accuser que la fortune contraire, et non la négligence de l'amiral Rodney. Il eut soin d'expédier des avisos en Amérique; l'ennemi les intercepta tous. Serait-ce encore la matière d'un reproche pour le comman- 1781.

1781. dant en chef de notre armée navale, que d'avoir détaché Samuel Hood en Amérique, plutôt que de s'y porter lui-même? Mais avons-nous des marins qui méritent mieux toute notre confiance que Hood? »

Sans prendre sur nous de décider entre ces opinions opposées, nous nous contenterons de remarquer que si, dans les faits militaires, on ne doit pas juger d'après l'évènement, il est cependant juste de considérer les causes qui l'ont produit. Or, il est incontestable que la conduite que tint l'amiral Rodney en cette circonstance, influa sur les chances de la guerre continentale, sur la destinée de l'Amérique elle-même, et enfin sur l'issue de toute cette guerre.

Situation intérieure de l'Amérique.

Après le récit des évènemens qui signalèrent cette armée, tant en Europe qu'aux Antilles, il convient de jeter les yeux sur ceux dont fut témoin le continent d'Amérique. Il était le théâtre des principaux efforts de deux partis qui s'en disputaient la possession les armes à la main. Par-tout ailleurs on combattait pour le succès de la campagne, et pour obtenir une meilleure paix; là, pour l'existence même. Mais avant d'entreprendre le tableau des opérations militaires, il est indispensable d'appeler l'attention sur des ob-

jets qui, moins brillans et moins glorieux, sont cependant la source première et le plus ferme soutien des exploits guerriers. Telle est sans doute l'administration intérieure de l'état. 1781.

La situation des Etats-Unis, au commencement de l'année 1781, n'offrait en général que des sujets d'affliction et d'inquiétude. Les efforts qu'avaient faits les Américains, l'année précédente, et les évènemens qui s'étaient passés dans les Carolines, avaient relevé l'esprit public et produit d'heureux effets. Mais la confiance que cherchaient à inspirer quelques individus animés d'une chaleur passagère, ne reposant point sur un ordre de choses fixe et durable, il en résulta bientôt que le découragement et la détresse reparurent avec des symptômes plus alarmans que jamais. Le trésor public était vide, ou rempli seulement de billets de crédit qui n'avaient plus aucune valeur. Les approvisionnemens de l'armée manquaient totalement, ou ils ne s'opéraient plus que par force et contre des bons dont on ne faisait nul cas. Les habitans se rebutaient et cachaient leurs denrées. Si l'on parvenait à rassembler des vivres, l'on ne pouvait trouver le moyen de les transporter à leur destination, faute d'ar-

1781. gent pour payer des charrois. Dans quelques cantons où l'on tenta d'employer les réquisitions forcées, il s'éleva des murmures violens qui dégénérèrent même en voies de fait. Nulle part on n'avait pu former des magasins ; à peine existait-il çà et là quelques dépôts, dans lesquels il ne se trouvait souvent ni vivres, ni effets d'équipement d'aucune espèce ; les arsenaux mêmes étaient sans armes. Les soldats, couverts de haillons, à demi-nuds, privés de tout secours, imploraient vainement la compassion de la patrie qu'ils défendaient. Les vétérans désertaient ; les recrues refusaient de rejoindre leurs drapeaux. Le congrès avait décrété qu'au 1er janvier il devait y avoir trente-sept mille hommes sous les armes ; à peine en eût-on compté la huitième partie au mois de mai. L'on eût dit enfin que c'était au moment de la plus forte crise, que l'Amérique allait se manquer à elle-même, et qu'arrivée à la moitié de sa course, elle ne ferait plus désormais que des pas rétrogrades. Loin de croire les insurgés capables de faire une guerre offensive, à peine imaginait-on qu'ils pussent défendre leurs foyers. Déjà il était à craindre qu'au lieu d'aider les Français à chasser les soldats du roi Georges, ils ne fussent dans l'impossibilité

l'empêcher ceux-ci de reconquérir l'Amé- 1781.
ique sur les troupes de Louis XVI. Tant
était désastreux le changement de fortune
causé par l'épuisement des finances, et plus
encore par le défaut d'un système d'adminis-
ration propre à les rétablir.

Cet état de choses n'échappait pas à la
vigilance du gouvernement américain, et il
redoublait d'efforts pour y remédier. Mais
on pouvoir était loin de répondre à ses
ntentions. Le seul moyen qu'eût encore le
congrès de subvenir aux besoins de l'Etat,
onsistait dans une nouvelle émission de bil-
ets de crédit, ou dans un accroissement
l'impôts. Mais le papier-monnaie était tombé
ans une dépréciation absolue. Le congrès
ui-même s'était vu forcé de requérir les états
rovinciaux, de révoquer les lois par les-
uelles ils avaient ordonné que les billets de
rédit seraient donnés et reçus en paiement
ur le même pied que les espèces métalliques.
avait même décidé que, dans les contrats qui
eraient passés à l'avenir pour les fournitures
e l'armée, les valeurs seraient stipulées en
uméraire. C'était déclarer bien formelle-
ent que l'Etat lui-même ne reconnaissait
us ses billets comme monnaie courante,
que ce papier non-seulement n'avait plus,

1781. mais ne pouvait même plus avoir aucune valeur. Quant aux impositions, le congrès n'avait point le droit de les décréter : il appartenait exclusivement aux assemblées provinciales. Mais elles ne l'exerçaient qu'avec une lenteur très-nuisible aux intérêts publics. Cette négligence devait être attribuée à diverses causes.

Les administrateurs des états particuliers étaient, pour la plupart, des hommes qui devaient leurs places à la faveur du peuple. Ils craignaient de la perdre, en astreignant à des contributions quelconques les habitans d'un pays, que la facilité, heureuse ou funeste, d'émettre un papier-monnaie pour subvenir aux besoins publics, exemptait, pour ainsi dire, de toute espèce de taxe. De plus, quoique les billets du congrès fussent entièrement décrédités, les états provinciaux avaient encore un papier particulier qui, moins avili, perdait néanmoins beaucoup. Or, les administrateurs craignaient, non sans raison, que des impôts en numéraire ne les fissent tomber plus bas encore. Il ne faut pas, sur-tout, omettre de remarquer qu'aucun règlement général ne fixant la quote-part des contributions de chaque province à raison de ses facultés particulières, toutes, par ja-

lousie mutuelle, répugnaient à s'imposer, de 1781.
peur de se grever plus que leurs voisins. Tel était l'esprit d'inquiétude et d'égoïsme qui se manifestait de toutes parts, dès qu'il était question d'obtenir des citoyens le plus léger sacrifice pécuniaire. Pendant qu'ils s'observaient les uns les autres d'un œil jaloux, sans qu'aucun voulût donner l'exemple, les finances de l'Etat s'épuisaient entièrement, et la république elle-même était menacée d'une dissolution totale. L'on ne pouvait pas espérer, d'un autre côté, que les états provinciaux consentissent à investir le congrès du droit d'asseoir les impositions. Les hommes qui tiennent en main l'autorité, répugnent ordinairement à s'en dessaisir, et les opinions que se formaient alors les Américains sur la liberté, leur faisaient regarder avec inquiétude l'accroissement de la puissance du congrès.

L'on avait, d'ailleurs, à cette époque, dans toute l'Amérique, une extrême confiance dans les secours pécuniaires des puissances amies, et spécialement de la France. On y était convaincu qu'il suffisait qu'un ministre du congrès adressât sa demande à une cour européenne, pour qu'aussitôt il en obtînt toutes les sommes désirées. Comme si les étrangers avaient

1781. dû prendre plus à cœur, que les Américains eux-mêmes, les intérêts et la prospérité de l'Amérique! En définitif, la ressource du papier-monnaie n'existait plus, et celle des impôts était encore à naître. Mais pouvait-on même se dissimuler, que dans l'hypothèse d'un système d'impositions bien établi et aussi productif que possible, le gouffre de la guerre continuerait à tout dévorer, sans que l'Etat pût faire face à tous ses besoins, et sans, par consequent, que la recette cessât d'être infiniment au-dessous de la dépense? Les frais qu'entraînait cette guerre ruineuse étaient, effectivement, si énormes, qu'ils ne s'élevaient pas à moins de vingt millions de dollars par an; et l'on ne pouvait s'en promettre plus de huit des impositions les plus fortes que le continent américain eût été en état de supporter, dans les conjonctures où il se trouvait. Une meilleure administration du trésor public pouvait, sans doute, diminuer les dépenses exorbitantes du service militaire; mais il n'en est pas moins constant qu'elles eussent toujours excédé de beaucoup les revenus de l'Etat.

Mû par ces réflexions diverses, le congrès s'était hâté de donner l'ordre au docteur Franklin de faire toutes les instances poss

bles auprès du comte de Vergennes, celui 1781.
des membres du ministère français auquel
était confiée la gestion principale de tout ce
qui concernait l'Amérique. Il s'agissait d'obtenir de la France un emprunt de quelques
millions tournois, pour subvenir aux frais
de la guerre. Franklin fut chargé, en outre,
de solliciter l'autorisation de la cour de Versailles d'ouvrir un autre emprunt, pour le
compte des Etats-Unis, auprès des capitalistes
français, partisans de la cause d'Amérique.
Les mêmes instructions furent envoyées,
dans la vue d'effectuer de semblables emprunts, à John Adams et John Jay, le premier, ministre plénipotentiaire du congrès
auprès de la république de Hollande; le second auprès de la cour de Madrid. Celui-ci
devait insinuer à l'Espagne (tant était grand
alors le découragement en Amérique) que
les Etats-Unis renonceraient à la navigation
du Mississipi, et même à la possession d'un
port sur ce fleuve; et l'autre persuader aux
Hollandais qu'il leur serait accordé des
avantages commerciaux d'une haute importance. Franklin, sur-tout, avait l'injonction
de représenter à la France que, sans ce secours d'argent, les affaires de l'Amérique
étaient désespérées. Il était enfin recom-

1781. mandé à ces divers envoyés de faire valoir toutes les ressources qu'offrait l'Amérique, comme caution de sa fidélité à remplir ses engagemens. Le congrès attachait tant d'im- portance au succès de ces négociations, que, non content des instructions qu'il avait adressées à ses ministres, il fit passer en France le colonel Laurens, avec ordre de redoubler d'instances auprès du ministère.

Les Américains obtiennent de l'argent de la France.

La cour de Madrid fut inflexible, parce que Jay ne voulut point s'engager à la renon- ciation ci-dessus mentionnée. La Hollande ne se montra pas mieux disposée, parce qu'elle doutait de la solvabilité du nouvel Etat. La France seule, qui considérait judicieusement qu'aider à la victoire des Américains et pré- server leur existence, valait mieux pour elle que l'argent qu'ils lui demandaient, ac- corda six millions de livres, non comme prêt mais comme don. Elle saisit cette occasion de faire connaître son mécontentement de la froideur avec laquelle les Américains eux- mêmes contemplaient la détresse de leur patrie. Elle les exhorta à réfléchir que lors- qu'on veut conduire à terme d'honorables entreprises, il ne faut pas se montrer avares dans les moyens de succès. La cour de Ver- sailles n'omit point, pour relever le sacrifi

qu'elle faisait, d'exposer tout le poids du fardeau qui pesait sur elle. La somme qu'elle donnait se tronvant, au reste, trop au-dessous des besoins, elle consentit à se rendre caution en Hollande d'un emprunt de dix millions tournois au bénéfice des Etats-Unis. Malgré cette garantie, l'emprunt ne se remplissant que lentement, le roi de France consentit à faire les avances de la somme totale, qu'il tira de son propre trésor. Il ne voulut cependant point autoriser l'emprunt projeté auprès de ses sujets. 1781.

Les Américains avaient donc réussi à se procurer seize millions de livres, comme subsides de la cour de France. Une partie, il est vrai, en était déjà absorbée par le paiement des traites précédentes du congrès sur son ministre Franklin, pour les besoins antérieurs de l'Etat. Le reste fut embarqué pour l'Amérique en espèces monnoyées, ou employé par le colonel Laurens en achats d'habits, d'armes et munitions de guerre.

L'intention du donateur des six millions était que cette somme, spécialement destinée à l'usage de l'armée américaine, fût tenue en réserve, à la disposition du général Washington, ou remise dans ses mains, afin qu'elle ne tombât point dans celles d'autres autorités,

1781. et appliquées par elles à d'autres parties du service public. Cette clause fut loin d'être agréable au congrès : il en ressentit même un secret mécontentement, d'après l'idée que ses soldats deviendraient, en quelque sorte, les stipendiés de la France. Il craignit enfin que l'armée américaine ne se regardât comme moins dépendante de son pouvoir. Il décréta, en conséquence, que les fournitures payées sur la somme octroyée par la France seraient remises, dès leur arrivée en Amérique, au département de la guerre; mais que tout l'argent comptant serait versé dans les mains du trésorier, pour être dépensé, sous sa responsabilité, conformément aux ordres du congrès, et pour le service de l'Etat.

Ce secours de la part de la France fut d'une grande utilité pour les Etats-Unis : il mit le comble aux obligations qu'ils avaient envers Louis XVI. Mais avant que les négociations de l'emprunt fussent terminées, et l'argent ou les fournitures parvenus en Amérique, il s'écoula un long intervalle, et le mal empira tellement, que peu s'en fallut que le remède n'arrivât trop tard. Le subside, en lui-même, était inférieur aux besoins. Mais eût-il été suffisant pour y subvenir, l'on devait toujours

regarder son objet comme manqué, tant qu'il ne s'opérerait pas une réforme dans les dépenses publiques. Le trésor souffrait moins encore de la modicité des revenus, que des prodigalités auxquelles il devait fournir. Le congrès ne se dissimulait pas que ce vice primordial dans l'administration des finances, était l'obstacle le plus funeste qu'il avait eu à combattre depuis l'origine de la révolution. Fermement résolu d'introduire dans cette partie un système rigoureux d'ordre et d'économie, il nomma trésorier Robert Morris, un des députés de l'état de Pensylvanie. C'était un homme d'une haute réputation, doué de connaissances financières et commerciales très-étendues. Son esprit était actif, ses mœurs pures, et son zèle pour l'indépendance très-ardent. On lui confia le droit de surveiller et gouverner la recette et la dépense des deniers publics, de s'enquérir de la dette de l'Etat, enfin de rédiger et proposer de nouveaux règlemens d'administration. Si les charges imposées à Robert Morris étaient pesantes, le talent et la fermeté avec lesquels il les soutint n'étaient pas moins étonnans. Il ne tarda pas à substituer la régularité au désordre, la bonne foi à la fraude. La première, la plus

1781.

Robert Morris est nommé trésorier.

1781. précieuse des qualités d'un administrateur étant l'exactitude dans l'accomplissement de ses obligations, le nouveau trésorier se fit une loi d'une ponctualité invariable. Il en recueillit bientôt le fruit : à la place d'une méfiance générale, naquit peu-à-peu une confiance universelle.

Banque de l'Amérique septentrionale.

L'une des premières opérations du trésorier fut de présenter au congrès un projet de banque nationale pour tous les Etats-Unis. Il assignait à cette banque un capital de quatre cent mille dollars, divisé en actions de quatre cents dollars chacune en monnaie d'or ou d'argent, et que l'on devait se procurer par le moyen des souscriptions; par le même moyen ce capital pouvait être accru, au besoin, et d'après de certaines restrictions. Douze directeurs étaient préposés à la banque : elle était reconnue par le congrès sous le nom des président, directeurs et compagnie de la banque de l'Amérique septentrionale. Toutes ses opérations devaient être soumises à la surveillance du trésorier. Telles étaient les bases et les premières lois de cet établissement. Le service que l'on comptait en retirer, c'est que les billets de banque payables au porteur seraient déclarés monnaie légale pour le paiement de toutes les

imposItions et taxes dans chacun des Etats- 1781.
Unis, et reçus, en outre, dans les caisses du trésor public comme or ou argent.

Le congrès adopta ce plan par un décret spécial. Les souscripteurs se présentèrent en foule, et toutes les actions furent bientôt prises. Les états retirèrent une grande utilité de cette institution. Le trésorier, par le moyen des rescriptions, se vit en état d'avancer le produit des impôts. Non content d'avoir trouvé dans la banque un moyen de faire servir les capitaux et le crédit des actionnaires au soutien du crédit public, il voulut opérer le même effet en son nom et avec son propre crédit. Il imagina, en conséquence, d'émettre une quantité considérable d'obligations signées de sa main, payables à différens termes sur les subsides étrangers, ou sur les revenus mêmes des Etats-Unis. Or, quoiqu'avec le temps ces obligations aient monté à plus de cinq cent quatre-vingt-un mille dollars, elles ne perdirent cependant jamais, si ce n'est peut-être vers la fin de la guerre; tant était grande la confiance qu'avaient les peuples dans la bonne foi et la ponctualité du trésorier. Ainsi, à l'époque même où le crédit de l'état se trouvait presque entièrement anéanti, et ses billets à-peu-

1781. près sans valeur, celui d'un seul homme était stable et universel. On ne peut trop estimer l'avantage qui résulta pour le gouvernement d'avoir dans ces obligations du trésorier, un moyen d'user par anticipation du produit des taxes, dans un temps où cette anticipation était non-seulement nécessaire, mais même indispensable. Il leur dut, en outre, la faculté de pourvoir aux besoins de l'armée, non plus par la voie des réquisitions, mais par des contrats réguliers. Ce nouveau mode eut les plus heureux résultats : il produisit de l'économie dans les achats, de l'exactitude dans les fournitures, et un vif contentement parmi les peuples qui n'avaient vu jusqu'alors que de très-mauvais œil les réquisitions forcées.

On ne peut avancer assurément, que la jouissance anticipée du produit des impositions soit un exemple à suivre ; on ne peut même disconvenir qu'elle n'ait des dangers. Mais Robert Morris sut user de cette ressource avec tant de discrétion ; il porta un ordre et une économie si admirables dans toutes les parties de la dépense publique, qu'il n'en résulta d'inconvénient d'aucune espèce.

Mais il fallait une base à toutes ces nou-

velles dispositions du trésorier ; et cette base 1781.
était le système d'impositions. Le congrès décréta, en conséquence, que les états seraient requis de fournir au trésor public, par la voie des contributions, la somme de huit millions de dollars. Il détermina, en même temps, quelle devait être, dans cette somme, la quote-part de chaque état. Telle était l'urgence des besoins, et la confiance que chacun avait placée dans le trésorier, que ce décret eut l'assentiment général. Cette mesure salutaire apporta un prompt remède à la pénurie du trésor. La sollicitude de Robert Morris pour la prospérité de l'état ne s'arrêta point à ces commencemens.

La province de Pensylvanie, comme pays à blé, était celle d'où l'on tirait, en grande partie, les farines destinées à l'approvisionnement des armées. Le manque de numéraire avait causé, dès les premiers jours de l'année, une lenteur extrême dans la livraison de ces fournitures. Mais Morris ne fut pas plutôt en place, qu'il se servit de son crédit privé pour l'achat de ces farines. Il se chargea ensuite, de l'aveu du gouvernement, de satifaire luimême aux demandes de semblables denrées qui pourraient être faites à la Pensylvanie durant toute cette année, pourvu seulement

1781. qu'il fût autorisé à se rembourser sur le produit de la contribution partielle de cette province. Elle s'élevait à plus de onze cent vingt mille dollars. Grâces aux soins du trésorier, c'est ainsi que le crédit public se releva tout-à-coup, et que le trésor, entièrement épuisé, se trouva suffisamment rempli pour faire face aux dépenses. C'est à lui sur-tout que le congrès fut redevable de la conservation de ses armées prêtes à se débander : c'est par les heureux résultats de son administration, qu'au lieu de céder à une nécessité inévitable, il recouvra les moyens de soutenir, non-seulement les efforts de l'ennemi, mais de reprendre même l'offensive avec vigueur et succès. Certes, les Américains durent, et ils doivent encore autant de reconnaissance aux opérations financières de Robert Morris, qu'aux négociations de Benjamin Franklin, et aux armes mêmes de Georges Washington.

Insurrection des soldats de Pensylvanie.

Avant que l'effet salutaire de ce nouveau système eût raffermi l'état ébranlé, un évènement sinistre avait fait craindre que cette année ne fût la dernière de la nouvelle république. La terreur qu'il occasionna fut la première cause, ou du moins le plus puissant stimulant de l'introduction d'un meilleur régime. A cette époque, comme on l'a déjà

remarqué, les soldats éprouvaient le dénuement le plus affreux, non-seulement de toutes les parties de l'équipement militaire, mais des objets mêmes les plus nécessaires à la vie. Leur mécontentement était extrême. Un motif particulier acheva d'aigrir les troupes réglées de la Pensylvanie. Ils s'étaient enrôlés pour trois ans, ou pour toute la durée de la guerre. L'ambiguité de leur engagement leur fit croire qu'il avait expiré avec l'année 1780. Ils prétendaient donc être libres de retourner dans leurs foyers, tandis que le gouvernement maintenait qu'ils étaient tenus de servir jusqu'à la fin de la guerre. Ces deux causes réunies échauffèrent tellement toutes les têtes, qu'un violent tumulte éclata dès la nuit du 1er janvier. Les révoltés déclarèrent qu'ils voulaient se rendre, à main armée, au lieu même où siégeait le congrès, pour obtenir le redressement des griefs dont ils avaient à se plaindre. Leur nombre s'élevait à près de quinze cents hommes. Les officiers s'efforcèrent d'appaiser l'insurrection, mais ce fut en vain; et dans la lutte qui en résulta, plusieurs soldats rebelles et un officier perdirent la vie. 1781.

Le général Wayne se montra : sa valeur le faisait considérer du soldat. Il s'avança contre

1781. les révoltés, le pistolet à la main; mais ces furieux lui crièrent de prendre garde à ce qu'il allait faire, ou qu'ils le hacheraient par morceaux. Déjà leurs baïonnettes étaient dirigées contre sa poitrine. Rassemblant aussitôt l'artillerie, les bagages et les charrois qui appartenaient à leur division, ils se mirent en marche, dans un ordre parfait, sur Middlebrook. Pendant la nuit, ils se retranchaient avec le plus grand soin, comme s'ils eussent été en pays ennemi. Ils s'étaient donné pour chef un certain Williams, déserteur anglais; et ils lui avaient formé une sorte de conseil de guerre composé de tous les sergens de l'armée. De Middlebrook, ils se dirigèrent sur Princetown, et y campèrent. Ils ne voulaient plus souffrir d'officiers parmi eux. Le marquis de La Fayette, le général Saint-Clair et le colonel Laurens, qui étaient accourus à Princetown pour y calmer les esprits, furent contraints d'en sortir.

La nouvelle de l'insurrection parvint à Philadelphie. Le gouvernement ne se dissimula point l'importance de cette crise. Il nomma aussitôt des commissaires, au nombre desquels étaient les généraux Reed et Sullivan, pour prendre connaissance des évènemens et ordonner les mesures propres à rétablir l

lme. Arrivés dans le voisinage de Prince- 1781.
own, ils envoyèrent demander aux insurgés uel était le motif de leur soulèvement. Ils épondirent avec arrogance, que le temps où on pouvait les amuser avec de vaines pro- esses était passé sans retour ; qu'ils préten- aient que tous les soldats qui avaient servi espace de trois ans reçussent leur congé ; ue ceux qui seraient licenciés, comme ceux ui resteraient sous les drapeaux, fussent xactement payés de la totalité de leur solde rriérée et admis au partage des masses ; u'on leur délivrât les habits qui auraient dû ur être fournis jusqu'à ce jour ; qu'enfin s entendaient que leur prêt fût ponctuelle- ent acquitté à l'avenir, sans un seul jour e retard.

Le général Clinton, qui était à New-York, e tarda pas à être instruit de la sédition des oupes américaines. Il résolut de ne point isser échapper une occasion aussi favorable. se hâta de faire passer dans le camp des surgés trois émissaires, choisis parmi les yalistes américains. Ils étaient chargés de ire en son nom les propositions suivantes : n promettait aux insurgés de les recevoir us la protection du gouvernement britan- ique, de leur pardonner toutes les offenses

1781. passées, de leur payer exactement tout ce qui leur était dû par le congrès, sans néanmoins les forcer de prendre service dans l'armée royale, où l'on admettrait d'ailleurs très-volontiers, les militaires qui se présenteraient. Tout ce que l'on exigeait d'eux était de mettre bas les armes et de revenir à leur devoir. On les invitait enfin à envoyer des députés à Amboy, pour s'entendre avec ceux qui y viendraient de la part du général Clinton. Ses agens ne se bornèrent point à ces propositions : ils aigrissaient les esprits, en traçant un tableau animé de l'ingratitude du congrès, de la misère réservée à ses défenseurs, et du bonheur qui était, au contraire, le partage des soldats du roi.

Le général Clinton crut devoir faire plus encore : pour enhardir les insurgés par sa proximité, il passa, avec une grande partie de ses troupes, de New-York dans Staten Island. Il ne voulut cependant pas s'avancer davantage, et il s'abstint de mettre le pied dans le New-Jersey, de peur d'irriter les habitans par une démarche hasardée, et de les rapprocher ainsi du congrès. Les insurgés ne firent point de réponse positive à Clinton; et ils retinrent ses émissaires.

Pendant ces entrefaites, les députés du 1781.
congrès s'étaient abouchés avec ceux des rebelles, mais l'exaspération était si violente de part et d'autre, qu'il semblait, pour ainsi dire, impossible de terminer les différens par un accord mutuel. Les premiers offraient d'accorder des congés à ceux qui avaient pris les armes indistinctement pour trois ans ou pour la durée de la guerre. Dans les cas où l'on n'aurait pu reproduire les engagemens écrits, les soldats devaient être admis au serment; on leur promettait des bons à titre d'indemnité des sommes qu'ils avaient perdues par suite de la dépréciation du papier-monnaie; on leur garantissait le plus prompt paiement possible de la solde arriérée, et la fourniture immédiate des parties d'habillement dont ils auraient le plus de besoin; en dernier lieu, on leur assurait une amnistie entière. Ces propositions ne furent pas infructueuses: les insurgés les acceptèrent, et tout rentra dans l'ordre. Ils se rendirent alors de Princetown à Trenton, où les promesses qu'on venait de leur faire furent réalisées. Ils remirent entre les mains des commissaires les agens du général Clinton; ces malheureux furent pendus à l'instant même. C'est ainsi que se termina un mouvement qui avait causé

1781. de si vives alarmes au gouvernement américain, et inspiré au général anglais des espérances si flatteuses. Il est vrai qu'un grand nombre d'excellens soldats sollicitèrent leur congé et abandonnèrent leurs drapeaux pour rentrer dans leurs foyers.

Washington, pendant la révolte, ne fit aucune espèce de démonstration. Il demeura tranquille dans son quartier-général de New-Windsor, sur les rives de l'Hudson. Sa conduite doit être attribuée à plusieurs motifs également graves. Il appréhendait que ses soldats eux-mêmes ne prissent part à l'insurrection, ou que leur petit nombre ne fût point capable d'imposer aux révoltés. En s'éloignant des bords de l'Hudson, il courait le risque d'y attirer le général anglais, et de lui livrer les passages tant de fois contestés. Sa crainte principale était enfin de compromettre son autorité sur les troupes s'il la déployait sans succès, et il faut avouer que les conséquences pouvaient en être désastreuses. Peut-être encore serait-il permis de soupçonner que le généralissime, dans le fond de son ame, n'était pas fâché de voir le congrès livré à d'aussi vives alarmes, pour que, frappé à l'avenir de la difficulté de rassembler les fonds nécessaires à l'entretien de l'armée, il

redoublât d'activité dans cette partie essentielle du service public. 1781.

Peu de jours après cet évènement, les troupes réglées du New-Jersey, excitées par l'exemple de l'insurrection de Pensylvanie, et encouragées par le succès qu'elle avait eu, arborèrent aussi l'étendard de la révolte. Mais Washington fit marcher contre eux un corps considérable dont la fidélité avait été éprouvée dans la dernière sédition : les mutins furent promptement ramenés à leur devoir, et leurs chefs punis d'une manière exemplaire. Cet acte de vigueur mit un terme à tous les soulèvemens. Il en résulta, du moins, que le gouvernement mieux éclairé sur ses intérêts, fit d'utiles efforts pour remédier à l'origine du mal. Il envoya au camp des espèces d'or et d'argent en quantité suffisante pour acquitter la solde de trois mois. Les soldats, consolés par ce secours, reprirent courage jusqu'à ce que les opérations de finances que nous venons de retracer eussent produit les heureux effets que l'on devait en attendre.

Campagne de la Caroline.

Dans le temps même que le congrès, soutenu par l'opinion de Washington et des personnages les plus marquans, travaillait à rétablir l'ordre dans l'administration intérieure, première source des succès militaires,

1781. la guerre se poursuivait vivement dans les provinces du sud. Le général Greene marchait à la tête de forces redoutables à la délivrance de la Caroline méridionale. La considérant comme une proie qui ne pouvait lui échapper, lord Cornwallis l'avait laissée presque sans défense pour se porter contre la Virginie. Après son départ, le commandement de cette province était échu à lord Rawdon, jeune homme plein d'ardeur et de talens. Il avait établi son quartier-général à Cambden, place munie de bons ouvrages. La garnison en était très-faible d'ailleurs; et, si elle suffisait à la défense de la ville, elle n'était nullement en état de tenir la campagne. Les Anglais n'avaient pu mieux garnir tous les autres postes qu'ils occupaient dans cette contrée. Comme l'esprit public y était fortement prononcé contre leur domination, ils étaient forcés de diviser leurs troupes en une infinité de petits détachemens, pour se maintenir dans les positions nécessaires à leur sûreté et à leur subsistance. Les principaux de ces points étaient la ville même de Charles-Town, et celles de Cambden, de Ninety-Six et d'Augusta.

Sur le premier bruit de la retraite de Cornwallis vers la Virginie, les Caroliniens avaient

conçu l'espoir d'un nouvel ordre de choses. 1781.
Déjà en plusieurs endroits ils avaient éclaté avec violence contre les autorités anglaises.

Nouveaux partis d'insurgés dans la Caroline du sud.

Sumpter et Marion, tous deux hommes très-entreprenans, attisaient le feu de l'insurrection. Ils organisaient en compagnies régulières tous ceux de leur parti qui se ralliaient sous leurs drapeaux. Ils tenaient en échec les frontières de la Caroline inférieure, tandis que Greene, avec le gros de son armée, marchait sur Cambden. Son approche y produisait déjà un mouvement en sa faveur. Pour animer encore plus les esprits, il avait détaché le colonel Lee, avec sa cavalerie légère, pour se joindre à Marion et à Sumpter. Ainsi lord Rawdon se trouva tout-à-coup assailli non-seulement de front par l'armée de Greene, mais encore réduit à craindre que la retraite ne lui fût coupée sur Charles-Town. Il avait peine cependant à croire les avis qui lui parvenaient sur les mouvemens de l'ennemi. Lord Cornwallis n'avait point négligé de lui notifier d'une manière authentique, qu'il évacuait la Caroline pour se porter contre la Virginie : mais les habitans étaient si animés contre tout ce qui tenait au parti anglais, qu'aucun des courriers du général britannique n'avait pu traverser le pays sans

1781. tomber dans leurs mains. Lord Rawdon pouvait-il, d'ailleurs, se figurer que le fruit de la victoire de Guilford, devait être de contraindre Cornwallis à se retirer devant l'ennemi qu'il avait battu ? Le jeune lord ne se laissa cependant point intimider par le péril de sa position ; il ne s'occupa, au contraire, que des moyens d'en triompher par son courage et sa prudence.

Il aurait voulu se rapprocher de Charles-Town, mais voyant le pays infesté par les troupes légères de Sumpter et Greene, qui le serraient déjà de près, il changea promptement de résolution. Il fut encore déterminé par la considération que Cambden était une place forte, devant laquelle devait se briser le premier choc de l'ennemi. Il se hâta, toutefois, d'en renforcer la garnison de toutes celles qu'il retira des postes non susceptibles de défense, ne laissant de troupes que dans les endroits fortifiés. Greene, à la tête de son armée, parut en vue des remparts de Cambden : mais il les trouva trop bien gardés pour espérer quelque succès d'une attaque qu'il ne pouvait entreprendre qu'avec des forces insuffisantes. Il se borna, en conséquence, à occuper les hauteurs, et il se retrancha sur une colline nommée *Hobkirk-Hill*, à un mille

de la place. Il se flattait de pouvoir engager les Anglais à combattre ; car, hors d'état de les forcer derrière leurs murailles, il se sentait du moins assez fort pour les combattre en rase campagne. 1781.

Bataille de Hobkirk.

Sa position était vraiment redoutable. Son front, entre la colline et Cambden, était couvert par d'épaisses broussailles, et sa gauche par un marais profond et impraticable. Les Américains se gardaient avec peu de soin dans ce camp ; ils mettaient trop de confiance dans la force du lieu ou dans la faiblesse de l'ennemi, ou peut-être ne faisaient-ils que s'abandonner à cette négligence naturelle dont tant de catastrophes n'avaient pu les guérir encore. Lord Rawdon les faisait attentivement surveiller : il sut qu'ils avaient renvoyé leur artillerie à un mille en arrière, et il prit aussitôt une résolution téméraire, mais commandée par les circonstances, celle d'attaquer. Après avoir mis les armes à la main à tout ce qui était en état de les porter, jusqu'aux tambours, aux musiciens et aux soldats du train, il ne laissa pour toute garde dans la ville que les convalescens, et marcha sur Hobkirk. Ne pouvant traverser ni les broussailles, ni les marais qu'il avait devant lui, il appuya sur sa droite et s'étendit telle-

1781. ment qu'il tourna le marais, et parut tout-à-coup à l'improviste sur le flanc gauche de la ligne américaine.

A l'aspect d'un danger aussi imminent, Greene s'efforça de réparer par la promptitude de ses dispositions, la négligence dont il se sentait coupable. S'étant aperçu que les Anglais marchaient très-serrés sur une seule colonne, il conçut l'espoir de les déborder sur leurs deux flancs. Il ordonna, en conséquence, au colonel Ford, de tomber sur la gauche de l'ennemi avec un régiment du Maryland, tandis que le colonel Campbell s'attacherait à sa droite. Il fit exécuter ensuite une attaque de front par le colonel Gunby, pendant que le colonel Washington, avec sa cavalerie, tournerait la droite des Anglais et les chargerait en queue. Bientôt le combat devint général, l'acharnement était égal des deux côtés.

Les troupes royales commencèrent d'abord à plier : les rangs de leur infanterie et de leur cavalerie étaient rompus. Leur désordre était encore augmenté par un feu violent de mitraille, dont les foudroyait à dos une batterie américaine qui venait d'arriver sur le champ de bataille. Dans cet instant critique, lord Rawdon fit avancer un batail-

lon d'Irlandais et quelques autres compagnies 1781.
dont il avait formé sa réserve. Ces troupes fraîches rétablirent le combat. L'action était devenue excessivement chaude, et les succès se balançaient alternativement. Mais enfin un régiment marylandais, vivement pressé par l'ennemi, lâcha pied et prit la fuite. Il jeta le trouble dans toute la ligne, et la déroute fut bientôt générale. Les Américains tentèrent plusieurs fois de se rallier, mais toujours en vain; les Anglais les pressaient trop vivement. Ils entrèrent presqu'en même temps qu'eux dans les retranchemens sur la crête.

Cependant le colonel Washington, d'après les ordres de son général, était parvenu avec son corps de cavalerie sur les derrières de l'armée anglaise, avant qu'elle eût rétabli le désordre où l'avait jetée la première attaque. Il en profita pour faire un grand nombre de prisonniers. Mais quand il vit que la position de Greene était forcée, il prit le parti de la retraite. Une partie de ses prisonniers s'échappa : il conduisit les autres au camp, où il rejoignit le gros de l'armée.

Le général Greene, après cet échec, s'était replié sur Gun-Swamp, à cinq milles de Hobkirk, où il tint ferme pendant plusieurs

1781. jours pour rallier les fuyards et réorganiser l'armée. Cette affaire, que l'on nomma la *bataille de Hobkirck,* fut donnée le 25 avril. Lord Rawdon, inférieur en cavalerie, et affaibli par une grande perte d'hommes, au lieu de poursuivre Greene, était rentré dans les murs de Cambden. Il aurait voulu faire de cette place le centre de ses opérations, d'autant plus qu'il venait d'y recevoir un renfort de troupes sous les ordres du colonel Watson. Mais il fut informé que les habitans du plat pays s'insurgeaient de toutes parts; que déjà le fort Watson avait capitulé, et que ceux de Granby, d'Orangebourg et de la Motte, étaient vivement resserrés. Ce dernier, situé près du confluent de la Congarie et de la Santie, et contenant des magasins considérables, était d'une haute importance. Lord Rawdon réfléchissant que tous ces forts étaient sur ses derrières, jugea sa position très-hasardée. Il résolut, en conséquence, d'évacuer Cambden, et de se retirer plus bas vers Charles-Town; ce fut le 9 mai qu'il accomplit ce dessein. Il rasa les fortifications, mit en sûreté toute l'artillerie et les bagages, et emmena avec lui les familles des loyalistes, que leur zèle ardent pour la cause royale avait rendus odieux aux républicains. Toute

l'armée arriva le 13 à Nelson's-Ferry, sur les bords de la rivière Santie. Ayant appris dans cet endroit que les Américains s'étaient rendus maîtres de tous les forts nommés ci-dessus, le général britannique leva son camp et le reporta encore plus en arrière à Eutaw-Springs. 1781.

Greene parcourt les parties supérieures de la Caroline.

Le général Greene voyant que lord Rawdon, retiré dans les parties inférieures de la Caroline, renonçait au dessein de se maintenir dans le haut pays, conçut lui-même le projet de s'emparer de Ninety-Six et d'Augusta, les seuls postes qui tinssent encore pour le roi. Ces deux forts étaient déjà investis par les milices aux ordres des colonels Pickens et Clarke. Green fit approcher son armée des murs de Ninety-Six, et le siége en fut aussitôt formé dans les règles. Un des officiers qui s'y distinguèrent le plus était le colonel Kosciusko, jeune polonais, partisan enthousiaste de la cause des Américains. La place avait pour gouverneur le colonel Cruger. Pendant ce temps, le colonel Pickens serrait de fort près la ville d'Augusta, qui était défendue avec autant de bravoure que d'habileté par le colonel Brown. Ces deux places étaient très-fortes, et ne pouvaient être soumises qu'après un long siége.

1781. Cependant lord Rawdon voyait avec une peine extrême qu'en perdant ces places auxquelles il attachait un grand prix, il perdrait encore les garnisons qui les défendaient. Un renfort de trois régimens nouvellement arrivés d'Irlande à Charles-Town, lui donna l'espérance de pouvoir dégager ces forteresses, et principalement Ninety-Six. Tous les partis qui se présentaient à son esprit étant également difficiles et dangereux, il choisit sans hésiter celui qui flattait le plus son courage. Il apprit pendant sa marche la nouvelle de la perte d'Augusta. Vivement pressée par le colonel Pickens, et sans espoir d'être secourue, cette forteresse venait de se rendre aux armes du congrès. Le général anglais n'en sentit que plus vivement de quelle importance était la conservation de Ninety-Six.

Sur le bruit de l'approche de lord Rawdon, Greene réfléchit que le nombre et la discipline de ses soldats n'étaient pas propres à le flatter de l'espoir de tenir tête, à-la-fois, à la garnison de Ninety-Six, et aux troupes fraîches et aguerries qui s'avançaient contre lui. D'un autre côté, lever le siége avant d'avoir tenté quelque coup de vigueur contre la place, lui paraissait une démarche

trop honteuse. En conséquence, quelque peu avancés que fussent les travaux d'attaque, il résolut de hasarder un assaut. Il avait déjà débouché dans le fossé, il est vrai, et la sappe était conduite jusqu'au pied d'un bastion; mais les fortifications n'étaient nullement entamées. Le corps de la place devait donc être considéré comme étant à l'abri d'une insulte. Mais le général Greene tenait, du moins, à sauver dans sa retraite, l'honneur des armes américaines. Un assaut général fut donc livré avec une impétuosité extrême, les Anglais le soutinrent avec non moins de valeur. Greene voyant l'horrible carnage que l'artillerie faisait de ses soldats, dans le fossé non encore comblé des débris de la brèche, se décida enfin à la retraite. 1781.

Peu après cet échec, lord Rawdon n'étant plus qu'à une légère distance de son camp, il le leva tout-à-coup et se porta au-delà du Tygre et du Broad. Les royalistes le poursuivirent, mais inutilement. Le général anglais étant entré dans Ninety-Six, examina l'état de la place, et fut d'avis qu'elle ne pourrait tenir contre une attaque régulière. Il se remit donc en marche, en se dirigeant vers les parties inférieures de la Caroline, et alla établir son quartier-général à Orangebourg. En-

1781. hardi par sa retraite, Greene ne tarda pas à se montrer devant cette dernière ville. Mais à la vue des forces anglaises et de leur excellente position couverte par les détours de la rivière, il s'arrêta, et prit aussitôt sa direction vers les hauteurs qui bordent la Santie. La saison des grandes chaleurs et des maladies était arrivée; elle fit ce qu'on n'aurait pu attendre de la rage des hommes : les hostilités cessèrent.

Fin déplorable d'un des principaux habitans de Charles-Town.

Il semble que pendant cette suspension d'armes, les haines civiles se soient rallumées avec une nouvelle fureur. Les Anglais sur-tout, comme pour venger leurs défaites, se montrèrent plus exaspérés que les Américains. C'est à cette époque que se passa un évènement lamentable qui excita au plus haut degré l'indignation de toute l'Amérique, et spécialement des Carolines.

Le colonel Isaac Hayne avait épousé avec chaleur la cause de l'indépendance Américaine. Pendant le siége de Charles-Town, il avait servi dans un corps de volontaires à cheval. Après la reddition de cette ville, Hayne, qui chérissait tendrement sa famille, ne trouva pas dans son cœur la force de l'abandonner, pour aller chercher au loin un refuge contre la tyrannie des vainqueurs. Il

savait que d'autres officiers américains avaient obtenu la permission de rentrer paisiblement dans leurs foyers, en donnant leur parole de ne point agir contre les intérêts du roi. Il se rendit, en conséquence, à Charles-Town, se présenta aux généraux anglais, et se constitua leur prisonnier de guerre. Mais connaissant toutes les ressources de son esprit et le crédit dont il jouissait parmi les habitans, ils voulurent s'assurer entièrement de lui, et refusèrent de le recevoir en qualité de prisonnier. Ils lui signifièrent qu'il fallait qu'il se reconnût pour sujet britannique, ou qu'il fût détenu dans une captivité rigoureuse. Cette manœuvre n'eût point effrayé le colonel Hayne : mais il ne put supporter l'idée d'être aussi long-temps séparé de sa femme et de ses enfans. Il les savait, en outre, attaqués de la petite vérole ; et bientôt, en effet, la mère et deux des enfans furent la proie de cette maladie cruelle. Il ne pouvait se dissimuler non plus que, s'il ne se prêtait pas à ce que les vainqueurs exigeaient de lui, une soldatesque effrénée n'attendait que le signal de saccager ses propriétés. 1781.

Dans cette cruelle alternative, le père, l'époux, triomphèrent dans son cœur : il consentit à se ranger parmi les sujets de l'Angle-

1781. terre. La seule grâce qu'il demanda fut de n'être point contraint à porter les armes contre son parti. Il en reçut la promesse solennelle du général anglais Patterson, et de Simcoe, intendant de police à Charles-Town. Mais avant de prendre cette périlleuse résolution, il était allé trouver le docteur Ramsay, le même qui écrivit par la suite l'histoire de la révolution d'Amérique. Il le pria de lui servir de témoin à l'avenir, qu'il n'entendait aucunement abandonner la cause de l'indépendance. Dès qu'il eut signé le serment d'allégeance, il eut la permission de retourner dans ses foyers.

Cependant la guerre se ralluma avec une force nouvelle ; et les Américains, jusqu'alors battus et dispersés, reprirent si vivement l'offensive, que les généraux britanniques furent alarmés de leurs progrès. Ne tenant plus alors aucun compte des promesses qu'ils avaient faites au colonel Hayne, ils lui intimèrent l'ordre de prendre les armes et de marcher avec eux contre les nouveaux corps d'insurgés. Il s'y refusa. Les troupes du congrès pénétrèrent ensuite dans le pays : les habitans de son district se soulevèrent et l'élurent pour leur commandant. Ne se croyant plus lié par un serment que l'on n'avait pas

voulu respecter à son égard, il se rendit au 1781.
désir de ses compatriotes, et reprit de nouveau les armes que la nécessité lui avait fait déposer.

Il battit la campagne aux environs de Charles-Town, à la tête d'un corps de dragons. Mais il ne tarda pas à tomber dans une embuscade que lui tendirent les généraux anglais. Il fut aussitôt conduit dans la ville et jeté dans un cachot profond. Sans aucune forme de procès, lord Rawdon et le colonel Balfour, commandant de Charles-Town, le condamnèrent à mort. Cette sentence parut à tout le monde un acte de barbarie. Les déserteurs mêmes sont soumis à un jugement et trouvent des défenseurs : les espions seuls sont privés de cet avantage par les lois de la guerre. Royalistes et républicains, tous plaignaient également le colonel, dont ils estimaient les vertus : ils auraient voulu sauver ses jours. Ils ne se bornèrent pas à de simples vœux : une députation de loyalistes, ayant à sa tête le gouverneur même, vint supplier instamment lord Rawdon de faire grâce. Les dames les plus qualifiées de Charles-Town, unirent leurs prières à la recommandation générale en faveur du condamné. Ses enfans, encore en bas-âge, accompagnés de

1781. leurs plus proches parens, et portant le deuil de leur mère, qu'ils venaient de perdre, accoururent se jeter aux genoux de lord Rawdon, lui demandant avec des cris lamentables la vie de leur malheureux père. Tous les assistans qui fondaient en larmes, rendaient cette scène déchirante. Rawdon et Balfour refusèrent opiniâtrement d'adoucir la rigueur de leur arrêt.

Prêt à être conduit à la mort, le colonel Hayne fit venir en sa présence son fils aîné, alors âgé de treize ans. Il lui remit des papiers adressés au congrès, puis il lui dit : « Tu « viendras au lieu de mon supplice ; tu rece« vras mon corps, et tu le feras enterrer « dans la sépulture de nos ancêtres. » Arrivé au pied du gibet, il fit des adieux touchans aux amis qui l'entouraient, et s'arma jusqu'à son dernier moment de la fermeté qui avait honoré sa vie. Il était, au même degré, homme de bien, père tendre, patriote zélé, et soldat intrépide. Si quelquefois les égaremens des princes ou l'aveuglement des peuples, précipitent les Etats dans les révolutions politiques, n'est-il pas déplorable que les premières, les plus illustres victimes de ce fléau soient presque toujours les citoyens les plus dignes de l'estime et de l'affection générales?

Après avoir tiré cette cruelle vengeance d'un homme aussi recommandable, lord Rawdon laissa la capitale de la Caroline plongée dans le deuil, et méditant de funestes représailles. Il fit voile pour l'Angleterre. On pourrait, sans doute, appliquer à cet acte de rigueur des généraux britanniques l'ancien adage : « Une extrême justice « est une extrême injure. » Mais, quoiqu'on en puisse penser, il faut convenir qu'en se montrant aussi impitoyables au moment même où leur fortune déclinait si lentement, les Anglais parurent bien plus empressés d'assouvir la fureur d'un ennemi vaincu, que d'accomplir une loi équitable. L'aversion des Américains pour leurs anciens maîtres prit un nouveau caractère d'animosité implacable. Les officiers de l'armée du général Greene le sollicitèrent d'user de représailles, en déclarant qu'ils étaient prêts à courir toutes les chances qui pourraient s'ensuivre. Il rendit, en conséquence, une proclamation par laquelle il menaça d'une mort semblable à celle du colonel Hayne les officiers anglais qui tomberaient entre ses mains. Ainsi, aux maux inséparables de la guerre, se joignirent les excès produits par la haine et la vengeance. 1781.

1781.

Greene reprend les hostilités.

Le général Greene, pendant ces entre-faites, n'était pas resté oisif dans son camp sur les hauteurs de la Santie. Il s'était appliqué sans relâche à refaire son armée, à tenir les vieilles troupes en haleine par de fréquentes manœuvres, et à discipliner les nouveaux corps. Ses efforts n'étaient pas demeurés sans succès. Renforcé des milices des cantons circonvoisins, il voyait sous ses drapeaux des soldats non moins redoutables aux Anglais par leur ardeur guerrière que par leur nombre. La température étant devenue moins brûlante, au commencement de septembre, il résolut d'employer ses forces à expulser les troupes britanniques du peu de districts qu'elles occupaient encore dans la Caroline du sud, en dehors de Charles-Town. Après plusieurs contremarches sur la Haute-Congarie, il la passa, et redescendit rapidement la rive droite, portant toute son armée contre les Anglais qui, sous les ordres du colonel Steewart, occupaient la position de Macord's-Ferry, près le confluent de cette rivière avec la Santie. Les royalistes, en voyant venir à eux un ennemi aussi supérieur en forces, et principalement en cavalerie légère, réfléchirent qu'ils étaient trop éloignés de Charles-Town, d'où ils tiraient leurs

subsistances. Ils se hâtèrent donc de quitter Macord's-Ferry, pour se replier sur Eutaw-Springs, où ils travaillèrent à se retrancher. 1781.

Bataille d'Eutaw-Springs.

Greene les y poursuivit, et le 8 septembre éclaira la bataille d'Eutaw-Springs. D'après les dispositions ordonnées par le général américain, l'avant-garde était composée des milices des deux Carolines, et le centre des troupes continentales de ces provinces, de la Virginie et du Maryland. Le colonel Lee, avec sa légion, couvrait le flanc droit, et le colonel Henderson la gauche. L'arrière-garde était formée par les dragons du colonel Washington et les milices de la Délaware. C'était un corps de réserve destiné à soutenir les premières lignes. L'artillerie s'avançait sur leur front.

Le général anglais rangea ses troupes sur deux lignes, dont la première était défendue, sur la droite, par la rivière d'Eutaw, et sur la gauche, par un bois épais. La seconde, formant corps de réserve, couronnait les hauteurs qui couvrent le chemin de Charles-Town. Les tirailleurs de l'une et l'autre armée engagèrent d'abord une vive fusillade. Ils repassèrent ensuite derrière les rangs, et le combat devint général. Il se soutint assez long-temps sans avantage marqué; mais enfin

1781. les milices de la Caroline furent rompues, et se replièrent en désordre. La division anglaise, qui formait la gauche de la première ligne, quitta sa position pour les poursuivre. Dans ce mouvement, elle perdit son alignement et ses distances. Les Américains virent cette faute, et ils en profitèrent sur-le-champ.

Greene fit avancer sa seconde ligne; elle chargea si vigoureusement, que les Anglais, à leur tour, furent culbutés et mis en déroute. Pour la rendre plus complète, le colonel Lee avec sa cavalerie tourna leur gauche, et fondit sur leurs derrières. Cette manœuvre précipita la fuite de toute cette aile de l'armée britannique. La droite seule tenait encore ferme. Mais bientôt Greene la fit vivement attaquer de front par les troupes réglées du Maryland et de la Virginie, tandis que les dragons du colonel Washington la prenaient en flanc. L'ébranlement fut alors général: tous les corps de l'armée anglaise se renversaient les uns sur les autres, pour regagner leurs retranchemens. Déjà les Américains s'étaient emparés de plusieurs pièces d'artillerie et d'un grand nombre de prisonniers. La victoire semblait ne pouvoir plus leur échapper.

Mais combien de fois n'a-t-on pas observé

que les évènemens de la guerre dépendent 1781.
des caprices du hasard! Les troupes accoutumées à une discipline sévère, savent souvent se rallier au milieu du désordre, et recouvrer, en un instant, ce qu'elles paraissaient avoir perdu sans retour. La bataille que nous rapportons en offre un exemple mémorable. Les Anglais, dans leur fuite, imaginèrent de se jeter dans une grande maison, solidement bâtie, et ils résolurent d'y faire une défense désespérée. D'autres se réfugièrent dans des broussailles presqu'impénétrables; d'autres enfin dans un jardin entouré de palissades. L'action recommença, dès-lors, avec un nouvel acharnement. Les insurgés firent tout ce qu'on devait attendre de vaillans soldats pour déloger leurs ennemis de ces nouveaux postes. La maison fut canonnée par quatre pièces d'artillerie; le colonel Washington, sur la droite, tenta de pénétrer dans le bois, et le colonel Lee de forcer le jardin. Leurs efforts furent vains : les Anglais se défendirent si courageusement, qu'ils repoussèrent les assaillans avec une grande perte. Le colonel Washington lui-même fut blessé et pris. L'acharnement était extrême, et le carnage effroyable; mais nulle part plus qu'à l'attaque de la maison.

1781. Cependant le colonel Steewart, ayant rallié son aile droite, la porta en avant, et par un mouvement de conversion, la rabattit à l'improviste sur le flanc gauche des Américains. Cette manœuvre hardie fit sentir au général Greene qu'il verserait inutilement des flots de sang pour débusquer les Anglais de leurs postes, et il ordonna la retraite. Il regagna son premier camp, à quelques milles de distance du champ de bataille. On attribua cette marche rétrograde au manque d'eau. Il emmenait avec lui environ cinq cents prisonniers, et tous ses blessés, à l'exception de ceux qui se trouvaient trop près des murs de la maison attaquée. Il perdit deux pièces de canon.

Les Anglais passèrent toute la journée dans leurs retranchemens. La nuit, ils les abandonnèrent, et descendirent jusqu'à Monk's-Corner. Les Américains prétendirent que, dans le désordre, les troupes royales avaient répandu à terre les liqueurs spiritueuses, brisé ou jeté une grande quantité d'armes dans l'Eutaw. On estima la perte de Greene, dans cette action, à plus de six cents hommes, tant tués que blessés et prisonniers : celle de Steewart, en comptant les égarés, fut beaucoup plus forte. Les soldats

américains déployèrent, dans ce combat, une valeur brillante. Impatiens d'engager leurs ennemis de près, ils eurent promptement recours à la baïonnette, arme qu'ils semblaient craindre dans les commencemens des hostilités, et qui était devenue si redoutable dans leurs mains aguerries. Le congrès adressa des remercîmens publics à tous ceux qui avaient pris part à la bataille d'Eutaw-Springs. Il fit présent au général Greene d'un drapeau pris sur l'ennemi, et d'une médaille d'or. 1781.

Fin de la campagne de la Caroline.

Peu de temps après, ayant reçu quelques renforts, il voulut s'abandonner de nouveau à la fortune. Il se porta au-devant des Anglais, dans la Caroline inférieure. Des démonstrations menaçantes sur Monk's-Corner et Dorchester les déterminèrent à évacuer le plat pays, et à se renfermer entièrement dans Charles-Town. Ils se contentaient d'envoyer au-dehors, pour s'éclairer ou pour fourrager, des partis qui n'osaient pas toutefois trop s'éloigner de la place. Supérieur en troupes légères, Greene les repoussait sur tous les points, et enlevait leurs convois. C'est ainsi que ce général mit fin à la campagne du sud. Après une longue et sanglante lutte, ses habiles manœuvres firent rentrer

1781. au pouvoir de la confédération les deux Carolines et la Géorgie, à l'exception seulement des deux capitales de l'une et l'autre province, qui obéissaient encore aux Anglais, avec une faible portion de leur territoire. Tels furent les fruits de la résolution que prit lord Cornwallis, à Wilmington, de porter ses armes contre la Virginie. On doit, au contraire, rendre hommage aux talens que fit éclater Greene dans cette occurrence. Lorsqu'il vint remplacer le général Gates dans le commandement de l'armée du midi, les choses étaient, pour ainsi dire, désespérées. Son génie, son activité, son audace y portèrent un si prompt remède, que, de vaincues, ses troupes devinrent bientôt victorieuses; de l'abattement, les peuples passèrent à une confiance sans bornes; et les Anglais, naguère si arrogans, ne virent plus de sûreté pour eux que derrière les remparts de Charles-Town. Les qualités sociales, la noblesse et l'affabilité des manières, relevaient dans Greene la gloire du guerrier. Ses vertus triomphèrent de l'envie même : illustré par les services éminens qu'il rendit à sa patrie, et toujours modeste et simple, il mérita que son nom fût transmis sans tache à la postérité.

La Virginie était moins heureuse que la

1781.

Caroline : Arnold, comme s'il eût été jaloux d'ajouter au nom de traître celui de brigand, portait le fer et la flamme dans cette province. Les propriétés particulières n'étaient pas plus respectées par lui que celles de l'état. Cette horrible expédition, comme nous l'avons observé, n'avait été ordonnée par les généraux britanniques que pour seconder les efforts de Cornwallis dans les Carolines, partager l'attention et diviser les forces de l'ennemi. En effet, vouloir soumettre la Virginie au pouvoir du roi avec de si faibles moyens, était une chose impossible à exécuter, et même à espérer. On ne tarda pas à s'en convaincre. Les tristes conséquences du plan suivi par Cornwallis, furent également fatales pour Arnold. Déjà les milices de la Virginie, se levant en masse autour de lui, l'avaient forcé d'abandonner le plat-pays, et de se replier précipitamment sur Portsmouth, où il prit soin de se retrancher. D'un autre côté, Washington, attentif à tous ses mouvemens, et voulant servir le juste ressentiment de la nation américaine envers ce transfuge, conçut le projet de le serrer de si près, par terre et par mer, qu'il ne pût lui échapper.

Campagnes de Virginie.

C'est dans cette intention qu'il avait détaché promptement le marquis de la Fayette,

1781. vers la Virginie, à la tête de douze cents hommes d'infanterie légère. Le généralissime avait, en outre, obtenu du commandant de la flotte française dans le Rhode-Island, qu'il fît sortir une escadre de huit vaisseaux de ligne, aux ordres du chevalier Destouches, pour ôter au général Arnold tout moyen de retraite par la baie de Chesapeack. Mais les Anglais en furent promptement informés. L'amiral Arbuthnot fit voile de New-York avec une escadre de même force, et il rencontra les Français à la hauteur du Cap-Henri. Il en résulta un engagement fort vif, dans lequel la perte fut à-peu-près égale des deux côtés. Les Français se virent cependant contraints de renoncer à leurs projets, et de regagner le Rhode-Island (5).

Sur cet avis, M. de la Fayette, qui était déjà arrivé à Annapolis de Maryland, se dirigea sur Elk-Head. Arnold échappa ainsi à un péril imminent. Les Américains s'étaient trouvés dans le cas d'envoyer un parlementaire à son quartier général. On rapporte que le général transfuge lui ayant demandé ce qu'ils auraient fait de lui, s'ils l'avaient pris, l'Américain lui répondit sur-le-champ : « Si nous t'avions pris, nous aurions enterré avec honneur celle de tes jambes qui fut blessée

lorsque tu étais à notre service : quant au reste de ton corps, nous l'aurions pendu. » 1781.

Instruit du danger qu'avait couru Arnold, le général Clinton craignit que les généraux du congrès ne fussent plus heureux dans une seconde tentative. Il fit marcher aussitôt un renfort de deux mille hommes, sous le commandement du général Philipps. Sa jonction avec Arnold les mit en état de reprendre l'offensive : et leurs incursions dans la Virginie furent de nouveau signalées par la dévastation et le pillage. A Osborn, ils détruisirent un grand nombre de vaisseaux, de riches magasins de marchandises, et principalement de tabac. Le baron de Steuben, qui commandait les Américains, se trouvait trop faible pour leur résister.

Le marquis de la Fayette arriva heureusement à temps pour sauver l'opulente ville de Richmond. Il y fut forcé toutefois d'être témoin de l'incendie de Manchester, place située sur la rive droite de la rivière James. Les Anglais se plurent à la brûler sans aucune nécessité. Mais bientôt cette guerre de partisans fut dirigée vers un but unique et déterminé. Le général Philipps avait reçu l'avis que lord Cornwallis s'approchait, et que déjà il était au moment d'atteindre Pétersbourg.

1781. M. de la Fayette en fut pareillement instruit. L'un et l'autre firent donc leurs efforts pour arriver à Pétersbourg avant les troupes qui revenaient de la Caroline : le premier pour s'y réunir à Cornwallis, le second pour empêcher cette jonction. Les Anglais gagnèrent leurs adversaires de vitesse, et occupèrent cette petite ville. Une fièvre pernicieuse y enleva le général Philipps; ses talens militaires le firent vivement regretter des siens.

Après une marche de trois cents milles, au milieu de difficultés de tout genre, lord Cornwallis arriva enfin à Pétersbourg, où il prit le commandement général de toutes les forces britanniques. L'établissement du théâtre de la guerre dans la Virginie, cadrait parfaitement avec les desseins que les ministres avaient formés sur cette province. Dès qu'ils avaient eu connaissance de la victoire de Guilford, ils s'étaient persuadés que les deux Carolines étaient entièrement réduites sous l'obéissance du roi, et qu'il ne restait plus pour ainsi dire, qu'à y organiser l'administration civile accoutumée. Ils ne doutaient pas que de sages règlemens n'achevassent ce que les armes de Cornwallis avaient si heureusement commencé. Ils faisaient sur-tout un très-grand fonds sur les loyalistes. Ceux-ci

malgré tant de fatales épreuves, tant d'espérances avortées, prêtaient avidement l'oreille à toutes les illusions, à toutes les nouvelles que répandaient les émigrés, sans cesse réduits par leur position à se repaître de chimères. 1781.

Le gouvernement britannique se flattait, en conséquence, que la coopération des loyalistes, quelques garnisons laissées dans les postes les plus importans, et la terreur enfin des armes de Cornwallis, suffiraient pour contenir les insurgés des deux Carolines, et faire rentrer ces provinces sous la domination royale. Quant à la Virginie, traversée par un grand nombre de fleuves d'une largeur considérable, dont les embouchures forment sur ses côtes plusieurs golfes ou baies propres au mouillage, les forces navales qu'y avait envoyées des Antilles l'amiral Rodney, semblaient devoir y assurer la supériorité de l'Angleterre. Aussi les ministres ne doutaient-ils nullement que, si l'on ne pouvait réduire entièrement cette province, il ne fût facile, du moins, de la presser et de la désoler si vivement, que l'union américaine n'en pût retirer aucune espèce d'utilité. Ils avaient donc décidé que les commandans des troupes de terre feraient choix d'une position avan-

1781. tageuse sur les côtes de la Virginie, et qu'ils s'en assureraient la possession, en s'y fortifiant de manière à repousser toutes les attaques de l'ennemi.

Cette mesure et la supériorité présumée de la marine anglaise semblaient autoriser le cabinet britannique à compter fermement sur la conservation de la Virginie. Il ne manquait point de motifs spécieux, comme nous l'avons rapporté, pour en déduire la prochaine conquête des Carolines, et même de la Géorgie. On se flattait d'autant plus de n'avoir rien à redouter des escadres françaises, que les côtes de ces dernières provinces manquent de ports, ou que le peu qu'elles offrent étaient au pouvoir des troupes royales. Se voyant donc déjà maîtres des quatre riches provinces du sud, ainsi que de celle de New-York, si précieuse, tant par ses ressources que par ses ports, les Anglais se persuadaient que le moment ne pouvait être loin, où les Américains se seraient rendus de guerre lasse. Ils s'applaudissaient, au moins, d'avoir les moyens de reprendre l'offensive. C'est ainsi que l'on raisonnait à Londres; mais l'on n'y savait pas que les flottes anglaises avaient du dessous, au lieu d'avoir le dessus en Amérique; que les Carolines, supposées sous la

puissance du roi, étaient rentrées presqu'entièrement, au contraire, sous celle du congrès; et qu'enfin, si Cornwallis était réellement arrivé en Virginie, il s'y était montré, nonobstant ses succès à Guilford, plutôt en vaincu qu'en vainqueur. 1781.

Marches de Cornwallis et du marquis de la Fayette

Cependant lord Cornwallis, après avoir fait halte plusieurs jours à Pétersbourg, où il fut renforcé par quelques centaines d'hommes que le général Clinton lui avait envoyés de New-York, prit la résolution de passer la rivière James, et de pénétrer dans l'intérieur de la Virginie. Il craignait peu de rencontrer des troupes américaines : il les supposait ou trop faibles, ou trop éparpillées. En effet, le baron de Steuben occupait les parties hautes de la province, le marquis de la Fayette les districts maritimes, et le général Wayne, qui était en marche avec les régimens de ligne de Pensylvanie, se trouvait encore fort éloigné. Le général anglais traversa donc sans opposition la rivière à Westover : M. de la Fayette s'était retiré derrière le Chickabominy. De là, Cornwallis détacha un corps qui occupa Portsmouth. Les loyalistes, ou ceux qui voulaient paraître tels, se rendaient dans cette ville, pour y prêter serment au roi. Le comté de Hanovre était entièrement en

1781. proie aux fourrageurs de l'armée anglaise.

Lord Cornwallis fut informé, vers ce temps, que la plupart des habitans notables du pays s'étaient rassemblés à Charlotteville pour y régler les affaires de la province. Ses coureurs lui rapportèrent, en outre, que le baron de Steuben s'était établi à la pointe de Fork, lieu situé au confluent de la rivière James et de la Rivana. Les Américains y avaient établi des magasins d'armes et de munitions. Ces avis, joints à la considération que cette partie de territoire n'ayant pas encore été le théâtre de la guerre, devait abonder en toute sorte d'objets, déterminèrent lord Cornwallis à tenter, avant tout, les expéditions de Charlotteville et de la pointe de Fork. Il confia la première à Tarleton, la seconde à Simcoe.

L'une et l'autre réussirent également. Le premier, grâce à l'extrême rapidité de sa marche, fondit tellement à l'improviste sur la ville, qu'il y arrêta un grand nombre de députés, et se rendit maître d'une quantité considérable de munitions de guerre et de bouche. Mais le personnage dont il lui tenait le plus à cœur de s'assurer, fut un de ceux qui lui échappèrent. C'était Thomas Jefferson, depuis président du congrès : ayant eu

le bonheur d'être averti à temps de l'approche des troupes anglaises, il se mit hors de leur portée ; non sans avoir auparavant, avec des peines extrêmes et l'assistance de ses voisins, mis en sûreté des amas importans d'armes et de munitions. Si Tarleton s'était plaint quelquefois de la trop grande douceur de ses camarades, personne ne put assurément lui faire le même reproche. Sa rapacité, son impudence ne connaissaient plus de bornes : rien n'était sacré à ses yeux, rien n'échappait à ses mains barbares. Le colonel Simcoe, de son côté, ne s'était pas porté moins rapidement sur le baron de Steuben. Ce général aurait pu opposer une vive résistance : on ne sait quel motif put le décider à une retraite précipitée ; et encore ne sut-il pas mettre son arrière-garde à couvert de la poursuite des Anglais, qui l'atteignirent et en taillèrent une partie en pièces. 1781.

Lorsque les colonels Tarleton et Simcoe furent rentrés au camp, lord Cornwallis, traversant une contrée fertile et riche, marcha sur Richmond, et peu après sur Williamsbourg, capitale de la Virginie. Ses troupes légères n'osaient cependant plus s'aventurer dans leurs fourrages. Le marquis de la Fayette avait rejoint le baron de Steuben,

1781. et lorsqu'il eut été renforcé lui-même par les régimens pensylvaniens du général Wayne, il se vit en état de surveiller tous les mouvemens de l'armée britannique, et d'écraser les partis qui s'écartaient.

Cornwallis reçut, à cette époque même, des ordres du général Clinton, qui lui enjoignaient de faire remonter sur New-York une partie de ses troupes. Ce n'est pas que ce général méditât alors quelque coup important : mais il avait eu avis de l'approche des confédérés, et il s'attendait à voir l'orage fondre sur sa tête. Il craignait à-la-fois pour New-York, et pour les îles de Staten-Island et Long-Island. Ses forces étaient insuffisantes pour les défendre. Obligé d'obéir, lord Cornwallis fit marcher ses troupes vers les bords de la rivière James. Il comptait, après l'avoir passée, gagner Portsmouth, où il aurait embarqué le corps destiné pour New-York. Mais comme M. de la Fayette le serrait d'extrêmement près, il se vit contraint de faire halte sur la rive gauche du fleuve, et d'y choisir une position d'où il pût réprimer l'impétuosité de son adversaire, et donner le temps à ses troupes d'effectuer le transport sur l'autre rive, de l'artillerie, des munitions et du bagage. Il ne trouva pas de lieu plus

convenable à ses desseins qu'un campement dont la droite était couverte par un étang, et le centre et la gauche par des marais. 1781.

Cependant l'avant-garde, commandée par le général Wayne, s'était avancée. Les Anglais firent passer des espions chez les Américains pour leur faire croire que le gros de l'armée royale avait déjà gagné la rive droite, et qu'il ne restait plus sur la gauche qu'une faible arrière-garde consistant dans la légion britannique, et quelques détachemens d'infanterie. Soit que les insurgés se laissassent prendre à ce piége, soit qu'ils n'écoutassent qu'une valeur inconsidérée, ils tombèrent avec furie sur les troupes royales.

Combat de James-town.

Déjà les régimens réguliers de la Pensylvanie, commandés par le général Wayne, avaient franchi le marais, et ils pressaient vivement l'aîle gauche des Anglais. Malgré la grande supériorité de ceux-ci, les assaillans ne paraissaient nullement rebutés. Mais les Anglais ayant passé l'étang, s'avancèrent contre l'aîle gauche, qui n'était composée que de milices. Elle ne leur opposa presque point de résistance, et bientôt ils se montrèrent sur le flanc gauche de Wayne. Dans le même temps, étendant leur propre gauche au-delà du marais, ils avaient débordé sa droite, et

1781. ils faisaient mine de vouloir le cerner de tout côté. Le marquis de la Fayette s'aperçut de cette manœuvre; et il ordonna aussitôt au général Wayne de battre en retraite. Il ne put effectuer ce mouvement sans laisser deux pièces de canon au pouvoir de l'ennemi. M. de la Fayette resta quelque temps à Green-Springs pour recueillir les soldats égarés. Lord Cornwallis rentra dans ses retranchemens. La chute du jour et la nature du pays, coupé de bois et de marécages, ne lui permirent pas de poursuivre les Américains.

Le lendemain, avant le lever du soleil, il détacha sa cavalerie légère sur la route qu'avait prise le marquis de la Fayette, avec ordre de harceler vivement son arrière-garde. Tout le mal qu'elle lui fit se réduisit à la prise de quelques traîneurs. Il est présumable que si lord Cornwallis se fût avancé, le jour suivant, avec la totalité de ses forces, il serait parvenu à écraser les Américains. Mais toutes ses vues étaient tournées vers Portsmouth, pour y faire embarquer les troupes que le général Clinton attendait à New-York. Lorsqu'il eut passé la rivière James avec toute son armée, il se dirigea donc sur Portsmouth; mais une reconnaissance exacte des lieux le convainquit qu'ils ne lui offraient pas une

position assez forte pour y tenir long-temps et remplir tous les projets formés par le général Clinton. Il mit du moins la plus grande diligence à l'embarquement des troupes. 1781.

Il reçut, sur ces entrefaites, de nouvelles instructions de Clinton, qui lui prescrivaient de regagner Williamsbourg, de retenir auprès de lui tout ce qu'il avait de monde, et, au lieu de Portsmouth, de faire sa place d'armes d'Old-Point-Comfort, afin d'avoir dans tous les cas une retraite assurée. Deux causes principales avaient inspiré au général Clinton cette résolution nouvelle : il avait reçu d'Europe un renfort de trois mille Allemands ; et il était mu, en outre, par le désir de s'ouvrir un chemin par la route de Hampton et la rivière James vers cette fertile et populeuse partie de la Virginie, située entre les rivières James et d'York. Mais un examen attentif de la position d'Old-Point-Comfort fit voir qu'elle était également défavorable à l'assiette d'un camp retranché, et qu'on n'y serait pas plus en situation qu'à Portsmouth d'atteindre le but que l'on se proposait. Il fallut donc renoncer à la pensée de s'y établir.

Projets de Clinton.

Le plan des opérations futures exigeant, néanmoins, la possession d'un point fixe

Cornwallis établit son quartier-général à York-town.

1781. dans la contrée qu'embrassent les deux rivières ci-dessus, lord Cornwallis se résolut à repasser encore une fois le James avec toute son armée, et à porter son quartier-général à York-Town. Le marquis de la Fayette aurait voulu s'opposer à son passage; mais les Américains qu'il avait dans son camp, ne voulurent point consentir à descendre plus bas, jusqu'à Portsmouth.

York-Town est une petite ville située sur la rive droite de l'York, en face d'une autre plus petite nommée Gloucester. Celle-ci, placée sur la rive opposée, occupe une pointe de terre qui, s'avançant dans le fleuve, restreint considérablement la largeur de son lit. L'eau y est très-profonde, et capable de recevoir les plus gros vaisseaux de guerre. A la droite d'York-Town coule un ruisseau marécageux; sur le front de la place et jusqu'à la distance d'un mille, la plaine est large et unie. En avant de cette plaine est un bois dont la gauche s'étend jusqu'au fleuve, et dont un ruisseau ferme la droite. On ne trouve plus au-delà qu'une campagne ouverte et cultivée. Cornwallis fit toutes ses dispositions pour se retrancher le plus fortement possible sur ce terrain.

Après l'affaire de James-Town, le marquis

de la Fayette s'était retiré entre les deux rivières de Pamunckey et de Mattapony, dont les courans réunis forment ensuite l'York. 1781.
Sur la nouvelle du changement de position que venait de faire Cornwallis, il repassa le Pamunckey, et alla prendre pied dans le comté de New-Kent. Ce n'est point qu'il eût l'intention d'attaquer les Anglais : ses forces ne le lui permettaient pas ; mais il voulait au moins leur donner de l'inquiétude, réprimer leurs incursions et les empêcher de faire des vivres dans le pays. Washington avait confié à M. de la Fayette le soin de défendre la Virginie ; il s'en acquitta de la manière la plus satisfaisante, tantôt en tenant Cornwallis en échec par ses manœuvres, tantôt en le combattant avec vigueur. Il le conduisit enfin vers le point où il pouvait espérer d'être secondé par la puissante flotte française que l'on attendait sur cette côte.

La campagne de Virginie prend une tournure décisive.

Jusqu'alors, la campagne de Virginie avait offert une assez grande vicissitude d'évènemens ; mais tous également dénués d'importance. La scène était changée : le plan qui semblait tendre à mettre fin à toute la guerre d'Amérique par une action d'éclat, marchait chaque jour de plus en plus vers le point décisif. Le gouvernement américain était in-

1781. formé que le comte de Grasse ne tarderai point à paraître avec sa flotte et un corps d troupes de débarquement. Il était donc ins tant de faire toutes les dispositions réclamée par les circonstances, afin d'être en état d tirer parti de la grande supériorité de force qu'allaient avoir les alliés, tant par terre qu par mer.

Washington et le comte de Rochambea eurent, à cet effet, une entrevue à Wither field. Le comte de Barras, qui commandai l'escadre mouillée dans le Rhode-Island, de vait pareillement s'y trouver; mais il fu retenu par d'autres fonctions. Le siége d New-York fut résolu entre les deux générau Ils s'accordèrent sur la nécessité d'enleve aux Anglais ce repaire, qui, depuis le com mencement des hostilités, et à l'heure mêm encore, était si favorable à leurs entreprises De ce jour, tous les mouvemens des Françai et des Américains furent dirigés vers ce but Ils les avaient calculés de manière à ce qu l'apparition du comte de Grasse dans ces pa rages fût le signal immédiat de l'ouverture d siége.

Clinton redoutait tellement ce coup, qu ce motif seul avait suffi pour le déterminer comme nous l'avons dit, à rappeler une par

ie des troupes de Cornwallis, avant qu'il 1781.
ait été renforcé par des corps allemands. Washington se flattait d'un heureux succès dans l'expédition de New-York; il ne doutait pas que les Etats de l'Union, particulièrement ceux du nord, ne s'empressassent de satisfaire aux réquisitions qui leur avaient été faites, de fournir chacun un nombre déterminé de soldats. Mais ils n'avaient accompli que partiellement, à cet égard, les désirs du généralissime. Au lieu de douze à quinze mille hommes de troupes continentales qu'il avait espéré rassembler pour une opération de cette importance, il ne vit arriver sous ses drapeaux que quatre à cinq mille hommes de troupes régulières, et autant à-peu-près de milices. Il était cependant à considérer que la conquête de New-York ne se ferait pas sans de grands efforts, puisque le général Clinton y commandait une garnison de plus de dix mille hommes. On ne pouvait raisonnablement entreprendre de la réduire avec cette poignée de monde.

Le comte de Grasse avait en outre déclaré qu'en conséquence des ordres de son souverain, et de la convention faite avec les Espagnols, dans les Antilles, il ne lui serait pas possible de rester sur les côtes d'Amérique,

1781. au-delà du milieu d'octobre. Or, un auss court espace de temps ne laissait assurémen aucun espoir d'emporter New-York. On con naissait enfin la répugnance qu'avaient tou les officiers de mer, et spécialement les Fran çais, à passer la barre qui ferme l'entrée d port de cette ville.

Clinton conçoit de vives alarmes pour New-York.

Toutes ces considérations détournèren Washington du siége de New-York. Il réfl chit que son armée était trop faible pou une entreprise de cette importance, elle s trouvait cependant suffisante pour agir ave succès contre Cornwallis, dans la Virgini Il se décida, en conséquence, pour ce der nier parti. Mais les mouvemens qu'il ava déjà faits ayant donné de l'inquiétude à Clin ton, pour New-York, il voulut, quoiqu'ayan changé de dessein, nourrir ces alarmes che son ennemi par une suite de démonstration des plus vives : c'était l'empêcher de pén trer son plan et d'y apporter des obstacle Pour le faire tomber plus sûrement dans piége, le généralissime écrivit à plusieu officiers supérieurs de son armée, ainsi qu des membres du gouvernement, des lettr où il manifestait l'intention d'attaquer Ne York. Il prit des mesures pour que ces d pêches fussent interceptées par l'ennemi. L

stratagème réussit complètement. Clinton, 1781.
plein d'appréhension pour une ville qui était devenue sa place d'armes, s'empressa d'y multiplier tous les moyens de défense.

Sur ces entrefaites, le comte de Rochambeau était parti de Rhode-Island, à la tête de cinq mille français, et déjà il s'approchait des bords de l'Hudson. Washington leva son camp de New-Windsor, et marcha au-devant de lui sur la rive gauche. La jonction faite, les troupes alliées occupèrent Philipsbourg, comme si elles voulaient se porter sur Kingsbridge, et forcer l'entrée de l'île de New-York. Elles se montrèrent même à Kingsbridge, insultant les postes anglais sur toute cette ligne. Non contens de ces démonstrations, les officiers des deux armées, accompagnés d'ingénieurs, examinaient sans cesse l'île de New-York des deux côtés, levant la carte de tous les points particuliers, dressant le plan des divers postes et des fortifications de la ville même, dont ils s'étaient approchés jusqu'à la portée du canon. Ils répandirent en même temps le bruit que le comte de Grasse allait arriver à Sandy-Hook. Pour rendre la chose plus vraisemblable, les Français se dirigèrent sur ce point et sur les côtes qui font face à Staten-Island, comme si

1781. leur but était d'aider leur amiral à franchir ce passage, et à remonter jusqu'au port même de New-York. Ils poussèrent la feinte jusqu'à établir une batterie à l'embouchure du Raritton, derrière Sandy-Hook.

D'après ces divers mouvemens de l'armée combinée, le général Clinton ne douta plus que New-York ne fût menacée d'une attaque très-prochaine. Mais le temps s'approchait où le bandeau que l'on avait mis tant de soin à épaissir sur ses yeux allait tomber, et lui laisser voir la vérité dans tout son jour. Washington était instruit des mouvemens de la flotte française. Quand il sut que le comte de Grasse n'était plus éloigné de la baie de Chesapeack, il passa tout-à-coup le Croton, puis l'Hudson ; et, traversant à marches forcées le New-Jersey, il alla camper à Trenton, sur la Délaware. Il répandit toutefois, et persuada même au général anglais, par ses démonstrations, qu'il n'avait d'autre but que de l'attirer hors de New-York, pour le combattre en rase campagne avec des forces supérieures. Croyant déjouer une ruse par une autre, Clinton ne sortit pas de ses murs; mais le généralissime américain ayant enfin reçu l'avis que la flotte française était en vue des côtes, ne tarda plus à passer la Déla-

are. Il se dirigea avec une extrême célérité 1781.
travers la Pensylvanie, et parut inopiné-
ent à Elk-Head, à l'extrémité septentrio-
ale de la baie de Chesapeak. Une heure
près, tant les opérations avaient été con-
ertées avec soin, ou plutôt par un bonheur
oui, le comte de Grasse entra le 28 août, à
leines voiles, dans la baie, avec vingt-cinq
aisseaux de ligne (6). Il ne différa pas d'un
oment l'exécution du plan convenu. Il blo-
ua les embouchures des deux rivières d'York
t de James. En se rendant maître de la pre-
ière, il interceptait toute relation mari-
ime entre Cornwallis et New-York; en oc-
upant la seconde, il se mettait en commu-
ication avec le marquis de la Fayette, qui
ait déjà descendu jusqu'à Williamsbourg.
a position avait causé d'abord quelque
quiétude. On avait craint que lord Corn-
allis, s'apercevant enfin du cercle que l'on
açait autour de lui, ne profitât de la supé-
iorité qu'il avait encore sur le marquis,
our fondre sur lui, l'écraser, et se faire
ur dans les Carolines. On se hâta de pré-
enir un coup aussi funeste : trois mille
ommes d'excellentes troupes françaises,
mbarqués sur des bâtimens légers, et com-
andés par le marquis de Saint-Simon, re-

1781. montèrent la rivière James, et opérèrent leur jonction avec le corps de M. de la Fayette. Il avait établi son quartier-général à Williamsbourg.

Les Anglais avaient déjà considérablement augmenté les fortifications d'York-town, et ils y travaillaient encore sans relâche. Les alliés devaient donc s'attendre à un siége en règle : un train nombreux de grosse artillerie leur était absolument nécessaire. Trois jours avant l'arrivée de M. de Grasse dans la Chesapeak, le comte de Barras avait fait voile du Rhode-Island avec quatre vaisseaux de ligne et quelques frégates ou corvettes : il apportait tout ce qu'il avait pu rassembler pour former un équipage de siége. Mais il n'ignorait pas qu'une nombreuse escadre anglaise mouillait dans le port de New-York, et il sentait parfaitement que le secours dont il était chargé ne pouvait être intercepté, sans détruire tout espoir de succès. Il s'était déterminé, en conséquence, à porter considérablement au large. Après s'être dirigé dans les eaux des îles Bahama, il avait cinglé vers la Chesapeak.

L'amiral Hood avait paru à l'entrée de cette baie, avec quatorze vaisseaux de ligne, le jour même qu'y était arrivé le comte de

Grasse. Surpris de n'y point trouver l'amiral 1781.
Graves, qu'il y supposait déjà rendu, il lui fit donner aussitôt avis de sa marche par une frégate fine voilière, et il remit sur-le-champ à la voile pour aller le rejoindre avec toutes ses forces à Sandy-Hook. L'amiral Graves, comme il a été dit plus haut, n'avait été nullement prévenu de l'arrivée future de Hood. Ses vaisseaux, en outre, avaient extrêmement souffert des mauvais temps pendant sa croisière, à la hauteur de Boston. Il était donc entièrement hors d'état de mettre en mer. Le commandement général lui était dévolu, comme au plus ancien. Dès qu'il fut informé que le comte de Barras avait fait voile du Rhode-Island, il fit travailler avec tant d'activité à la réparation de sa flotte, qu'elle se trouva prête à sortir le 31 août. Suivi de dix-neuf vaisseaux de ligne, il se porta sur la baie de Chesapeak, qu'il espérait gagner avant le comte de Barras. Il paraît qu'il ignorait encore totalement, à cette époque, l'arrivée du comte de Grasse dans cette baie.

Dès que l'amiral Graves eut le cap Henri en vue, il découvrit la flotte française, forte de vingt-quatre vaisseaux de ligne. Elle s'étendait depuis le cap jusqu'au banc appelé

1781. *Middle-Ground.* Malgré son infériorité d cinq vaisseaux, Graves se prépara aussitô au combat. De son côté, le comte de Gras se, à l'apparition de la flotte anglaise, lev l'ancre avec une incroyable promptitud et, plein de confiance dans la victoire, s porta à pleines voiles au-devant de l'en nemi. L'intention des Anglais était d'enga ger l'action au plus près possible. Ils étaien convaincus de l'influence fatale que pou vait avoir la perte d'une occasion aussi im portante sur le succès des armes britanni ques, et même sur l'issue de la guerre. Un défaite totale eût à peine été plus préjudi ciable aux intérêts de l'Angleterre, qu'un bataille indécise et sans résultat. Elle laissai les Français maîtres de la Chesapeak, e lord Cornwallis toujours exposé aux même périls.

Engagement entre le comte de Grasse et l'amiral Graves.

Mais le comte de Grasse, qui sentait se avantages, ne voulait pas remettre aux ca prices de la fortune la décision des évène mens qu'il se regardait déjà comme certai de maîtriser. Ce parti prudent semblait en core lui être dicté par l'absence de quinz cents de ses matelots, qui étaient alors em ployés au débarquement des troupes du mar quis de Saint-Simon. La flotte anglaise s

montra si subitement, que le temps manquait 1781.
absolument aux Français pour recompléter
leurs équipages. Le comte de Grasse désirait
seulement d'arrêter l'ennemi assez long-
temps par des combats partiels, et à la grande
portée du canon, pour que le comte de Bar-
ras pût arriver dans la baie de Chesapeak.
C'est dans ces intentions opposées que les
deux amiraux s'avancèrent l'un contre l'autre.
L'engagement devint bientôt extrêmement vif
entre leurs avant-gardes; quelques vaisseaux
du centre y prirent part. Les Français, qui
ne voulaient pas que l'action devînt trop gé-
nérale, replièrent leur avant-garde, lors-
qu'elle avait déjà beaucoup souffert. L'ap-
proche de la nuit, et la proximité des côtes
ennemies, dissuadèrent l'amiral anglais du
dessein de renouveler l'engagement. D'ailleurs,
son avant-garde avait été excessivement mal-
traitée. Les vaisseaux les plus endommagés
étaient *le Shrewsbury*, *le Montagu*, *l'Ajax*,
l'Intrépide et *le Terrible*. Ce dernier était tel-
lement criblé de boulets, que ne pouvant
plus résister à la lame, il fut brûlé par ordre
de l'amiral Graves. Les Anglais eurent, dans
cette action, trois cent trente-six hommes
tués ou blessés, tant matelots que soldats de
marine. La perte des Français ne s'éleva pas

1781. beaucoup au-dessus de deux cents homme
Les deux armées navales restèrent en vu l'une de l'autre pendant quatre jours con sécutifs; mais les Français ayant conserv presque toujours l'avantage du vent, et leur motifs de ne pas engager d'affaire général restant toujours les mêmes, le combat ne fu point renouvelé (7). Lorsqu'enfin le com de Grasse eut la certitude que le comte d Barras était entré sain et sauf dans la Ch sapeak avec ses vaisseaux de guerre et so convoi, il quitta le large, et revint mouill dans l'intérieur de la baie. La fortune se mo tra en tout contraire aux Anglais. Ils avaien cherché à profiter de l'absence du comte d Grasse, pour faire porter des dépêches à lor Cornwallis par les frégates *l'Iris* et *le Ric mond*. Elles ne purent remplir leur missio et tombèrent au pouvoir des Français.

Voyant l'état désastreux de sa flotte, mer devenant de jour en jour plus mauvais et l'espoir d'intercepter le convoi du com de Barras entièrement évanoui, l'amiral Gr ves, au bout de quelques jours, était al mouiller dans le port de New-York. Les Fra çais, que sa retraite laissait entièrement ma tres de la Chesapeak, débarquèrent d'abo l'artillerie de siége et les munitions qu

avaient apportées du Rhode-Island. Ils em- 1781.
ployèrent ensuite, avec la plus grande activité, leurs bâtimens légers à transporter l'armée de Washington d'Annapolis à l'embouchure de la rivière James, et de là à Williamsbourg. On n'avait pu, jusqu'alors, rassembler à Elk-Head un assez grand nombre d'embarcations pour effectuer ce passage.

Toute l'armée de Cornwallis est assiégée dans York-town.

C'est ainsi que Cornwallis se vit réduit à l'espace qu'il occupait. Par un concours admirable des opérations les mieux combinées, et la réunion des circonstances les plus favorables à ses adversaires, ses troupes, fortes encore de sept mille hommes, furent cernées de toutes parts. Une armée de vingt mille combattans, dans laquelle on ne comptait qu'un cinquième de milices, serrait York-town sur tous les points du côté de terre, tandis qu'une flotte de près de trente vaisseaux de ligne et une multitude de bâtimens légers, stationnés aux embouchures des rivières James et d'York, rendait le blocus de la place aussi complet que possible. Le quartier-général de l'armée alliée avait été d'abord établi à Williamsbourg, ville qui n'est éloignée d'York-town que de quelques milles. On avait eu soin toutefois de détacher un corps considérable, presque toute cavalerie, sous

1781. les ordres de M. de Choisy et du général Wieden. Ils prirent position sur la rive gauche de l'York, en face du bourg de Gloucester, pour empêcher que les Anglais ne profitassent de ce débouché. Les Français avaient formé leurs lignes sur la gauche du camp, à la droite de la place assiégée : elles s'étendaient depuis la rivière jusqu'au marais. Les Américains formaient la droite, et, rejoignant les Français auprès du marais, ils cernaient la ville jusqu'au point où son enceinte est terminée par la rivière.

Diversion de Clinton dans le Connecticut.

Le général Clinton avait fortement à cœur de dégager lord Cornwallis. En conséquence, pendant que l'amiral Graves faisait voile vers la Chesapeak, il avait médité une diversion dans le Connecticut. Il espérait, en insultant cette province, y attirer une partie des forces américaines ; trop persuadé que si elles étaient libres de presser le siége de York-town, cette place ne pouvait leur résister. Le but principal de cette expédition était de s'emparer de New-London, ville riche et florissante, située sur la Nouvelle-Tamise. Le commandement en fut donné au général Arnold, qui venait de rentrer à New-York, de son incursion en Virginie. L'accès du port de New-London était rendu difficile par deux

forts bâtis sur les rives opposées ; l'un nommé 1781.
le Fort Trumbull, l'autre *le Griswold*. Les Anglais débarqués à l'improviste, au point du jour, enlevèrent le premier sans coup férir; mais le second leur opposa une vive résistance. Le colonel Ladyard s'y était jeté à la hâte avec un corps de milice, et le fort lui-même était protégé par une enceinte murée, flanquée d'oreillons aux quatre angles. Les troupes royales attaquèrent néanmoins avec une extrême valeur; elles furent reçues avec non moins d'intrépidité. Après un feu très-vif de part et d'autre, les Anglais, non sans de grandes difficultés, gagnèrent le haut de la muraille, d'où les Américains les repoussaient à coups de pique. Irrités de leurs pertes, les assaillans, maîtres enfin de la place, passèrent indistinctement au fil de l'épée tout ce qui se présentait devant eux. La ville de New-London elle-même fut la proie des flammes : on ne sait pas si cet incendie fut volontaire ou fortuit. Un grand nombre de vaisseaux, richement chargés, tombèrent au pouvoir d'Arnold.

Ce premier succès obtenu, les Anglais ne voyant faire aucun mouvement en leur faveur, et n'observant au contraire, chez les habitans, que des dispositions menaçantes,

1781. se déterminèrent à la retraite. Elle fut signalée par les plus horribles dévastations. Au total, cette expédition ne fut, de leur part, qu'un brigandage absolument inutile. En vain cherchèrent-ils à faire grand bruit de leur marche et de leurs sanglantes exécutions dans le Connecticut, à peine Washington daigna-t-il s'en occuper. Inébranlable dans ses projets antérieurs, il savait parfaitement que celui qui triompherait à York-town aurait décidé toute cette campagne en sa faveur. Loin donc d'envoyer des troupes dans le Connecticut, il les fit toutes revenir en Virginie.

Des deux tentatives faites pour secourir lord Cornwallis, le combat naval et la diversion contre New-London, aucune n'avait atteint son but. Clinton réunit tous les officiers supérieurs de son armée en conseil de guerre, afin de recueillir leur avis sur le parti le plus convenable à prendre dans les circonstances. L'amiral Digby venait d'arriver d'Europe à New-York avec trois vaisseaux de ligne; un autre bâtiment de même force et quelques frégates s'y étaient également rendus des Antilles. Ces divers renforts n'empêchaient point que l'armée navale d'Angleterre ne fût encore inférieure à celle de

Nouvelle tentative des Anglais pour dégager Cornwallis.

France. Néanmoins, la grandeur du péril et l'importance des conjonctures déterminèrent les généraux britanniques à mettre en mer, pour aller au secours du corps assiégé. Ils auraient voulu ne pas différer d'un instant l'exécution de leurs projets; mais le radoub des vaisseaux maltraités dans le dernier engagement, les contraignit d'attendre. Ils se flattaient, au reste, que rien ne les retiendrait au-delà du 5 octobre. C'est ce qu'annonçait Clinton à Cornwallis dans une dépêche en chiffres, qui, malgré l'extrême surveillance des assiégeans, lui parvint le 29 septembre. 1781.

Cette lettre fit une telle impression sur l'esprit de Cornwallis, qu'il abandonna toutes les défenses extérieures, et se retira dans l'enceinte de la place. Cette résolution a été vivement blâmée par les militaires expérimentés; quelques-uns des officiers de l'état-major de la garnison s'y opposèrent ouvertement. Si le général en chef mandait qu'il avait toute raison d'espérer que ses renforts mettraient à la voile de New-York le 5 octobre, Cornwallis ne devait-il pas réfléchir qu'une foule de causes imprévues pouvaient déranger ce plan; en un mot, que de toutes les entreprises humaines, les expéditions maritimes sont les plus exposées aux chances de

1781. la fortune? Tous ses soins, tous ses efforts devaient donc tendre à prolonger sa défense: or, les ouvrages extérieurs lui en offraient les moyens assurés. Ils étaient d'une force très-réelle; on n'avait rien négligé à cet égard, et les troupes étaient assez nombreuses pour les garnir convenablement. Peut-on ne pas désapprouver, en conséquence, le parti que prit Cornwallis d'entasser son armée dans une ville, ou plutôt dans un camp retranché, dont les défenses étaient encore imparfaites? Si ce n'est peut-être sur le penchant de la colline qui descend vers le fleuve, les troupes anglaises étaient exposées de toutes parts à être foudroyées par l'artillerie ennemie. On peut présumer qu'en se retirant dans l'intérieur, Cornwallis se flattait que ce signe apparent de crainte redoublerait la confiance téméraire des Français, et qu'en se présentant sur-le-champ à l'assaut, ils lui livreraient une victoire certaine et complète. Mais Washington était aussi prudent qu'intrépide; et les généraux français, dans ces régions lointaines, se montraient avec raison extrêmement avares du sang de leurs soldats. Un avis unanime repoussait d'ailleurs tout parti qui pouvait rendre douteuse une entreprise regardée, à tant de titres, comme cer-

taine. Il fut donc résolu d'ouvrir la tranchée et de poursuivre le siége dans toutes les règles, avant de tenter aucune attaque à force ouverte contre le corps de la place. 1781.

Description des fortifications d'York-town.

York-town, comme nous l'avons déjà dit, est une ville située sur la rive droite de l'York. Dans son enceinte était alors renfermé le sort définitif de toute la guerre. Les Anglais l'avaient entourée de fortifications de différens genres. Dans la partie droite ou supérieure, ils l'avaient munie d'une chaîne de redoutes, unies entr'elles par des courtines formées d'un parapet avec sa banquette. Les redoutes, fraisées et palissadées, étaient couvertes en outre par des abattis d'arbres et des épaulemens. Une ravine marécageuse s'étendait sur le front de ces ouvrages. Les assiégés y avaient construit une autre grande redoute avec palissade et fossé ; c'était le côté le plus fort de la place. Dans le centre, c'est-à-dire, au milieu de l'enceinte fortifiée que recouvraient également les marécages, les défenses consistaient dans une ligne de fortes palissades, et en batteries qui commandaient les digues sur lesquelles il fallait traverser les bas-fonds inondés. Sur le flanc gauche de ce front, on avait construit un ouvrage à cornes, défendu pareillement par un fossé et une pa-

1781. lissade. Quoiqu'il ne fût pas encore entièrement achevé, on y avait déjà pratiqué plusieurs embrasures. Quant à la partie gauche, ou inférieure, elle était aussi garnie de redoutes et de batteries, liées entr'elles par un épaulement en terre. Deux autres redoutes plus petites, et non encore terminées, s'avançaient à une certaine distance dans la campagne, afin de couvrir plus efficacement ce côté, contre lequel on présumait que serait dirigée la principale attaque. Le terrein adjacent était plat, ou traversé par des ravins, et conséquemment favorable aux assiégeans. L'espace compris en dedans des fortifications était très-circonscrit, et ne présentait aucune sûreté à la garnison. Sur la rive opposée du fleuve, le bourg de Gloucester avait été entouré d'ouvrages en terre, garnis d'artillerie autant que le comportait la position; mais ces ouvrages étaient peu importans.

L'armée alliée ouvrit la tranchée le 6 octobre. Malgré le feu violent des assiégés, ils poussèrent leurs travaux avec tant de persévérance, qu'ils ne tardèrent pas à achever la première parallèle, à construire les batteries, et à démasquer près de cent bouches à feu de gros calibre. Les murailles les plus

épaisses n'eussent pu résister à ce choc 1781.
terrible; encore moins celles d'York-town, qui n'étaient pas achevées. Les Anglais avaient non-seulement à les défendre, mais encore à les réparer et à les finir. En peu de jours, la majeure partie de leurs canons étaient démontés, et les épaulemens rasés. Les bombes tombaient sur tous les points de la ville, et même au-delà. Elles portaient jusque dans la rivière, où elles mirent le feu à la frégate *le Charron*, de 44 canons. Il était évident que la valeur était impuissante contre des moyens d'attaque si formidables, et conséquemment que la défense ne pouvait être de longue durée. L'artillerie des Américains était commandée par le général Knox, qui, dans ce siége comme en toutes les autres actions de cette guerre, déploya les talens d'un artilleur consommé. Il avait tellement réussi à former son corps de canonniers, que les Français eux-mêmes admiraient la précision de leurs manœuvres.

Cornwallis reçoit des dépêches de Clinton.

Au milieu de tant de périls, Cornwallis reçut une dépêche de Clinton, qui lui faisait espérer que si les vents et des accidens imprévus ne s'y opposaient pas, la flotte de secours pourrait débouquer et prendre le large le 12 octobre. Il ne lui dissimulait pas

1781. toutefois qu'un plan de cette nature était sujet à mille contrariétés. Il l'exhortait, en conséquence, à lui faire savoir s'il se flattait de pouvoir tenir jusqu'à la mi-novembre : son intention, dans le cas contraire, étant de marcher lui-même par le continent, et de se porter sur Philadelphie. Il ne pouvait entreprendre, sans contredit, une diversion plus efficace en faveur des assiégés. Telles étaient les promesses formelles du général Clinton à lord Cornwallis. Comment, dira-t-on, les Anglais purent-ils se tromper si grossièrement sur le temps nécessaire pour la réparation de leurs vaisseaux, qu'au lieu de sortir de New-York le 5 octobre, comme ils l'avaient annoncé, ils n'appareillèrent que le 19? Cette erreur semble difficile à expliquer. Il est certain seulement que l'annonce du secours, et son retard imprévu, entraînèrent la perte de l'armée. Dans le ferme espoir d'être bientôt dégagé, Cornwallis s'opiniâtra dans sa défense, et il renonça volontairement aux moyens de salut qui pouvaient lui réussir. Il est juste, au reste, de reconnaître un motif d'excuse de sa conduite dans la première lettre, par laquelle Clinton lui mandait que la flotte ferait voile le 5 octobre. On justifierait moins aisément le parti auquel il se détermina, lorsqu'il

t appris par une seconde dépêche, que escadre ne pourrait mettre en mer que le 12; épêche qui laissait même subsister quelque oute à cet égard. 1781.

Il se trouva dans la garnison que comman- lord Cornwallis, plus d'un officier su- périeur qui lui donna le conseil d'évacuer ette place, peu susceptible d'une longue dé- ense, et de transporter à l'improviste son rmée sur la rive gauche du fleuve, où il lui estait encore une voie d'échapper au sort ui la menaçait. Il s'agissait de gagner Glou- ester, pendant la nuit, avec la plus grande artie des troupes. Ce passage pouvait s'effec- uer avec le nombre de bâtimens mouillés ans la rivière. La supériorité des forces et surprise d'une attaque imprévue ne per- ettaient pas de douter que l'on ne se fît ur à travers le corps de M. de Choisy, qui oquait Gloucester. L'armée britannique se ouvait alors dans la fertile contrée située ire les rivières d'York et de Rappahanock. 'ayant pas encore servi de théâtre à la erre, on était sûr d'y trouver des chevaux des vivres en abondance. Par des marches rcées, on pouvait gagner cent milles sur nnemi, et protéger la retraite par une ar- re-garde de trois mille hommes d'élite,

Opinions de quelques officiers de la garnison, pour passer sur la rive gauche de la rivière d'York.

1781. tant infanterie que cavalerie. Une fois maî- tres du pays au-delà de la rivière d'York, on avait le choix de se porter sur Philadelphie, et d'aller y rejoindre le général Clinton, qui pouvait s'y rendre par le New-Jersey, ou de se diriger vers les Carolines, en prenant le haut pays, pour passer les rivières au-dessus des points où elles se divisent en plusieurs bras. L'un et l'autre de ces partis offraient un espoir de salut. Le manque d'embarca- tions n'aurait pas permis à Washington de passer la rivière assez tôt, pour se mettre à la poursuite de l'armée anglaise ; et l'ignorance de la direction qu'elle aurait prise, l'aurait forcé de partager ses troupes en plusieurs détachemens. En supposant même qu'il fût instruit à temps de la marche de lord Corn- wallis, sa poursuite ne pouvait être assez prompte ni asssez vive : les logemens et les moyens de subsistances pour une armée auss nombreuse, devaient lui manquer nécessai- rement.

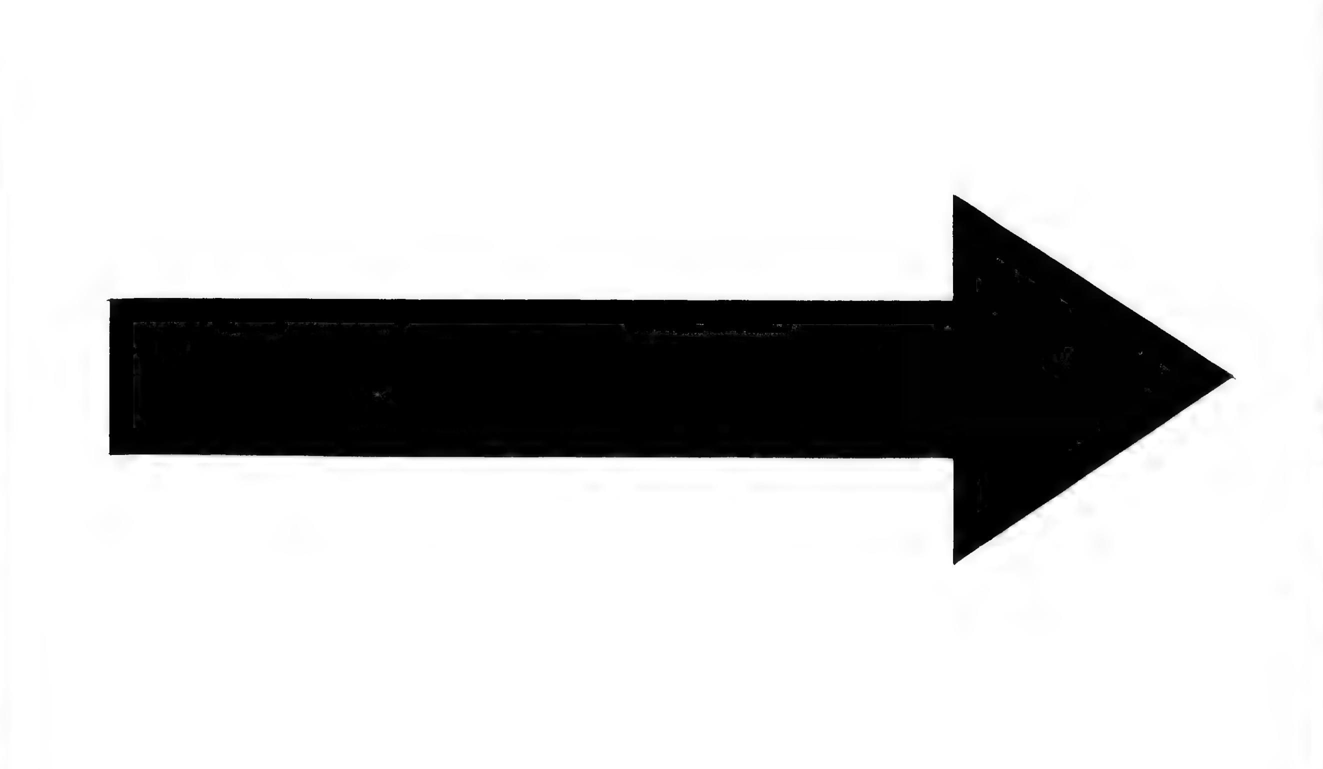
« En restant dans la place, disaient enfi les partisans de cette opinion, nous nous li vrons à une perte certaine : en nous ouvran un passage, nous pouvons encore nous sau ver. Nous avons, du moins, la consolatio de penser qu'une aussi généreuse tentativ

épandra un nouveau lustre sur les armes du 1781.
oi. S'il est décidé qu'une aussi brave armée
e peut se soustraire à la captivité, que ce ne
oit qu'après avoir honoré de nouveau le
om que nous nous sommes fait parmi les
raves ! »

Lord Cornwallis, quel qu'en soit le motif, efusa constamment de prêter l'oreille à ces vis salutaires; il persista dans sa résolution, e se défendre derrière des murs qui ne pouaient être défendus. Peut-être se persuadait- que sa résistance se prolongeant assez our donner le temps au secours d'arriver, il chapperait au blâme auquel il s'exposait de la art de son souverain, en hasardant son arée dans une retraite. Il est probable enfin ue cette entreprise lui parut aussi incertaine ar elle-même, que l'arrivée des secours ont il se flattait.

Cornwallis est resserré de plus près.

L'opinion particulière du gouverneur ne ouvait, au reste, influer sur le dénouement tal qui se préparait. Les assiégeans étaient éjà parvenus à la seconde parallèle, et leur tivité semblait s'accroître chaque jour. Ils étaient plus qu'à trois cents pas de la place. es Anglais cherchaient à les arrêter par e grêle de bombes et d'obus. Mais l'arlerie de la première parallèle entretenait un



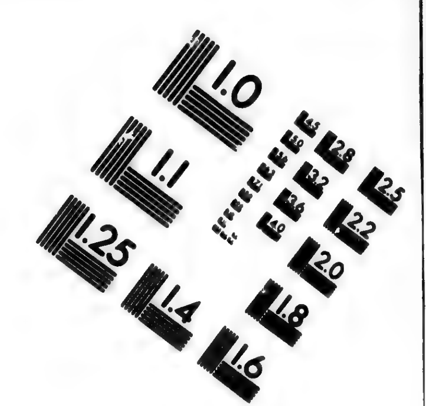
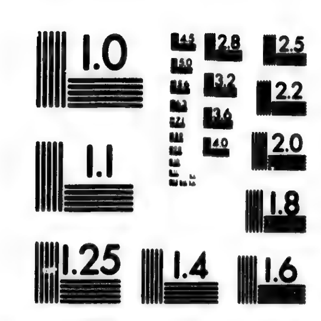


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"

Photographic Sciences Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503


2.8
2.5
3.2
2.2
3.6
4.0
2.0
1.8
1.1
1.0

1781. feu si bien nourri, que les assiégés, loin de pouvoir nuire aux travaux de la seconde, virent démonter toutes leurs batteries sur leur flanc gauche. Cet évènement leur était d'autant plus préjudiciable, que c'était précisément contre cette partie que les alliés dirigeaient leur attaque principale. Pour perfectionner leurs tranchées, il leur restait à déloger les Anglais des deux redoutes extérieures dont il a été parlé plus haut.

Les alliés attaquent et enlèvent deux redoutes.

Washington donna l'ordre de les emporter d'assaut. Pour exciter l'émulation entre les deux nations alliées, il confia l'attaque de la redoute de droite, sur le bord de la rivière, aux Américains ; et celle de la gauche, qui était une redoute bastionnée, aux Français. Les premiers étaient conduits par le marquis de la Fayette et par le colonel Hamilton, aide-de-camp du généralissime, jeune homme de la plus haute espérance. On voyait auprès d'eux le colonel Laurens, fils de l'ancien président du congrès, qui était alors détenu dans la tour de Londres. C'était un sujet non moins distingué, et qui eût infailliblement fourni la plus belle carrière, si une mort prématurée ne l'eût enlevé à sa famille et à sa patrie. Le baron de Viomesnil, le comte Charles de Damas et le comte de Deux-Ponts comman

laient les Français. Les généraux adressèrent 1781.
une courte exhortation à leurs soldats, pour enflammer leur courage : ils leur représentèrent qu'ils touchaient au terme de leurs glorieux travaux. L'attaque fut excessivement impétueuse. De sa réussite, dépendait en grande partie celle du siége.

Ne se fiant qu'à leurs baïonnettes, les Américains s'avancèrent avec leurs armes non chargées. A peine se donnèrent-ils la peine d'arracher quelques palissades, il les escaladèrent. Les Anglais, surpris de tant d'audace, tentèrent vainement de se mettre en défense. L'humanité des vainqueurs égala leur courage. Ils accordèrent la vie à tous ceux qui la demandèrent, malgré les cruautés récemment commises à New-London. L'officier anglais se rendit au jeune Laurens, qui se signala particulièrement dans ce fait d'armes. La perte fut peu considérable de part et d'autre.

La redoute de gauche coûta plus d'efforts; mais enfin, les chasseurs et les grenadiers français, animés par l'exemple de leurs chefs, l'enlevèrent à la baïonnette. Cette double conquête fut non moins utile aux alliés, qu'elle était honorable pour leurs armes. Washington fit présent aux régimens

1781. de Gâtinois et de Deux-Ponts, qui y avaien contribué, de deux des pièces de canon qu'il avaient prises. Les assiégés ne firent aucun tentative pour reprendre les deux redoute Les assiégeans se hâtèrent de les compren dre dans la seconde parallèle, qui se trouv dès-lors entièrement achevée.

La situation de la garnison était devenue critique, qu'elle ne pouvait plus espérer d salut. Lord Cornwallis ne se dissimulait pa que, lorsque les assiégeans auraient ouvert feu des batteries de leur seconde parallèle tout moyen de résistance deviendrait impra ticable. La plus grande partie de son artiller était évasée, brisée ou démontée; les mu railles s'écroulaient, leurs débris comblaien les fossés; en un mot, presque toutes les d fenses étaient rasées. Ne pouvant plus tir de service de ses pièces de gros calibre, gouverneur donnait à peine quelque signe d résistance, en jetant par intervalles des ob et des grenades. Les alliés s'apprêtaient à d masquer des batteries à ricochet, et leur eff menaçait d'être d'autant plus terrible, q l'on n'avait pas d'obstacle à leur opposer.

Sortie des assiégés. Ils sont repoussés.

Dans cet état de choses, Cornwallis, po retarder autant qu'il était en sa puissan l'achèvement des batteries de la seconde p

rallèle, se résolut à tenter d'y pénétrer par une vigoureuse sortie. Il ne se flattait pas néanmoins d'être en état de se dégager de la position alarmante où il se voyait, ni même de prolonger encore long-temps sa résistance. Il écrivit au général Clinton qu'étant exposé à soutenir un assaut au premier instant, dans des ouvrages ruinés et une ville presque ouverte, avec une garnison minée par les maladies et les combats, la détresse d'York-town était telle, qu'elle ne méritait pas que la flotte et le corps d'armée de New-York compromissent leur sûreté pour la secourir. Cependant un détachement sortit de la place, dans la nuit du 16 octobre, sous la conduite du colonel Abercrombie. Ils trompèrent l'ennemi en répondant comme Américains; et, pénétrant dans la seconde parallèle, ils s'y rendirent maîtres de deux batteries, l'une française et l'autre américaine. Un assez grand nombre des Français qui les défendaient y perdirent la vie. Les Anglais enclouèrent onze pièces de grosse artillerie, et ils auraient fait beaucoup plus de mal, si le vicomte de Noailles ne s'était porté vivement sur eux, et ne les eût rechassés dans la ville. Cette sortie ne fut d'aucun avantage aux assiégés; il ne fallut que peu d'heures à

1781.

1781. l'activité des Français pour désenclouer les pièces, et remettre les batteries en état de tirer.

Le feu de la place était entièrement éteint; à peine lançait-elle, de temps en temps, une bombe dans le camp des assiégeans, et cette dernière arme était sur le point de leur manquer. La garnison s'affaiblissait à vue d'œil; les fatigues et le découragement accablaient les soldats qui restaient pour le service. Tout espoir était évanoui : un assaut n'offrait qu'une mort inévitable. Pressé de toutes parts, Cornwallis se vit contraint à recourir à de nouveaux expédiens. Il revint, de lui-même, au parti qu'il aurait dû embrasser quand il en était temps encore; c'était de passer le fleuve tout-à-coup avec sa garnison, et de tenter la fortune sur la rive opposée. Il considérait que, s'il n'était pas en son pouvoir d'échapper entièrement à l'ennemi, il avait du moins l'espérance de retarder le moment de sa reddition, et que, dans tous les cas, les alliés occupés à le poursuivre n'auraient pas la faculté de tourner de sitôt leur esprit et leurs armes vers de nouvelles entreprises.

Des embarcations sont préparées; les troupes passent à bord; on laisse en arrière les bagages, les blessés, les malades, et un faible

détachement pour traiter de la capitulation, 1781.
avec une lettre de Cornwallis à Washington, pour recommander à la générosité du vainqueur les individus hors d'état d'être transportés. Déjà une partie des troupes est débarquée à la pointe de Gloucester; une autre aborde; on n'attend plus que la dernière division; il régnait un calme parfait dans l'air et sur le fleuve; tout semblait favoriser les desseins du gouverneur. Mais tout-à-coup éclata une effroyable tempête, et tout fut perdu. Les bâtimens furent entraînés par la violence des vents vers l'embouchure de la rivière : l'armée se trouva ainsi partagée en plusieurs corps, qui ne pouvaient être d'aucune assistance les uns aux autres. Le péril était extrême. Le jour commençait à paraître. Les assiégeans faisaient un feu terrible de toutes leurs batteries; les bombes tombaient jusque dans le fleuve. L'orage diminua enfin de force : les Anglais se voyant fermer cette dernière voie de salut, revinrent, non sans de nouveaux périls, sur le bord où les attendait une mort certaine ou une captivité inévitable.

Rentré dans York-town, Cornwallis sentit que sa position était désormais sans aucun remède. Préférant la vie de ses braves trou-

1781. pes à l'honneur qu'elles auraient pu acquérir encore dans un assaut meurtrier, il envoya un parlementaire à Washington. Il demandait un armistice de vingt-quatre heures, et qu'il fût nommé de part et d'autre des commissaires pour traiter de la reddition d'York-town et de Gloucester. Le général américain ne voulut pas s'exposer à la possibilité de l'arrivée des secours anglais. Il répondit qu'il ne pouvait accorder qu'une trève de deux heures, et que dans cet intervalle il attendait les propositions du commandant des forces ennemies.

Cornwallis capitule. Reddition d'York-town et de toute l'armée britannique.

Cornwallis eût désiré que ses troupes obtinssent la liberté de retourner dans leurs pays respectifs, les Anglais en Angleterre, et les Allemands en Allemagne, sur leur parole de ne point porter les armes jusqu'à leur échange, contre la France et contre l'Amérique. Il demandait, en outre, à régler les intérêts de ceux des Américains qui, ayant suivi l'armée britannique, se trouvaient partager son sort. L'une et l'autre de ces deux conditions furent également rejetées : la première, parce qu'on ne voulait pas laisser au roi d'Angleterre la faculté d'employer ses régimens prisonniers dans les garnisons de l'intérieur; la seconde, parce que cet objet, d'une nature entièrement civile, n'était

point du ressort des autorités militaires. 1781.

Quant à ce dernier article, Cornwallis en poursuivit la négociation avec tant d'ardeur, qu'il obtint enfin la liberté d'expédier la corvette *la Bonetta* à New-York, avec garantie de n'être point visitée. On exigea simplement qu'il promît que toutes les personnes embarquées à bord de ce bâtiment, seraient assimilées aux prisonniers de guerre, et rangées dans ce nombre jusqu'à la conclusion des échanges. Après quelques discussions, les deux généraux ennemis étant convenus des bases de la capitulation, les commissaires chargés de la dresser se réunirent dans une habitation sur le bord de la rivière, nommée *Moore's-House :* c'étaient, de la part des Anglais, les colonels Dundas et Ross; de celle des alliés, le vicomte de Noailles et le colonel Laurens. La capitulation fut signée le 19 octobre. Les troupes de terre étaient prisonnières de l'Amérique, et celles de mer de la France. Les officiers conservaient leurs armes et leurs bagages; les soldats devaient être rassemblés par régiment, et cantonnés, autant que possible, dans la Virginie, le Maryland et la Pensylvanie; une partie des officiers s'engageait à suivre ces corps dans l'intérieur du pays; les autres avaient la fa-

1781. culté de se rendre, sur leur parole, dans les ports américains, occupés par les Anglais, ou même en Europe. *La Bonetta*, à son retour de New-York, devait être remise au comte de Grasse.

Tous les vaisseaux, toutes les munitions navales furent remises au pouvoir des Français. Les Américains eurent en partage l'artillerie de campagne. La flotille anglaise consistait dans les deux frégates, *la Guadeloupe* et *le Fowey;* plus, en vingt bâtimens de transports : vingt autres avaient été brûlés pendant le siége. On trouva dans York-town et Gloucester cent soixante pièces de canon, la plus grande partie de bronze, et huit mortiers. Le nombre des prisonniers, non compris les matelots, s'élevait à plus de sept mille hommes. De ce nombre, plus de deux mille étaient blessés ou malades. Les assiégés eurent environ cinq cent cinquante tués; mais ils ne perdirent d'officier supérieur que le major Cochrane. Il y eut, du côté des assiégeans, près de quatre cent cinquante morts ou blessés.

Lorsque la garnison eut mis bas les armes, elle fut conduite aux lieux de sa destination. Les talens et la valeur que déployèrent les alliés pendant ce siége, les couvrirent de

gloire; ils en retirèrent une non moins so- 1781.
lide de l'humanité et de la prévenance avec laquelle ils traitèrent leurs prisonniers. Les Français, particulièrement, s'honorèrent par la conduite la plus délicate. Ils semblaient n'avoir plus d'autres soins qui les occupassent, que de consoler les vaincus par tous les témoignages d'un intérêt sincère. Non contens de ces démonstrations, ils s'empressèrent d'offrir aux Anglais, soit de la caisse de l'armée, soit de leurs propres bourses, tout l'argent qui pourrait leur être nécessaire. Lord Cornwallis, dans des lettres rendues publiques, rendit hommage à la noblesse de ces procédés.

Le sort d'York-town et de ses défenseurs était ainsi réglé, lorsque, le 24 octobre, la flotte anglaise, forte de vingt-cinq vaisseaux de ligne, deux de 50 canons, et plusieurs frégates, parut à l'entrée de la baie de Chesapeack. Elle avait fait voile de New-York le 19, jour de la capitulation; elle amenait un corps de sept mille hommes au secours de Cornwallis. Sur l'avis positif de la catastrophe d'York-town, les généraux anglais, consternés, reconduisirent leurs troupes à New-York.

A la nouvelle d'une si glorieuse, si impor-

1781. tante victoire, des transports d'allégresse éclatèrent d'une extrémité de l'Amérique à l'autre. Le souvenir des maux passés faisait place, dans tous les esprits, aux plus flatteuses espérances. Personne n'osait plus douter de l'indépendance. Si la victoire de Saratoga avait produit l'alliance avec la France, celle d'York-town devait avoir pour fruit l'affermissement de la liberté du peuple américain. Si l'une avait été la cause des succès de la guerre, l'autre allait l'être des bienfaits de la paix. On célébra par des fêtes solennelles le triomphe de la fortune américaine, l'abaissement de celle de l'ennemi. Les noms de Washington, de Rochambeau, de Grasse, la Fayette, retentissaient de toutes parts. A la voix unanime des peuples, le congrès joignit l'autorité de ses décrets. Il adressa des remercîmens aux généraux, ainsi qu'aux officiers et soldats de l'armée victorieuse. Il décréta qu'il serait élevé à York-town de Virginie une colonne de marbre, ornée des emblêmes de l'alliance entre les Etats-Unis et le roi de France, et d'inscriptions contenant l'exposé succinct de la reddition du lord Cornwallis. Il décerna deux drapeaux anglais à Washington, au comte de Rochambeau deux pièces de canon, et arrêta que Sa Ma-

jesté très-chrétienne serait suppliée de permettre au comte de Grasse d'accepter un semblable présent. Le congrès se rendit en corps au principal temple de Philadelphie, pour assister aux actions de grâces qu'il fit rendre à Dieu. Par un décret spécial, le 13 décembre fut désigné comme un jour de prières, en reconnaissance de ce témoignage éclatant de la protection divine. 1781.

Les démonstrations de la gratitude publique envers le généralissime ne se bornèrent point à ces honneurs. Les assemblées provinciales, les universités, les sociétés littéraires lui adressèrent d'éclatans hommages de leur admiration. Il répondit avec une modestie exemplaire qu'il n'avait fait que ce que lui prescrivait son devoir : il se répandait en éloges sur la valeur de l'armée, et sur l'efficacité des secours d'un allié aussi généreux que puissant.

Washington aurait voulu tirer un parti assez décisif des circonstances, pour expulser entièrement les Anglais du continent américain. Il méditait particulièrement la reprise de Charles-town. Son plan aurait pu être mis à exécution, si le comte de Grasse eût été le maître de rester plus long-temps dans ces parages; mais des ordres exprès de

1781. son gouvernement le rappelaient aux Antilles. Il fit voile vers ces îles, le 5 novembre, emmenant avec lui le corps qui avait servi sous le marquis de Saint-Simon. Les troupes qui avaient réduit York-town se portèrent en partie sur les bords de l'Hudson, pour y surveiller le général Clinton, qui avait encore de grandes forces à New-York. Le reste fut dirigé sur les Carolines, pour renforcer le général Greene, et consolider l'autorité du congrès dans ces provinces. Les Anglais évacuèrent totalement le plat pays, et se retirèrent derrière les murs de Charles-town et de Savannah.

Le marquis de la Fayette partit vers le même temps pour l'Europe, emportant l'affection et les regrets des Américains. Le congrès, en lui témoignant sa haute satisfaction de ses services, le pria de veiller aux intérêts des États-Unis auprès du ministère français, et de les recommander spécialement à la bienveillance de sa majesté très-chrétienne. Washington se rendit à Philadelphie, où il avait de fréquentes conférences avec les principaux membres du congrès, sur les opérations militaires et l'administration intérieure. Grâce à ses soins et à son activité, le service du département de la guerre fut assuré pour l'année

ivante, beaucoup plutôt qu'il ne l'avait ja- 1781.
ais été précédemment.

Telle fut la fin de la campagne de Virginie : eu s'en fallut que ce ne fût aussi celle e toute la guerre d'Amérique. Le désastre York-town porta un coup si terrible à la uissance britannique sur ce continent, que e pouvant plus aspirer à y donner des lois, lle se vit réduite à une simple défensive. l'exception des places fortes, ou des conées maritimes exposées aux attaques de la arine anglaise, telles que la province de ew-York, les îles contiguës et les villes de harles-town et de Savannah, tout le reste ait rentré sous la domination du congrès. insi, par un revers subit de la fortune, les inqueurs devinrent les vaincus ; ainsi, ux qui dans le cours d'une guerre cruelle, aient appris de leurs ennemis mêmes à la re, firent d'assez rapides progrès dans cet , pour rendre à leurs maîtres les leçons 'ils en avaient reçues.

Campagne des Antilles.

Les armes de l'Angleterre ne furent point s heureuses dans les Antilles, qu'elles aient été sur le continent américain. Le rquis de Bouillé était instruit que le goumeur de Saint-Eustache, se fiant sur la ce de l'île, ou sur l'éloignement de la flotte

1781. du comte de Grasse, mettait une négligenc
extrême dans son service. Sans perdre d
temps, il fit embarquer, à la Martinique
douze cents hommes de troupes réglées e
quelques milices du pays, sur trois frégates
une corvette et quatre autres bâtimens a
més en guerre. Il cingla aussitôt vers Sain
Eustache. Pour entretenir l'ennemi dans
sécurité profonde à laquelle il s'abandonnai
il fit courir le bruit qu'il allait à la rencont
de l'armée navale de France, qui revena
d'Amérique. Il arriva en vue de l'île le 25 n
vembre. De terribles obstacles l'y atte
daient : une mer extrêmement houleuse l'e
pêcha non-seulement de débarquer tout s
monde, mais elle ne permit pas même a
frégates d'aborder, et les chaloupes se b
sèrent sur les rescifs. L'activité du marq
de Bouillé parvint, après des efforts inou
à mettre à terre quatre cents Irlandais du r
giment de Dillon, et les compagnies de ch
seurs de deux régimens français. Ce détac
ment, séparé du reste des troupes, cou
le plus grand danger ; il allait avoir affair
une garnison composée de sept cents sold
aguerris. Mais le marquis de Bouillé, ave
présence d'esprit qui le caractérisait,
sur-le-champ le seul parti dont il pou

spérer quelque succès ; c'était de se porter ra- 1781.
pidement en avant, et d'enlever par surprise
ce qu'il était hors d'état d'enlever par la force.
Il parut tout-à-coup sous les murs du fort :
elle fut sa célérité et telle était la négligence
de l'ennemi, qu'il trouva une partie de la gar-
ison qui faisait paisiblement l'exercice sur
l'esplanade. Le jour venait de commencer.
Le reste des soldats était épars dans les
asernes et dans les maisons. Trompés par
s habits rouges des Irlandais, les Anglais
s prirent d'abord pour leurs camarades ;
s ne furent tirés de leur erreur que par
ne décharge à bout portant, qui leur tua
uelques hommes, et en blessa un plus
rand nombre. Le désordre se mit parmi
ux. Le gouverneur Cokburn, qui revenait
n ce moment d'une promenade à cheval,
ccourut au bruit, et fut fait prisonnier. Ce-
endant les chasseurs français s'étaient por-
s rapidement à dos des Anglais, et déjà ils
aient parvenus à la porte du fort. Les An-
ais s'y précipitaient confusément, et s'effor-
ient de lever le pont-levis ; mais les Fran-
is, plus prompts encore, s'y jetèrent pêle-
êle avec eux. Surprise sur tous les points, et
rs d'état de se rallier, la garnison mit bas les
mes, et se rendit prisonnière. L'île de Saint-

1781. Eustache tomba ainsi au pouvoir des Français.

Le butin qu'ils y firent était immense; soixante-dix pièces de canon furent le prix de leur victoire. Un million, qui avait été mis en séquestre par les Anglais, fut restitué sur-le-champ, par le généreux vainqueur, aux Hollandais, dont il était la dépouille. Le gouverneur Cokburn réclama une somme de deux cents soixante-quatre mille livres, comme lui appartenant en propre; elle lui fut remise avec la même libéralité. Mais le marquis de Bouillé se crut en droit de faire le partage à ses troupes de seize cents mille livres que l'amiral Rodney, le général Vaughan, et autres officiers anglais, avaient retirées de la vente de leurs prises. Ainsi M. de la Motte-Piquet, d'abord, puis le marquis de Bouillé arrachèrent aux déprédateurs de cette île les richesses qu'ils y avaient amassées : il ne leur resta presque rien de cette précieuse proie.

Les îles voisines de Saba et de Saint-Martin furent soumises pareillement, le lendemain, aux armes de la France.

1782. Reprise des colonies hollandaises. Au commencement du mois de février suivant, une escadre de sept bâtimens armés en guerre, sous les ordres du comte de Kersaint, reprit sur les Anglais les colonies hollandaises de Démérary, Essequebo et Berbice.

de sorte que toutes les conquêtes de l'amiral 1782.
Rodney, conquêtes qui avaient flatté si puissamment les spéculations mercantiles de la nation britannique, lui furent arrachées avec autant de promptitude et de facilité qu'elles avaient été faites (8). Quant à la France, la conservation du cap de Bonne-Espérance et la reprise des colonies hollandaises, en Amérique, firent éclater la noblesse et le désintéressement de sa conduite envers ses alliés. Elle accrut ainsi considérablement le nombre de ses partisans en Hollande.

Après la conquête de Saint-Eustache, le retour du comte de Grasse à la Martinique détermina les Français à suivre le cours de leurs victoires. Leur supériorité en troupes de terre, comme en forces navales, les autorisait effectivement à concevoir l'espérance des plus importans succès. Ils tournèrent d'abord leurs vues vers l'opulente île de la Barbade. Sa position, au vent de toutes les autres, la rend très-propre à s'en assurer la domination. Deux fois ils se portèrent à cette expédition avec tous les moyens qui devaient la faire réussir, et deux fois les vents contraires leur opposèrent d'invincibles obstacles. Il fallut que tous les efforts de la valeur humaine cédassent à la puissance des élémens.

1782.

Attaque de Saint-Christophe.

Les généraux français se déterminèrent alors à l'attaque de l'île de Saint-Cristophe, située sous le vent de la Martinique. Le comte de Grasse y arriva le 11 janvier, avec trente-deux vaisseaux de ligne, et six mille hommes sous les ordres du marquis de Bouillé. La flotte mouilla dans la rade de Basse-Terre, et le débarquement s'effectua. Les habitans de l'île étaient mécontens du gouvernement anglais ; ils avaient toujours condamné la guerre d'Amérique, et ils se regardaient en outre comme lésés par certains bills du parlement. Leur indignation sur-tout était extrême, de ce que les marchandises qu'ils avaient déposées dans les magasins de Saint-Eustache avaient été si indignement pillées par Rodney et Vaughan. En conséquence, au lieu de s'armer contre les Français, ils demeurèrent paisibles spectateurs des évènemens.

Les Anglais se retirèrent de Basse-Terre sur Brimstone-Hill. Leur force consistait en sept cents hommes d'infanterie régulière, auxquels se joignirent ensuite trois cents miliciens. L'île avait pour gouverneur le général Frazer, officier très-âgé. Les milices étaient commandées par le général Shirley, gouverneur d'Antigoa. Brimstone-Hill est un morne excessivement escarpé, et presq

inaccessible. Il s'élève sur le rivage de la mer, 1782.
à peu de distance de la petite ville de Sandy-Point, qui est réputée la seconde de l'île, et à quatre lieues de Basse-Terre, qui en est la capitale. Les fortifications construites sur la crète de ce morne ne répondaient point à sa force naturelle. Elles étaient d'ailleurs trop étendues, pour qu'une garnison si peu nombreuse pût suffire à leur défense.

Dès que les Français furent débarqués, ils marchèrent sur quatre colonnes pour investir Brimstone-Hill de tous les côtés à-la-fois. L'artillerie de la place les incommodant extrêmement, ils se virent contraints de procéder avec toutes les précautions convenables. Ils ouvrirent la tranchée, et se couvrirent par des épaulemens. La grosse artillerie leur manquait presqu'entièrement; le bâtiment qui la portait s'était brisé près de Sandy-Point. Leur industrie et leur patience vinrent cependant à bout de retirer du fond de la mer une grande partie des pièces. Ils se hâtèrent aussi d'en faire venir des îles voisines. Ils parvinrent même à s'emparer, dans un magasin au pied de la montagne, de plusieurs canons de gros calibre, qui y avaient été envoyés d'Angleterre long-temps avant l'attaque de l'île, et qui, par la négligence du

1782. gouverneur, n'étaient pas encore remontés dans la forteresse. Indépendamment de cette artillerie, une quantité considérable de bombes et de boulets tomba au pouvoir des Français. Ainsi les munitions et les armes, que le gouvernement britannique avait envoyées pour la défense de l'île, servirent à sa réduction. L'évènement récent de Saint-Eustache aurait dû cependant donner l'éveil au commandant de Saint-Christophe.

Les Français se trouvant par ce moyen pourvus de l'attirail de siége nécessaire, s'établirent sur les hauteurs voisines les plus favorables, et commencèrent à battre la forteresse. Elle se défendit vaillamment, et avec plus d'effet qu'on n'aurait pu l'attendre d'une aussi faible garnison. Sur ces entrefaites, l'amiral Hood revint des côtes d'Amérique dans la baie de Carlisle, à la Barbade, avec vingt-deux vaisseaux de ligne. A la nouvelle du péril que courait Saint-Christophe, malgré la grande infériorité de ses forces à celles du comte de Grasse, il remit aussitôt en mer pour porter du secours à l'île attaquée. Il relâcha d'abord à Antigoa, où il prit à bord de son escadre le général Prescott avec un corps d'environ deux mille hommes, et fit voile sur-le-champ pour l

rade de Basse-Terre à Saint-Christophe. 1782.
A l'apparition imprévue de la flotte anglaise, le comte de Grasse prit aussitôt sa résolution ; il leva l'ancre, et marcha au-devant de l'ennemi. Son intention, en prenant le large, était de se mettre en état de tirer avantage de la supériorité de ses forces, et d'empêcher que l'amiral Hood, en mouillant à Sandy-Point, ne fût à portée de jeter du secours dans Brimstone-Hill. Les Anglais, qui observaient les mouvemens de leurs adversaires, feignirent d'attendre le combat ; puis tout-à-coup ils cédèrent du terrain pour attirer de plus en plus le comte de Grasse loin du rivage. Dès qu'ils y eurent réussi, profitant de l'excellente marche de leurs vaisseaux, et de l'avantage du vent, ils se dirigèrent sur la baie des Salines, dans l'est de l'île. Cette habile manœuvre fut admirée par les Français eux-mêmes. Ils suivirent, au reste, l'amiral Hood, et lui livrèrent un combat d'avant-garde qui fut à-peu-près sans résultat. Le comte de Grasse se présenta ensuite avec toute sa flotte à l'entrée de la baie. L'attaque fut extrêmement vive ; mais les vaisseaux anglais, embossés sur deux ancres, ne prêtaient pour ainsi dire aucune prise. Les Français ne purent les entamer,

1782. et perdirent du monde dans cette tentative. Elle fut suivie d'une seconde, qui ne fut pas plus heureuse. Renonçant alors à la force ouverte, le comte de Grasse se contenta de croiser au large pour bloquer la flotte anglaise dans la baie des Salines, et protéger les convois de munitions qui lui arrivaient de la Martinique et de la Guadeloupe.

Voyant que les Français ne songeaient plus à l'inquiéter dans son mouillage, l'amiral Hood mit à terre le général Prescott, avec un corps de treize cents hommes. Ce général, après avoir replié un poste français qui se trouvait dans cette partie, s'empara d'une forte position sur les hauteurs. Il espérait saisir une occasion favorable de dégager le morne. La force du lieu semblait lui promettre que le général Frazer saurait y prolonger sa défense long-temps encore. L'amiral Hood avait reçu, en outre, l'avis certain que Rodney n'était plus éloigné, et qu'il amenait d'Europe un renfort de douze vaisseaux de ligne. Il lui paraissait impossible qu'après la réunion de toutes les forces britanniques, le comte de Grasse, et le marquis de Bouillé moins encore, pût tenir la campagne. La prise de toutes les troupes françaises débarquées était,

à ses yeux, un évènement immanquable. 1782.

Mais, en dépit de tous les calculs, déjà le marquis de Bouillé ayant marché avec deux mille hommes au-devant du général Prescott, l'avait contraint d'évacuer l'île, et de se rembarquer précipitamment. D'un autre côté, l'artillerie française entretenait un feu si terrible contre Brimstone-Hill, qu'il commençait à s'ouvrir plusieurs brèches dans son enceinte; une d'elles était déjà praticable sur le front d'attaque. Un assaut général pouvait faire tomber la place au pouvoir des assiégeans. Le gouverneur ne crut pas devoir attendre cette terrible extrémité. Tout espoir lui était interdit désormais : il demanda à capituler. Les conditions qu'il obtint furent honorables pour ses soldats, et avantageuses pour les habitans de l'île. Par considération pour leur belle défense, les généraux Frazer et Shirley furent mis en pleine liberté, sur leur parole.

La reddition de Brimstone-Hill entraîna la soumission totale de l'île de Saint-Cristophe aux armes de la France. L'amiral Hood n'avait donc plus aucun intérêt à conserver son mouillage dans la baie des Salines; de plus, sa flotte y était exposée, jusqu'à un certain point, au feu des batteries que les

1782. Français auraient pu établir sur la plage. Rien ne devait d'ailleurs lui tenir plus à cœur que d'opérer sa jonction avec l'amiral Rodney, que l'on attendait de jour en jour, et qui peut-être était déjà rendu à la Barbade. La retraite était périlleuse en présence d'une force aussi redoutable que la flotte française. Les conjonctures ne permettaient pas toutefois d'hésiter. En conséquence, dans la nuit qui suivit la capitulation, les Français étant à quatre lieues au large, les Anglais coupèrent leurs câbles, afin de pouvoir mettre à la voile en même temps, et marcher plus serrés. Cette manœuvre leur réussit ; ils gagnèrent la Barbade sans opposition.

Ce fut avec la joie la plus vive qu'ils s'y réunirent à l'amiral Rodney, qui venait d'y arriver avec douze vaisseaux de ligne. Le comte de Grasse encourut à ce sujet de violens reproches de négligence et de trop de circonspection. On prétendait qu'il aurait dû bloquer étroitement la flotte anglaise dans son mouillage, ou l'attaquer à son départ, ou enfin la poursuivre dans sa retraite. Ses partisans le défendirent, en alléguant qu'il éprouvait un besoin urgent de vivres; que ses vaisseaux n'étaient pas, à beaucoup près, aussi bons voiliers que ceux des Anglais;

enfin, qu'il était dans la nécessité absolue de retourner promptement à la Martinique, pour protéger l'arrivée des convois qui y étaient attendus d'Europe. Quoi qu'il en soit, il demeure démontré que la jonction des deux amiraux anglais porta, par la suite, un préjudice incalculable aux intérêts de la France : la suite de cette histoire rend cette vérité palpable. Vers le même temps, l'île de Montserrat se rendit aux comtes de Barras et de Fléchin. Peu de jours après, le comte de Grasse aborda à la Martinique. 1782.

Siége du fort Saint-Philippe, dans l'île Minorque.

On vient de voir la fortune de la Grande-Bretagne également abaissée sur le continent américain et dans les Antilles. Les armes du roi Georges n'étaient pas plus heureuses en Europe que dans le Nouveau-Monde. Ses ennemis y contemplaient, avec une vive satisfaction, la décadence de son pouvoir. Elle n'était agréable à aucun plus qu'à la cour d'Espagne, qui, la première, en recueillit les fruits. Sachant à quel point le roi catholique désirait voir rentrer l'île de Minorque sous sa domination, le duc de Crillon mettait une ardeur extrême à la conquête du fort Saint-Philippe. Toutes les ressources de l'art de la guerre avaient été mises en usage pour le réduire ; jamais artillerie plus redou-

1782. table n'avait été employée contre une place. Mais sa force naturelle, les ouvrages immenses qui la couvraient, et l'opiniâtreté des assiégés faisant craindre que la défense ne se prolongeât long-temps encore, le général espagnol recourut à un expédient trop peu digne de lui. Il tenta de séduire le gouverneur Murray, et d'obtenir par corruption ce qu'il désespérait d'enlever par force. On a prétendu, il est vrai, qu'il avait reçu, à cet égard, des instructions positives de son gouvernement.

Le général Murray repoussa les offres de son ennemi avec autant de noblesse que d'indignation. Il rappela au duc de Crillon, que lorsqu'un de ses vaillans ancêtres avait été requis, par son roi, d'assassiner le duc de Guise, il lui avait fait la réponse qu'aurait dû faire aussi son descendant à ceux qui avaient osé lui donner la commission d'attenter à l'honneur d'un homme sorti d'un sang aussi illustre que le sien, ou que celui des Guises. Il terminait sa lettre en le priant de cesser de lui écrire, ou de lui faire parler ; sa résolution étant de ne plus communiquer avec lui qu'à la pointe de l'épée (9). Le duc de Crillon fit connaître au général Murray qu'il ne pouvait refuser de rendre hommage à sa

conduite ; qu'il se félicitait de ce qu'elle les avait replacés l'un et l'autre dans la position qui leur convenait également ; et qu'enfin elle redoublait en lui la haute estime qu'il avait toujours eue pour le gouverneur. 1782.

Cependant la situation des assiégés était devenue extrêmement fâcheuse. Malgré le succès d'une sortie vigoureuse, dans laquelle ils étaient parvenus à déloger le duc de Crillon du cap Mola, où il avait établi son quartier-général, le peu de monde auquel ils étaient réduits leur rendait ce triomphe passager plus nuisible que profitable. La faiblesse de la garnison ne lui aurait point permis, en effet, de suffire à la garde de fortifications aussi vastes, lors même qu'elle n'eût point autant souffert des maladies. Mais elles faisaient d'horribles ravages parmi les soldats anglais. Les germes de scorbut dont ils étaient infectés avant même l'ouverture du siége, s'étaient développés avec une fureur qui s'accroissait de jour en jour. Ceux dont elle ne tranchait pas la vie devenaient du moins totalement inutiles à la défense de la place. Les causes de cette effroyable contagion étaient principalement la rareté, ou plutôt le manque absolu de végétaux, l'entassement des soldats dans les casemates, le méphi-

1782. tisme qui en résultait, et la fatigue excessive d'un service presque continuel. Accablés de tant de maux, ces intrépides guerriers mettaient leur orgueil à les braver. Ceux qu'attaquait déjà l'épidémie dissimulaient leurs souffrances, de peur de ne plus être admis à partager les périls de leurs camarades. Leur ardeur avait survécu à leurs forces corporelles; on en vit rendre le dernier soupir sous les armes.

La nature enfin triompha de la fermeté de ces esprits généreux. La garnison, dès les premiers jours de février, se trouva tellement diminuée, qu'elle ne consistait plus qu'en six cent soixante hommes qui fussent encore capables d'un service quelconque, et, sur ce nombre, la plupart étaient infectés du scorbut. Il était à craindre que l'ennemi, informé de cet état désastreux, ne précipitât ses attaques, et ne parvînt à enlever le fort par un coup de main. Les alarmes, à ce sujet, étaient d'autant mieux fondées, que l'artillerie avait déjà rasé la plus grande partie des défenses supérieures. A peine restait-il quelques pièces de canon en batterie, ou en état de service, et le feu de l'ennemi ne se rallentissait point.

Dans une situation aussi déplorable, ré-

sister plus long-temps eût été plutôt le délire 1782.
d'une obstination insensée, que l'effet d'une constance généreuse. Le général Murray accepta une capitulation, dont la teneur était honorable pour sa garnison. On lui accordait tous les honneurs de la guerre; les troupes britanniques étaient renvoyées en Angleterre, comme prisonnières sur parole; tous les étrangers avaient la faculté de retourner dans leurs pays avec leurs effets; il était libre aux Minorcains qui avaient suivi le parti anglais, de demeurer dans leur patrie sans être inquiétés dans la jouissance de leurs propriétés.

Lorsque les débris de cette vaillante garnison évacuèrent le fort Saint-Philippe, on crut en voir sortir plutôt des spectres que des hommes. Ils défilèrent au milieu des Français et des Espagnols. A la suite de six cents fantassins décharnés, et se traînant avec peine, marchaient cent vingt canonniers, deux cents matelots, et un faible détachement de Corses, de Grecs, de Turcs et de Maures. Les vainqueurs témoignèrent de la compassion pour le sort de leurs prisonniers. Ils ne purent même leur refuser un tribut d'admiration, lorsqu'arrivés au lieu où ils devaient déposer leurs armes, ils les enten-

1782. dirent s'écrier, en levant au ciel des yeu baignés de pleurs, que c'était à Dieu seu qu'ils les rendaient. L'humanité des Françai et des Espagnols ne mérite pas moins d'êtr célébrée. Cédant aux mouvemens les plu généreux, les simples soldats des deux na tions s'empressaient de porter des rafraîchis semens et de prodiguer des consolations e des soins à leurs ennemis malheureux. L duc et le comte de Crillon, ainsi que le baro de Falkenhayn, commandant des troupe françaises, se signalèrent par les attention les plus nobles et les plus délicates. Ces pro cédés humains rendent moins affreuses le horreurs de la guerre : ne devraient-ils pa apporter quelqu'adoucissement à la fureu des rivalités nationales ?

Il y avait environ quatre-vingts ans qu l'île de Minorque était tombée au pouvoir d l'Angleterre, lorsqu'elle rentra ainsi sous domination de la couronne d'Espagne.

Effets produits en Angleterre par les évènemens malheureux.

Lorsque les nouvelles de désastres si mu tipliés et si graves parvinrent en Angleterr lorsque sur-tout on y fut instruit de la cap tulation d'York-town, à une consternatio générale succéda le violent désir d'un nouv ordre de choses. La longueur de la guer pesait à tous les esprits ; on voyait avec eff

les énormes dépenses qu'elle avait occasionnées, et qu'elle nécessitait encore. Les pertes récentes accrurent encore ce mécontentement universel. On ne pouvait plus espérer de victoires; on n'en désirait que plus vivement la paix. La possibilité de reprendre l'offensive sur le continent américain, et d'y rétablir par la force des armes la souveraineté de la Grande-Bretagne, était maintenant regardée comme une chimère. Les menées secrètes pour diviser les peuples de l'Amérique, la terreur et les barbaries des sauvages, les tentatives de trahison, la destruction du commerce, la falsification des billets de crédit, moyens odieux auxquels avait eu recours le ministère britannique, les victoires mêmes de ses généraux, rien n'avait pu arracher aux colons insurgés le moindre signe d'une propension à reprendre leur ancien joug. Si telle avait été leur constance, lorsque leur vaisseau battu par les tempêtes était prêt à s'engloutir, comment pouvait-on espérer de les voir ployer, quand les vents les plus favorables les conduisaient au port, objet de leurs vœux? Il était évident désormais que la guerre d'Amérique ne pouvait plus avoir d'autre but que d'obtenir les conditions les plus honorables, après

1781.

1782. avoir, toutefois, reconnu l'indépendance.

D'un autre côté, les pertes immenses que l'on venait de faire dans les Antilles donnaient lieu de craindre qu'elles ne fussent suivies de quelques autres, plus douloureuses encore. On avait conçu de vives alarmes pour la Jamaïque, contre laquelle la maison de Bourbon semblait prête à déployer tout l'appareil de sa puissance. La chute d'une place aussi importante que le fort Saint-Philippe, et la reddition de toute l'île de Minorque, inspiraient des craintes pour Gibraltar même.

Le peuple, toujours le même partout, imputait ces disgrâces, non aux chances inévitables de la fortune, mais à l'incapacité des ministres. Leurs adversaires, tant au-dedans qu'au-dehors du parlement, élevèrent de violentes clameurs. Ils s'écriaient que tels étaient les résultats, trop faciles à prévoir, de l'imprudence et de l'obstination ministérielles. Ils demandaient à haute voix le remplacement de ces ineptes et pervers serviteurs de la couronne; ils exposaient qu'il fallait empêcher ceux qui avaient conduit la patrie sur le bord de l'abîme, de l'y précipiter par une dernière secousse; qu'il n'y avait plus de salut qu'en écartant au plutôt ces instigateurs insensés d'une guerre funeste

Ces cris de haine flattaient l'esprit dominant ; ils furent accueillis avec chaleur. Personne ne se dissimulait d'ailleurs, que, puisque le cours des choses avait amené la nécessité d'entrer en négociation avec les Américains, et de reconnaître leur indépendance, il n'était pas convenable que ceux qui les avaient jadis si vivement irrités par leurs lois, et qui depuis avaient achevé de les exaspérer par une guerre barbare, entreprissent de traiter avec eux. L'ouvrage d'une pacification durable paraissait peu propre à être confié aux mains qui avaient soufflé le feu de la guerre. Déjà le général Conway, par un discours très-éloquent, prononcé le 22 février dans la chambre des communes, avait fait la motion et obtenu que sa majesté serait suppliée de défendre à ses ministres de persister plus long-temps dans la résolution de réduire les colonies à l'obéissance par le moyen de la force, et d'entretenir la guerre sur le continent américain. Il fit plus : dans la séance du 4 mars, il fit décréter que ceux qui conseilleraient au roi de continuer la guerre sur le continent de l'Amérique septentrionale, seraient déclarés ennemis du souverain et de la patrie. De ce moment, les membres influens du conseil privé, centre et

1782.

1782. mobile de toutes les grandes délibérations, sentirent qu'il était temps de recourir au remède usité en pareilles circonstances : un changement de ministres fut résolu. L'attention générale était excitée au plus haut degré.

Enfin, le 20 mars, le comte de Surrey ayant fait la motion, dans la chambre des communes, que le roi fût supplié de remplacer ses présens ministres, lord North se leva, et déclara avec dignité qu'il était superflu de s'occuper plus long-temps de cet objet, puisqu'il avait été celui de la sollicitude de sa majesté, qui se proposait de faire connaître, sous peu de temps, ses nouveaux choix. « Avant de prendre congé de cette chambre, ajouta lord North, je me obligé de lui rendre grâces de l'appui et de la faveur qu'elle m'a accordés pendant le cours de tant d'années. Il sera facile de me donner un successeur doué d'une capacité plus grande et d'un génie plus profond, mais il ne le sera point de trouver un homme plus zélé pour les intérêts de la patrie, plus fidèle au monarque, plus attaché à la constitution. J'espère que les nouveaux serviteurs de la couronne, quels qu'ils soient, sauront prendre les mesures propres à tirer l'état des

embarras pénibles où il est engagé, et à relever sa fortune tant au-dedans qu'au-dehors. Je dois déclarer, en me retirant, que je suis prêt à rendre compte à mon pays de tous les actes de mon administration. Si l'on veut entreprendre l'examen de ma conduite, je m'offre à le subir. » 1782.

Les nouveaux ministres furent choisis parmi les membres des deux chambres du parlement, qui s'étaient montrés les plus favorables aux prétentions des Américains. Le marquis de Rockingham fut nommé premier lord de la trésorerie; le comte de Shelburn et M. Fox, secrétaires d'état; lord John Cavendish, chancelier de l'échiquier. L'amiral Keppel, créé vicomte, fut élevé au poste de premier lord de l'amirauté. L'allégresse que causa ce renouvellement du ministère fut si vive, en particulier dans la ville de Londres, que l'on craignit que le peuple de cette capitale, comme il lui arrive souvent, ne se portât à des excès répréhensibles. Tout le monde envisageait comme prochaine la fin de la guerre, et celle de toutes les calamités dont elle était la source. On se bornait à demander que les conditions de la paix fussent honorables. Aussi les partisans du nouveau ministère faisaient-ils des vœux, pour qu'un

1782. évènement favorable réparât glorieusement les échecs qu'avaient reçus les armes britanniques vers la fin de l'année qui venait de s'écouler, et dans le commencement de celle où l'on entrait.

FIN DU LIVRE TREIZIÈME.

NOTES DU LIVRE TREIZIÈME.

---

(1) Une livre de vieux biscuit de mer, tout moisi, se vendait vingt-quatre sous, et l'on n'en trouvait que difficilement. Des farines gâtées et des pois germés valaient trente-six sous la livre ; le sel le plus grossier, ou plutôt des balayures de greniers, seize sous ; le beurre salé, trois livres ; un dindon, quand l'on pouvait s'en procurer, se payait trente francs ; un cochon de lait, cinquante ; un canard, douze ; une poule maigre, dix ; un ventre de veau, au moins vingt-cinq ; une tête de bœuf, encore plus cher.

Le bois de chauffage manquait tellement, que l'on blanchissait le linge à l'eau froide, et qu'on ne le repassait pas : chose qui fut très-préjudiciable à la santé des troupes, pendant la saison humide et froide qui régna dans le cours de cet hiver.

(2) Suivant le rapport des officiers mêmes de la marine anglaise, leur poudre à canon, à en juger par la portée des pièces dans les nombreux combats de la guerre d'Amérique, s'est trouvée constamment inférieure en qualité à celle des Français. Des expériences faites sur la poudre de plusieurs bâtimens anglais, pris dans la guerre actuelle, prouvent qu'elle n'est pas encore égale à celle de France.

(*Note du Traducteur.*)

(3) C'est un devoir de citer ici un trait extrêmement honorable à la mémoire du comte de Grasse, objet de

tant d'outrages et de calomnies, après le malheur qu'il essuya le 12 avril 1782. Le comte de Rochambeau et le ministre de France lui mandèrent de Philadelphie au Cap-Français, où il était alors, qu'ils avaient le plus pressant besoin de 1,200,000 livres pour la solde des troupes françaises. Le comte de Grasse demanda aux négocians du Cap d'avancer cette somme au gouvernement. Ils s'y montraient fort peu disposés : le généreux amiral leur offrit aussitôt d'engager toutes ses propriétés dans les colonies, pour la sûreté du remboursement. Les négocians de Saint-Domingue promirent de le satisfaire, s'il accordait un convoi aux bâtimens qu'ils voulaient expédier en France : trois jours après, ils se refusèrent à toute avance. Cependant, le manque de fonds et le retard qu'il devait apporter au départ de la flotte, compromettaient le succès des opérations concertées avec les généraux de terre. Sur le refus des négocians français, le commissaire espagnol, qui résidait au Cap, offrit à l'amiral de lui faire toucher à la Havanne les 1,200,000 livres qu'il désirait; et il tint parole.

Le chevalier de Charitte, commandant le vaisseau *la Bourgogne,* à l'exemple du comte de Grasse, proposa aussi d'engager tous ses biens.

(*Note du Traducteur.*)

(4) Deux routes conduisaient également le comte de Grasse à la baie de Chesapeak ; il pouvait débouquer par les Caïques, ou par le canal de Krooked, et passer à la hauteur des Bermudes. Mais en prenant cette dernière route, continuellemens fréquentée par les bâtimens en retour des Antilles, de la Floride et de la Géorgie, il ne lui aurait guère été possible de cacher son approche aux ennemis. Le succès de son expédition dépendait de

secret de sa marche. Pour en dérober entièrement la connaissance aux Anglais, le comte de Grasse traverse le vieux Canal (*), route inconnue jusqu'alors aux armées navales françaises, rallie devant Matauce la frégate *l'Aigrette*, qu'il avait envoyée à la Havane pour prendre à son bord l'argent qui lui avait été promis (*voyez la note ci-dessus*), débouque le canal de Bahama, range à une petite distance les côtes de la Géorgie et des deux Carolines, et paraît devant le cap Henri, en dehors de la baie de Chesapeack, le même jour que le contre-amiral Samuel Hood arriva des îles du Vent à Sandy-Hook, avec quatorze vaisseaux de ligne (le 28 août 1781). Deux jours après, il jeta l'ancre devant Linn-Haven, et fit aussitôt les dispositions nécessaires pour débarquer ses troupes en Virginie.

L'amiral Pocok était le premier qui eût osé traverser le vieux Canal avec une flotte composée de dix-huit vaisseaux de ligne, d'un pareil nombre de frégates ou corvettes, et de cent cinquante transports chargés des troupes qui attaquèrent la Havane le 6 juillet 1762. Mais auparavant, il avait eu la précaution d'y stationner, de distance en distance, des chaloupes portant des feux. Le comte de Grasse se contenta de prendre des pilotes à Baracoa, à peu de distance de la pointe de Maïsi (île de Cuba). Il n'essuya aucun accident. (*Histoire de la dernière guerre entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique*, etc., etc.; 1 vol. *in*-4°. Paris, chez Brocas, 1787.)

(*Note du Traducteur.*)

(*) Le vieux Canal est compris entre la côte septentrionale de l'île de Cuba, et les bas-fonds qui bordent le vaste archipel des îles Lucayes.

(5) L'escadre française, composée de huit vaisseaux de ligne, était commandée par le chevalier Destouches, qui montait *le Duc de Bourgogne*, de 80 canons. L'escadre anglaise, aux ordres de l'amiral Arbuthnot, comptait le même nombre de vaisseaux; mais il y en avait un à trois ponts, *le London*, de 98 canons. Ce combat, du 16 mars 1781, fut remarquable par l'habileté et la promptitude des évolutions qui s'exécutèrent de part et d'autre, et sur-tout par le fait suivant: *Le London* ayant tenté de couper la ligne française entre *le Romulus* et *l'Eveillé*, M. de la Villesbrune, capitaine du premier, qui n'était que de 64 canons, eut l'audace de tenir le vent, d'envoyer sa bordée à ce vaisseau à trois ponts, auquel il cassa sa vergue de petit hunier, et de recevoir toutes les siennes qui auraient dû le couler bas, si elles eussent été bien dirigées. Cette manœuvre hardie força le contre-amiral Graves, qui montait *le London*, de renoncer à son projet et de retenir le vent.

(*Note du Traducteur.*)

(6) « C'est peut-être, dit le comte de Rochambeau, le hasard le plus extraordinaire, que, pour une expédition combinée des îles sous le Vent et du nord de l'Amérique, on se soit trouvé au rendez-vous de la baie de Chesapeack, dans le sud de ce continent, à *une heure* de différence. » (*Journal des Opérations du comte de Rochambeau.*)

(*Note du Traducteur.*)

(7) Peu de temps avant la fin du combat, le comte de Grasse fit à son avant-garde le signal d'arriver, qui fut exécuté. *Le Diadême*, de 74, commandé par M. de

Monteclerc, qui pour lors était le plus au vent, et vivement combattu par deux vaisseaux anglais, ne pouvait obéir au signal, sans s'exposer à être enfilé. Le marquis de Chabert, qui montait *le Saint-Esprit*, de 80 canons, vit le péril du *Diadème*, et entreprit aussitôt de le dégager. Il força de voiles en tenant le vent, répondit avec vigueur au feu des deux vaisseaux ennemis, et donna à M. de Monteclerc la facilité de rejoindre sa division. La guerre d'Amérique offre une foule de traits pareils, tous également honorables pour la marine française.

(*Note du Traducteur.*)

(8) L'amiral Rodney, avec son emphase accoutumée, en annonçant la conquête des établissemens hollandais, avait déclaré qu'il les regardait *comme un ample dédommagement* de la perte des îles de la Dominique, de Saint-Vincent et de la Grenade. Il alla même beaucoup plus loin dans sa dépêche à l'amirauté, du 17 mars 1781. En voici les propres expressions : « Ces colonies, entre « les mains de la Grande-Bretagne, si elles sont encou- « ragées comme il convient, emploieront, en peu « d'années, *plus de vaisseaux*, et produiront un re- « venu *plus considérable* à la couronnne, que *toutes les « îles britanniques* aux Indes occidentales, prises en- « semble. »

(*Note du Traducteur.*)

(9) Henri III, n'espérant plus de pouvoir réduire le duc de Guise, consulta les maréchaux d'Aumont, de Rambouillet et de Beauvais-Nangis, qui décidèrent que, vu l'impossibilité de faire le procès à cet illustre rebelle, il fallait se résoudre à s'en défaire par un coup imprévu.

Le roi proposa au célèbre Crillon de se charger de l'exécution : « Je ne l'assassinerai point, répondit *le brave* « *des braves*, mais je le combattrai. Quand on veut « bien donner sa vie, on est maître de celle d'autrui. »

L'affectation que mit le général Murray dans sa réponse, à vanter la noblesse de son origine, provient de ce qu'il prétendait descendre du comte de Murray, fils naturel de Jacques V, roi d'Ecosse, et frère de Marie Stuart.

(*Note du Traducteur.*)

LIVRE QUATORZIÈME.

LES puissances belligérantes n'attendaient, 1782.
pour l'exécution des plans qu'elles avaient formés au commencement de cette année, que l'achèvement de leurs préparatifs, le retour de la belle saison et l'occasion propice. Egalement fatiguées d'une longue guerre, toutes avaient la même persuasion que cette campagne devait être décisive. Il ne leur était pas moins sensible, que c'est au moment de la paix que les revers ont des suites plus funestes, parce qu'on n'a plus ni le temps ni l'espoir de les réparer. D'après ces considérations, chacune de ces puissances redoublait de soins et d'efforts pour assurer le triomphe définitif de ses armes. Les cours alliées portaient spécialement leurs vues sur la domination des mers d'Europe, la prise de Gibraltar et la conquête de la Jamaïque. Les Français étaient sur-tout animés du désir de faire passer des secours dans leurs établissemens des Indes orientales. Malgré l'extrême valeur et la rare habileté déployées par le bailli de

Plans des cours alliées.

1782. Suffren (1) dans plusieurs combats sanglans contre l'amiral Hughes, deux places hollandaises d'une grande importance, Trinquemale et Negapatnam, étaient tombées au pouvoir des Anglais. L'attention des alliés devait donc se diriger sur deux points principaux : défendre leurs possessions, et enlever celles de l'ennemi.

Il était convenu que les flottes espagnole et hollandaise opéreraient leur jonction avec l'armée française, à Brest. Ces forces redoutables devaient ensuite prendre le large, et s'assurer l'empire absolu de la mer, depuis le détroit de Gibraltar jusqu'aux côtes de Norvège. Les vaisseaux de haut-bord bloquant les escadres ennemies dans tous les ports et toutes les rades, les frégates et autres bâtimens légers étaient destinés à intercepter les convois et à désoler le commerce des Anglais. Les projets des alliés s'étendaient encore plus loin : ils se flattaient, en répandant sans cesse de nouvelles alarmes sur les côtes de la Grande-Bretagne, de trouver l'occasion d'y faire des descentes, de ravager le pays et même d'y frapper des coups plus importans selon les conjonctures. Ils procédaient avec le plus grand zèle à l'accomplissement de leursdesseins : la jonction de leurs armées

navales devait présenter une masse formidable de soixante vaisseaux de ligne, et d'un nombre prodigieux de frégates et de corvettes. Les Anglais étaient loin de posséder les moyens de faire tête à un tel déploiement de forces. Aussi les cours alliées ne doutaient pas que leurs armes ne fussent aussi heureuses, dans cette campagne, aux Antilles et en Europe, qu'elles l'avaient été, l'année précédente, sur le continent américain. Une paix glorieuse devait être le résultat de ces succès décisifs. 1782.

Desseins des nouveaux ministres britanniques

D'un autre côté, les nouveaux membres de l'administration anglaise ne négligeaient aucun moyen de remédier à l'état affligeant des affaires, et d'opposer une résistance efficace à l'orage qui grondait sur leurs têtes. Ils espéraient suppléer à l'inégalité des forces par l'habileté des commandans, le courage des troupes, et la réussite des expéditions projetées. Leurs soins se portaient sur l'armement de la flotte et le chargement du convoi destinés à ravitailler Gibraltar. Après la sûreté intérieure du royaume, il n'était rien qu'ils eussent aussi fortement à cœur que le salut de cette place. Mais ils reconnurent qu'avant tout, il fallait empêcher la réunion des escadres espagnole et hollandaise avec la

1782. flotte française. C'était mettre obstacle, en même temps, au commerce des Hollandais dans la Baltique, et protéger celui de l'Angleterre contre leurs insultes.

En conséquence, l'amiral Howe eut ordre de sortir de Portsmouth avec douze vaisseaux de ligne, pour aller établir sa croisière sur les côtes de Hollande. Cette mesure eut l'effet désiré. L'escadre hollandaise, qui avait déjà appareillé du Texel, céda la mer aux Anglais, et vint se renfermer dans ce port. Après une croisière d'un mois dans ces parages, l'amiral Howe s'assura que l'ennemi ne faisait aucune démonstration qui annonçât le projet de remettre à la voile. L'insalubrité de la saison avait occasionné beaucoup de maladies à bord de sa flotte : il alla relâcher à Portsmouth. L'amiral Milbank le releva presqu'aussitôt. S'il ne put nuire au commerce hollandais dans la Baltique, il protégea, du moins, efficacement celui des Anglais et il barra constamment à l'escadre ennemie l'entrée de la Manche.

Ainsi, à l'exception du brillant combat de Doggers-Bank, la république de Hollande autrefois si fameuse, ne fit rien dans toute cette guerre qui fût digne d'elle et de son ancienne renommée. Telle était la décadence

de sa gloire et de sa puissance! résultat déplorable des richesses excessives, d'une insatiable avidité, et peut-être plus encore de l'esprit de parti qui déchirait ces provinces! 1780.

Si quelquefois, dans une république, la balance des partis, en ce qui concerne l'administration intérieure, peut tourner au profit de la liberté et entretenir plus d'énergie dans les peuples, les factions qui ont pour objet des puissances étrangères produisent un effet entièrement opposé. Elles détournent l'esprit public vers le dehors, et paralysent toute son activité au dedans. Le signe le plus manifeste de l'affaiblissement d'un état et de la perte de son indépendance c'est, assurément, la division entre les citoyens en faveur des étrangers. Or, telle était la situation des Hollandais à cette époque. Si, à la conclusion de cette guerre, leur république ne fut pas réduite au dernier degré d'abaissement, si même elle répara une grande partie de ses pertes, elle en eut l'obligation entière aux armes et à la protection de la France (2).

Les Anglais s'emparent d'un convoi français.

Nous reprenons le cours des évènemens : on avait reçu l'avis certain en Angleterre d'un convoi considérable, chargé de troupes et de munitions pour l'Inde, était sur le point de faire voile de Brest. Craignant, d'un

1782. côté, pour la Jamaïque, et de l'autre, pou
les établissemens de la côte de Malabar, le
ministres se hâtèrent de donner l'ordre à l'a-
miral Barrington d'appareiller avec douz
vaisseaux de ligne, pour surveiller la march
de ce convoi, et l'enlever si l'occasion s'e
présentait. Il se dirigea avec célérité vers l
golfe de Biscaye, et découvrit bientôt le co
voi, qui consistait en dix-huit transports es
cortés par les deux vaisseaux de ligne *le Pé-
gase* et *le Protecteur*. Le vent était violent, e
la mer houleuse. Les Anglais continuèren
néanmoins à forcer de voiles. Le capitain
Jervis (3), qui montait *le Foudroyant*, atteign
enfin *le Pégase*, commandé par le chevali
de Sillan. Les forces de ces deux bâtimen
étant à-peu-près égales, l'engagement du
pendant une heure avec un acharnement e
trême. Le Français n'amena son pavill
qu'après avoir vu presque tout son équipa
tué ou hors de combat. La mer était si ma
vaise, que le capitaine Jervis put à pei
amariner sa prise, et faire passer une part
des Français à son bord. Il était à craind
que ceux qui étaient restés sur *le Pégase*,
s'en rendissent maîtres de nouveau. Le ca
taine Maitland, qui commandait *la Quee*
survint, en ce moment, et prêta main-for

à son compagnon. Tout-à-coup une bourrasque les sépara. Peu après, le capitaine Maitland rencontra un autre bâtiment français nommé *l'Actionnaire*, et il s'en empara sans résistance. Pendant ce temps, les frégates avaient donné la chasse aux transports qui, au premier aspect des Anglais, avaient promptement obéi au signal de s'éparpiller. Douze tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Cette perte était sensible pour la France : indépendamment de l'artillerie et des munitions de guerre et de bouche, il y avait à bord de ces bâtimens plus de onze cents hommes de troupes de terre. L'amiral Barrington ramena heureusement ses prises dans les ports d'Angleterre. 1782.

L'amirauté britannique ayant reconnu l'utilité des croisières dans les mers d'Europe, résolut de les multiplier. Elle adopta d'autant plus volontiers ce parti, qu'elle n'avait reçu encore aucun avis de la prochaine sortie de la grande flotte combinée. Malgré l'ardent désir qui animait également les Français et les Espagnols d'abaisser la puissance de leur implacable ennemi, leurs opérations souffraient trop souvent de cette lenteur qui semble inséparable de toutes les coalitions. Les Anglais, au contraire, jouissaient des

1780. avantages attachés à l'unité des pouvoirs et à l'ensemble des mouvemens. Dès que Barrington fut rentré, Kempenfeldt eut ordre de mettre en mer et de cingler aussi vers le golfe de Biscaye. Ses instructions portaient de faire tout le mal possible au commerce français, de protéger celui des sujets de la Grande-Bretagne, et de couvrir sur-tout, la rentrée de deux riches convois qui étaient attendus sous peu, l'un de la Jamaïque, l'autre du Canada.

Les alliés enlèvent un convoi anglais.

Après avoir consumé un temps précieux dans leurs préparatifs, les alliés s'étaient enfin portés à l'exécution des plans qu'ils avaient conçus. Le comte de Guichen, commandant de l'escadre française, et don Louis de Cordova, amiral en chef de la flotte combinée, sortirent du port de Cadix, au commencement du mois de juin, avec vingt-cinq vaisseaux de ligne tant français qu'espagnols. Ils firent route au nord, vers les côtes d'Angleterre, animés du désir et de l'espoir d'arracher à ces audacieux insulaires l'empire de l'Océan. Pendant qu'ils longeaient les côtes de France, ils furent rejoints par plusieurs vaisseaux de guerre mouillés dans les ports de cette partie, et même par une escadre qui vint de Brest à leur rencontre. Ces divers

renforts portèrent l'armée navale combinée 1782.
à quarante vaisseaux de haut-bord.

La fortune sourit à ses premières opérations. Les deux convois de Terre-Neuve et de Québec, qu'escortait l'amiral Campbell avec un vaisseau de cinquante canons et quelques frégates, tombèrent au milieu de cette ligne immense. Une partie fut prise, l'autre dispersée. Dix-huit bâtimens de transport tombèrent au pouvoir des vainqueurs : cette prise fut évaluée à des sommes considérables. Les vaisseaux de guerre parvinrent à s'échapper, et à gagner les ports d'Angleterre. Cet avantage indemnisa, en quelque sorte, les Français de la perte de leur convoi destiné pour l'Inde.

Devenus, après ce succès, plus utile encore que glorieux, entièrement maîtres de la mer, ils se portèrent vers l'entrée de la Manche. Ainsi qu'ils l'avaient fait dans leurs campagnes précédentes, ils s'étendirent depuis les îles Scilly, jusqu'à celle d'Ouessant. En observant les côtes d'Angleterre, deux points fixaient spécialement leur attention : la sûreté de leurs propres convois, et l'enlèvement de ceux de l'ennemi. Cependant, le ministère britannique ne s'aveuglait pas sur le danger. L'amiral Howe mit en mer avec

1782. vingt-deux vaisseaux de ligne. Ses instructions lui prescrivaient d'éviter une action générale, et de veiller soigneusement à la rentrée du convoi de la Jamaïque, devenu plus précieux encore depuis la perte de celui du Canada. Cet habile marin déploya le plus grand talent dans l'exécution de ses ordres. Il se mit hors de la portée de la flotte ennemie, en se dirigeant à l'ouest, sur la route que devait suivre le convoi. Cette manœuvre fut couronnée d'un plein succès. L'amiral Howe parvint à rallier à lui le convoi tout entier, et son escorte commandée par Peter-Parker. Vers la fin de juillet tout était rentré sain et sauf dans les ports d'Irlande. Les alliés regagnèrent alors leurs côtes, après des démonstrations aussi infructueuses que celles de leurs deux précédentes campagnes.

Les Anglais s'occupent de secourir Gibraltar.

Mais de toutes les entreprises des puissances belligérantes en Europe, aucune ne leur paraissait plus digne d'attirer toute leur attention que le siége de Gibraltar. Les Anglais étaient tout occupés de secourir cette forteresse : les Français et les Espagnols de les en empêcher. Ces deux buts opposés étaient devenus l'objet de leur émulation réciproque. Indépendamment de la gloire de leurs

armes et de l'honneur des couronnes, il s'agissait de l'empire de la Méditerranée, qui semblait tenir à la possession de ce rocher célèbre. Jamais aucune opération militaire n'avait fixé à ce point les regards du monde entier : on comparait ce siége aux plus fameux dont l'histoire ancienne et moderne ait conservé le souvenir. Sauver Gibraltar, était en Angleterre le vœu le plus cher de tous les esprits; on y savait que l'on commençait à manquer, dans l'intérieur de la place, de munitions, et sur-tout de vivres. On n'ignorait plus que les assiégeans avaient l'intention de convertir le blocus en une attaque ouverte. Déjà ils préparaient des machines d'une construction nouvelle, pour obtenir de vive force ce que la famine n'avait pu faire. 1782.

En conséquence, tandis que Gibraltar, malgré tout ce que la nature et l'art avaient fait pour sa défense, était menacé de périls d'un genre nouveau, le gouvernement britannique rassemblait à Portsmouth toutes les forces navales du royaume. Les escadres qui croisaient sur les côtes de Hollande et du golfe de Biscaye, eurent ordre de s'y réunir. Un nombre immense de transports y recevait le chargement de toutes les munitions. Enfin, tous les préparatifs étant ter-

1782. minés vers le commencement de septembre, l'amiral Howe, commandant en chef, ayant sous ses ordres les contre-amiraux Milbank, Robert Hughes et Hotham, mit à la voile de Portsmouth. Ses forces consistaient en trente-quatre vaisseaux de ligne et un nombre proportionné de frégates et de brûlots. Du succès de ses opérations dépendait le salut de la place assiégée.

Le gouvernement britannique tente la voie des négociations

Les armes n'étaient cependant pas le seul moyen auquel les nouveaux ministres britanniques voulaient recourir, pour atteindre le but qu'ils se proposaient : une guerre glorieuse et une paix honorable. Il ne leur était point permis d'espérer de réduire entièrement leurs ennemis, s'ils persistaient dans leur étroite union : ils firent, en conséquence, le projet de jeter la division parmi eux, en faisant à chacun d'eux des propositions de paix séparées. La dissolution de l'alliance leur parut le gage assuré d'un triomphe définitif. Ils calculaient, en outre, que lors même qu'ils ne réussiraient pas dans leur entreprise, ils obtiendraient au moins un avantage réel : celui de contenter les esprits en Angleterre, et d'y rendre la guerre moins odieuse, en prouvant la nécessité de la continuer. Une autre considération non moins

puissante influait sur leur détermination ; ils 1782.
sentaient que pour conserver les partisans qu'ils s'étaient formés au dedans et au dehors du parlement, il fallait qu'ils se donnassent du moins l'apparence d'incliner vers la paix.

D'après ces considérations, le cabinet de Saint-James fit des démarches auprès de l'impératrice de Russie. Elle accepta le rôle de médiatrice auprès des états-généraux de Hollande ; elle leur offrit, au nom du roi Georges, une suspension d'armes et des conditions de paix basées sur le traité de 1674. L'ambassadeur de France, qui se trouvait alors à la Haie, surveillait ces menées secrètes. Il travailla de tout son pouvoir à en prévenir les effets, et à maintenir les états-généraux dans leur fidélité à l'alliance. Il leur rappela qu'ils s'étaient engagés envers la France, à ne conclure de paix avec l'Angleterre, que lorsque cette puissance aurait reconnu la liberté illimitée des mers. En retraçant les plans d'opérations navales concertées entre les deux états contre l'ennemi commun, il fit voir que la Hollande ne pouvait y renoncer tout-à-coup, sans porter autant de préjudice à son propre honneur qu'aux intérêts du roi de France, son fidèle

1782. allié. Il ne dissimula même pas la reconnaissance dont étaient tenus les Hollandais envers sa majesté très-chrétienne, pour la conservation du cap de Bonne-Espérance, et la reprise de Saint-Eustache, ainsi que des colonies de la Guyane, entièrement dues à ses armes.

Aux représentations de l'ambassadeur de France, les Etats-Généraux ne purent s'empêcher d'ajouter une réflexion tacite. Les colonies, dont il vient d'être fait mention, étaient encore entre les mains des Français, comme garantie des traités ; ne devait-on pas craindre qu'ils refusassent de les restituer, si leurs alliés manquaient à leurs engagemens? Ces considérations étaient appuyées encore par les efforts des partisans de la France. Elles prévalurent enfin totalement. Les Etats-Généraux rejetèrent les propositions de la cour de Versailles, en déclarant qu'ils ne voulaient point déroger à la foi incorruptible, dont leurs ancêtres leur avait donné l'exemple.

Les ouvertures qui furent faites en même temps aux gouvernemens de France et d'Espagne, n'eurent pas un résultat plus heureux. Le premier nourrissait l'espoir de chasser totalement les Anglais des Antilles,

et d'acquérir par là des droits plus efficaces 1782.
à réclamer la liberté des mers. Le second, guidé par les mêmes motifs, avait de plus la perspective de rentrer en possession de la Jamaïque et de Gibraltar. Etroitement liés d'ailleurs par le pacte de famille, les deux monarques auraient cru manquer à la dignité de leurs couronnes, s'ils se fussent soustraits aux obligations qu'il leur imposait.

Mais les ministres britanniques espéraient plus de succès de leurs intrigues auprès des Etats-Unis d'Amérique. C'est dans cette vue qu'ils avaient rappelé le général Clinton, et l'avaient remplacé par le général Carleton, qui, par sa modération et son humanité pendant la guerre du Canada, s'était concilié l'estime et la confiance des Américains. Il était investi, ainsi que l'amiral Digby, du pouvoir de négocier la paix avec les Etats-Unis, en prenant l'indépendance pour base, et de signer avec eux un traité d'amitié et de commerce. Mais les Américains firent la réflexion qu'aucun acte du parlement à cette époque, n'autorisait encore le roi à conclure ni paix, ni trève avec l'Amérique ; qu'il était donc à craindre que les offres et promesses faites du propre mouvement des ministres, ne fussent ensuite désavouées par les deux

1782. chambres. Ils connaissaient en outre la répugnance personnelle qu'éprouvait le roi à reconnaître leur indépendance. Ils commencèrent donc à soupçonner l'existence d'un piège caché. Ces conjectures acquirent chez eux une nouvelle force, quand ils apprirent que le cabinet britannique avait fait des ouvertures séparées à chacune des puissances belligérantes. Ils ne doutèrent plus que son but ne fût, à l'aide de ces menées, de semer la division parmi eux, et de les endormir par de vaines paroles. Les propositions de paix ne furent plus à leurs yeux qu'un stratagême des Anglais, pour détourner leur attention des préparatifs qu'exigeait la poursuite de la guerre, et se ménager des avantages faciles.

Le ministre de France auprès du congrès, ne négligea aucun moyen de rompre toutes les intelligences. Il exposa les motifs qu'avaient les Américains de redouter la mauvaise foi de l'Angleterre, et de se reposer, au contraire, sur la loyauté du roi de France. Les hommes les plus influens du gouvernement ne s'arrêtaient eux-mêmes qu'avec un sentiment pénible, sur l'idée de débuter dans le monde politique par une violation des traités, et d'échanger une alliance éprouvée

contre une amitié suspecte : leur opinion 1782.
l'emporta. Le congrès déclara formellement ne vouloir entrer dans aucune négociation à laquelle leur allié ne prendrait point de part. Bien plus, afin qu'il ne restât plus le moindre doute sur la sincérité des Etats-Unis, afin d'ôter toute espérance à l'Angleterre, et tout soupçon à la France, les assemblées provinciales décrétèrent qu'il ne serait jamais conclu de paix avec la Grande-Bretagne, que du plein aveu de sa majesté très-chrétienne ; déclarant ennemi de la patrie quiconque tenterait de négocier sans l'autorisation du congrès. C'est ainsi que les premiers jours de cette année virent évanouir tout espoir de pacification. La cause qui avait mis les armes à la main aux puissances belligérantes, ne semblait pas encore jugée. Au milieu de la défiance réciproque qui aigrissait les esprits, aucune forme de conciliation n'était admissible que lorsque la voix de la nécessité se serait fait entendre.

Pendant que telle était la marche des affaires sur le continent américain, elles s'apprêtaient à se décider, dans les îles, par un de ces évènemens qui triomphent de toutes les mesures de la prudence. La guerre des Antilles devait avoir un dénouement sem-

1782. blable à celui qu'avait opéré en Virginie la catastrophe de Cornwallis. Les cours alliées avaient fait des apprêts formidables pour exécuter enfin leurs anciens projets sur la Jamaïque. Les Espagnols avaient, dans les îles de Saint-Domingue et de Cuba, une flotte nombreuse et un corps considérable de troupes de débarquement. L'une et l'autre étaient parfaitement approvisionnés, et prêts à se porter par-tout où le bien du service l'exigerait. D'un autre côté, le comte de Grasse se trouvait au Fort-Royal de la Martinique avec trente-quatre vaisseaux de ligne, et un grand nombre de frégates.

L'amiral français était occupé du soin de faire réparer sa flotte, en attendant un second convoi parti de Brest au commencement de février, qui lui apportait d'immenses munitions dont il éprouvait le besoin. Tous ses préparatifs terminés, son intention était d'opérer sa jonction, à Saint-Domingue, avec les Espagnols, pour agir de concert contre la Jamaïque. Leurs forces combinées devaient offrir une masse de soixante vaisseaux de ligne, et de près de vingt mille hommes de troupes de terre : armement prodigieux et tel que n'en avaient jamais vu ces parages. Les Anglais étaient loin de pouvoir

opposer à leurs ennemis des moyens de résistance proportionnés aux moyens d'attaque. Lorsque Rodney, qui était alors mouillé à la Barbade, y eut été rejoint par l'amiral Hood et trois vaisseaux de ligne venant d'Angleterre, il n'en comptait pas plus de trente-six sous son commandement. Les garnisons des îles anglaises étaient toutes très-faibles; il n'y avait, à la Jamaïque même, que six bataillons de troupes réglées, y compris, selon l'usage de ces contrées, beaucoup de mortes-payes. On avait armé les milices; mais la terreur était si grande, que le gouverneur de l'île proclama la loi martiale, dont l'effet est de suspendre toute autorité civile, et d'en investir les commandans militaires. 1782.

L'amiral Rodney sentait parfaitement que le succès de la guerre des Antilles, et le sort de toutes les possessions anglaises dans ces mers, dépendaient de deux évènemens décisifs. Il fallait intercepter le convoi de Brest avant qu'il n'arrivât à la Martinique, et empêcher la flotte française de se réunir à celle d'Espagne, à Saint-Domingue. Pour l'accomplissement du premier de ces projets, il avait mis en mer, et tellement stationné la flotte au vent des îles françaises, qu'elle s'étendait depuis la latitude de la Desirade Desseins de l'amiral Rodney.

1782. jusqu'à celle de Saint-Vincent, occupant ainsi la route que suivent ordinairement les vaisseaux qui viennent d'Europe pour gagner la Martinique. Pour surcroît de précautions, il avait détaché ses frégates encore plus au vent, afin d'éclairer au large tous les mouvemens de l'ennemi.

Mais les Français pressentirent le piége qu'on leur tendait. Au lieu de prendre la route ordinaire, ils firent passer leur convoi au nord de la Desirade, et rangeant de très-près et sous le vent les îles de la Guadeloupe et de la Dominique, ils entrèrent sans accident au Fort-Royal de la Martinique. Ce renfort était d'un prix inestimable pour les Français. Il était au contraire extrêmement funeste aux Anglais, qui n'avaient plus d'autre moyen de prévenir leur ruine totale dans ces parages, que d'empêcher la jonction des flottes de France et d'Espagne à Saint-Domingue. Dans ce dessein, Rodney alla relâcher au Gros-Islet, à Sainte-Lucie, d'où il lui était facile de surveiller constamment tout ce qui se passait au Fort-Royal. Ses frégates entretenaient une croisière très-active. Pendant cet intervalle, il faisait de l'eau et des vivres, afin d'être en état de tenir la mer le plus long-temps possible.

Cependant le comte de Grasse se sentait pressé d'agir. Ses instructions lui en faisaient la loi, et leur objet était d'une importance extrême pour la gloire des armes de son souverain. Du salut de son convoi dépendait la réussite de l'expédition de la Jamaïque. Il le fit appareiller sous l'escorte de deux vaisseaux de ligne, *le Sagittaire* et *l'Expériment*, et ne tarda pas à le suivre avec toute sa flotte. Il aurait voulu profiter des vents alisés pour se porter directement sur Saint-Domingue; mais il calculait que sa marche se trouvant embarrassée de plus de cent bâtimens de transport, et les vents soufflant toujours du même point, il lui était à-peu-près impossible de se tenir hors de portée de la flotte anglaise. Or, il convenait évidemment à ses desseins d'éviter une bataille. Il prit donc un parti différent. Il fit route au nord, rangeant de très-près toutes les îles avec son immense convoi. La prudence ne pouvait qu'applaudir à cette marche, et tout en présageait le succès. Les pilotes du comte de Grasse avaient, sur ceux de l'ennemi, l'avantage de mieux connaître le gisement de ces côtes, la plupart françaises ou espagnoles, et ils jouissaient en outre de la faculté de s'en approcher autant qu'ils le jugeraient à propos. De

1782.

Projets du comte de Grasse.

1782. plus, les divers canaux que forment ces îles entr'elles, offraient des relâches sûres et des passes commodes pour échapper à la poursuite de l'ennemi. L'amiral français, par ce moyen, avait la possibilité de faire filer son convoi le long des côtes, pendant que sa flotte se rangerait en bataille pour faire face à celle de l'ennemi. Il lui était facile de se tenir au vent des Anglais, et de conserver par conséquent sa route ouverte sur Saint-Domingue. Le comte de Grasse se voyait donc en droit de se flatter que tous les bâtimens sous ses ordres parviendraient, successivement, à gagner le point indiqué pour le rendez-vous général.

Les frégates anglaises, qui faisaient une garde exacte, donnèrent bientôt avis à l'amiral Rodney de la sortie de la flotte française. Sur-le-champ, avec sa promptitude accoutumée, il mit en mer pour rejoindre son ennemi. C'était le 9 avril. Déjà les Français avaient commencé à dépasser la Dominique, et se trouvaient sous le vent de cette île, lorqu'ils découvrirent toute l'armée anglaise. Le comte de Grasse ordonna aux capitaines des transports de forcer de voiles, et d'aller mouiller à la Guadeloupe. Les deux amiraux se disposèrent au combat avec une

habileté et une bravoure égales. Le français devait néanmoins avoir soin de tenir son ennemi à distance pour donner le temps à son convoi de s'éloigner, et ne pas commettre au hasard une opération certaine. L'anglais, au contraire, sentait qu'il ne pouvait engager son adversaire de trop près, puisqu'il n'y avait de remède à la situation critique des affaires, que dans une victoire complète et décisive. 1782.

Force des deux flottes.

Le comte de Grasse avait trente-trois vaisseaux de ligne, parmi lesquels on en comptait un de 110 canons (*la Ville de Paris*); cinq de 80, vingt-un de 74, et le reste de 64. Les équipages étaient complets, et il y avait à bord de la flotte française cinq à six mille hommes de troupes de terre formant la garnison des vaisseaux. Le centre était sous les ordres immédiats du comte de Grasse; le marquis de Vaudreuil commandait l'avant-garde, et M. de Bougainville l'arrière-garde. La flotte de l'amiral Rodney consistait en trente-six vaisseaux de ligne, dont un de 98 canons, cinq de 90, vingt de 74, et les autres de 64. L'avant-garde était commandée par le vice-amiral Hood, et l'arrière-garde par le contre-amiral Drake.

Les Anglais auraient voulu engager une

1782. action générale, mais ils n'avaient pu s'élever encore qu'à la hauteur de la Dominique, et les calmes retardaient leur marche. Ils s'efforçaient néanmoins de profiter des risées qui soufflaient de temps en temps, pour se rapprocher des Français. Mais ceux-ci s'avançaient vers la Guadeloupe, et, à la faveur d'un vent plus propice, ils manœuvraient en pleine liberté. Une brise vint enfin gonfler les voiles de l'avant-garde anglaise. L'amiral Hood saisit ce moment pour arriver sur les Français à la portée du canon, et le feu commença vers neuf heures du matin.

Premier combat entre le comte de Grasse et l'amiral Rodney.

Le comte de Grasse était rempli de confiance, en voyant qu'il pouvait disposer de toutes ses forces contre une partie seulement de celles de l'ennemi. L'engagement fut très-vif; quelque impétueuse que fût l'attaque des Français, les Anglais ne perdirent point leurs rangs. Les premiers vaisseaux de leur corps de bataille ayant obtenu assez de vent pour se porter au secours de leur avant-garde qui souffrait excessivement, ils renouvelèrent l'action avec une fureur inexprimable. Les Français leur opposèrent une valeur non moins digne d'admiration. *Le Formidable* de 98, que montait Rodney lui-même, et ses deux matelots *le Namur* et *le Duke* de 90,

faisaient un feu terrible. Le capitaine d'un vaisseau français de 74, loin de s'en laisser effrayer, fit abattre sa grande voile pour ôter à son équipage toute idée de retraite, et redoubler son acharnement. Il attendit les trois vaisseaux anglais, et les combattit avec une intrépidité sans exemple. Sa conduite inspira un tel enthousiasme aux Anglais eux-mêmes, que l'un d'eux, dans une lettre devenue publique, n'hésita pas à le nommer *le divin Français* (4). 1780.

Les autres vaisseaux du centre de Rodney arrivaient successivement; et déjà l'avant-garde, commandée par l'amiral Drake, n'était plus éloignée. Mais le comte de Grasse, dont l'objet était rempli, jugea convenable de mettre un terme à l'action. Il fit signal de cesser le feu. Telle fut l'issue de ce premier combat. Il serait difficile de décider de quel côté l'on y déploya le plus d'habileté et de valeur. Les Anglais ne suivirent point leurs ennemis, soit parce que le vent leur était moins favorable, soit plutôt parce que leur avant-garde, et principalement *le Royal-Oack* et *le Montagu*, qui en formaient la tête, avaient été extrêmement maltraités.

D'après cette observation, l'amiral français ordonna au convoi, qui avait relâché à la Gua-

1782. deloupe, de remettre aussitôt en mer et de poursuivre sa route. Cet ordre fut exécuté avec autant de précision que de promptitude par M. de Langle, qui commandait le convoi; et peu de jours après, il arriva en totalité à Saint-Domingue. Quelques vaisseaux français avaient considérablement souffert dans le combat. De ce nombre était *le Caton*, qui fut envoyé à la Guadeloupe pour se réparer. *Le Zélé* aborda *le Jason*, et lui causa de si graves avaries, qu'il fut obligé de gagner la même île. Ces accidens empêchèrent le comte de Grasse de s'élever aussitôt qu'il l'aurait voulu au vent du groupe d'îles nommées *les Saintes*, pour doubler la Désirade au vent, et se rendre à Saint-Domingue par le nord des îles.

Après avoir fait à leurs vaisseaux les réparations les plus urgentes, les Anglais s'étaient remis sur la voie des Français. Le comte de Grasse continuait à courir des bordées pour s'élever au vent des Saintes, et il était déjà parvenu, le 11, à la hauteur de la Guadeloupe. Il avait tellement gagné de vîtesse sur la flotte anglaise, qu'à peine pouvait-on découvrir ses huniers dans l'éloignement. Rodney avait mis dans sa poursuite toute la célérité qui lui était commandée par la gravité des

circonstances ; mais il commençait à déses- 1782.
pérer de rejoindre l'ennemi. Il fut agité dans un conseil de guerre s'il n'était plus convenable au bien du service de cesser de tenir la même route que les Français, et de cingler sous le vent, afin d'arriver avant eux, s'il était possible, dans les eaux de Saint-Domingue.

Tandis que l'on délibérait sur ce point important, observant toujours avec anxiété du haut des mâts, dans la pénible attente du moment qui déciderait du sort de la Jamaïque, et à qui, des Français ou des Anglais, devait rester l'empire des Antilles, on signala, vers midi, deux voiles françaises. Elles étaient tombées sous le vent, et se rapprochaient de plus en plus des Anglais. C'était *le Zélé*, de 74 canons, vaisseau qui semblait destiné à faire le malheur de la flotte française, et la frégate *l'Astrée*, que le comte de Grasse avait détachée pour le remorquer. Peu auparavant, il avait rompu ses mâts de beaupré et de misaine en abordant *la Ville de Paris*. Cet évènement avait tellement ralenti sa marche, qu'il se trouvait séparé du corps de l'armée.

Les Anglais, à cette vue, conçurent de nouveau l'espoir d'engager l'action qui faisait l'objet de leurs vœux. Ils calculaient qu'en

1782. se portant rapidement sur les bâtimens en dérive pour les couper, ils forceraient l'amiral français à venir à leur secours et à se mettre dans la nécessité de combattre. Ils manœuvrèrent, en conséquence, avec tant de promptitude et de sagacité, que les deux vaisseaux ne pouvaient plus leur échapper, si l'amiral français ne marchait lui-même pour les couvrir.

On pense, et non sans quelque raison, que si le comte de Grasse, satisfait de la gloire qu'il avait acquise sur les côtes de Virginie, avait su céder à propos à la fortune, en abandonnant au sort dont ils étaient menacés les deux vaisseaux qui lui furent si funestes, il aurait heureusement achevé sa traversée jusqu'à Saint-Domingue. Arrivé dans cette île, où les forces de l'Espagne se seraient réunies aux siennes, il pouvait porter le dernier coup à la puissance britannique dans les Indes occidentales. Il s'était déjà tellement élevé au vent, que s'il eût poursuivi sa route, il fût devenu impossible aux Anglais de le rejoindre. Mais jugeant qu'il était contre la dignité et la réputation de la superbe armée qu'il commandait, de laisser enlever deux bâtimens presque sous le feu de ses canons, il prit la résolution plus téméraire que coura

geuse de se porter à leur secours. Voyait-il 1782.
que, pour sauver une très-faible partie de sa flotte, il s'exposait à la perdre toute entière? Il forma son ordre de bataille, arriva sur les Anglais, et dégagea *le Zélé*.

Mais, dans ce mouvement, il s'était tellement rapproché des Anglais qu'un engagement général devenait inévitable. Les deux amiraux s'y disposèrent avec une égale ardeur. Elle était partagée par tous leurs équipages : il n'était pas un marin des deux nations, qui ne sentît qu'il allait combattre pour l'honneur de son souverain et la domination des Antilles. Mais déjà la nuit était venue : elle fut employée, de part et d'autre, à faire tous les préparatifs de la grande journée du lendemain.

Combat du 12 avril, entre le comte de Grasse et l'amiral Rodney.

L'espace de mer qui devait servir de champ de bataille, est resserré entre les îles de la Guadeloupe, la Dominique, les Saintes et Marie-Galante. Au vent et sous le vent règnent des bas-fonds et des rescifs très-dangereux. Le 12 avril, à six heures du matin, les deux flottes se trouvèrent rangées en présence l'une de l'autre, mais à bord opposé et dans l'ordre inverse. Le vent, qui soufflait de l'est, ayant passé au sud-est, devint plus favorable aux Anglais. Ils en profitèrent aussi-

1782. tôt : leur avant-garde et la majeure partie de leur centre s'avancèrent à la demi-portée de canon, et commencèrent l'attaque avec une extrême vivacité. L'action dura depuis sept heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Le reste du corps de bataille et la plupart des vaisseaux de l'arrière-garde, arrivèrent successivement, et prirent part au combat. On distinguait parmi eux *le Barfleur,* de 90 pièces de canon, que montait l'amiral Hood. Pendant ce temps, *le Zélé*, conduit à la remorque par *l'Astrée*, s'efforçait de gagner la Guadeloupe.

Jamais guerriers enflammés du désir de la victoire ne déployèrent plus d'acharnement et d'audace, que les Français et les Anglais dans cette mémorable journée. Les bordées se succédaient sans interruption : au travers de la fumée épaisse qui couvrait les deux flottes, l'on n'entrevoyait que la lueur des canons, l'on ne distinguait que le fracas de l'artillerie et des manœuvres qui volaient en éclats. *Le Formidable*, de 98, vaisseau de l'amiral Rodney, ne tira pas moins de quatre-vingts bordées : *la Ville de Paris* autant. La victoire demeura quelque temps incertaine. On ne voyait presque plus de vaisseau qui ne fût désemparé : les équipages étaient épuisés de fatigue.

Dès le commencement de l'action, les Anglais, selon leur coutume, avaient cherché à couper la ligne de bataille ennemie. Mais le vent n'était point assez fort ; et les Français, pénétrant leur dessein, tinrent ferme et les repoussèrent vivement. Cependant l'avant-garde et le centre du comte de Grasse avaient déjà extrêmement souffert dans leurs agrès. Il en résulta un ralentissement sensible dans la manœuvre de ces deux divisions. La troisième, commandée par M. de Bougainville, n'ayant point réglé ses mouvemens sur ceux du reste de la ligne, tomba dans un désordre extrême. A cet évènement fatal, mais qui ne pouvait être imputé qu'aux hommes, en succéda bientôt un autre dont la cause leur était étrangère. Le vent devint si contraire aux Français, que leurs voiles s'enflaient en sens opposé (*a*); il était, par cette raison même, extrêmement favorable aux Anglais. Rodney en profita sur l'heure. Il se porta rapidement en avant avec *le Formidable, le Namur, le Duke* et *le Canada*, et traversa la ligne française au poste occupé par *le Glorieux*, qui était entièrement démâté, à trois vaisseaux de distance 1782.

(*a*) C'est ce qui s'appelle, en termes de mer, *faire chapelle*.

1782. de *la Ville de Paris.* Il fit aussitôt signal aux vaisseaux de le suivre. Cet ordre ayant été promptement exécuté, toute l'armée anglaise se trouva passée au vent de l'armée française.

De cet instant, le sort de la journée ne pouvait plus être douteux. Les Anglais se rabattirent sur leurs ennemis, qui, ne conservant plus d'ordre ni de rangs, étaient hors d'état de tenir tête à des adversaires combattant en ligne serrée, et animés par la perspective d'une victoire certaine. Les Français ne prolongeaient leur résistance que par pelotons détachés, ou par engagement partiel de vaisseau à vaisseau. Leur situation désespérée n'avait cependant pas encore refroidi leur courage. Ils tentèrent de se rallier sous le vent; mais tous leurs efforts furent vains, quoiqu'ils aient singulièrement honoré leur malheur.

Les Anglais s'attachaient de préférence aux vaisseaux qu'ils jugeaient ne pouvoir leur échapper. *Le Canada* se porta contre *l'Hector*, qui ne se rendit qu'après avoir épuisé tous ses moyens de défense. *Le Centaure* attaqua *le César* bord-à-bord; ils étaient demeurés l'un et l'autre presque intacts. Leur engagement fut des plus opiniâtres. Le Français ne vou-

lait absolument pas se rendre. Trois autres vaisseaux de guerre se mirent à le canonner. Mais M. de Marigny, qui le commandait, déterminé à ne point baisser son pavillon, le fit clouer à un mât, et redoubla le feu de toutes ses batteries. Il fut tué; son successeur se défendit avec le même courage. Cependant, son grand mât étant abattu, toutes ses manœuvres détruites, il céda au nombre. *Le Glorieux* ne tomba au pouvoir des Anglais qu'après la résistance la plus honorable. *L'Ardent* eut le même sort. *Le Diadême*, criblé de boulets, coula à fond (5). 1782.

Si tous les capitaines français que la fortune trahit dans cette journée, déployèrent une bravoure héroïque, aucun d'eux ne mérita plus d'éloges que l'infortuné comte de Grasse. Il semblait résolu de laisser plutôt engloutir son vaisseau dans la mer, que de le rendre à l'ennemi. Totalement désemparée, faisant eau de toutes parts, *la Ville de Paris*, après un combat de dix heures, continuait à faire un feu terrible de tribord et de babord. Le capitaine Cornwallis, qui commandait *le Canada*, paraissait mettre sa gloire à la réduire; mais par sa masse seule elle repoussait tous ses efforts. Six autres vaisseaux anglais se joignirent au *Canada*, pour porter

1782. les derniers coups à l'amiral français : mais ce fut aussi vainement. Plusieurs de ses vaisseaux avaient tenté de le secourir : d'abord ses deux matelots *le Languedoc* et *la Couronne*, puis *le Pluton* et *le Triomphant*, que montait le marquis de Vaudreuil, commandant de l'avant-garde. Mais accablés par le nombre, les capitaines de ces bâtimens avaient été contraints d'abandonner leur général à tous les dangers de sa position.

Le comte de Grasse voyait son dernier espoir évanoui ; sa flotte, naguère si florissante, était ou dispersée, ou tombée au pouvoir de l'ennemi : mais son courage indomptable refusait de plier. Il ne cessait pas de tirer de ceux de ses canons qui n'étaient pas hors de service. C'est alors que Samuel Hood s'approcha bord à bord avec *le Barfleur*, de 90, et dirigea contre *la Ville de Paris*, un feu de mitrailles si terrible, qu'il ne resta pas sur le pont un seul homme qui ne fût atteint. On a rapporté que soixante furent tués par la première décharge.

Désespérant entièrement de son salut, le comte de Grasse ne songea plus qu'à sauver son honneur. Pendant plus d'un quart d'heure encore il soutint intrépidemment le feu épouvantable dont il était foudroyé de toutes

arts. Il amena enfin son pavillon et se ren- 1782.
dit à l'amiral Hood. On prétend qu'en ce moment il ne restait plus sur le pont que trois hommes vivans et non blessés : de ce nombre était le comte lui-même. C'est ainsi que tomba entre les mains des Anglais, *la Ville de Paris*, regardée avec raison comme un des plus beaux ornemens de la marine française. Ce superbe vaisseau avait été offert au roi Louis XV, par sa capitale, à l'époque des désastres occasionnés par la guerre du Canada. Il avait coûté plusieurs millions.

Les Anglais perdirent, tant dans cette journée que dans celle du 9, plus d'un millier d'hommes. La perte des Français fut plus forte, sans faire mention des prisonniers. Les premiers eurent particulièrement à regretter les capitaines Boyne et Blair, de *l'Alfred* et de *l'Anson*. Lord Robert Manners, fils du marquis de Granby, jeune homme d'une haute espérance, qui commandait *la Résolution*, ne survécut que peu à ses blessures. Cette bataille couta la vie à six capitaines de vaisseaux français : de ce nombre étaient le vicomte d'Escars, et M. de la Clocheterie ; le premier, commandant *le Glorieux*, le second, *l'Hercule*.

Pour recueillir le fruit de sa victoire,

1782. l'amiral Rodney aurait voulu poursuivre l'ennemi après le combat. Mais la nuit vint le surprendre ; et il désirait d'abord s'assurer de ses prises et connaître à quel point sa flotte elle-même avait souffert. Le lendemain matin il fut encore retenu sur les côtes de la Guadeloupe, par un calme plat. Il fit reconnaître toutes les relâches françaises de ces parages, et apprit qu'il ne s'y trouvait aucun vaisseau de guerre. Il conjectura, avec raison, que la flotte ennemie avait fait route directement sur Saint-Domingue. L'amiral Hood, dont la division était restée presque intacte, reçut ordre de se porter dans les mêmes eaux. Ses instructions lui prescrivaient de se rendre ensuite au cap Tiberon, où Rodney devait le rejoindre avec le reste de son armée.

Suite du combat du 12 avril.

A l'exception de quelques vaisseaux français qui furent conduits par M. de Bougainville, à Saint-Eustache, pour y être réparés, tous les autres, ralliés sous les ordres du marquis de Vaudreuil, allèrent mouiller au Cap-Français, à Saint-Domingue. L'amiral Hood arriva à son tour dans les parages de cette île. La croisière qu'il établit dans le détroit de la Mona, qui la sépare de Portoricco, observa au loin quatre vaisseaux, dont deux

de haut bord, et deux autres de moindre rang. C'étaient le *Jason* et *le Caton*, qui revenaient du mouillage de la Guadeloupe, avec la frégate *l'Aimable* et la corvette *la Cérès*. Les commandans de ces bâtimens n'étaient pas instruits de la bataille du 12 avril, et ils naviguaient sans défiance. Ils donnèrent au milieu de l'escadre de Samuel Hood, qui eut peu de peine à les forcer de se rendre. Une cinquième voile que l'on découvrit à l'horison, parvint à peine à échapper à la chasse que lui donnèrent les Anglais. La perte des Français s'éleva donc à huit vaisseaux de ligne; mais *le Diadême* ayant coulé bas, et *le César* ayant sauté, il n'en demeura que six au pouvoir des Anglais, comme trophées de leur victoire. 1782.

Rodney et Hood se rejoignirent à la hauteur du cap Tiberon. Alors le premier, avec les prises et les vaisseaux qui avaient le plus souffert, se rendit à la Jamaïque. Le second demeura avec vingt-cinq vaisseaux, en état de servir, dans les eaux de Saint-Domingue, pour observer l'ennemi, et l'empêcher de tenter quelqu'expédition d'importance contre les possessions britanniques. Quoique découragés par l'échec qu'ils venaient de recevoir, les alliés pouvaient cependant disposer

1782. encore d'une force redoutable. Ils avaient réuni au Cap-Français vingt-trois vaisseaux de ligne, aux ordres du marquis de Vaudreuil, et seize espagnols commandés par don Solano. Leurs troupes de débarquement montaient à près de vingt mille hommes. Ils renoncèrent, néanmoins, à l'attaque de la Jamaïque, et même à toute espèce d'entreprise dans les Antilles. Les Espagnols retournèrent à la Havane. Quelques vaisseaux français prirent un convoi sous leur escorte, et arrivèrent en Europe sans accident. Le marquis de Vaudreuil, avec le reste de sa flotte, se rendit dans les parages de l'Amérique septentrionale. C'est à quoi aboutirent les projets sur la Jamaïque, et toute cette campagne dans les Antilles. Elle ne produisit plus qu'un seul évènement : les îles de Bahama, qui avaient servi jusque-là de repaire aux corsaires anglais, se rendirent le 6 mai aux armes espagnoles.

Les Français obtinrent encore un autre succès dans les régions les plus septentrionales de l'Amérique : faible compensation des pertes qu'ils venaient d'essuyer. Avant de faire voile pour les côtes des Etats-Unis, le marquis de Vaudreuil avait détaché M. de la Peyrouse, avec le vaisseau de ligne *le Scep-*

tre, et les frégates *l'Astrée* et *l'Engageante*. Il 1782.
lui avait donné pour mission de se rendre dans la baie d'Hudson, et d'y causer tout le dommage possible aux établissemens de la compagnie anglaise. L'expédition réussit complètement ; les Anglais évaluèrent à plusieurs millions tournois le mal qu'elle leur fit. Elle fut beaucoup plus remarquable par les obstacles presqu'insurmontables que la nature des lieux et du climat présentait aux Français, que par la résistance de leurs ennemis, qu'ils surprirent à l'improviste et presque sans défense. Les côtes étaient difficiles et peu connues, et les bas-fonds très-dangereux. Quoique l'on fût à peine à cette époque à la fin du mois de juillet, le froid y était déjà si rigoureux, et les glaces si épaisses, que peu s'en fallut que les vaisseaux de l'expédition ne se trouvassent hors d'état d'effectuer leur retour, et contraints d'hiverner sous cette affreuse latitude.

Cependant l'amiral Rodney s'était rendu à la Jamaïque : il y avait fait une entrée triomphante dans le port de Kingston. Les colons accouraient avec empressement pour contempler leur libérateur, et jouir du spectacle des vaisseaux enlevés à l'ennemi. Mais aucun objet n'excitait plus leur curiosité que cet

1782. amiral français, qui déjà illustré par de grands succès en Amérique, et prêt naguère à fondre sur leur île à la tête des forces les plus redoutables, y paraissait maintenant comme un exemple mémorable des caprices de la fortune. La victoire de Rodney et l'allégresse des colons de la Jamaïque, ne leur firent pas oublier, toutefois, ce que la générosité leur prescrivait envers un ennemi malheureux. Ils lui prodiguèrent tous les égards qu'ils jugèrent propres à le consoler.

Cependant, avant que la nouvelle de la victoire du 12 avril ne fût parvenue en Angleterre, l'amiral Pigot avait été nommé au commandement de la flotte des Antilles, en remplacement de Rodney. Celui-ci obéit sans délai, et il partit pour l'Europe, après avoir fait embarquer le comte de Grasse sur le convoi de la Jamaïque. L'affreux pillage commis à Saint-Eustache, avait fait perdre à Rodney l'estime publique. Sa conduite avait été vivement censurée dans le parlement même. Les plaintes qui s'élevaient de toutes parts contre cet amiral, avaient pu contribuer non moins à son rappel, que son attachement au parti politique opposé au ministère. Mais, arrivé en Angleterre, il ne répondit à ses accusateurs qu'en leur mon-

trant le comte de Grasse prisonnier. Aussitôt l'odieux spoliateur de Saint-Eustache, devint l'idole de la nation. Les individus mêmes qui s'étaient élevés avec le plus de violence contre lui, se montrèrent les plus empressés à lui prodiguer la louange dans la même mesure. 1782.

Arrivée du comte de Grasse en Angleterre.

Le comte de Grasse reçut en Angleterre l'accueil le plus distingué : peut-être le dut-il autant à l'ostentation qu'à la politesse. Dès son arrivée à Londres, il fut présenté au roi et recherché par tous les grands. Le peuple s'assemblait en foule devant l'hôtel qu'il habitait ; forcé de paraître au balcon, il y était l'objet des acclamations et des applaudissemens de la multitude. Elle ne l'appelait que le brave, le valeureux français : tant le courage sait se faire estimer dans un ennemi même. Dans les lieux publics où le comte se montrait, des attroupemens nombreux se formaient autour de lui, non pour l'insulter, mais au contraire pour lui rendre hommage. L'enthousiasme du peuple de Londres, à son égard, sembla redoubler quand il fut généralement convenu de lui trouver une physionomie anglaise. Il fallut qu'il consentît à se laisser peindre. Son portrait fut répandu avec profusion dans les campagnes : celui

1782. qui ne l'avait pas s'exposait à passer pour mauvais patriote.

L'amiral Rodney fut créé pair d'Angleterre sous le titre de lord Rodney, Hood, pair d'Irlande, Drake et Afflleck, barons du royaume.

Effets que produisit en France le désastre du 12 avril.

La douleur que produisit en France la nouvelle de la journée désastreuse du 12 avril, fut d'autant plus vive, qu'elle succédait immédiatement au plus brillant espoir. Mais le Français, constant dans sa gaîté et intrépide de sa nature, perd rapidement les impressions de la tristesse : il reprit bientôt courage. Le roi fut le premier à donner l'exemple de la fermeté : il fut imité par la France entière. Pour réparer les pertes que venait de faire sa marine, le monarque ordonna aussitôt la construction de douze vaisseaux de ligne de 110, 80 et 74 canons. Les comtes de Provence et d'Artois, ses frères, lui en offrirent chacun un de 80 : le prince de Condé un de 110, au nom des états de Bourgogne. Le prévôt des marchands, les échevins et les six corps de marchands de la ville de Paris, les négocians de Marseille, de Bordeaux, de Lyon, s'engagèrent avec un aussi vif empressement à fournir à l'état, chacun un vaisseau de 110 canons. Les rece-

veurs-généraux des finances, les fermiers- 1782.
généraux, les receveurs-généraux des aides, et autres compagnies de finance, offrirent à l'envi des sommes considérables. Toutes ces offres furent acceptées, mais non celles que le patriotisme avait dictées aux simples citoyens : le roi, ne voulant pas augmenter les charges que supportaient ses peuples, ordonna que les sommes offertes ou consignées par des particuliers, fussent remises à leur disposition. C'est ainsi que le zèle ardent qui se manifesta de toutes parts envers la patrie et le monarque, éleva les Français au-dessus des atteintes de la fortune adverse, et fit briller à leurs yeux de nouvelles espérances.

Siége de Gibraltar.

Nous avons vu la guerre se terminer sur le continent américain par l'échec irréparable qu'y essuyèrent les armes de l'Angleterre : et nous venons de la voir suspendre tout-à-coup dans les Antilles par les désastres de la marine française. Il est temps désormais de reporter nos regards de ces régions lointaines sur la partie du globe que nous habitons, pour considérer quelle fut aussi l'issue de cette longue et sanglante guerre, dans les contrées mêmes qui l'avaient alimentée jusqu'alors. L'attention universelle était fixée sur le siége de Gibraltar. Depuis des siècles, l'Eu-

1782. rope n'en avait point vu qui présentât de plus grandes difficultés et des résultats plus importans.

L'amiral Howe était en mer, chargé de la mission de secourir cette place. Chacun essayait de présager le succès de ses efforts. Les uns, pleins de confiance dans l'habileté et l'audace des Anglais, tiraient de la réussite de leurs expéditions précédentes les augures les plus favorables à celle-ci. Les autres, réfléchissant sur la supériorité des forces navales des cours alliées, et remplis d'estime pour les talens et la valeur du comte de Guichen et de don Louis de Cordova, formaient des conjectures entièrement opposées. Ici, les préparatifs extraordinaires que faisaient sans relâche les assiégeans, paraissaient le sûr garant de la prochaine reddition de la forteresse. Là, au contraire, la force de sa position, celle de ses ouvrages, et l'intrépidité de ses défenseurs, semblaient la mettre à l'abri de tout danger. Par-tout l'on s'accordait sur ce point : que les obstacles étaient nombreux, et que le sang coulerait à grands flots avant qu'ils ne fussent tous surmontés.

Mais les hasards mêmes de cette grande entreprise enflammaient tellement la valeur de tous les hommes belliqueux, que ceux qui

n'étaient point appelés à y prendre une part active, voulaient du moins être spectateurs des scènes glorieuses qui se préparaient au pied de ce rocher formidable. C'était de France et d'Espagne non-seulement, mais encore d'Allemagne et du fond du nord, que l'on voyait les personnages les plus distingués accourir à l'envi au camp de Saint-Roch et dans le port d'Algésiras. Jusque dans les contrées barbaresques mêmes, la curiosité s'empara des habitans : ils arrivaient des côtes d'Afrique pour contempler un spectacle aussi nouveau pour eux. Tout était en mouvement dans le camp, dans les arsenaux et sur les flottes des alliés. Du haut de son rocher, le général Elliot attendait avec une constance héroïque l'attaque dont il était menacé. 1782.

Avant de rapporter les évènemens mémorables qui suivirent, il nous paraît nécessaire de tracer la description des lieux, des ouvrages du dedans et du dehors de la place, et de donner un aperçu du plan et des travaux des assiégeans.

La forteresse de Gibraltar est assise sur un rocher qui s'avance d'une lieue, du nord au sud, hors du continent de l'Espagne, et se termine par un promontoire qui se nomme la pointe d'Europe. Le sommet de ce roc s'é- Description de Gibraltar.

1782. lève à mille pieds au-dessus du niveau de la mer. Son flanc oriental, c'est-à-dire celui qui est tourné vers la Méditerranée, est entièrement composé d'un roc vif et tellement coupé à pic, qu'il est absolument inabordable. La pointe d'Europe, qui est également de roc vif, est terminée par un plateau élevé de vingt pieds au-dessus de la mer. Les Anglais y ont placé une batterie à barbette de vingt pièces de gros calibre. En arrière de cette pointe, le promontoire s'élargit, et il s'y forme un second plateau qui commande le premier, et présente assez d'espace pour que les troupes de la garnison puissent s'y déployer aisément. Comme la pente en est douce et d'un facile accès, les Anglais y ont fait des coupures et l'ont entouré d'un mur de quinze pieds d'élévation sur autant d'épaisseur, avec de nouvelles batteries. Ils ont construit, en outre, sur ce plateau, un camp retranché qui leur offre une retraite assurée, dans le cas où ils seraient chassés des ouvrages extérieurs. De ce poste, ils communiquent à un terrain plus escarpé et très-irrégulier, sur lequel les assiégés avaient établi leur camp.

Sur le flanc occidental du promontoire et sur le rivage de la mer, la ville de Gibraltar même occupe un espace long et étroit. Elle

avait été presque totalement détruite par l'artillerie dans l'une des attaques précédentes. 1782.
Elle est fermée au sud par un mur, au nord par une ancienne fortification que l'on appelle *le Château des Maures*, et en front, le long de la mer, par un parapet épais de quinze pieds, et garni, de distance en distance, de batteries qui tirent à fleur d'eau. Derrière la ville, la montagne s'élève brusquement jusqu'à son sommet. Sur toute cette étendue, les Anglais, pour plus grande sûreté, ont construit deux autres ouvrages qui s'avancent considérablement dans la mer. L'un et l'autre sont armés de batteries formidables. Le premier, qui regarde le nord, est appelé *le Vieux-Môle;* le second, *le Môle-Neuf*. Pour surcroît de défense, ils ont élevé, en avant du Château des Maures et du Vieux-Môle, un autre ouvrage consistant dans deux bastions liés par une courtine, que l'on a cherché à mettre à l'abri du mineur en contreminant le glacis et le chemin-couvert. L'objet de cette construction est de balayer par un feu rasant la langue étroite située entre le rocher et la mer, qui forme la seule communication du continent espagnol avec la forteresse.

En avant de cette plage, au moyen de digues et d'écluses, on a introduit l'eau de la

1782. mer, et formé une lagune ou marais qui ajoute beaucoup à la force de cette partie. Le côté du nord, c'est-à-dire celui de l'Espagne, offre le flanc le plus élevé du rocher. Il fait face au camp de Saint-Roch, et présente sur toute sa surface une quantité prodigieuse de batteries en amphithéâtre, qui plongent sur le camp espagnol. C'est ainsi que l'art avait ajouté à la nature, pour faire de ce roc immense un asile inexpugnable.

Entre la saillie du promontoire de Gibraltar et la côte d'Espagne, se trouve vers l'ouest un enfoncement profond rempli par les eaux de la mer : c'est la baie de Gibraltar ou d'Algésiras. Le port et la ville de ce nom sont situés sur le rivage occidental de la baie, vis-à-vis Gibraltar. La garnison de cette place s'élevait peu au-dessus de sept mille soldats et deux cent cinquante officiers. Telle était la nature de ce rocher, contre lequel la monarchie espagnole déployait la plus grande partie de ses forces, et invoquait encore la puissante assistance de la France. Cette entreprise était l'objet le plus ardent des vœux de Charles III : il croyait que l'honneur de sa couronne était intéressé à sa réussite. Le roi de France pensait également que la soumission de Gibraltar devait amener le terme

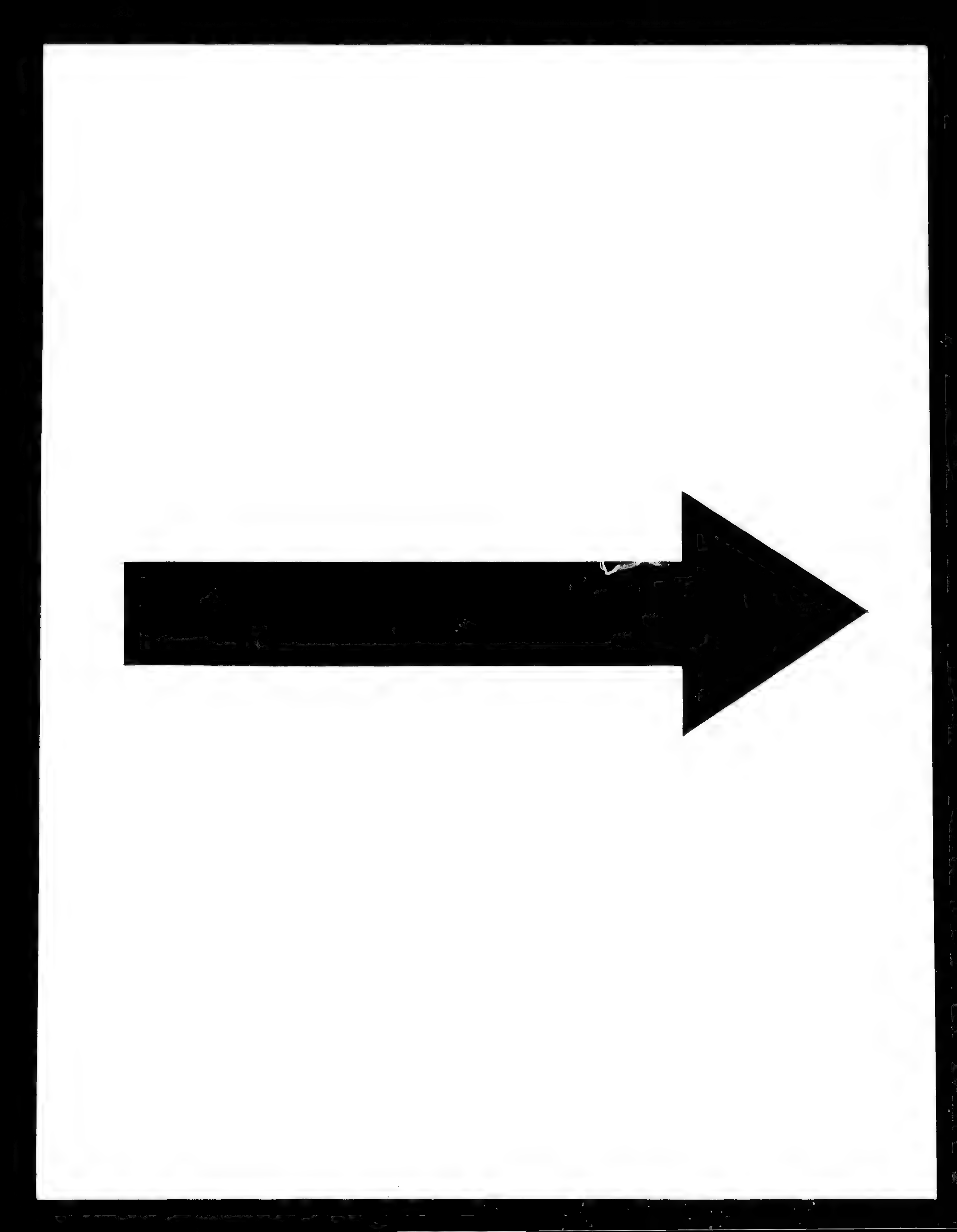
des hostilités. Pour presser les travaux du siége et en assurer le succès, la conduite en fut remise au duc de Crillon : l'opinion publique désignait le conquérant de Minorque comme celui de Gibraltar. 1782.

Les préparatifs dirigés contre cette place surpassaient tout ce qui s'était jamais vu en pareille circonstance. Plus de douze cents bouches à feu de gros calibre, quatre-vingt-trois mille barils de poudre, des bombes et des boulets en proportion, étaient destinés à foudroyer les ouvrages des Anglais. Quarante chaloupes canonnières ou galiotes à bombes devaient ouvrir leur feu du côté de la baie, sous la protection d'une flotte formidable de cinquante vaisseaux de ligne, parmi lesquels on en comptait douze français. Des frégates et bâtimens légers voltigeaient en avant de cette ligne, prêts à porter du secours partout où il en serait besoin. On avait rassemblé, en outre, de toutes les parties de l'Espagne, plus de trois cents barques, qui vinrent se réunir à l'immense quantité qui s'en trouvait déjà dans la baie d'Algésiras. On comptait les employer, pendant l'attaque, à porter les munitions aux vaisseaux de guerre, et à débarquer les troupes aussitôt que les ouvrages seraient ruinés.

Le duc de Crillon prend le commandement du siége de Gibraltar.

1782. Les apprêts, du côté de la terre, ne le cédaient pas à ceux qui se faisaient par mer. Les Espagnols s'étaient déjà avancés par le moyen de la sappe, et leurs lignes, aussitôt qu'elles furent terminées, se hérissèrent de batteries de gros calibre. L'émulation vint encore accroître l'ardeur dont ils étaient animés; douze mille hommes des meilleures troupes de France arrivèrent au camp de Saint-Roch. A la vue des immenses préparatifs réunis contre la place, et des dispositions belliqueuses que faisait éclater l'armée, les généraux qui dirigeaient le siége se regardèrent comme tellement assurés du succès, qu'ils furent sur le point d'ordonner, sans plus attendre, une attaque générale. Ils avaient résolu que, tandis que les troupes de terre livreraient un assaut du côté de l'isthme, la flotte foudroierait la ville sur tous les points contigus à la mer. Ils espéraient que la garnison, peu nombreuse par elle-même, éprouvant en outre une grande diminution en morts et en blessés, serait totalement hors d'état de suffire à la défense d'ouvrages aussi étendus. La perte de quelques milliers d'hommes et de quelques vaisseaux de ligne n'eût été, aux yeux des assiégeans, qu'un prix léger d'une si précieuse conquête.

Cependant le projet d'une attaque de vive force n'était point adopté par tous les membres du conseil. Ceux qui en blâmaient la témérité, observaient que tant que les défenses de la place du côté de terre ne seraient pas entièrement rasées, l'on ne pouvait tenter l'assaut, sans exposer les troupes à une mort certaine sans nul espoir de succè[illegible]uant du côté de la mer, ajoutaient-ils, [illegible]ue le feu des vaisseaux ait pu y o[illegible] une brèche, ils seront écrasés par l'artillerie des remparts. Néanmoins, comme une simple attaque de terre doit nécessairement demeurer sans résultat, il serait à désirer que l'on pût se procurer une espèce de bâtimens plus capables de résister au canon que ceux d'une construction ordinaire. » On ne pouvait se flatter d'emporter Gibraltar dans une attaque de peu de durée ; mais était-il possible de la prolonger, sans que la flotte courût les risques d'une entière destruction ? Cette considération occupa la pensée de plusieurs hommes à talent. Ils présentèrent des plans d'inventions diverses, ayant toutes pour but de faciliter les moyens de battre les fortifications du côté de la mer. Ces projets furent examinés avec une extrême attention. Plusieurs furent rejetés comme ne remplissant point 1782.



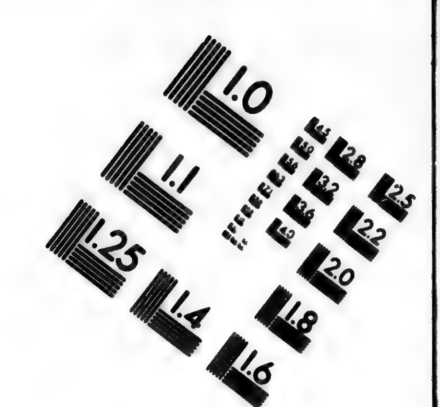
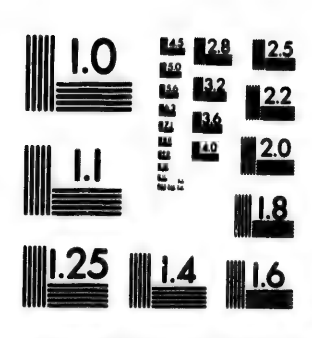


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



1782. l'objet en vue ; on n'allégua contre aucun l'é-
normité des frais. Après de longs débats, les
voix se réunirent enfin en faveur de M. d'Ar-
çon, colonel du génie au service de France;
son plan fut trouvé ingénieux et séduisant.

Description des batteries flottantes.

Il y proposait des machines d'une cons-
truction aussi neuve que surprenante, qui
devaient être non-seulement à l'épreuve du
canon, mais même à l'abri des boulets rou-
ges. Pour procurer à ces batteries flottantes
le premier de ces avantages, on leur donna
un bordage d'une excessive épaisseur; le se-
cond devait résulter d'un blindage qui dé-
fendait toutes les parties exposées aux coup
de l'artillerie, et d'une charpente de forte
poutres revêtue de grosses planches de lièg
profondément humectées par un long séjou
dans l'eau. Outre ces précautions, l'intérieu
était garni d'une couche épaisse de sabl
mouillé. Mais l'ingénieux inventeur n'étan
pas encore satisfait de son ouvrage, et vo
lant le rendre absolument invulnérable, ima
gina d'y établir des courans d'eau qui trave
sassent les bâtimens de toutes parts. A
moyen de fortes pompes et de nombreu
tuyaux, elle devait sans cesse y circul
comme le sang dans les veines du corps hu
main. En conséquence, si un boulet roug

pénétrait dans le bordage, il devait arriver 1782.
que, brisant lui-même un ou plusieurs conduits, l'eau se répandrait aussitôt avec abondance et préviendrait l'embrâsement. On regardait comme un mécanisme admirable que le mal dût porter son remède avec lui.

Indépendamment de ces dispositions de sûreté, M. d'Arçon s'était étudié à mettre ses batteries flottantes à l'abri de la bombe, et les hommes qui servaient leur artillerie à couvert de la mitraille et de la mousqueterie. Il les avait fait surmonter d'un toit à l'épreuve, sur lequel les bombes devaient glisser et rouler dans la mer sans faire aucun mal. Ce toit était attaché sur des supports qui permettaient de lui donner plus ou moins d'inclinaison, selon le besoin. Il était composé de cordes tressées et recouvertes de cuirs préparés et mouillés. Tout cet échafaudage était construit sur les carcasses de gros bâtimens de diverses portées, depuis six cents jusqu'à quatorze cents tonneaux, dont on avait enlevé les mâtures et toute espèce d'agrès.

Ces batteries flottantes étaient au nombre de dix; elles étaient armées en totalité de cent cinquante-quatre canons du plus gros calibre en batterie, et d'un pareil nombre de pièces de rechange. *La Pastora*, qui était

1782. la plus forte, en portait seule vingt-quatre en batterie, et douze en réserve. *La Talla piedra*, que montait le prince de Nassau, et *la Pabla*, qui était aussi une des plus considérables, n'avaient pas une artillerie moins nombreuse. Pour que son feu ne fût point exposé à être ralenti par les pertes que l'on pourrait faire en morts et en blessés, on avait attaché trente-six hommes, tant Français qu'Espagnols, au service de chaque pièce. Le commandement de cette flottille avait été confié à l'amiral Don Moreno, marin aussi habile qu'intrépide, qui avait servi avec distinction au siége du Port-Mahon. La grandeur des bâtimens de nouvelle construction, les matières qui y avaient été employées et le poids de leur nombreuse artillerie semblaient devoir les rendre extrêmement lourds. Ils furent cependant mâtés et gréés avec tant d'art, qu'ils portaient la voile et marchaient presqu'aussi bien que des frégates.

Le comte d'Artois et le duc de Bourbon se rendent au siége.

Lorsque tous ces apprêts furent terminés, il y eut peu d'individus, dans le camp des assiégeans, qui ne regardassent comme certaine la chute d'une place aussi vigoureusement attaquée. C'est à cette époque (vers la mi-août) que l'on vit arriver deux princes du sang royal de France, le comte d'Artois

et le duc de Bourbon. Leur mission avait pour objet d'enflammer le courage des troupes, et de fournir aux princes eux-mêmes l'occasion de s'illustrer par une aussi glorieuse conquête. L'armée brûlait du désir de recevoir le signal de l'attaque ; son ardeur avait plutôt besoin d'être contenue qu'excitée. L'espérance générale était si vive, que l'on sut mauvais gré au duc de Crillon d'avoir dit qu'il ne demandait plus que quinze jours pour réduire Gibraltar. Vingt-quatre heures paraissaient suffisantes. 1782.

Politesses mutuelles entre le duc de Crillon et le général Elliot.

Le duc de Crillon écrivit au général Elliot pour lui faire part de l'arrivée des princes français au camp, et lui témoigner en leur nom l'estime dont ils honoraient sa personne et sa vaillance. Il le priait instamment d'accepter des fruits et des légumes verts qu'il lui envoyait pour son propre usage, ainsi que de la glace et autres rafraîchissemens pour les officiers attachés à sa personne. Il ajoutait que n'ignorant pas que le gouverneur se nourrissait uniquement de végétaux, il désirait sincèrement de savoir quelle espèce il préférait, afin de pouvoir lui en fournir régulièrement tous les jours. Le général répondit avec la même courtoisie ; il rendit grâces aux princes et au duc de Crillon des égards qu'ils

1782. voulaient bien lui témoigner. Il déclara au général espagnol qu'en acceptant ses présens, il s'était écarté de la loi qu'il s'était imposée de ne jouir d'aucun avantage ou agrément quelconque, qu'il ne pût partager avec ses compagnons d'armes. L'honneur exigeait, ajoutait-il, que l'abondance et la disette lui fussent également communes avec les derniers de ses soldats. Il supplia finalement le duc de s'abstenir désormais de lui envoyer des objets qui ne pouvaient lui être d'aucun usage. Cet échange de nobles procédés fut trouvé très-digne de leurs auteurs et des souverains qu'ils représentaient.

Mais en se livrant à ces mouvemens généreux comme au sein d'une paix profonde l'on pressait l'instant de faire éclater toutes les horreurs de la guerre. Elliot, jusqu'à ce jour, avait contemplé dans une sorte d'inaction tous les préparatifs des assiégeans, lorsqu'il vit tout-à-coup sortir du port d'Algésiras la masse énorme des batteries flottantes. Si son courage ne fut point ébranlé, il ne put du moins se défendre d'une vive surprise. Dans son incertitude, il s'étudiait à découvrir quel pourrait être l'effet de ces machines redoutables. La prudence lui commanda de faire de son côté tous les appré

de défense, qu'il jugerait les plus propres à confondre les projets de l'ennemi. Plein de confiance, d'ailleurs, dans la force de la place et la valeur de sa garnison, il n'éprouvait aucune crainte sur l'issue de l'attaque dont il était menacé. 1782.

Elliot détruit les ouvrages des assiégeans.

Il fit plus : il résolut de la prévenir, en attaquant lui-même. Les assiégeans avaient mis une telle célérité dans leurs travaux, qu'ils atteignaient déjà le pied du rocher. Le gouverneur forma le dessein de les détruire. En conséquence, dans la matinée du 8 septembre, il dirigea contre les tranchées un feu violent de bombes et de boulets rouges. A dix heures, la batterie de Mahon était en flammes. Les fascines, les gabions, les affûts, les plate-formes, tout fut consumé. Le feu avait pris en plus de cinquante endroits. La partie orientale de la circonvallation fut celle qui souffrit le plus : la tranchée et les boyaux de communication y furent presqu'entièrement détruits. Ce ne fut qu'avec une peine extrême et une perte considérable, que les assiégeans parvinrent à éteindre l'incendie et à sauver leurs ouvrages d'une ruine totale.

Vivement irrité de cet échec, le duc de Crillon fit travailler pendant la nuit avec une promptitude extrême à la réparation de ses

1782. lignes. Dès le lendemain matin, il démasqua toutes ses batteries, qui étaient armées de cent quatre-vingt-treize bouches à feu : elles foudroyaient à-la-fois les ouvrages des Anglais sur la montagne et les fortifications basses. Dans le même temps, une partie de la flotte, s'aidant d'un vent favorable, longea lentement le vieux môle et les bastions voisins, en les canonnant. Dès qu'elle eut gagné la pointe d'Europe, elle se rangea en ordre de bataille, et ouvrit un feu terrible contre les batteries qui la défendaient. Mais tous ces efforts combinés ne firent que très-peu de mal aux assiégés. Il régna pendant quelques jours un calme, qui devait être troublé par le combat le plus sanglant.

Le 13 septembre était destiné à éclairer une action à jamais mémorable. L'histoire, en effet, n'en offre pas de plus terrible par l'acharnement des deux partis, de plus singulière par le genre des armes, de plus glorieuse par l'humanité que firent éclater les vainqueurs. La saison commençant à s'avancer, et l'amiral Howe s'approchant dans le dessein de ravitailler Gibraltar, les armées combinées sentirent la nécessité de brusquer l'attaque qu'elles méditaient. D'après le plan convenu, l'artillerie des lignes, les bat-

teries flottantes, les vaisseaux de guerre et les chaloupes canonnières devaient foudroyer la place sur tous les points à-la-fois. Tandis que le canon du camp de Saint-Roch aurait tiré à ricochet pour débusquer les assiégés de tous leurs postes, les batteries flottantes se seraient embossées le long du revêtement qui fait face à la baie, en s'étendant depuis le vieux môle jusqu'au nouveau. En même temps, les chaloupes canonnières et les bombardes stationnées sur les deux flancs de la ligne des batteries flottantes, devaient prendre à revers l'artillerie anglaise qui garnissait les ouvrages construits sur le bord de la mer. Quant à la flotte, elle aurait coopéré non moins efficacement à l'attaque, selon la nature du vent ou le besoin du service. De cette manière, la place aurait été battue par quatre cents bouches à feu jouant simultanément, sans comprendre l'artillerie des vaisseaux. 1782.

Attaque générale livrée à la place de Gibraltar.

Le général Elliot, de son côté, n'avait rien négligé pour se défendre avec vigueur. Les soldats étaient à leurs postes, les canonniers près de leurs pièces avec les mèches allumées : des grils nombreux étaient préparés pour faire rougir les boulets. A sept heures du matin, les dix batteries flottantes com-

1782. mandées par don Moreno se mirent en mouvement. A neuf heures, elles se rangèrent parallélement aux murs de la forteresse, embrassant tout l'espace compris entre le vieux et le nouveau môle. La batterie montée par don Moreno s'embossa en face du bastion du roi; les autres se déployèrent à sa droite et à sa gauche dans le meilleur ordre. Bientôt l'artillerie commença à jouer, de part et d'autre, avec un épouvantable fracas. De la terre, de la mer, du rocher, l'on voyait s'élancer les projectiles de toute espèce; mais rien n'était comparable à la grêle de boulets rouges, qu'à l'extrême surprise de ses ennemis, Elliot faisait pleuvoir sur eux. Les batteries flottantes, comme moins connues, excitant le plus d'appréhension parmi les assiégés, devinrent le point de mire de tous leurs coups. Mais telle était l'excellence de leur construction, que, non-seulement elles résistaient à ce feu terrible, mais qu'elles y répondaient par un feu non moins vif, qui avait déjà ouvert une brèche dans le revêtement du vieux môle. Le résultat de tant d'efforts mutuels sembla long-temps incertain. Enfin, vers trois heures après-midi, la fumée commença à s'élever du blindage des batteries flottantes *la Pastora* et *la Tallapiedra*

Elle était causée par quelques boulets rouges 1782.
qui, ayant pénétré très-avant dans le bordage, n'avaient pu être éteints par l'eau provenant des conduits intérieurs. Ils avaient mis le feu aux parties contiguës. Après y avoir couvé quelque temps, il éclata tout-à-coup. On voyait les pompiers, avec autant de célérité que de bravoure, affronter tous les périls pour verser de l'eau dans les ouvertures faites par les boulets. Leurs soins et le jeu des pompes contint d'abord l'incendie : les batteries maintinrent leur station, et continuèrent à tirer jusqu'au soir.

Mais, à l'approche de la nuit, les flammes reprirent le dessus. La confusion qui régnait à bord de ces batteries, se communiqua bientôt à toute la ligne. Le feu des vaisseaux se ralentit successivement : celui de la place, au contraire, paraissait devenir plus animé et plus terrible. Il se prolongea pendant toute la nuit. A une heure du matin, les deux batteries étaient entièrement la proie des flammes. Les autres ne tardèrent pas à être pareillement embrasées, soit qu'elles fussent atteintes aussi par les boulets rouges, soit, comme le prétendirent les Espagnols, qu'ils y eussent mis le feu eux-mêmes lorsqu'ils eurent perdu toute espérance de les sauver.

1782. Ce fut alors que le trouble et le désespoir éclatèrent dans toute leur violence. A tout moment les Espagnols faisaient des signaux de détresse, et tiraient des fusées pour implorer du secours. On détacha sur-le-champ toutes les chaloupes, et elles entourèrent les batteries flottantes pour sauver les équipages, opération exécutée avec une extrême intrépidité, au milieu des périls de tout genre. Il fallait non-seulement braver les bombes et les boulets des assiégés, qui tiraient avec plus de précision, à la lueur de ce vaste incendie; il fallait, de plus, s'exposer à une combustion presqu'inévitable, en s'approchant des bâtimens enflammés. Jamais, peut-être, un spectacle plus horrible, plus déplorable, ne s'était offert aux yeux des hommes. Les ténèbres épaisses qui couvraient au loin la terre et les flots, faisaient ressortir l'affreuse clarté du feu qui dévorait tant de victimes : au milieu du fracas de l'artillerie, on entendait leurs cris épouvantables.

Un nouvel incident vint interrompre les secours qu'on leur portait, et redoubler la terreur et la confusion. Le capitaine Curtis, marin aussi habile que téméraire, s'avança tout-à-coup avec douze chaloupes canonnières. Elles avaient été construites pour

tenir tête à celles des Espagnols, et portaient à l'avant une pièce de 18 ou de 24. Leur tir à fleur d'eau les rendait extrêmement redoutables. Le capitaine Curtis les disposa de manière à prendre en flanc la ligne des batteries flottantes. De ce moment, la position des Espagnols devint horriblement critique. Leurs chaloupes n'osaient plus approcher : ils se virent contraints d'abandonner aux flammes ces machines énormes, objet naguère de tant d'admiration, et leurs compagnons d'armes à la merci d'un ennemi acharné. On vit couler bas plusieurs embarcations; d'autres n'échappèrent qu'en forçant de rames. Quelques-unes vinrent s'abriter à la côte pendant la nuit; mais dès que le jour parut, les Anglais les forcèrent bientôt à se rendre. 1782.

Ce fut alors que l'on put contempler, dans toute son horreur, la scène de désolation dont une partie était restée ensevelie dans l'ombre. Au sein des flammes, on apercevait des malheureux qui invoquaient à grands cris la compassion, ou qui se précipitaient dans les flots, n'échappant à un danger que pour en affronter un nouveau. Les uns, sur le point de se noyer, cherchaient d'une main affaiblie à s'accrocher aux vaisseaux doublés en cuivre, ou à ceux même que dévorait

1782. l'incendie ; les autres, flottant à l'aventure sur les débris qu'ils avaient rencontrés, en avaient fait leur dernière ressource, et, d'une voix désespérée, appelaient leurs vainqueurs mêmes à leur secours.

Touchés de cette vue déplorable, les Anglais n'écoutèrent plus que l'humanité, et ils cessèrent leur feu, pour ne plus s'occuper que du salut des ennemis qu'ils venaient de combattre, procédé d'autant plus généreux, que c'était s'exposer eux-mêmes à des périls manifestes. Le capitaine Curtis, particulièrement, se couvrit de gloire, en se montrant prodigue de sa propre existence pour sauver celle de ses semblables. Il s'avançait intrépidement avec ses chaloupes vers les vaisseaux embrasés, pour en retirer les infortunés qui allaient devenir la proie des flammes ou des eaux. On le vit s'élancer lui-même à bord des batteries, et en descendre de ses propres mains des Espagnols qui le bénissaient. Cependant la mort planait sans cesse autour de lui. Tantôt les pièces de canon qu'échauffait la violence de l'incendie, faisaient voler les boulets de tous côtés; tantôt le feu prenait aux poudres, et les bâtimens volaient en éclats. Il eut lui-même des morts et des blessés dans cette honorable entreprise. Il faillit

partager le sort d'un vaisseau qui sauta au moment même où il venait de l'aborder. Plus de quatre cents hommes des troupes alliées furent arrachés par cet intrépide marin à une mort inévitable. 1782.

Les Espagnols et les Français eurent néanmoins près de quinze cents morts dans cette sanglante action. Les blessés qui tombèrent au pouvoir du vainqueur furent transportés dans les hôpitaux de la forteresse, où ils reçurent les traitemens les plus humains. Neuf batteries flottantes furent brûlées par les boulets rouges ou par les Espagnols eux-mêmes. La dixième tomba entre les mains des Anglais ; mais voyant qu'ils ne pouvaient la soustraire au sort général, ils la brûlèrent aussi. Leur perte, s'il faut en croire leurs rapports, fut peu considérable ; elle ne monta point, depuis le 9 août, à plus de soixante-cinq tués, et trois cent quatre-vingt-huit blessés. Les fortifications ne souffrirent que fort peu ; il n'en résulta, du moins, aucune appréhension pour l'avenir. Telle fut l'issue d'une journée qui combla de gloire le général Elliot, et toute la garnison de Gibraltar. Les trésors qu'avait prodigués le roi d'Espagne pour la construction de ces énormes machines, la bravoure, la persévérance

1782. de ses troupes, la valeur, l'audace des Français, tout fut inutile.

On ne peut affirmer que si des moyens d'attaque aussi redoutables eussent été mis en œuvre dans toute leur efficacité, et suivant l'intention des généraux, la place eût été infailliblement emportée; mais on ne peut soutenir, non plus, que les alliés n'aient pas commis plusieurs fautes d'une extrême importance. La première fut, sans doute, de s'être livré à une précipitation irrésolue: M. d'Arçon ne put conduire ses batteries flottantes au degré de perfection où il l'eût désiré. En faisant jouer les pompes, il s'était aperçu que l'eau des conduits transpirait dans l'intérieur, et que les poudres étaient, en conséquence, exposées à se mouiller. Il aurait trouvé un remède à cet inconvénient; mais on ne lui laissa pas même le temps de le chercher. On se contenta de masquer les conduits internes, et l'on se réduisit à un arrosage superficiel qui fut trouvé insuffisant contre l'effet des boulets rouges.

Il est, en outre, à considérer que don Moreno reçut si brusquement l'ordre de se porter de la pointe de Mayorque à sa destination, qu'il lui fut impossible de former la ligne de ses batteries flottantes en face de

 1782.

ieux môle, comme le plan l'indiquait. De
e point, son feu eût été incontestablement
lus efficace, et il aurait conservé, d'ailleurs,
faculté de se retirer sans péril, s'il l'eût
gé nécessaire; mais il se vit contraint de
'embosser entre le vieux et le nouveau môle.
es chaloupes canonnières des Espagnols ne
épondirent point non plus à l'attente géné-
ale, soit qu'elles fussent effectivement con-
rariées par les vents, comme on l'a pré-
endu, soit que la grêle de bombes et de
oulets que vomissaient toutes les batteries
e la place les eussent empêché d'avancer.
peine deux d'entr'elles prirent quelque
art à l'attaque. La grande flotte elle-même
emeura dans une inaction presque absolue.
n ne sut s'il fallait en accuser le vent, ou
e secrètes jalousies entre les généraux de
rre et de mer.

Les batteries du camp de Saint-Roch,
uelle qu'en ait été la cause, furent égale-
ent éloignées de rendre tous les services
u'il était naturel d'en espérer. Elles tirèrent
eu, et presque point à ricochet, quoique ce
t évidemment le genre de feu commandé
r les circonstances. Il résulta de ce défaut
ensemble qu'au lieu d'être inquiétée sur
us les points à-la-fois, la garnison put se

1782. porter presque tout entière au service d l'artillerie opposée aux batteries flottantes et les écraser par la supériorité d'un feu des tructeur. C'est ainsi enfin, que le plan l plus ingénieusement ourdi par la sagesse de hommes n'aboutit qu'à une vaine tentativ Aux espérances les plus brillantes succéd tout-à-coup l'opinion, que non-seulemen Gibraltar était la place la plus forte que l'o connût, mais qu'elle était même inexpu gnable.

Le siége est converti en blocus.

Convaincues, par cette attaque, qu'u siége régulier ne pouvait avoir l'issue dés rable, les cours alliées résolurent de le con vertir en blocus, et d'attendre de la faim c qu'elles ne se flattaient plus d'obtenir de l force de leurs armes. Il était donc de la plu haute importance d'empêcher que l'amir Howe, chargé de ravitailler Gibraltar, ne p remplir sa mission. L'armée navale des de couronnes avait pris, en conséquence, so mouillage dans la baie d'Algésiras, au nom bre d'environ cinquante vaisseaux de ligne parmi lesquels on en comptait cinq de 1 pièces de canon, et la *Trinidad*, de 112. projet de don Louis de Cordova, comma dant de ces forces, était d'engager la flot anglaise dès qu'elle serait à portée, penda

ue son escadre légère donnerait la chasse 1782.
x bâtimens de transport et les enleverait un après l'autre. Il serait assez difficile d'expliquer par quels motifs cet amiral, au lieu 'aller au-devant de l'ennemi à la hauteur du ap Sainte-Marie, où il aurait pu déployer oute sa ligne, prit la résolution de l'attendre ans une baie étroite où le nombre de ses aisseaux, loin d'être un avantage, ne pouait que lui nuire. Il paraît que cette disposition émanait immédiatement du roi d'Esagne, dont la conquête de Gibraltar absorait toutes les pensées.

Cependant l'amiral Howe avait fait voile Portsmouth; mais les vents contraires opposaient à ce que sa marche fût aussi rompte qu'il en avait le désir. Chaque jour retard lui faisait craindre que la place ne trouvât dans la nécessité de se rendre ant l'arrivée des secours. Il ne fut pas plu- parvenu sur les côtes de Portugal, qu'il çut l'avis de la victoire d'Elliot. Cette noulle accrut son espoir de réussir dans son treprise : il se flatta que l'ennemi, abattu r un si sanglant échec, se montrerait moins pressé à lui disputer le passage.

Aux approches du détroit, il fut accueilli r une tempête qui causa des avaries à plu-

1782. sieurs de ses vaisseaux. La flotte combiné souffrit beaucoup davantage dans la bai d'Algésiras. Un de ses vaisseaux fut jeté à l côte près de cette ville; un autre fut entraîn jusque sous les remparts de Gibraltar, e obligé de se rendre. Deux autres furent con traints d'entrer dans la Méditerranée : il e était peu qui ne fussent maltraités dans que qu'une de leurs parties.

12 octobre. Le lendemain, de très-bonne heure, l flotte anglaise, à l'aide d'un vent de sud ouest, entra dans le détroit, en ordre d bataille. Le soir du même jour, elle éta vis-à-vis la baie de Gibraltar; mais le ven ayant faibli et passé au sud, quatre bâtimen vivriers seulement purent entrer dans l port; le reste du convoi fut, ainsi que l'es cadre, entraîné par les courans dans la Mé diterranée. L'armée navale combinée prit l même direction. Un engagement génér semblait inévitable : un calme et une brum qui survinrent s'y opposèrent, ou peut-êt les amiraux eux-mêmes ne voulaient-ils com battre qu'avec toutes les probabilités du su cès. Quoiqu'il en soit, l'amiral Howe prof tant avec habileté d'un vent d'est qui s'élev rentra dans le détroit, et dirigea tout s convoi dans le port de Gibraltar. Pour co

couvrir cette opération, la flotte anglaise s'était formée en ligne à l'embouchure du détroit, faisant face à la Méditerranée, entre la pointe d'Europe et Ceuta. 1782.

L'armée navale des deux couronnes revint alors sur l'ennemi à pleines voiles; mais l'amiral anglais considérant que le premier objet de sa mission, le ravitaillement de la forteresse, était rempli, aurait cru commettre une haute imprudence que de courir le hasard d'une bataille rangée. Il connaissait la supériorité des forces qu'il aurait à combattre, et ne se dissimulait point que la proximité des côtes ennemies aggraverait singulièrement pour lui les conséquences d'une défaite. Il voulait enfin, s'il était forcé de combattre, que ce fût au large, où il pourrait, par ses manœuvres, empêcher que l'action ne fût décisive, comme elle devait l'être nécessairement dans un espace resserré. D'après ces motifs, il se servit d'un vent favorable pour repasser le détroit et rentrer dans l'Océan.

Action partielle entre les escadres ennemies.

Les alliés ne l'y suivirent qu'avec une partie de leur flotte. Douze de leurs plus gros vaisseaux de ligne furent contraints, par l'infériorité de leur marche, de rester en arrière. Cependant leur avant-garde atteignit

1782. la dernière division des Anglais, et il s'en gagea aussitôt entr'elles une canonnade for vive, quoique lointaine, dont le seul effe fut d'endommager quelques vaisseaux de par et d'autre. Profitant de leur supériorité d vîtesse, les Anglais s'élevèrent tellement a large, que les alliés perdirent tout espoir d les rejoindre. Ils prirent alors le parti de re lâcher à Cadix. L'amiral Howe détacha hui de ses vaisseaux pour les Indes occidentales six autres sur les côtes d'Irlande, et rentr avec le reste de ses forces à Portsmouth.

La destruction des batteries flottantes et l ravitaillement de Gibraltar délivraient l'An gleterre de toute inquiétude sur le sort d cette place. Ce double succès fut aussi glo rieux pour ses armes, qu'affligeant pour le ennemis qu'elle combattait. On reproch aux alliés d'avoir montré sur terre trop d précipitation et de mésintelligence, sur me trop d'indécision et de lenteur. Dans cett occurrence, comme dans celles qui l'avaien précédée, le déploiement de leurs immense forces navales n'avait abouti, pour ainsi dire qu'à une vaine parade. Il est, toutefois, considérer que si, durant toute cette guerre les armées navales des cours alliées n'obtin rent pas d'avantages éclatans, ou même es

uyèrent des revers dans les actions géné- 1782.
ales, leurs marins plus d'une fois se cou-
rirent de gloire dans les engagemens parti-
uliers de vaisseau à vaisseau. Les Français
ur-tout y firent éclater une valeur et une
abileté également dignes d'admiration, et
ouvent couronnées par la victoire. Nous
aisserons le soin de prononcer sur cette dif-
érence à ceux qui sont plus versés que nous
ans la tactique navale.

Négociations de paix.

Les évènemens que nous venons de rap-
porter, tant dans ce livre que dans le précé-
ent, avaient fait naître chez les puissances
elligérantes un ardent désir, ou plutôt la vo-
onté expresse de mettre fin à cette sanglante
uerre. Par-tout on se livrait à l'espoir de
arvenir à un arrangement honorable. Plu-
ieurs campagnes successives, sans résultat
mportant, et la perte de toute l'armée prise
York-Town, avec le comte de Cornwallis,
vaient enfin convaincu le ministère britan-
ique de l'impossibilité de soumettre les
Américains par la force des armes. Les ma-
œuvres employées pour les diviser entre
ux, ou pour les séparer de leurs alliés,
'avaient pas eu plus de succès que les opé-
ations militaires. D'un autre côté, les vic-
oires de Rodney et d'Elliot, avaient dissipé

Situation de l'Angleterre.

1782. non-seulement toutes les alarmes sur les Antilles et Gibraltar, mais mis encore en sûreté l'honneur de la Grande-Bretagne. A l'exception de l'indépendance des Etats-Unis qu'elle ne pouvait plus refuser de reconnaître, elle se voyait en droit de traiter à égales conditions avec ses ennemis sur tous les autres articles. Victorieuse à Gibraltar, tenant la fortune en balance dans les mers d'Europe, elle l'avait fait pencher en sa faveur dans les Antilles. Si elle avait fait des pertes sensibles dans ces parages, elle y avait acquis l'île de Sainte-Lucie, si importante par sa force, par la bonté de ses ports, et par les avantages de sa position. Quoique l'on ne pût pas la regarder comme une indemnité suffisante de la perte de la Dominique, de la Grenade, de Tabago et de Saint-Christophe, l'Angleterre avait fait des conquêtes si étendues dans les Indes orientales, qu'elle apportait dans une négociation plus d'objets d'échange que la France ne pouvait en offrir.

Mais toutes ces considérations cédaient à une autre plus grave : la dette publique de la Grande-Bretagne, déjà considérable, prenait chaque jour un accroissement effrayant. Le peuple ne dissimulait pas son vœu pour le retour de la paix, et la prolongation de la

guerre excitait des murmures publics. Les 1782.
ministres, eux mêmes, qui avaient blâmé si sévèrement le plan anti-pacifique de leurs prédécesseurs, inclinèrent ouvertement pour la paix, soit qu'ils la crussent réellement nécessaire, soit qu'ils craignissent d'encourir de semblables reproches. Une mort prématurée avait enlevé le marquis de Rokingham, qui, dans la direction générale des affaires, s'était concilié l'estime universelle, et Fox avait donné sa démission. Le premier avait été remplacé par le comte de Shelburne, et le second par William Pitt, fils du célèbre comte de Chatam; l'un et l'autre connus pour consentir plutôt par nécessité que par conviction à l'indépendance de l'Amérique. La majorité du ministère, néanmoins, était composée des membres mêmes qui avaient obtenu la révocation des lois rigoureuses contre les colonies, et qui s'étaient ensuite signalés au parlement par des discours pleins de chaleur et d'éloquence pour faire reconnaître leur indépendance provisoire. Ils se déterminèrent, en conséquence, à envoyer à Paris, Thomas Grenville. Il était chargé de sonder les intentions du gouvernement de France, et de préparer les voies aux plénipotentiaires qui devaient le suivre. Peu de

1782. temps après, effectivement, on vit paraître en cette qualité MM. Fitz-Herbert et Oswald, qui s'assurèrent sans peine des dispositions de la cour de Versailles. Les Etats-Unis avaient pris soin, de leur côté, que leurs plénipotentiaires se réunissent à Paris, dans cette circonstance : c'étaient John Adams, Benjamin Franklin, John Jay, et Henri Laurens, qui venait de sortir de la tour de Londres, où il avait été détenu.

Ministres plénipotentiaires pour la paix.

Etat des affaires en France.

Si l'on désirait vivement la paix en Angleterre, elle était en France l'objet des vœux non moins ardens du gouvernement et des peuples. La cour de Versailles avait atteint le but qu'elle s'était proposé, c'est-à-dire la séparation des colonies anglaises de leur métropole. La première des offres de la cour de Londres était effectivement de reconnaître l'indépendance des Etats-Unis : or, c'était le principal et même le seul motif qu'eut avoué la France en prenant les armes. Quant à la situation des affaires dans les Antilles, les opérations dont ces îles avaient dû être l'objet, intéressaient beaucoup plus l'Espagne que la France. La funeste journée dn 12 avril avait dérangé tous les plans et renversé toutes les espérances. L'on ne pouvait, d'ailleurs, se flatter d'être plus heureux

dans les mers d'Europe. Depuis plusieurs 1782.
années que l'on s'en disputait l'empire, il ne s'y était passé aucun évènement digne de terminer cette grande querelle. Les pertes que la France avait essuyées dans l'Inde, pouvaient d'ailleurs contrebalancer les conquêtes qu'elle avait faites en Amérique. Cette puissance, au total, se voyait en droit de traiter pour elle-même sur le pied d'une égalité réciproque en ce qui concernait les chances de la guerre, mais sur celui d'une supériorité incontestable relativement à sa cause même : l'indépendance des Etats-Unis. Indépendamment de ce puissant motif, il en existait d'autres qui faisaient soupirer après le prompt rétablissement de la paix. Les finances étaient épuisées ; malgré la sagesse des règlemens et l'économie que le gouvernement cherchait à établir dans toutes les parties, les ressources n'étaient plus en proportion avec les frais exhorbitans qu'entraînait la guerre. Les dépenses excédaient les recettes, et chaque jour voyait la dette publique s'accroître.

Le rétablissement de la marine, des expéditions dans des contrées lointaines, la prise de plusieurs convois qu'il avait fallu remplacer, telles étaient d'abord les premières

1782. charges qu'avait dû supporter le trésor royal. Les Américains, ensuite, privés en quelque sorte de tout revenu par la lenteur avec laquelle se payaient les impositions dans leur pays, s'autorisaient de l'insuffisance de leurs facultés pour présenter sans cesse de nouvelles demandes à la cour de Versailles. Après avoir permis aux fermiers-généraux de leur prêter un million, après avoir garanti les emprunts qu'ils avaient faits en Hollande, Louis XVI leur avait donné lui-même dix-huit millions : et ils en sollicitaient encore six autres.

Les Français, à cette époque, avaient donné des soins particuliers à l'extension de leur commerce. La guerre lui avait été extrêmement préjudiciable, et les négocians qui avaient le plus souffert ne pouvaient plus espérer de réparer leurs pertes que par la cessation des hostilités. Toutes ces considérations portaient généralement à penser, qu'à la certitude de conclure une paix honorable, se joignait la nécessité de la faire.

En Espagne. Quant à l'Espagne, l'espoir de conquérir Gibraltar et la Jamaïque, se trouvait anéanti par les fatales journées du 12 avril et du 13 septembre. La continuation de la guerre pour parvenir à ces deux points eût donc été plu-

tôt l'effet de l'obstination que de la cons- 1782.
tance. D'un autre côté, la cour de Madrid avait soumis à ses armes l'île Minorque et la Floride occidentale. L'Angleterre n'ayant aucune compensation à lui offrir pour ces deux acquisitions, il était naturel de penser qu'un traité de paix en assurerait la propriété à l'Espagne. Quoique ses vues eussent été portées plus haut, cet avantage suffisait néanmoins pour que les Espagnols cessassent de dire qu'ils avaient pris part à la guerre, sans aucun intérêt personnel et par pure complaisance. Déjà plus d'une fois, en effet, on n'avait pu voir sans étonnement la cour de Madrid fournir des alimens à un incendie qui pouvait devenir si funeste à elle-même. Le but de cette guerre n'était-il point d'établir une république indépendante au sein d'une contrée, voisine de ses possessions du Mexique ? La nouveauté, la contagion de l'exemple, la tendance naturelle des peuples à secouer le joug, ne devaient-elles pas inspirer de justes alarmes ? Mais si l'Espagne était intervenue dans cette grande querelle, contre ses intérêts particuliers, elle eût été doublement blâmable de prodiguer tant d'or et de sang pour la prolonger, à l'époque surtout où Minorque et la Floride lui garan-

1782. tissaient des conditions honorables. Cette puissance inclinait donc aussi vers la pacification générale.

En Hollande. Il nous reste à jeter un coup-d'œil sur les Hollandais. Suivant de loin leurs alliés plutôt que marchant du même pas, ils étaient réduits par leur position à vouloir tout ce que voudrait la France. Ce n'était plus que de cette puissance seule et non de leurs propres forces, qu'il leur était permis d'espérer le terme de leurs inquiétudes. S'ils avaient recouvré Saint-Eustache et Déméraray, n'était-ce pas aux armes du roi de France qu'ils en étaient entièrement redevables? Ils souhaitaient donc la paix depuis que l'expérience leur avait démontré que la guerre ne pouvait être pour eux d'aucun avantage, et qu'elle n'est jamais plus nuisible qu'aux peuples dont l'existence est fondée sur le commerce.

A ce penchant pour la paix que laissèrent éclater à-la-fois toutes les puissances belligérantes, vint se joindre la médiation des deux princes les plus puissans de l'Europe: l'impératrice de Russie et l'empereur d'Allemagne. Leur intervention fut acceptée avec un empressement unanime; tout s'acheminait vers une paix générale.

Ainsi, dès la fin de cette année, les négo-

ciations s'ouvrirent à Paris, avec une ardeur 1782.
mutuelle (6). Les Anglais et les Américains furent les premiers qui se rapprochèrent. Ils signèrent le 30 novembre un traité provisoire, qui devait être regardé comme définitif et rendu public à l'époque où la France et la Grande-Bretagne auraient terminé leurs différens. Les bases de ce traité étaient la reconnaissance, par le roi d'Angleterre, de la liberté, de la souveraineté et de l'indépendance des treize états-unis d'Amérique, individuellement et successivement nommés; renonçant, sa majesté britannique, tant pour elle que pour ses héritiers et successeurs, à tout droit quelconque sur le gouvernement, les propriétés ou le territoire desdits Etats. Afin de prévenir de part et d'autre toutes les occasions de plainte au sujet des limites, on tira des lignes imaginaires au moyen desquelles se trouvèrent enclavés dans le territoire des Etats-Unis, des pays immenses, des lacs et des fleuves sur lesquels, jusqu'à ce jour, ils n'avaient formé aucune espèce de prétention. Indépendamment, en effet, des vastes et fertiles contrées situées sur les bords de l'Ohio et du Mississipi, les limites des Etats-Unis embrassèrent une partie de l'ancien Canada et de la Nouvelle-Ecosse:

1782. accroissement qui permettait aux Américains de participer au commerce des pelleteries. Quelques nations indiennes, qui jusqu'à cette époque, avaient existé sous la domination des Anglais, et spécialement les Six Tribus, qui s'étaient toujours maintenues dans leur alliance, se trouvèrent enclavées dans le nouveau territoire des Etats-Unis. Les Anglais s'engagèrent à évacuer et restituer toutes les parties qu'ils occupaient encore, telles que New-York, Long-Island, Staten-Island, Charles-Town, Penobscott et toutes leurs dépendances. Il ne fut point fait mention de Savannah, que l'évacuation de cette place et de toute la Géorgie, avait fait rentrer sous la puissance du congrès.

Les Américains se firent encore assurer par le traité de paix le droit de pêcher librement sur le banc de Terre-Neuve, dans le golfe de Saint-Laurent, et enfin dans tous les parages où les deux nations, avant la rupture, avaient coutume de se livrer à la pêche. Il fut expressément stipulé que le congrès emploierait son intervention auprès des divers états, pour qu'ils décrétassent la restitution des biens et propriétés quelconques, confisqués pendant la guerre, tant sur les sujets britanniques que sur les Améri-

cains qui avaient suivi le parti de l'Angle- 1780.
terre. Il fut convenu, en outre, que ces individus ne pourraient être recherchés ou poursuivis pour aucune chose qu'ils auraient dite ou faite en faveur de la Grande-Bretagne. Ces derniers articles déplurent à certains républicains ardens, et devinrent l'objet de vives déclamations de leur part. Ils ne réfléchissaient pas combien la vengeance, d'abord si douce, peut devenir amère. Les loyalistes ne se montrèrent pas plus satisfaits; blessés de voir leur sort reposer sur une simple recommandation dont le succès dépendait entièrement de la volonté de divers états respectifs, ils se plaignaient de l'ingratitude de l'Angleterre, qui les abandonnait indignement au hasard.

Des discussions très-animées s'élevèrent au sein du parlement. Le parti de l'opposition s'y récria sur l'infamie dont le ministère allait couvrir à jamais le nom de l'Angleterre, en souffrant que ceux qui l'avaient servie devinssent la proie de leurs persécuteurs. On semblait oublier que dans ces crises politiques l'on s'arrête plutôt à ce qui est avantageux ou possible, qu'à ce qui n'est que juste et honorable. Tout homme qui prend parti dans les révolutions politiques, doit

1782 s'attendre à subir tôt ou tard cette loi commune. Exclusivement occupé de ses grands intérêts, l'état ne daigne pas même apercevoir ceux des individus. Sa conservation est l'unique objet de ses soins : le bien public est tout pour lui ; le bien particulier rien.

Ces bases adoptées, il fut convenu que les hostilités tant par terre que par mer, cesseraient immédiatement entre les colonies américaines et leur ancienne métropole.

1783. Paix entre la France et l'Angleterre

Les préliminaires de la paix entre la France et l'Anglerre, furent signés à Versailles le 20 janvier 1783, par le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, et M. Fitz-Herbert, plénipotentiaire de sa majesté britannique. L'Angleterre y acquit une extension de son droit de pêche sur le banc de Terre-Neuve(7). Mais elle restitua à la France, en toute propriété, les îles de Saint-Pierre et de Miquelon. Elle lui restitua également l'île de Sainte-Lucie, et lui céda celle de Tabago. D'un autre côté, la France rendit à l'Angleterre l'île de la Grenade et les Grenadines, la Dominique et les îles de Saint-Vincent, de Saint-Christophe, de Nevis et de Montserrat. Dans les Indes orientales, la France rentra en possession de Pondichéri, de Karical, et de toutes ses possessions dans

le Bengale et sur la côte d'Orixa. Il lui fut fait encore d'autres concessions importantes relatives au commerce et au droit de fortifier différentes places. Mais un article singulièrement honorable pour la France, fut celui par lequel l'Angleterre consentit à tenir pour entièrement annullées toutes les stipulations qui avaient été faites à l'égard du port de Dunkerque, depuis la paix d'Utrecht, en 1713. 1783.

Entre l'Angleterre et l'Espagne.

La cour de Londres céda à celle de Madrid, l'île de Minorque et les deux Florides. Elle en obtint en même temps la restitution des îles Bahama ; restitution qui se trouva sans objet, puisque le colonel Deveaux venait de reconquérir ces îles avec un simple détachement équipé à ses frais.

Ces préliminaires furent convertis en un traité de paix définitif, le 3 septembre 1783. Il fut signé, pour la France, par le comte de Vergennes ; pour l'Espagne, par le comte d'Aranda ; et, pour l'Angleterre, par le duc de Manchester. Le traité définitif entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, fut signé le même jour, à Paris, par David Hartley, d'une part, et par John Adams, Benjamin Franklin, et John Jay, de l'autre. La veille, avait été conclu également, à Paris, le traité particulier entre la Grande-Bretagne et les

1783. états-généraux de Hollande : le duc de Manchester stipulant au nom de sa majesté britannique, et MM. Van-Berkenroode et Bransten, au nom de leurs hautes puissances. La cour de Saint-James rendit aux Hollandais leur établissement de Trinquemale; mais ils lui cédèrent la ville de Negapatnam et ses dépendances.

Malgré le grand éclat qu'avait donné les cours alliées à leurs réclamations sur les droits des neutres, en cas de guerre avec l'Angleterre, il ne fut fait aucune mention, dans ces divers traités, de ce point important du droit public.

Nature et résultats de la guerre d'Amérique.

Telle fut l'issue de la longue lutte entreprise pour la cause de l'Amérique. Si l'on peut croire que les colons cherchaient, dès long-temps, l'occasion de faire éclater leur mécontentement secret, l'on doit avouer aussi que les Anglais furent eux-mêmes les premiers à les y exciter. Leurs lois rigoureuses irritaient au lieu de restreindre; l'insuffisance de leurs forces militaires, la versalité de leurs mesures enhardirent encore la résistance des Américains. Entre eux et leurs anciens maîtres, comme on l'a toujours vu dans les guerres civiles, les hostilités prirent un caractère d'acharnement, et quel-

quefois même elles furent souillées par des barbaries. Entre les Anglais, au contraire, et les autres nations européennes qu'ils eurent à combattre, les traits de valeur mutuelle furent encore relevés par cette humanité, cette courtoisie, qui caractérise éminemment le siècle où nous vivons. Le congrès, et les Américains en général, déployèrent une constance peu commune; le cabinet britannique mérita peut-être le reproche d'une obstination trop prolongée, et le ministère français s'illustra par des actes d'une politique consommée. 1783.

De ces causes diverses naquit, au sein du Nouveau-Monde, une république heureuse au dedans par sa constitution, pacifique par caractère, considérée et recherchée au dehors pour l'abondance de ses ressources. Autant qu'il est possible de juger des choses d'ici bas, l'étendue et la fertilité de son territoire, et l'accroissement rapide de sa population, doivent l'élever un jour au rang des états les plus puissans. Pour consolider leur ouvrage et en éterniser la durée, deux périls sont sur-tout à éviter par les Américains. L'un est la corruption morale qu'enfante trop souvent l'amour excessif du gain, l'autre l'oubli des principes sur lesquels re-

1783. pose l'édifice. Qu'ils s'efforcent, du moins, d'y revenir promptement, si le cours ordinaire des évènemens de ce monde introduisait le relâchement et le désordre dans le régime qu'ils se sont donné !

Effets de la paix en Amérique.

A l'exception d'une affaire peu importante où périt le colonel Laurens, et de l'évacuation de Charles-Town, il ne s'était rien passé, depuis un certain temps, sur le continent américain, qui méritât une attention particulière. Dès que les préliminaires de la paix y furent connus, la joie publique se manifesta, mais beaucoup moins vivement toutefois qu'on aurait pu l'imaginer. La paix, dans la plupart des esprits, était depuis long-temps regardée comme indubitable, et l'homme jouit plus tranquillement de la possession du bonheur même, que des espérances qui l'avaient précédée. De nouvelles alarmes vinrent bientôt d'ailleurs obscurcir l'horizon ; un feu caché menaçait d'un incendie, et au moment même où la paix désarmait les ennemis extérieurs, une guerre intestine paraissait prête à déchirer la république.

Mécontentement des officiers américains.

La solde de l'armée était excessivement arriérée ; la plupart des officiers avaient fait non-seulement l'avance à l'état de tout ce

qu'ils possédaient, mais encore de la fortune 1783. de leurs amis. Ils appréhendaient fortement que le décret de l'année 1780, par lequel le congrès leur avait assuré la demi-paie comme pension viagère, ne reçût point son exécution. Ils avaient envoyé en conséquence des députés à Philadelphie pour réclamer vivement à ce sujet. Leurs instructions portaient de solliciter l'acquit immédiat de la solde courante, l'apurement des comptes de l'arriéré et sûreté pour le paiement. Ils demandaient en outre que la demi-paie à vie accordée par le congrès, fût convertie en une somme de pareille valeur payée en une fois; et qu'enfin on indemnisât les officiers des avances qu'ils avaient été obligés de faire, pour suppléer au manque de fournitures de rations et d'habillemens.

Mais, soit qu'une partie des membres du congrès fût disposée peu favorablement envers le militaire, soit que d'autres eussent voulu que les états particuliers, et non le trésor public, supportassent le poids de ces gratifications, rien ne se décidait. Désespérés de cette lenteur, les députés écrivirent à l'armée.

Les autres créanciers de l'état ne témoignaient pas moins d'inquiétude que les offi-

1783. ciers. Ils prévoyaient clairement que les revenus ordinaires seraient loin de suffire au paiement des sommes qu'ils avaient à réclamer ; et ils pressentaient également la répugnance qu'auraient les états à établir de nouvelles taxes, afin de se procurer les moyens de les satisfaire. Le mécontentement des uns et des autres était extrême ; ils voyaient déjà leur ruine totale.

Deux partis, à cette époque, divisaient le gouvernement américain. L'un voulait un impôt qui permît d'acquitter les dettes et d'honorer la foi publique ; il demandait aussi qu'il fût créé un fonds applicable aux besoins du trésor sur les ordonnances du congrès. Le parti opposé regardait cette mesure comme dangereuse pour la liberté. Il prétendait que les états particuliers, non le congrès, eussent seuls la faculté d'établir des taxes ou impositions quelconques. Déjà, sur l'invitation du gouvernement, ils avaient soumis à un droit de cinq pour cent tout produit naturel ou tout objet manufacturé qui serait importé sur le continent américain. Un seul cependant des trois états refusa d'acquiescer au vœu du congrès, et ce refus paralysa l'action des douze autres.

Ce fut à cette époque même qu'arriva la

nouvelle de la signature des préliminaires de paix ; le licenciement de l'armée devait en être une conséquence nécessaire. Les partisans de la taxe appréhendèrent alors que, débarrassés de l'entretien des troupes et de la crainte qu'elles inspiraient, leurs adversaires ne se montrassent plus opposés encore à la création d'un revenu général. Ils voyaient par-là non-seulement les créanciers de l'état frustrés de tout espoir, mais la république même exposée désormais à des embarras sans cesse renaissans, faute d'une autorité générale investie du pouvoir d'établir des impositions. Ils résolurent, en conséquence, de profiter d'une occasion qui ne se représenterait plus, pour faire adopter un plan dont l'utilité leur paraissait incontestable. 1783.

Ils étaient indécis néanmoins sur les moyens à employer dans cette conjoncture ; plusieurs opinions contradictoires étaient mises en avant. Ne réfléchissant pas sur le danger de faire intervenir la multitude dans les affaires d'état, les plus exaltés voulaient recourir à la force, et faire de l'armée même l'instrument de leurs desseins. Parmi eux on distinguait Alexandre Hamilton, alors membre du congrès, le trésorier Robert Morris, avec

1783. un autre Morris, son adjoint. Les esprits plus circonspects pensaient qu'il fallait suivre une route mitoyenne, permettre à l'armée de menacer, mais non d'agir ; comme si la main qui a excité un mouvement populaire était maîtresse de le calmer à son gré? Ce fut, au reste, l'opinion de ces derniers qui prévalut dans les conseils secrets que l'on tint sur cette affaire.

Le colonel Steewart, des troupes réglées de Pensylvanie, fut envoyé au camp sous prétexte d'y exercer ses fonctions d'inspecteur-général. Il avait ordre de sonder les dispositions de Washington, et de chercher à pénétrer jusqu'à quel point il donnerait les mains à l'exécution du plan convenu. Il lui était sur-tout recommandé d'entretenir l'agitation qui régnait dans l'armée, et de l'exhorter à ne point se dissoudre avant d'avoir obtenu l'assurance que la solde arriérée serait acquittée, ainsi que l'indemnité requise pour les fournitures qui n'avaient pas eu lieu. Soit que le généralissime vît ce projet sans mécontentement, soit qu'il crût de sa prudence de ne point se prononcer trop ostensiblement, le colonel Steewart crut, ou du moins fit croire aux autres qu'il donnait son approbation à tout.

Cependant les membres du parti opposé 1783.
ne tardèrent pas à être instruits de ce qui se passait, et ils se mirent en devoir d'agir de leur côté. Convaincus de l'importance dont il était de pouvoir s'appuyer du nom de Washington, ils mirent en avant un certain Harvie qui avait fait éclater une grande chaleur dans ces discussions. Cet homme écrivit au généralissime que, sous couleur de vouloir satisfaire les créanciers de l'état, on tramait de pernicieux desseins contre la république ; qu'il n'était question de rien moins que de renverser le régime de la liberté, et d'introduire la tyrannie. A ces insinuations il joignit des particularités personnelles pour Washington. Il lui faisait entrevoir que l'on méditait de le dépouiller de son grade, d'écarter ses amis, de détruire en un mot l'ouvrage qu'ils avaient élevé avec tant de gloire, et au prix de tant de sang et de travaux.

Washington ne put se défendre de certaines appréhensions. Il se persuada que l'on conspirait contre la sûreté de l'état. Il fit circuler la lettre de Harvie, pour que les soldats mêmes en prissent connaissance. Il déploya toute son autorité pour prévenir un soulèvement. Le généralissime se prononçait ainsi publiquement contre un projet qu'in-

1783. térieurement peut-être il approuvait, quoiqu'il blâmât, et non sans raison, les moyens que l'on voulait employer.

Rumeurs et troubles dans le camp américain.

Les rumeurs les plus alarmantes se propageaient de toutes parts. On s'écriait hautement que les troupes, avant d'abandonner leurs drapeaux, devaient se faire rendre justice ; qu'elles avaient droit de prétendre au fruit des victoires dues à leur valeur ; que les autres créanciers de l'état et plusieurs membres du congrès lui-même invoquaient l'intervention de l'armée, prêts à suivre l'exemple qu'ils attendaient d'elle. Les esprits s'enflammaient ; dans tout le camp se formaient des attroupemens, où l'on proposait sans détour de faire la loi au congrès. Au milieu de cette agitation, circulaient des invitations anonymes aux officiers de se réunir en assemblée générale. Le 11 mars, l'on se passait de main en main un discours dont l'auteur ne se nommait pas, mais que l'on sut ensuite être le major John Armstrong. Cet écrit, composé avec beaucoup d'art et plus de passion encore, était singulièrement propre à porter à son comble l'exaspération des soldats. Blâmable dans un temps de calme, il devenait véritablement criminel dans un moment où toutes les têtes étaient

en proie à la plus violente effervescence. 1783.
Parmi plusieurs passages incendiaires on remarquait celui-ci :

« Nous sommes enfin sur le point d'atteindre le but vers lequel nous marchons depuis sept ans. Votre courage, votre constance, ont soutenu les Etats-Unis d'Amérique au travers des périls d'une guerre incertaine et sanglante ; vous les avez conduits à l'indépendance. Déjà va renaître la paix, dispensatrice de tout bien. Mais pour qui l'aurez-vous conquise, cette paix? Est-ce pour une patrie empressée à réparer vos pertes, à apprécier vos travaux, à récompenser vos services? Est-ce pour une patrie qui applaudit avec des larmes de joie à votre retour dans vos foyers? Est-ce pour une patrie glorieuse de partager avec vous l'indépendance que votre valeur lui a conquise, les richesses que vous lui avez conservées au prix de votre sang? Répondez-moi. Ah! n'est-ce pas plutôt à une patrie qui dédaigne vos droits, qui repousse vos gémissemens, qui insulte à vos souffrances? Vous vous êtes présentés en supplians devant le congrès ; vous lui avez exposé vos besoins et vos désirs, désirs et besoins que la reconnaissance, autant que

1783. « la politique, aurait dû se faire un devoir de « prévenir, et dont ceux qui vous gouvernent « détournent aujourd'hui leurs regards! N'a- « vez-vous pas humblement imploré de leur « justice ce que vous ne pouviez plus espérer « de leur bienveillance? Quelle réponse en « avez-vous obtenue? Les lettres de vos dé- « putés à Philadelphie vous l'apprennent. Si « tel est le traitement que l'on vous fait, à « l'heure même où vos épées sont encore né- « cessaires à la défense de l'Amérique, quel « est donc celui qui vous est destiné, lorsque « votre voix sera éteinte, lorsque vos forces « seront désunies, lorsque ces épées, les com- « pagnes et les instrumens de votre gloire, « seront détachées de votre côté, lorsqu'en- « fin vous ne pourrez plus vous faire re- « connaître pour soldats qu'à votre misère, à « vos infirmités, à vos cicatrices? Consenti- « rez-vous à être les seuls martyrs de notre « révolution, et à ne quitter vos drapeaux « que pour être voués à l'abandon? Les tristes « restes d'une vie consacrée à l'honneur « jusqu'à ce jour, seront-ils traînés dans l'ab- « jection, n'auront-ils d'autre support que la « charité de vos compatriotes? S'il en doit « être ainsi, si vous pouvez vous y résoudre, « allez, et voyez déjà sur vos pas le mépris

« de vos adversaires, le dédain de vos pro- 1783.
« pres partisans, la dérision, et, ce qui est
« plus affreux encore, la pitié de l'univers.
« Allez : la faim va vous dévorer, l'oubli
« vous attend. Mais si vos esprits se sou-
« lèvent à cette idée, si vous savez re-
« connaître la tyrannie, sous quelque forme
« qu'elle se présente, si vous êtes déterminés
« à la combattre, soit qu'elle se couvre de la
« simple cotte d'armes de la république, soit
« qu'elle s'enveloppe du manteau royal; en
« un mot, si vous avez appris à distinguer
« les hommes des principes, réveillez-vous,
« ouvrez les yeux sur votre situation, et
« faites-vous justice vous-mêmes. Le moment
« actuel une fois évanoui, tout effort sera
« vain désormais; on rira de vos menaces
« alors, comme l'on rit aujourd'hui de vos
« prières. »

Prudence de Washington

Ces paroles, plus dignes d'un tribun du peuple en délire, que d'un sage américain, portèrent au comble l'exaspération des esprits. A travers la fermentation générale, les évènemens les plus sinistres se laissaient entrevoir : la guerre, entre la puissance civile et le pouvoir militaire, semblait inévitable. Mais Washington, dont aucun trouble ne pouvait ébranler la constance, fort de l'amour et du

1783. respect des peuples, contempla le danger de sa patrie, et forma aussitôt le généreux dessein de comprimer l'incendie prêt à éclater. Il n'ignorait pas combien, dans de telles circonstances, il vaut mieux guider les esprits égarés que de leur opposer une digue, combien il est plus facile de prévenir les accidens que d'y porter remède. Il résolut, en conséquence, de mettre obstacle à l'assemblée des officiers. Il leur fit déclarer qu'il se flattait qu'aucun d'entr'eux ne daignerait faire attention à l'adresse anonyme, et qu'il désapprouvait hautement une démarche aussi condamnable. Mais, en même temps, il convoqua un comité d'officiers généraux, auxquels il adjoignit un officier par compagnie, afin de délibérer sur les moyens à employer pour obtenir le redressement de leurs griefs.

Par cette conduite, dont l'on ne peut nier la prudence, Washington parvint à faire croire à son armée qu'il ne désapprouvait pas ses réclamations, et aux chefs de l'insurrection, en particulier, qu'il favorisait secrètement leurs projets. Par ce moyen, il se ménagea le temps de disposer les esprits et les choses, de manière à ce que le comité militaire ne prît que les résolutions qui entraient dans son plan. Le lendemain, Arms-

trong fit circuler un second écrit anonyme, 1783.
dans lequel il se félicitait, auprès des officiers, de ce que leurs résolutions allaient être sanctionnées par l'autorité publique. Il les exhortait à se montrer inébranlables dans l'assemblée indiquée pour le 15 du mois.

Cependant Washington travaillait à sonder les esprits et à calmer les passions. Il fit venir les officiers isolément : aux uns, il représentait les dangers de la patrie ; aux autres, la constance qu'ils avaient temoignée jusque-là ; à tous, leur ancienne gloire, et le prix qu'ils devaient attacher à la transmettre pure et entière à leur postérité. Il leur retraça ensuite l'épuisement du trésor, l'infamie dont ils se couvriraient en se livrant à la guerre civile, au moment même où le bonheur public allait renaître du sein de la paix.

Au jour fixé par le généralissime, le comité militaire s'assembla. Washington, dans un discours aussi sage qu'éloquent, y débattit les points articulés dans les pamphlets anonymes. Il démontra toute l'horreur de l'alternative proposée par l'auteur, qui voulait qu'en cas de paix l'armée tournât ses armes contre l'Etat, s'il ne satisfaisait pas immédiatement à ses demandes, et, si la guerre continuait, qu'elle abandonnât sa défense, en se

1783. retirant dans une contrée inculte et déserte.

Discours de Washington

« Grand Dieu ! s'écria-t-il, quel est
« donc le but que se propose l'auteur de
« ces coupables écrits ? Se peut-il que ce
« soit un ami de l'armée ? Croirons-nous
« davantage que ce soit un ami de la pa-
« trie ? N'est-ce pas plutôt un ennemi insi-
« dieux, un émissaire sorti de New-York,
« pour tramer la ruine de l'une et de l'autre,
« et semer la discorde entre les autorités ci
« viles et militaires du continent ? Je vous en
« conjure, Messieurs, abstenez-vous de tout
« démarche qui, soumise à l'examen d'un
« saine raison, deviendrait une dégrada
« tion de votre dignité personnelle, et un
« atteinte à l'honneur que vous avez su con
« server intact jusqu'à ce jour. Ayez tout
« confiance dans la loyauté de la patrie e
« dans les intentions non suspectes du congrès
« Persuadez-vous qu'avant de prononcer votr
« licenciement, il aura un juste égard à vo
« réclamations, et prendra les moyens d
« récompenser vos fidèles services. C'est a
« nom de notre pays commun, de votre pro
« pre gloire, des droits de l'humanité, et d
« respect que vous devez à la consideratio
« militaire et nationale de l'Amérique, que j
« vous somme de faire éclater l'horreur qu

« doit vous inspirer un homme qui, sous de 1783.
« spécieux prétextes, vise à renverser la
« liberté publique, à exciter des commotions
« intestines, à noyer dans le sang cette répu-
« blique naissante. Par cette noble conduite,
« vous vous ouvrirez le chemin le plus droit
« et le plus sûr vers l'objet de vos vœux;
« vous déjouerez les complots perfides de
« nos ennemis, qui, désespérant de vous
« vaincre par la force ouverte, veulent vous
« tendre des piéges cachés. Vous donnerez
« encore une fois un témoignage éclatant de
« ce civisme incomparable, de cette vertu
« héroïque qui triomphe de tous les obstacles
« et de toutes les souffrances. Par votre con-
« tenance magnanime, vous ferez dire à la
« postérité, lorsqu'elle s'entretiendra du glo-
« rieux exemple que vous avez donné au
« monde, que, sans ce jour mémorable,
« l'univers n'aurait jamais vu à quel degré de
« sublimité la nature humaine peut atteindre. »

Lorsque Washington eut cessé de parler, il se fit un grand silence dans l'assemblée: bientôt tous ceux qui la composaient se communiquèrent, à l'envi, les sentimens dont ils étaient pénétrés. L'autorité d'un tel personnage, le poids de ses paroles, l'affection sincère qu'il portait à l'armée, opérèrent vive-

1783. ment sur tous les esprits. A l'effervescence succéda le calme. Aucune voix ne s'éleva contre celle du chef. Les députés de l'armée déclarèrent unanimement que nulle souffrance, nul péril ne serait capable de les porter à flétrir la gloire qu'ils avaient acquise; que les troupes persistaient à placer une confiance absolue dans la justice du congrès et de la patrie; qu'ils suppliaient le généralissime de recommander au gouvernement l'objet de leurs réclamations; enfin, qu'ils abhorraient et méprisaient les infâmes propositions contenues dans l'écrit anonyme adressé aux officiers de l'armée.

Conciliation des différends entre le congrès et les officiers de l'armée.

C'est ainsi que, par sa prudence et sa fermeté, Washington parvint à préserver sa patrie du nouveau danger qui la menaçait, à l'instant où elle avait cru entrevoir son salut. Qui sait ce qui serait arrivé, si la guerre civile eût ensanglanté le berceau même de cette république encore mal affermie ? Le généralissime tint sa parole, et fut lui-même l'avocat de ses officiers auprès du congrès. Il en obtint un décret qui, au lieu de la demi-paye à vie, accordait cinq années de solde entière, une fois payées, soit en numéraire, soit en obligations portant intérêt de six pour cent. D'après les ordres du congrès, il fut

délivré aux officiers et aux soldats leur solde de trois mois, en mandats du trésorier. Mais cette mesure ne fut prise que tard, et qu'après que les milices pensylvaniennes se fussent livrées à une insurrection si violente, à Philadelphie, qu'elles occupèrent, à main armée, la salle même des séances du congrès. 1783.

Licenciement de l'armée.

Il fut procédé alors au licenciement de l'armée. On accorda successivement des congés à ces soldats, qui, pendant sept campagnes de la guerre la plus opiniâtre, avaient lutté avec une constance héroïque, non-seulement contre le fer et le feu, mais encore contre la faim, la nudité et la fureur des élémens mêmes. Leurs travaux achevés, leur patrie reconnue indépendante, ils regagnèrent paisiblement leurs foyers. Le congrès leur vota des remercîmens publics dans les termes les plus flatteurs.

Les Anglais ne tardèrent pas à évacuer New-York et tout le pays adjacent, dans lequel ils avaient fait un si long séjour. Peu après, les Français partirent de Rhode-Island pour leurs possessions, emportant les bénédictions de tous les Américains. Le congrès, afin de célébrer dignement le retour de la paix et l'indépendance, fixa le 11 décembre pour une fête solennelle d'actions de

1783. Erection d'une statue en l'honneur de Washington

grâces au dispensateur de tout bien. Par un autre décret, il ordonna qu'il serait érigé une statue équestre, en bronze, au général Washington, dans la ville même où le congrès tiendrait ses séances. Le héros devait y être représenté dans le costume romain, le bâton de commandement dans la main droite, et le front ceint d'une couronne de laurier. Le piédestal en marbre, revêtu de bas-reliefs relatifs aux principaux faits d'armes qui avaient eu lieu sous les ordres immédiats de Washington, tels que la délivrance de Boston, la prise des Hessois à Princeton, la journée de Montmouth et la reddition d'York-town. La partie antérieure du piédestal devait porter l'inscription suivante : *Les Etats-Unis, formés en congrès, ont voté cette statue, l'an* M. DCCLXXXIII, *à George Washington, généralissime des armées des Etats-Unis d'Amérique, pendant la guerre qui a opéré et établi leur liberté, souveraineté et indépendance.*

Causes du succès de l'entreprise des Américains.

Telle fut l'issue d'une lutte qui, pendant huit années consécutives, captiva l'attention de l'univers, et mit aux prises les nations les plus puissantes de l'Europe. Il est digne de l'observateur de remonter aux causes qui ont produit le triomphe des Américains, et fait avorter les efforts de leurs ennemis. On doit

regarder comme la première, le bonheur qu'eurent les insurgés de ne point rencontrer d'opposition parmi les peuples étrangers, et d'y trouver même de la bienveillance et des secours. Ces dispositions favorables, en même temps qu'elles leur inspiraient plus de confiance dans la justice de leur cause, redoublaient leur courage et leurs forces. 1783.

A ces motifs il faut ajouter la position géographique de leur pays, séparé par de vastes mers des nations qui entretiennent de grandes armées régulières, et défendu sur tous les autres points par des forêts impénétrables, des déserts immenses et des montagnes inaccessibles. Dans cette vaste partie de leur territoire, quel autre ennemi avaient-ils à craindre que ces hordes indiennes, plus propres à ravager qu'à conquérir?

Une des causes les plus puissantes du succès de la révolution américaine doit se chercher, sans doute, dans le peu de différence qui existait entre la forme de gouvernement qu'ils abandonnaient et celle qu'ils voulaient se donner. Ce n'était pas de la monarchie absolue, mais de la monarchie tempérée qu'ils passaient à la république. Les choses morales, chez les hommes, sont sujètes aux mêmes lois que les choses phy-

1783. siques ; ce sont celles de toute la nature. Les changemens complets et imprévus ne peuvent avoir lieu sans causer des désastres et la mort. L'autorité royale, modérée par l'esprit du gouvernement même, et affaiblie encore par l'éloignement, se faisait à peine sentir dans les colonies anglaises. Quand les Américains en eurent secoué le joug, ils s'aperçurent peu du changement. La royauté seule fut déplacée ; toute l'administration resta la même, et la république se trouva établie sans secousse.

Tel fut l'avantage dont jouirent les insurgés américains, tandis que d'autres peuples, qui entreprendraient de passer brusquement de la monarchie absolue au régime républicain, se verraient entraînés non-seulement à renverser les institutions monarchiques, mais encore toutes les autres, pour leur en substituer de nouvelles. Mais une telle subversion peut-elle avoir lieu sans heurter les opinions et les usages du grand nombre, et même sans blesser grièvement leurs intérêts? Le mécontentement se propage : sous les formes démocratiques couve la royauté. Les peuples reconnaissent qu'ils se sont plaints de maux imaginaires ; ils saisissent avidement l'occasion de revenir sur leurs pas, et au point même d'où ils étaient partis.

On verra sans doute encore une cause majeure de l'heureuse direction de la grande entreprise que nous venons de décrire, dans la conduite circonspecte et modérée dont ne s'écartèrent point des peuples naturellement réfléchis et constans. Satisfaits d'avoir aboli la royauté, ils s'arrêtèrent, et continuèrent sagement à respecter les lois anciennes qui avaient survécu à ce changement. Ils échappèrent ainsi au regret d'avoir rendu leur condition pire, en voulant la rendre meilleure. Ils surent considérer que la versatilité, dans les conseils, dégrade la cause la plus noble, qu'elle refroidit ses partisans, et accroît le nombre de ses adversaires. On s'élance avec plus de rapidité vers un but apparent et fixe, que vers celui qui est caché dans l'ombre. Les Américains élevèrent l'arbre, parce qu'ils le laissèrent croître ; ils cueillirent son fruit, parce qu'ils le laissèrent mûrir. On ne les vit pas se piquer de donner chaque jour une face nouvelle à l'état. Supportant le mal avec constance, ils ne tentaient pas de l'attribuer aux vices de leur législation, ni à l'incapacité ou à la trahison de ceux qui les gouvernaient, mais à l'empire des circonstances. Ils furent redevables sur-tout de ce caractère de modération à la simplicité de 1783.

1783. leurs mœurs héréditaires : rarement s'éleva-t-il parmi eux des hommes avides de dignités et de pouvoir. Ils n'offrirent pas l'affligeant spectacle d'amis rompant leurs anciens nœuds et se déclarant une güerre soudaine, parce que l'un était parvenu au timon de l'Etat, sans y appeler l'autre. L'amour de la patrie, chez eux, triomphait de l'ambition. Il existait des royalistes et des républicains, mais non des républicains de différentes sectes, déchirant, dans leurs dissentions, le sein de la patrie. Il put éclater parmi eux une diversité d'opinions, mais en aucun temps ils n'écoutèrent d'homicides fureurs ; ils ne connurent ni les proscriptions, ni les confiscations. De leur réunion naquit leur victoire : ils immolèrent leurs passions au bien public, leur ambition au salut de l'Etat, et ils en recueillirent le fruit : preuve à jamais mémorable que si les résolutions précipitées font avorter les entreprises politiques, la modération et la persévérance les conduisent à une fin glorieuse !

Washington se démet du commandement.

L'armée était licenciée ; mais le commandement suprême résidait encore entre les mains de Washington : on était dans l'attente de ce qu'il allait faire. Sa prudence lui suggéra qu'il était temps de mettre un terme à la soif

de gloire militaire; il ne songea plus qu'à laisser à sa patrie un grand exemple de modération. Le congrès était assemblé, à cette époque, dans la ville d'Annapolis de Maryland. Washington lui fit part de sa résolution de résigner le commandement : il le pria de déclarer s'il voulait recevoir simplement sa démission par lettre, ou s'il entendait qu'elle fût l'objet d'un acte public. Le congrès répondit qu'il assignait le 23 décembre pour cette cérémonie. 1783.

Ce jour arrivé, la salle des séances se trouva remplie de spectateurs. Les autorités civiles, une grande partie de l'état-major de l'armée, et le consul-général de France, étaient présens. Les membres du congrès étaient assis et couverts, le public debout et chapeau bas. Le généralissime fut introduit par le secrétaire, et conduit près du fauteuil du président. Après un moment d'agitation, il se fit un profond silence. Le président, qui était alors le général Mifflin, s'étant tourné vers Washington, lui dit que le congrès était disposé à l'écouter. Le généralissime se leva, et, du ton le plus digne, prononça le discours suivant :

« Monsieur le président, les grands évène-
« mens qui devaient marquer le terme de ma

Discours de Washington au congrès.

1783. « carrière étant enfin accomplis, j'ai l'hon-
« neur d'offrir au congrès mes félicitations « sincères, de remettre dans ses mains la « puissance qu'il m'avait confiée, et de lui « demander la permission de me démettre de « mon grade militaire. Heureux de voir con- « solider notre indépendance et notre sou- « veraineté, de voir les Etats-Unis prendre « place au rang des nations les plus respec- « tables, c'est avec une satisfaction véritable « que je me dépouille ici d'une autorité que « je n'avais acceptée qu'avec tant de méfiance, « méfiance causée par le sentiment de l'insuf- « fisance de mes forces pour porter un far- « deau si pesant. Elle n'a pu céder en moi « qu'à la conviction de la justice de notre « cause, et à l'espoir de la protection du « ciel. L'issue glorieuse de cette guerre a « rempli toutes nos espérances. Ma gratitude « envers la providence divine, et le souvenir « de l'assistance que m'ont prêtée mes conci- « toyens deviennent plus vifs encore, lors- « que je me retrace toutes les difficultés de « notre entreprise. En rappelant les obliga- « tions que j'ai à toute l'armée collective- « ment, je n'acquitterais pas la dette de mon « cœur, si je ne reconnaissais les services « particuliers et le singulier mérite des offi-

« ciers attachés spécialement à ma personne 1783.
« pendant toute la durée de la guerre. Le « choix n'en pouvait être plus judicieux et « plus distingué. Permettez-moi, M. le pré- « sident, de vous recommander avec ins- « tance ceux qui ont servi l'Etat jusqu'à ce « jour, comme dignes de l'attention et des « grâces du congrès.

« Je regarde comme un devoir indispen- « sable de terminer ce dernier acte de ma « vie publique, en implorant les bénédic- « tions du Tout-Puissant sur notre chère « patrie, et sur ceux qui sont chargés du « soin de la gouverner. La mission que vous « m'aviez confiée est remplie; je rentre dans « mes foyers. Veuille l'auguste corps, qui si « long-temps a dirigé mes pas, recevoir mes « adieux et la démission de tous les emplois « dont il lui avait plu de m'investir. »

Ayant terminé son discours, il s'approcha du siége du président, et déposa entre ses mains le bâton de commandement. Le président lui adressa, au nom du congrès, la réponse suivante :

Réponse du président à Washington

« Les Etats-Unis, formés en congrès, re- « çoivent, Monsieur, avec une émotion que « je n'entreprendrai point d'exprimer, la dé- « mission solennelle du pouvoir dont vous

1783. « avez si heureusement et si glorieusement « fait usage, pendant le cours d'une guerre « semée de périls et d'obstacles presqu'insur- « montables. Appelé par votre patrie à dé- « fendre ses droits offensés, vous acceptâtes « cette mission sacrée avant qu'elle se fût « assurée des alliés, avant même qu'elle eût « des armes et des trésors. Dirigé par un res- « pect invariable pour la puissance civile, « vous avez rempli tous vos devoirs militaires « avec une constance héroïque, au milieu « des passions et des troubles. L'affection et « la confiance qu'avaient placées en vous tous « vos concitoyens, ont soutenu dans toutes « les circonstances leur esprit martial, et les « ont rendus dignes des regards de la posté- « rité. Vous avez déployé une persévérance « invincible jusqu'au jour où, assistés par un « roi magnanime, et protégés par la divine « providence, les Etats-Unis sont parvenus à « conquérir, avec la paix, leur indépendance « et leur souveraineté. Nous nous plaisons à « joindre ici nos félicitations aux vôtres. « Après avoir arboré l'étendard de la liberté « dans le Nouveau-Monde, après avoir donné « une grande leçon à ceux qui oppriment « comme à ceux qui sont opprimés, vous « vous retirez de la lice, emportant avec vous

« les bénédictions de vos compatriotes. Mais 1783.
« ne croyez pas que la renommée de vos « vertus et de vos exploits s'éteigne avec « votre autorité militaire ; elle ne cessera ja-« mais d'enflammer le cœur de nos derniers « descendans. Nous sommes, ainsi que vous, « pénétrés de reconnaissance envers l'armée. « Nous prendrons un soin particulier des « militaires qui, jusqu'à ce jour mémorable, « ont combattu à vos côtés. Nous unissons « nos prières aux vôtres, pour recommander « à la protection du Très-Haut les intérêts de « notre chère patrie. Qu'il daigne disposer « les cœurs et les esprits de nos concitoyens « à saisir les moyens qui leur sont offerts, « de devenir une heureuse et respectable « nation !

« Quant à vous, Monsieur, nous lui adres-« sons les plus instantes supplications pour « qu'il lui plaise de protéger et de prolonger « votre existence, de rendre vos jours aussi « prospères qu'ils ont été illustres, et de « vous accorder enfin la récompense qu'il « n'est pas au pouvoir des hommes de vous « donner ! »

Lorsque le président eut cessé de parler, l'assemblée entière garda un long et profond silence. Tous les esprits paraissaient frappés

1783. de la nouveauté de ce grand spectacle, du souvenir du passé, de la félicité du présent, des espérances de l'avenir. L'éloge du généralissime et celui du congrès circulèrent ensuite dans toutes les bouches.

Peu de jours après cette cérémonie, Washington alla se vouer au repos, objet de ses desirs, dans son château de Mont-Vernon, en Virginie (8).

FIN DU LIVRE QUATORZIÈME ET DERNIER.

QUE.

spectacle, du
té du présent,
éloge du géné-
circulèrent en-

rémonie, Wa-
os, objet de ses
Mont-Vernon,

E ET DERNIER.

NOTES DU LIVRE QUATORZIÈME.

---

1) Il a été fait mention, dans le livre XIIIe, du combat de la baie de *Praya* (16 avril 1781), première action de cette guerre où l'on voit le bailli de Suffren-Saint-Tropez commander en chef. Après avoir escorté jusqu'au cap de Bonne-Espérance un convoi de troupes et de munitions, il alla rejoindre, à l'Ile-de-France, l'escadre du comte d'Orves. Cet amiral fit voile pour la côte de Coromandel. Dans la traversée, le bailli de Suffren s'empara du vaisseau anglais *l'Annibal* (*). Le comte d'Orves, attaqué d'une maladie grave, et sentant sa fin approcher, remit son commandement au bailli, comme à son plus ancien officier. « Si l'activité, le zèle, la fermeté, la vigilance et l'intrépidité constituent un général de mer, jamais commandant ne développa ces brillantes qualités avec plus d'éclat. » Tel est le jugement que porta de ce grand marin un écrivain aussi impartial qu'instruit (**); tel est l'hommage que lui rendirent les Anglais eux-mêmes en plusieurs circonstances.

La première opération du bailli de Suffren fut de se

(*) Comme il y avait déjà un vaisseau de 74, nommé *l'Annibal*, dans l'escadre française, on y distingua la prise anglaise, qui n'était que de 50 canons, par le surnom du *Petit-Annibal*.

(**) *Histoire de la dernière guerre, etc.* in-4°. Paris, chez Brocas, 1787.

porter devant Madras, où il espérait surprendre l'es cadre anglaise. Des calmes et des vents contraires s'op- posèrent à l'exécution de ce dessein. L'amiral Hughes voulut profiter de l'éloignement des Français, pour alle promptement couvrir Trinquemale. M. de Suffren s mit aussitôt à sa poursuite, l'atteignit et engagea un action fort vive, à laquelle une brume épaisse et le gro temps ne lui permirent point de donner de suite. Ce pendant deux vaisseaux anglais, *le Superbe* et *l'Exeter* l'un de 74 et l'autre de 64 canons, furent entièremen désemparés (17 février 1782). Le bailli de Suffren all relâcher à Porto-Novo, pour se mettre en communica tion avec le célèbre Hyder-Ali (*), et coopérer à la réduction de Goudelour.

L'amiral français ne tarda pas à remettre en mer. I se proposait tout-à-la-fois d'escorter au large plusieur bâtimens qu'il envoyait à Batavia et à l'Ile-de-France de rallier la portion de son convoi qui mouillait en core à la pointe de Galles, dans l'île de Ceylan, et d chercher l'escadre anglaise pour la combattre. Il réuss entièrement dans ces trois projets. L'amiral Hughes pr chasse devant lui; mais il le joignit près l'île de Prove dien, à l'est de l'île de Ceylan. Les deux amiraux s combattirent à la portée du pistolet, et se dégréèrent re

---

(*) Ce prince, juste appréciateur du mérite, était pénétré d'a miration pour le bailli de Suffren. Visitant un jour son escadre il donna à un vaisseau français le nom de celui qui le commandai Le bailli en fit la remarque : « En apprenant, répondit Hyde « comment s'appelle le vôtre (*le Héros*), je m'étais figuré qu « chaque vaisseau, chez vous, portait le nom de son capitaine. (*Préface de la tragédie de* Tippo-Saëb, *par M. de Jouy.*)

ciproquement. Pendant l'action, les deux flottes couraient également vers la terre. Le fond diminuant rapidement, elles cessèrent le feu pour songer à leur sûreté commune (*). Le bailli de Suffren obtint du moins l'avantage de retarder la navigation de l'escadre anglaise, qui se rendait à Trinquemale. Il resta maître de la mer, et ses croiseurs lui amenèrent plusieurs gros bâtimens anglais, abondamment chargés de vivres et de munitions de toute espèce.

Peu de temps après (le 6 juillet), il engagea encore les Anglais à la hauteur de Negapatnam. La canonnade fut si terrible de part et d'autre, que deux heures suffirent pour mettre les deux flottes à-peu-près hors d'état de résister à une brise très-fraîche du large, qui rompit leurs lignes. Les Anglais se virent contraints de rentrer à Madras, pendant qu'un convoi très-considérable, qui arrivait de l'Ile-de-France, rejoignait librement M. de Suffren.

Il résolut de profiter de ce renfort pour frapper un coup d'éclat. Il ne s'en présentait pas de plus important que la prise de Trinquemale, où les Anglais, qui en avaient chassé les Hollandais, étaient en possession du plus beau port de l'Inde. M. de Suffren jette l'ancre dans l'arrière-baie, le 25 août, et attaque avec tant de vigueur, que, dès le 30, la place et les forts avaient capitulé. Quelques jours après, on signala l'escadre anglaise. Le bailli se mit aussitôt en devoir de la poursuivre. De graves avaries que reçurent en appareillant

(*) Ce combat est remarquable, en ce qu'il se donna précisément le même jour que celui qui fut si fatal au comte de Grasse, dans l'autre hémisphère, le 12 avril 1782.

son propre vaisseau (*le Héros*) et le *Petit-Annibal*, retardèrent sa marche. Il parvint néanmoins à engager l'ennemi, et il maltraita tellement quatre de ses vaisseaux de ligne, qu'ils furent plusieurs fois sur le point de couler bas avant de regagner Madras. Il alla passer l'hivernage à Achem, dans l'île de Sumatra.

Quoiqu'affaibli par la perte de deux vaisseaux de haut-bord, *l'Orient* et *le Bizarre*, dont l'un périt dans la baie de Trinquemale, et dont l'autre échoua devant Goudelour, M. de Suffren etablit audacieusement sa croisière sur les côtes d'Orixa et de Coromandel. Il s'y empara d'une frégate anglaise et d'un grand nombre de riches bâtimens de la compagnie des Indes, au grand étonnement des Anglais, qui regardaient ces mers comme leur domaine exclusif.

Cependant les hostilités avaient cessé en Europe, et même en Amérique; mais elles continuaient dans l'Inde, où la nouvelle de la signature des préliminaires n'était pas encore parvenue. Le bailli de Suffren, apprenant que les Anglais pressaient vivement le siége de Goudelour pendant que l'amiral Hughes bloquait étroitement la place par mer, résolut de la dégager à tout prix. L'ennemi avait dix-huit vaisseaux de ligne, et il ne pouvait lui en opposer que quinze. Il se vit forcé de mettre en ligne la frégate *la Consolante*, de 40 canons. L'amiral anglais manœuvra comme s'il voulait éviter l'engagement. M. de Suffren le contraignit enfin de l'accepter (le 20 juin 1783); mais le jour était déjà si avancé, que la nuit ne tarda pas à séparer les combattans. Cette action offrit une particularité remarquable; c'est que l'amiral français, conformément à l'ordre qu'il en avait reçu, avait hissé son pavillon à bord d'une

frégate, et parcourait sa ligne en se tenant par le travers de l'avant-garde (*). Le champ de bataille lui resta. Les Anglais gagnèrent Alemparvé, ensuite Madras, et le blocus maritime de Goudelour fut levé. Le marquis de Bussy, qui commandait en personne dans la place, méditait une attaque générale contre les lignes anglaises, à l'aide des douze cents hommes de renfort que M. de

---

(*) L'ordre qui prescrivait cette nouvelle disposition fut intimé au bailli de Suffren, dans une lettre du roi lui-même. Elle mérite d'être recueillie :

« Considérant qu'il est impossible au commandant d'une armée « navale de juger, pendant un combat, du mouvement de sa « ligne, et de celle des ennemis, tant à cause de la fumée du « canon dont il est enveloppé, que par l'attention qu'il est obligé « de porter à la manœuvre particulière du vaisseau sur lequel son « pavillon est arboré; considérant en outre que les vaisseaux de « tête distinguent difficilement les signaux qui leur sont adressés « du centre de la ligne, et que le moment de les exécuter est « souvent passé lorsqu'ils les aperçoivent; je vous fais cette lettre, « pour vous dire que mon intention est que, si dorénavant vous « trouvez l'occasion de combattre mes ennemis, vous ayez à « quitter le vaisseau sur lequel votre pavillon sera arboré, et que « vous passiez sur la frégate dont vous aurez fait choix, d'où « il vous sera plus facile d'observer la manœuvre des ennemis, « d'indiquer celles que vous jugerez à propos de faire faire à l'armée navale dont je vous ai confié le commandement, et d'en « presser l'exécution...... etc. 12 avril 1782. »

On voit dans un rapport officiel d'un des plus grands hommes de mer qu'ait eus l'Angleterre (l'amiral lord Howe), que, lorsqu'il se crut au moment de combattre la flotte du comte d'Estaing dans les eaux du Rhode-Island, au mois d'août 1778, il quitta son vaisseau, *l'Eagle*, et fit hisser son pavillon sur la frégate *l'Apollon*, « afin, dit-il, d'être dans une meilleure position pour « diriger les opérations subséquentes de l'escadre. »

Suffren avait tirés de son escadre, lorsqu'on reçut enfin la nouvelle du rétablissement de la paix.

La guerre fut sur le point de se rallumer, en 1787, entre la France et la Grande-Bretagne. Louis XVI, qui avait accueilli le bailli de Suffren avec la plus haute distinction à son retour de l'Inde, et qui avait même voulu avoir plusieurs entretiens particuliers avec cet habile marin, lui avait destiné le commandement de la grande flotte de l'Océan (*).

(*Note du Traducteur.*)

(2) Au moment où la Grande-Bretagne s'était dégarnie de toutes ses forces navales pour secourir Gibraltar, les

---

(*) « Jamais homme n'obtint un triomphe aussi complet, aussi flatteur que celui qui récompensa les exploits du bailli de Suffren. La France entière s'empressa de célébrer le général qui l'avait consolée d'un grand nombre de revers. Les applaudissemens et les fêtes marquèrent sa marche depuis le lieu de son débarquement jusqu'à Versailles. La reine le flatta par les louanges les plus délicates. Le roi lui-même, surmontant sa timidité ordinaire, fut heureux dans ses expressions : « Comment avez-vous « pu, sans ports, sans magasins, et sans les autres ressources que « l'entretien d'une flotte exige, vous soutenir si long-temps contre « les ennemis? — Sire, à coups de canon. — Et par votre activité « sans exemple. Je vous ai, dans le temps, appliqué les paroles « de César; car j'ai appris presqu'en même temps votre arrivée « dans l'Inde, vos combats et votre gloire. ».

« Le cordon bleu lui fut donné, malgré les instituts de l'ordre de Malte, qui proscrivaient toute décoration; la dignité d'ambassadeur de ce même ordre à la cour de France; en un mot, les honneurs et les richesses s'accumulèrent sur la tête du bailli. De si magnifiques récompenses étaient bien propres à exciter une généreuse émulation. » (*La France sous ses Rois*, par M. de Dampmartin; tom. v, pag. 198.)

cours alliées purent croire que les Hollandais profiteraient de la circonstance pour entreprendre quelque expédition importante dans la mer du Nord ; mais un pouvoir invisible leur opposait sans cesse une force d'inertie qui paralysait tous leurs projets d'attaque. Sur la demande de la cour de Versailles, les Etats-Généraux avaient arrêté d'envoyer dix vaisseaux de guerre à Brest (en octobre 1782), pour se réunir à une escadre française, et aller à la rencontre d'un nombreux convoi que les Anglais attendaient de la Jamaïque. Le stathouder déclara que l'armement de ces vaisseaux était si incomplet, qu'ils ne pouvaient absolument pas mettre en mer. Les Etats de plusieurs provinces ne se contentèrent pas de témoigner au prince d'Orange leur vif mécontentement, ils ordonnèrent des enquêtes contre les individus coupables de cette négligence. Toutes ces démarches furent infructueuses ; la première autorité de la république avait trahi ses intérêts et la cause de ses alliés : elle était intéressée à cacher ses complices.

(*Note du Traducteur.*)

(3) Le capitaine Jervis, depuis si célèbre sous le nom de *lord Saint-Vincent*, commandait *le Foudroyant*, de 84 pièces de canons, lorsqu'après le combat le plus opiniâtre il s'empara du *Pégase*, qui n'en avait que 74. Cet habile et brave marin fut cependant si flatté d'avoir pris un vaisseau français corps à corps, qu'il demanda, comme une faveur, de monter *le Pégase*, quoique d'une force inférieure. Pour transmettre à ses descendans le souvenir de cette action, le roi lui permit de surmonter le cimier de ses armes d'un cheval ailé.

(*Note du Traducteur.*)

(4) Indépendamment de la preuve que fournissent la note précédente et le trait auquel se rapporte celle-ci, de la haute estime des Anglais pour l'intrépidité des officiers de la marine royale de France, les annales de la guerre de l'indépendance américaine rapportent une multitude d'engagemens particuliers, où les Français, même avec une grande infériorité de forces, ont eu constamment l'avantage. L'un des plus remarquables, est, sans doute, le combat que soutint le chevalier de Grimoard, commandant *le Scipion*, de 74, à la hauteur de la baie de *Samana*, île de Saint-Domingue. Il fut attaqué, le 18 octobre 1782, par deux vaisseaux anglais, dont un à trois ponts, *le London*, de 98 canons, et l'autre, *le Torbay*, de 74. Des forces aussi supérieures semblaient lui interdire tout espoir de salut. Dans cette extrémité, le chevalier de Grimoard eut l'audace d'aborder lui-même *le London*; il l'enfila de long en long, et, en peu d'instans, le mit entièrement hors de combat. *Le Torbay*, resté seul, n'osa rien entreprendre contre l'intrépide français. (Voyez la *Relation du capitaine Kempthorne à l'amiral Rowley, datée de la Jamaïque, le* 26 *octobre* 1782.)

(5) La funeste journée du 12 avril 1782 causa, d'un bout de la France à l'autre, le plus violent désespoir. Avant d'examiner les causes de cette catastrophe, avant même de chercher à les connaître, on se fit un jeu cruel d'accabler l'amiral des reproches les plus amers, des railleries les plus sanglantes (*). Les Anglais, qui avaient

---

(*) Des épigrammes, des chansons contre le comte de Grasse circulaient de bouche en bouche. Dans ce siècle, où tout se re-

été à portée de juger sa conduite pendant toute l'action, en conçurent une opinion bien différente, comme on l'a vu dans le cours de cette histoire (*). Aujourd'hui que les ressentimens sont calmés, que la vérité a repris tous ses droits, il est permis de rendre une entière justice au comte de Grasse. Sans doute, il commit une faute en exposant sa flotte entière pour dégager *le Zélé*, qui, après s'être grièvement endommagé en abordant *la Ville de Paris*, comme il avait abordé *le Jason* dans la nuit précédente, était tombé sous le vent et courait le risque d'être pris par l'ennemi. En pareilles circonstances, les Anglais n'eussent pas hésité à l'abandonner à son sort; mais le point d'honneur français ne le permettait pas. Il est, au reste, absolument faux que le comte de Grasse eût des sommes considérables sur ce vaisseau. Qui pourrait d'ailleurs soupçonner d'un motif aussi bas le noble et généreux chevalier, qui, lorsque les négocians de Saint-Domingue refusèrent d'avancer des fonds pour le service du roi, engagea, sans hésiter, toutes ses possessions dans cette île? On a osé enfin élever des doutes sur sa bravoure, ou plutôt on n'a pas rougi de l'accuser d'une infâme lâcheté. Il suffirait peut-être de rappeler

---

cueille, elles seront conservées comme un monument de la plus odieuse calomnie. Les femmes portaient alors des croix d'or *à la Jeannette;* on en fit d'autres qui furent nommées *à la de Grasse :* les unes avaient un *cœur*, les autres n'en avaient pas.

(*) Par-tout où le comte de Grasse paraissait, en Angleterre, il était environné d'une foule immense. Les papiers publics le prièrent de ne point regarder cet empressement comme une impertinence grossière, mais comme une noble curiosité produite par l'admiration. Cet article finissait par ces mots : *Sic virtus et victa placet.*

que, depuis long-temps, dans toute la marine royale, on disait de lui : *Le comte de Grasse a six pieds, et six pieds un pouce quand il est en présence de l'ennemi.*

Mais il faut des faits, et en voici d'une authenticité incontestable. Par l'éloignement du *Zelé*, du *Jason* et du *Caton*, que leurs avaries ne permirent pas de conserver dans la ligne, la flotte française, qui le 9 avril avait extrêmement maltraité l'avant-garde de l'amiral Rodney, se trouva réduite, le 12, à vingt-neuf vaisseaux de ligne, dont un seul à trois ponts, *la Ville de Paris*. Les Anglais comptaient trente-six vaisseaux, dont six à trois ponts : *le Formidable, le Duke, le Namur, le Barfleur, le Prince-Georges* et *la Princesse*. Ils avaient enfin, selon un calcul que l'on ne manque jamais de faire en Angleterre, 582 pièces de canon de plus que les Français. Pendant le combat, le vent sauta au S. E., et devint tellement défavorable à notre armée, que plusieurs vaisseaux *firent chapelle*, et l'ordre de bataille fut rompu. Rodney en profita habilement pour couper la ligne. A la variation du vent succéda un calme profond (*), qui empêcha plusieurs vaisseaux de se rallier au corps de bataille, ou servit de prétexte à leurs capitaines pour ne pas obéir aux signaux. Environné alors par quatorze vaisseaux anglais, qui l'attaquaient tout-à-la-fois de l'arrière et des deux bords, le comte de Grasse persista dans la plus opiniâtre défense. On

---

(*) Les marins savent tous que l'effet ordinaire des détonations prolongées de la grosse artillerie, sur-tout dans les parages où se donna le combat dont il est question, est de produire une cessation totale du vent.

l'entendit s'écrier douloureusement plusieurs fois : « N'y « aura-t-il donc pas un boulet pour moi ! » Resté presque seul vivant sur le pont, il n'amena son pavillon qu'après dix heures consécutives du combat le plus acharné dont l'histoire moderne fasse mention (*).

(*Note du Traducteur.*)

(6) Pour l'intelligence plus parfaite du précis des négociations, tel qu'il a été permis à l'auteur de l'insérer dans le cours de son histoire, je crois devoir renvoyer le lecteur à l'*Introduction* de cet ouvrage. Elle m'offrait l'étendue nécessaire pour y suivre, dans les plus petits détails, la marche souvent embarrassée et tortueuse des ministres. Je répète ici que tous les renseignemens qui m'ont guidé dans l'exposé de ces importantes negociations, ont été puisés dans les porte-feuilles de deux des principaux diplomates qui y prirent une part directe.

(*Note du Traducteur.*)

(*) Les vaisseaux français qui furent contraints à se rendre dans cette sanglante journée, étaient tellement criblés de boulets, qu'ils pouvaient à peine flotter sur l'eau. *La Ville de Paris* et *le Glorieux* périrent, corps et biens, en revenant en Europe. On a prétendu que ces vaisseaux, et *le Centaure*, bâtiment anglais qui les accompagnait, avaient été entraînés au fond de l'Océan par des *poulpes*, ou immenses polypes de mer. Quoique des marins eux-mêmes racontent cette merveilleuse aventure, il doit être permis d'en douter, jusqu'à ce que l'existence du *kraken* soit parfaitement reconnue. On a d'ailleurs le rapport du capitaine Inglefield, qui commandait *le Centaure*, et parvint à gagner la terre dans une chaloupe, avec onze hommes de son bord. Il représente la perte de son vaisseau comme l'effet des violens coups de mer qu'il eut à essuyer, et ne fait aucune mention des polypes. (Voyez le *Remembrancer for the year*, 1783. Part. I, p. 193.)

(7) En parlant, dans mon *Introduction* (page lx), de l'article du traité de 1783, qui réglait la pêche de la morue à Terre-Neuve, j'ai remarqué que la France, en cédant à l'Angleterre ses anciennes pêcheries, avait obtenu, pour cet objet, une étendue de côtes beaucoup plus vaste que celle qui lui avait été assignée par la paix d'Utrecht, ce qui est rigoureusement vrai. Mais un ancien militaire, aussi habile marin qu'excellent littérateur, m'a fait, à cet égard, une observation dont je m'empresse de profiter. D'après l'inspection de la carte, le ministère français crut gagner à cet échange. Il aurait renoncé à cette opinion, s'il eût été suffisamment informé que la pêche, très-abondante sur la côte orientale que nous cédions, était très-médiocre sur la côte occidentale, et presque nulle sur celle du nord que nous acquérions. Aussi, depuis cet arrangement, la navigation de Terre-Neuve ne put se continuer qu'à l'aide d'une prime, et il nous fut très-difficile de soutenir, dans nos propres îles à sucre, la concurrence des pêcheurs américains et anglais.

Je dois encore à M. de Vanderbourg (*) des renseignemens qui m'aideront à rectifier un autre passage de mon *Introduction*. J'y ai dit (pages xvj et xvij) que le comte d'Estaing, par son inconcevable lenteur à se rendre de Toulon dans les eaux de l'Amérique, avait fait avorter un plan dont l'exécution devait offrir des chances incalculables en faveur de la France et de ses alliés. Ce fait est incontestable; mais on ne doit pas en chercher la cause dans le soin qu'avait M. d'Estaing, comme on l'a prétendu, de mettre en panne toutes les

(*) Voyez le *Mercure de France* du 5 juin 1813.

nuits pour s'assurer qu'aucun de ses vaisseaux ne s'était écarté. Il n'ignorait pas, sans doute, qu'il était peu aimé de ses capitaines, qui le regardaient comme un intrus dans le corps de la marine; mais il devait être encore plus sûr qu'aucun d'eux n'eût voulu risquer son honneur et sa tête en se séparant de son escadre. « Il n'est donc nullement besoin de cette supposition peu honorable à la marine française, dit M. de Vanderbourg, pour expliquer la longueur de la traversée du comte d'Estaing. Cet amiral, peu expérimenté, avait le malheur d'être myope. Lorsqu'il était obligé de naviguer au plus près du vent, il craignait sans cesse de le faire tomber sur ses voiles (de *faire chapelle*, comme disent les marins), ce qui dans une escadre produit des abordages souvent très-fâcheux. En conséquence, au lieu de serrer le vent, il en prenait trop dans ses voiles; au lieu de s'élever en louvoyant, il courait à droite et à gauche, mais toujours sur la même ligne, et ne gagnait pas une lieue par jour. C'est ainsi qu'il a employé non-seulement quatre-vingt-onze jours à se rendre de Toulon en Amérique, mais, ce qui est plus curieux encore, soixante-six jours bien comptés dans une traversée de Cadix à Brest. » (*Note du Traducteur.*)

(8) Tant que le nom de Washington vivra parmi les hommes, et lors même que la langue française aura cessé d'exister, on citera le discours fameux où l'orateur, en célébrant le héros de l'Amérique avec la pompe de l'oraison funèbre, a su le peindre avec la fidélité de l'histoire (*).

(*) *Eloge funèbre de Washington*, prononcé dans l'église des Invalides, le 9 février 1800, par M. le comte de Fontanes.

« . . . . Je loue avec honneur, devant des guerriers, un guerrier ferme dans les revers, modeste dans la victoire, et toujours humain dans l'une et l'autre fortune. Je loue devant des ministres un homme qui ne céda jamais aux mouvemens de l'ambition, et qui se prodigua toujours aux besoins de sa patrie.

« Il est des hommes prodigieux qui apparaissent, d'intervalle en intervalle, sur la scène du monde, avec le caractère de la grandeur et de la domination. Une cause inconnue et supérieure les envoie, quand il en est temps, pour fonder le berceau ou pour réparer les ruines des empires. C'est en vain que ces hommes, désignés d'avance, se tiennent à l'écart ou se confondent dans la foule; la main de la fortune les soulève tout-à-coup, et les porte rapidement d'obstacle en obstacle et de triomphe en triomphe, jusqu'au sommet de la puissance. Une sorte d'inspiration surnaturelle anime toutes leurs pensées; un mouvement irrésistible est donné à toutes leurs entreprises. La multitude les cherche encore au milieu d'elle, et ne les trouve plus; elle lève les yeux en haut, et voit, dans une sphère éclatante de lumière et de gloire, celui qui ne semblait qu'un téméraire aux yeux de l'ignorance et de l'envie.

« Washington n'eut point ces traits fiers et imposans qui frappent tous les esprits; il montra plus d'ordre et de justesse que de force et d'élévation dans les idées. Il posséda sur-tout, dans un degré supérieur, cette qualité qu'on croit vulgaire, et qui est si rare, cette qualité non moins utile au gouvernement des Etats, qu'à la conduite de la vie, et qui donne plus de tranquillité que de mouvement à l'ame, et plus de bonheur que de gloire à ceux qui la possèdent, où à ceux qui en ressen-

tent les effets : c'est le bon sens dont je veux parler, le bon sens dont l'orgueil a trop rejeté les anciennes règles, et qu'il est temps de réhabiliter dans tous ses droits. L'audace détruit, le génie élève, le bon sens conserve et perfectionne. Le génie est chargé de la gloire des empires, mais le bon sens peut assurer seul et leur repos et leur durée.

« C'est aux guerriers seuls qu'il appartient de marquer la place qu'occupera Washington parmi les capitaines fameux. Ses succès parurent avoir plus de solidité que d'éclat, et le jugement domina plus que l'enthousiasme dans sa manière de commander et de combattre. D'ailleurs, les prodiges militaires exécutés par les troupes françaises, ont affaibli la renommée de tout ce ce qui s'est illustré dans la même carrière. Aucun peuple ne peut donner désormais des leçons de l'héroïsme à celui qui en a dans son sein tous les modèles. Mais Washington nous offre d'autres exemples non moins dignes d'être imités. Au milieu de tous les désordres des camps, et de tous les excès inséparables de la guerre civile, l'humanité se réfugia sous sa tente, et n'en fut jamais repoussée. Dans les triomphes et dans l'adversité, il fut toujours tranquille comme la sagesse, et simple comme la vertu. Les affections douces restèrent au fond de son cœur, même dans ces momens où l'intérêt de sa propre cause semblait légitimer en quelque sorte les lois et la vengeance.

« C'est à toi que j'en atteste, ô jeune Asgill, toi dont le malheur sut intéresser l'Angleterre, la France et l'Amérique ! Avec quels soins compâtissans Washington ne retarda-t-il pas un jugement que le droit de la guerre permettait de précipiter ! Il attendit qu'une voix, alors

toute-puissante, franchît l'étendue des mers, et demandât une grâce qu'il ne pouvait lui refuser. Il se laissa toucher sans peine par cette voix conforme aux inspirations de son cœur; et le jour qui sauva une victime innocente doit être inscrit parmi les plus beaux de l'Amérique indépendante et victorieuse.

« Les mouvemens d'une ame magnanime, n'en doutons point, achèvent et maintiennent les révolutions plus sûrement que les trophées et les victoires. L'estime qu'obtint le caractère du général américain contribua, plus que ses armes, à l'indépendance de sa patrie (*). »

Certes, c'est ainsi, selon l'expression de l'orateur lui-même, qu'on loue *avec honneur*.

Je crois faire une chose agréable à plus d'un lecteur, en retraçant ici les principaux traits de l'histoire de ce jeune Asgill, *dont le malheur,* effectivement, *sut intéresser l'Angleterre, la France et l'Amérique.*

Au mois d'avril 1782, un parti d'insurgés ayant surpris un détachement de loyalistes, en condamnèrent aussitôt trois ou quatre à mort, sans forme de procès. Sur cette nouvelle, les loyalistes tirèrent un capitaine américain, nommé Huddy, du lieu où leurs prisonniers étaient enfermés à part, et ils le pendirent. Dès que Washington fut informé de cet évènement, il écrivit au général anglais qui commandait à New-York (sir Henry Clinton), pour le sommer de lui livrer le capitaine Lippencot, qui avait présidé à l'exécution. Le général Clinton assembla une cour martiale, et y fit traduire cet officier. Mais l'exaspération des loyalistes était portée à un tel degré, que les généraux anglais, dans la

(*) Les fragmens cités ne se suivent pas toujours dans le texte original.

crainte de les aliéner, au lieu de livrer ou de punir les coupables, cherchèrent à gagner du temps par des récriminations et des subterfuges. Outré de ce déni de justice, Washington déclara hautement la ferme résolution où il était d'exercer son droit de représailles sur un des officiers anglais que la fortune des armes avaient mis en son pouvoir. Les réponses des commandans britanniques continuant à être aussi évasives, le jeune capitaine Asgill, âgé de 19 ans, l'un des prisonniers faisant partie de la garnison d'York-town, fut désigné par le sort pour être la victime qui devait expier le crime de Lippencot.

Mais cherchant à accorder l'humanité de son cœur avec la rigueur de ses devoirs, Washington différa continuellement l'exécution de la sentence. Il semblait attendre, comme l'a dit son éloquent panégyriste, qu'une voix toute-puissante lui demandât une grâce, qu'il brûlait lui-même d'accorder. Cette voix se fit entendre; c'était celle du monarque protecteur de l'indépendance américaine.

Informée de l'affreuse destinée qui menaçait la tête de son fils, lady Asgill, malgré l'état de guerre où se trouvaient encore la France et la Grande-Bretagne, adressa une lettre extrêmement pathétique au comte de Vergennes, pour le prier d'employer son intervention auprès du généralissime américain. Cette lettre, écrite en anglais, fut mise sous les yeux de Louis XVI, qui s'empressa de la porter lui-même à la reine, et de la lui traduire. Tous deux accordèrent des larmes à la situation déplorable de cette mère infortunée, et ce fut d'après l'ordre même du roi, que le comte de Vergennes écrivit sur-le-champ à Washington, pour le

conjurer d'épargner les jours du jeune Asgill (*).

Le généralissime fit part au congrès des vœux de la cour de France, et, le 7 novembre, fut rendu un décret qui remettait le jeune Asgill en liberté. Washington se réserva la satisfaction de lui annoncer lui-même cette heureuse nouvelle, par une lettre que je crois très-peu connue, et qui mérite de l'être beaucoup. En voici la traduction :

« C'est un plaisir bien vif pour moi, Monsieur, de « pouvoir vous transmettre la copie ci-jointe d'un acte « du congrès, qui met un terme à la position doulou- « reuse dans laquelle vous vous trouvez depuis si long- « temps. Dans l'idée que vous désirez vous rendre à « New-York aussitôt que possible, je vous envoie les « passe-ports nécessaires.

« Votre lettre, du 18 octobre, m'a été fidèlement re- « mise. Si je n'y ai pas répondu plutôt, je vous prie de « croire que ce délai ne doit pas être attribué à un « manque d'égards pour votre personne, ou de compas- « sion pour vos souffrances. J'attendais chaque jour qu'il « fût prononcé définitivement sur votre sort, et je pen- « sais qu'il valait mieux attendre ce moment, que de « vous nourrir d'espérances qui pouvaient ne point se « réaliser. Vous voudrez bien regarder comme prove- « nant de la même cause la détermination que j'avais « prise de retenir les lettres ci-incluses, qui sont entre « mes mains depuis quinze jours.

« Je ne puis prendre congé de vous, Monsieur, sa

(*) Détails donnés par un témoin oculaire. La lettre de la[dy] Asgill et celle du comte de Vergennes ont été insérées dans [les] papiers publics du temps : la première est datée de Londre[s] le 18 juillet 1782 ; la seconde, de Versailles, le 29 du même mo[is].

« vous assurer que, sous quelque jour que ma conduite « en cette triste affaire puisse être représentée, elle n'a « jamais été influencée par des sentimens sanguinaires. « Je n'ai écouté que la conscience de mes devoirs : elle « me sommait impérieusement de prendre les mesures « convenables, celles mêmes qui me répugnaient le « plus, pour prévenir le renouvellement des atrocités « qui ont été le sujet de nos discussions. Voir qu'un « but aussi désirable va probablement être atteint sans « répandre le sang d'une innocente victime, ne peut « causer une joie plus parfaite à vous-même, Monsieur, « qu'à votre très-humble et très-obéissant serviteur,

« G. Washington. »

(*Note du Traducteur.*)

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

La fin de ce volume
depuis page 545 appartient
au 4e volume